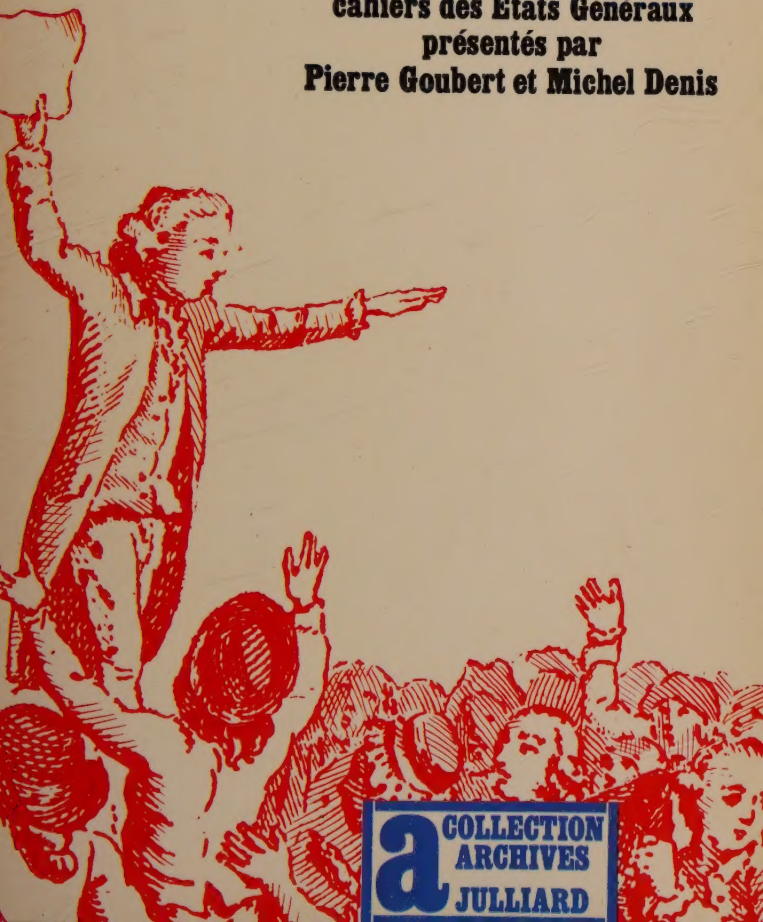


1789 LES FRANÇAIS ONT LA PAROLE

cahiers des Etats Généraux
présentés par
Pierre Goubert et Michel Denis



a

COLLECTION
ARCHIVES
JULLIARD

a COLLECTION
ARCHIVES
JULLIARD

1789

Les Français ont
la parole...

Cahiers de doléances
des États généraux

présentés par

Pierre Goubert

et Michel Denis

suivis d'un glossaire pratique
de la langue

de quatre-vingt-neuf

Collection Archives
dirigée par
Pierre Nora
et Jacques Revel

Pierre GOUBER¹
est professeur à la Faculté des
Lettres et Sciences humaines de
Rennes. Ses travaux d'histoire
économique et sociale, en par-
ticulier *Beauvais et le Beauvaisis
de 1600 à 1730* (S.E.V.P.E.N.,
1960) ont fait de lui un éminent
spécialiste de la société française
d'Ancien Régime.

Michel DENIS, assistant à la
même faculté, étudie la contre-
révolution dans la France de
l'Ouest.

Les Français de quatre-vingt-neuf	7
La crise de l'Ancien Régime : chronologie	27
Un exemple : comment furent rédigés les cahiers de doléances en Bas-Anjou (mars 1789)	29
Les cahiers de doléances	37
1. Vive le Roi	39
2. « Un agrégat de peuples désunis »	51
3. « Un agrégat inconstitué »	59
4. Les aristocrates, à la lanterne?	71
5. « La barbarie féodale »	85
6. « Ce peuple couché par terre, pauvre Job... »	95
7. « La crise de l'économie française »	109
8. La France routinière	121
9. « Un seul et véritable tyran, le fisc... »	133
10. « La gabelle, fléau pestilentiel »	145
11. « Il n'y a pas de joie sans vin »	151
12. Le curé de campagne	157
13. « ... ces pieux fainéants »	175
14. Les dîmes, « sangsues accablantes »?	183
15. La vertu, fille de la foi?	189
16. Autour de Brid'oison	199
17. Vers l'armée nouvelle	207
18. « Projet d'éducation nationale »	215
19. Santé publique et population	221
20. L'apparition des bras nus	225
« Il est ici le bonheur »	237
Glossaire pratique de la langue de quatre-vingt-neuf	241
Bibliographie sommaire	265

Les Français de quatre-vingt-neuf

Comment pouvait-on être français?

Dans cet assemblage mal réglé et mal équarri de communautés indépendantes, de seigneuries minuscules ou démesurées, de provinces et de « pays » aussi originaux qu'inégaux, on est de son village contre le voisin, de sa seigneurie contre la voisine, on est attaché à tel saint patron et non à tel autre, à tel boisseau plutôt qu'à tel setier, à telle charrue et à telle manière de nourrir les vaches... Et, naturellement, on est d'abord picard, lorrain, comtois, bourguignon, breton, poitevin, gascon ou provençal. Ce Bourbon versaillais, respecté de très loin puisque sacré par « notre mère la Sainte Eglise » et descendant du « bon roi Henry », il est surtout comte de Provence et duc de Bretagne. Privilèges locaux et régionaux d'abord, « libertés » provinciales d'abord, hommage au roi ensuite; profonde et lointaine révérence... Que survienne l'homme en noir porteur de grimoires scellés, l'on soupçonne l'impôt nouveau, toujours « extraordinaire » et « exorbitant » : pourquoi le Roi notre Sire ne vivrait-il pas, comme notre seigneur, de son domaine? — L'homme de loi, le financier, le gabelou, le procureur, le sergent recruteur, l'intendant, l'exempt de la maréchaussée — bêtes détestées, bêtes étrangères, bêtes ennemies des libertés traditionnelles... Sans le savoir, la France est fédéraliste. Sauf pour de rares et grands esprits, en pointe sur l'opinion énoncée et les sentiments confus, non, décidément, la France n'est pas une Nation...

Est-elle seulement un État? Si un État, ce sont des ministres, des bureaux, des percepteurs, des porteurs d'hermine et des traîneurs de sabre, alors oui, la France est un État... Mais

qu'est un Etat où la désobéissance, selon le mot de Lavisse, tempère encore l'absolutisme? Qu'est un État où les manières d'asseoir, de répartir et de percevoir l'impôt, où la nature même de cet impôt change d'une province à l'autre? Où, dans la multiplicité des coutumes et des tribunaux, en l'absence de loi générale, de code digne de ce nom, le premier souci, lorsqu'on doit soutenir un procès, consiste à trouver le tribunal compétent, et la loi — ensemble de dispositions sibyllines recouvertes de gloses — selon laquelle on plaidera? Où la justice s'achète, se revend, se monnaie, se dénonce? Est-ce un État, ce pays où l'on refuse habituellement le service militaire, où les familles et les paroisses conspirent pour sauver les recrues de la milice et entretenir les déserteurs? Où, dans un village donné, il n'est pas rare de dépendre d'un évêque qui habite Saint-Pierre, d'un seigneur qui habite Saint-Jean, d'un juge royal qui habite Saint-Jacques, d'un subdélégué qui habite Saint-Fiacre, de juges des gabelles, des traites, des tailles, des marchands qui logent respectivement sous la protection patronale de quatre autres saints du calendrier?

Est-il au moins, ce royaume de France, société ordonnée et hiérarchisée avec trois Ordres bien à leur place, se complétant et s'entraïdant, et subdivisés en une multitude de « dignités » et de « rangs » rigoureusement et harmonieusement équilibrés, dépendants, disciplinés?

En fait, deux grandes « sociétés » — et une foule de petites — se méprisent, se jalousent ou se haïssent dans ce royaume vétuste. Deux « races » coexistent, et la race noble est au fond persuadée qu'un sang exceptionnel coule dans son système artériel : qui n'est pas noble est ignoble. Au noble seul, l'épée, la girouette, le droit de chasse, le droit de litre et de tombeau à part dans l'église familiale. Seul, le noble est véritablement « né ». Les roturiers se content d'exister, comme une race un peu spéciale d'animaux, assez inférieure au cheval. Seul, le noble est naturellement « apte », d'abord à combattre et à commander, ensuite à savourer toutes les délices de la vie noble, de la fainéantise brute aux plus hautes spéculations de l'esprit — pour quelques-uns tout au moins. Seul, le noble est apte à bien juger, et les parlements se ferment désormais à

tout ce qui sent la roture; à bien prier Dieu, et l'épiscopat tout entier est noble d'« extrace »; à bien commander à la guerre, et les cadres de l'armée sont interdits aux roturiers, sauf dans quelques spécialités où le talent, même ignoble, est cependant requis; à bien commander auprès du roi, et il faudra l'astuce financière d'un banquier roturier, étranger et mécréant (Necker) pour rompre le cercle aristocratique qui tentait, auprès du monarque, noble d'entre les nobles, de gouverner seul la mosaïque routinière et particulariste... Et c'est encore le noble seigneur, installé dans son château, au milieu de son parc et de son domaine proche, qui revendique presque toute la forêt et presque tous les pâturages communaux, qui perçoit toujours sur ses « vassaux » paysans ces redevances qui, plus souvent qu'on ne croit, sont encore des corvées, des charrois, des prémices, et reçoit encore ces hommages avilissants, comme d'« aller s'agenouiller devant une porte pourrie pour baiser avec respect un maillet sale et rouillé ». (Saint-Maixent.)

Immensément majoritaire, l'ignoble roture supporte mal ces « restes de la barbarie féodale ». Au fond des campagnes, pèse la lassitude de payer toujours, de travailler toujours, de payer et travailler plus encore, puisque croissent souvent les exigences et les inventions du noble seigneur : la censive, le lourd champart, le four et le moulin, les aveux et les charrois, les lods et ventes et la saisine, les vieux droits ressuscités par les feudistes à gages, les terres du maître qui se ferment au mouton du paysan, les communaux qui lui échappent, les forêts qu'on lui interdit, et ces troupes de pigeons et de chiens qui ravagent labours ou moissons... Quelques débonnaires seigneurs de villages et quelques gentilshommes misérables ne changent rien au tableau; au fond, on les méprise pour leur faiblesse ou leur pauvreté. Que la pesanteur des contraintes se relâche, qu'un espoir plus ou moins chimérique coure les campagnes, et l'on verra, fourche et torche au poing, le paysan se ruer sur les châteaux et les grimoires « féodaux » et refuser, de quoi qu'on le menace, l'hommage au seigneur et toutes les redevances venues du fond des âges.

A l'intérieur même de ce corps du clergé que l'onction sacrée n'unit qu'en apparence, d'autres roturiers, souvent

éclairés et dignes, les curés et les vicaires, retiennent à peine la colère et le mépris qu'ils éprouvent pour leurs nobles supérieurs. Evêques de vingt ans, freluquets scandaleux ou ignares, superbes et impérieux, qui ne doivent qu'à leur naissance la dignité épiscopale; nobles abbés, souvent absents, souvent athées, qui n'extraient de leurs énormes revenus que le luxe de leurs vêtements, de leurs équipages, de leurs palais et de leurs cuisines, oubliant la part du pauvre, la part du pasteur, la part même de la maison du Seigneur... Voyez, un peu plus loin, ce qu'osent dire les curés du bailliage d'Auxerre.

Plus tenaces encore, les rancœurs de la bourgeoisie cultivée, tantôt besogneuse et tantôt aisée, presque toujours qualifiée et consciente de sa valeur, et qui voit se fermer les avenues du pouvoir, les postes d'autorité, civils ou militaires, étant encombrés par l'aristocratie. Certes, çà et là, de fructueuses alliances familiales sont conclues entre marquis désargentés et bourgeoises bien dotées; certes, quelques nobles, vite jugés dévoyés, exécutent parfois de brillants « soli » dans la riche orchestration finale du mouvement littéraire, persifleur ou réformateur; certes, de grands seigneurs avisés participent, plus ou moins secrètement, aux grandes spéculations du siècle : mines de charbon, commerce colonial, immeubles, agiotages variés. Ces exceptions n'affectent pas la fondamentale opposition entre la race aristocratique, quelle que soit sa teinte ou son âge, et le monde roturier où seuls les bourgeois d'écritoire, de fabrique ou de soutane sont aptes à jouer les premiers rôles.

Et pourtant, à l'intérieur de ce contraste primordial et sommaire, que de distinctions, de groupes, de sous-castes, de jalousies, de mesquineries, de petites guerres sociales... Peu sont aussi graves, et surtout aussi riches de promesses de lutte, que celle qui oppose ce qu'on appelait alors — avec quelle délicatesse! — la « lie du peuple », à ce tiers état qui prétendait parler au nom de la « Nation » et qui se limitait à la bourgeoisie consciente, ambitieuse et décidée.

Innombrable, peu cohérent, inégalement affirmé dans le fond des provinces, généralement abruti par l'ignorance et la superstition, ce qui sera le prolétariat arrive rarement à s'exprimer. Mineurs, fileuses, ouvriers des villes et tisserands

des campagnes, entièrement soumis aux prix du marchand, aux commandes du marchand, aux avances du marchand, à la discipline, à la bonne volonté et à l'esprit usurier du patron, ce peuple dépendant des métiers et des manufactures essaie de se grouper en compagnonnages, de se défendre par des coalitions, des rumeurs, des solidarités, des cris soudains et de brusques flambées de colère : ou bien il s'abîme dans le chômage jamais secouru, se réfugie dans la mendicité, le colportage, le brigandage, l'hôpital. Petit peuple des marins-pêcheurs sans barque et sans filets, il éclate parfois sous des patrons trop durs, et va jusqu'à la révolte contre les négociants et les « capitalistes » (le mot apparaît déjà) qui vendent les appâts à haut prix et achètent pour rien les sardines. Dans les riches provinces agricoles du Nord et de l'Est, la pullulante armée des manouvriers sans maison, sans meuble et sans lopin gronde contre le riche laboureur, le grand exploitant, l'impitoyable receveur qui monopolise les fermages, les terrains de pâture, les bois à glandée, distribue parcimonieusement le travail lors de moissons et des battages, et paie le plus mal possible, en récupérant simplement des avances antérieures de semence, de labour ou de nourriture. Un prolétariat rural de moins en moins soumis commence à se dresser contre les « coqs de village », exploiters d'un type mixte, où la vieille complicité seigneuriale se teinte déjà de capitalisme moderne; parfois la colère s'empare de lui, jusqu'à oser, au printemps 89, rédiger tout seul des cahiers où perce un esprit révolutionnaire d'une singulière audace... Première et bien rare émergence des « bras nus » dans ce magma rural, lourde et routinière masse sociale d'un royaume qui s'enorgueillit de ses traditions, de ses particularismes et de sa pesanteur quasi-médiévale...

... D'un royaume pourtant où les dormantes structures traditionnelles ont paru s'animer, rajeunir, revivre soudain, passés le règne étouffant du « grand roi » et les désordres fébriles de la dernière Régence.

Terminées les dépressions et les tempêtes du « tragique XVII^e siècle », des vents favorables parurent souffler sur le royaume de France.

L'ouragan de l'affaire Law (1720) avait laissé des ruines

individuelles et une méfiance excessive envers toute monnaie de papier et toute banque d'État. Dès 1726, le retour au calme produisit cette incroyable stabilisation de la livre tournois, solide et belle monnaie d'un royaume abondant en louis d'or et en écus d'argent d'une frappe admirable. Le siècle de Louis XIV avait vécu, surtout à son couchant, dans la fièvre des dévaluations en cascade et des tripotages monétaires. La livre de 1726, mère du franc-or de nos aïeux, honora de sa fixité sans nuages le siècle de Louis XV. Épuisés ou captés, les trésors du Pérou, l'argent mexicain et les vieilles mines d'Europe centrale avaient cruellement manqué à la vie économique du siècle précédent. L'or du Brésil avait pris le relais, relançant l'économie à l'aube du XVIII^e siècle. Le cuivre même, suédois ou japonais, voituré par les infatigables Hollandais, ne manquait pas pour les indispensables et innombrables monnaies divisionnaires.

Dès 1700, les Français, jusque-là en retrait sur les puissants Bataves et leurs alliés britanniques, avaient repris, témérairement d'abord, massivement et systématiquement ensuite, les chemins maritimes des pays de cocagne où poussaient ces autres trésors qui s'appellent sucres, cuirs, épices, bois de teintures, drogues; pays, par surcroît, toujours avides de bois d'ébène et des produits admirablement manufacturés par les tisserands d'Europe. Saint-Domingue et les Antilles au premier chef, la contrebande aux Indes espagnoles, les voyages en Chine et les navigations d'Inde en Inde, voilà ce qui donnait à la France redevenue maritime et optimiste l'essentiel peut-être, le plus brillant sûrement de sa fortune grandissante. A Rouen, à Saint-Malo, à Nantes, dans tous les ports et même à Marseille devenue océanique, le commerce d'Amérique et la vente des nègres alimentaient des fortunes ostentatoires, élevaient ces hôtels particuliers richement décorés qui s'offrent encore aux yeux du touriste cultivé. Mais pas seulement dans les ports. Dans telle capitale continentale et montagnarde, Grenoble, dans telle vieille cité qui paraissait somnolente, Beauvais, les trésors d'Amérique gonflaient les capitaux des dynasties marchandes, des rentiers bourgeois, des officiers, des parlementaires, et même des nobles de race pour qui « Le Cap » (Saint-Domingue) constituait comme

un nouvel Eldorado. Dans les statistiques du commerce extérieur du royaume, bien connues à travers tout le siècle, produits coloniaux et fournitures aux « Indes » soutenaient et projetaient plus haut encore cette allègre ascension, à peine coupée de rémissions passagères, qui joint le temps du Régent au temps de M. Necker. Les « Indes » étaient partout : dans le décor, dans le costume, dans la musique, et jusque dans la domesticité rutilante et exotique. Qu'importait la perte, en 1763, de la vallée du Saint-Laurent ? Le mot de Voltaire sur les « arpents de neige » du Canada se révèle bien plus exact que piquant, et n'importe quel négociant avait alors préféré, avec raison, Saint-Domingue aux « déserts » sans avenir prévisible que baignaient les Grands Lacs et le Meschacebé.

La même euphorie, la même ascension, le même dynamisme semblent animer les principaux secteurs de l'activité du royaume.

Les vieilles fabriques textiles — toiles du Nord-Ouest, draps de partout — sont revigorées comme par un sang nouveau. Des milliers de fileurs, de peigneurs, de tisserands, de texiers, de teinturiers, d'appréteurs travaillent à la campagne et à la ville, à la campagne plus qu'à la ville. Ils essaient d'adapter leurs techniques séculaires aux modes nouvelles, aux couleurs en vogue, à la demande aussi de très lointains marchés. Avec beaucoup de variations provinciales, production et prix montent, en moyenne, de 50 pour cent. Les manufactures « nouvelles » connaissent une croissance autrement brillantes : cotonnades, soieries, industries coloniales comme les raffineries... la production double, triple, parfois plus encore. Les inventions anglaises et les spécialistes anglais donnent l'impulsion ; l'administration royale la favorise et la subventionne ; de grands capitalistes éclairés osent et réussissent : déjà les Wendel dominent la sidérurgie française... Les rouleaux à teindre, les « mule-jennies », les hauts fourneaux, la fonte au coke, les mécaniques, les montgolfières, le premier chariot à vapeur, les premières manufactures groupant près d'un millier d'ouvriers permanents — tout un aspect quasi révolutionnaire porte en avant ce secteur qui, hier, n'était que la « manufacture », et qui commence à devenir l'« industrie ».

Jusqu'au millénaire et immobile monde de la terre qui

se décide à remuer. Depuis 1750, il attire l'attention des mondains et des « philosophes », fatigués de discuter sur Jansénius, sur le roman, sur le théâtre, sur la vertu ou sur l'amour. Venues d'Angleterre (qui les avait prises en Hollande), des théories à sensation vantent la vertu des turneps, des luzernes, des pommes de terre, tonnent contre l'opprobre des jachères mortes, la barbarie des communaux, et chantent les miracles de la libre circulation. Des bourgeois, des grands seigneurs, des jolies femmes, des ministres et même quelques agriculteurs soutiennent la « nouvelle culture », et vont jusqu'à tenter de la mettre en pratique. L'État encourage les défrichements, les prairies artificielles, le partage des communaux, la sélection des animaux et bientôt la pomme de terre, Parmentier se chargeant d'en montrer l'inocuité. Les routes royales se multiplient, de nouveaux canaux sont creusés, et l'idée nouvelle s'accordant aux possibilités et aux intérêts, on tâte de la libre circulation des grains. Spontanément, quelques grands seigneurs éclairés effectuent de retentissantes expériences, qui enchanteront bientôt l'anglissime Arthur Young. En des régions riches, favorisées, ouvertes aux fécondantes influences venues du Nord, la jachère morte est abandonnée, les nouveaux fourrages, les nouvelles racines, les nouveaux instruments et les nouvelles méthodes sont adoptés, tandis que le maïs continue de revigorer la vieille Aquitaine...

Dans ce pays qui se prend à nouveau à croire en lui-même et en l'avenir, tout n'est-il pas hardiesse, réforme, souvent réussite? Les administrateurs sont des gens d'esprit, qui expriment parfois des idées personnelles, qu'ils essaient même d'appliquer. La plupart des Intendants de province sont des hommes cultivés, des urbanistes, des mécènes, dont le souvenir n'est pas encore éteint : Blossac à Poitiers, Tourny à Bordeaux, le bon d'Etigny dans sa capitale d'Auch. Certains, comme Turgot en Limousin, vont jusqu'à expérimenter de nouvelles et plus justes méthodes de percevoir l'impôt. Même les ministres ont de l'esprit, et parfois de l'efficacité : ceux-ci recréent une grande marine royale, qui se permettra bientôt de battre les Anglais; d'autres réforment rudement, à la prussienne, l'armée royale, tandis que les frères Gribeauval la dotent d'une artillerie qui aidera aux victoires révolutionnaires;

d'autres encore ont inventé la statistique, l'enregistrement, les ponts et chaussées, les grandes écoles techniques royales ; d'autres mettent un peu d'ordre dans les couvents, chassent les jésuites, redonnent une existence légale aux non-catholiques ; et le Directeur de la Librairie en personne s'ingénie à violer la censure qu'il devrait faire respecter... Tels furent les grands administrateurs de « ce grand siècle, je veux dire le dix-huitième », proclamait Michelet...

... Michelet, qui pensait surtout aux « lumières ». Lumières de la philosophie, de la science et de la liberté, par opposition à l'esprit d'intolérance et d'autorité des temps classiques... Parallèle sommaire, préférences subjectives : avec quelles balances peser Voltaire et Bossuet ? Ce qui éclate sûrement, et ce qui marque spécialement ce dix-huitième siècle, c'est le rayonnement de la pensée, de l'esprit, de l'art, de la langue et de la mode française à travers toute l'Europe, et même la libre Amérique naissante. De Stockholm à Lisbonne, et bientôt de Washington à Odessa, la place royale, la statue royale, la langue de Voltaire, la marivaudage et les témérités verbales des salons, tant de Versailles alourdis et de Pompadour sans grâce, jusqu'à la poupée de mademoiselle Bertin, modiste, et au nouveau vin de Champagne, attestaient à l'unanimité que ce siècle était celui de la France...

Dans le tréfonds du royaume, des études récentes (ou oubliées) permettent d'apercevoir deux nouveautés et deux promesses encore plus surprenantes : le recul de la mort et de l'analphabétisme.

De la Normandie à la Lorraine, au temps de Louis XVI, les trois quarts des hommes ont été capables de signer leur acte de mariage ; un siècle auparavant, on en trouvait deux fois moins. A cet évident progrès de l'instruction — qui ne touche ni la Bretagne, ni le Centre, ni le Midi —, on ne sait trop quelles causes assigner. Mais il apparaît avec netteté qu'il provient de la volonté des paysans du Nord et de l'Est d'avoir leurs écoles. d'y envoyer leurs enfants, de ne pas hésiter à payer des magisters — car c'étaient bien les utilisateurs qui payaient les maîtres. Par là, les paysans des plus riches contrées de France montraient qu'ils avaient confiance en l'avenir, c'est-à-dire en eux-mêmes.

Cet optimisme ambiant, ce qu'on a appelé, peut-être un peu vite, « la révolution de la mortalité » aidait à le justifier. Au « grand siècle » régnaient encore la guerre, la peste et la famine, redoutable triade qui sévissait habituellement par crises épouvantables et brèves. Or, depuis la mort du « grand roi », la guerre se déroulait à l'extérieur du royaume, et les troupes françaises, mieux entretenues et plus disciplinées, logeaient dans des casernes de plus en plus nombreuses; les excès des gens de guerre se ramenaient à quelques viols de poulailleurs. Après une vive offensive en Provence en 1720, la peste s'était décidément retirée du royaume : efficacité des mesures de prophylaxie édictées par les administrations et les villes — une sorte de cordon sanitaire tendu autour des zones infectées — ? reflux inattendu — aujourd'hui à peu près expliqué — des virus et de leur vecteur habituel, le pou du rat ou, certain pou de certain rat ? Les deux à la fois sans doute. Certes, d'autres épidémies, plus ou moins identifiées, plus ou moins graves, ravageaient de temps en temps, en de soudains paroxysmes, telle ou telle province; ce n'était plus « le mal qui répand la terreur », dont le proche souvenir remontait pourtant à la surface lors de certaines paniques collectives. Et par surcroît, au moins dans une partie du royaume, le spectacle traditionnel de gens morts de faim le long des routes, avec des herbes dans la bouche, se raréfiait jusqu'à disparaître. Certes, çà et là, vers 1740 ou 1770, des « mortalités » qui rappelaient celles de 1694 ou de 1710 sévissaient encore; ce n'était ni au même degré, ni avec la même extension géographique, ni avec la même fréquence dans l'horreur. Le temps des famines semblait sur le point de se réduire, de se localiser, de disparaître. Peut-être les enfants mouraient-ils moins nombreux dans leur petite enfance ou leur adolescence; peut-être les premiers accouchements mortels tendaient-ils à se raréfier; peut-être même les adultes atteignaient-ils plus fréquemment la dignité de patriarche. Moins de massacres d'innocents, moins de classes désespérément creuses, plus de médecins, plus de sages-femmes dignes de ce beau nom, un certain désir de se soigner et, peut-être, d'observer les rudiments d'une élémentaire hygiène, peut-être même un mieux-être général et une meilleure nourriture. Les premières victoires sur

la mort datent bien de ce grand siècle, le dix-huitième.

Derrière ces phénomènes brillants, ces réussites individuelles, ces initiatives optimistes, ces hardiesses administratives, ces progrès démographiques et ces triomphes économiques, se dissimula longtemps le véritable moteur de la prospérité. Et pourtant — la constatation était si grosse qu'on ne l'apercevait plus — qu'était-ce que la société française sinon, sur 100 personnes, au moins 80 paysans? Quelle était la composante majeure du revenu national, sinon le revenu rural? D'où provenaient presque toujours ces fortunes, nobles ou roturières, laïques ou ecclésiastiques, qui s'investissaient en palais, en manoirs, en indiennes, en œuvres d'art, en salons, en esprit, en navires, en forges, en minières, en mécaniques, en « habitations » aux Iles, sinon de grands domaines ruraux, de fermages ruraux, de droits seigneuriaux ruraux, de métiers ruraux, de dîmes rurales? Pour de longues années encore, comme depuis le fond des âges, les revenus de la maison France sont les revenus de ses labours, de ses pâtures, de ses vignobles, de ses forêts, de ses landes et de ses jardins.

Or depuis 1730 au moins, tous les prix agricoles montent, entraînant la montée des bénéfices pour les vendeurs, la montée des fermages, la montée de la rente et du capital foncier, la recherche de nouveaux profits par extension des terroirs, par amélioration des méthodes d'exploitation, l'investissement du profit rural à la ville, à la manufacture, au port, aux Indes... L'allègre montée des prix, signe, symbole et moteur du prospère XVIII^e siècle, soutient cette atmosphère d'optimisme et de liberté qui frappe l'observateur le plus superficiel. Quand le profit va, tout va : la construction, la fabrique, l'embauche et tous les mécénats. Et quand le profit va, pourquoi s'embarrasser de règlements, de contingentements, de protectionnisme et de corporatisme? Le « laissez faire laissez passer »? simple réponse au progrès imperturbable de la rente foncière, de la rente française; l'éclat et la hardiesse des théories nouvelles? pure transposition, peut-être, aux superstructures, des infrastructures d'expansion...

Tout irait donc pour le mieux, dans le plus riche et le plus brillant des royaumes du monde? Sans doute, si la prospérité s'était répartie également dans les diverses provinces et dans

les diverses classes; sans doute, si l'élan conquérant du siècle de Louis XV s'était prolongé sans faille au temps du roi-serrurier et de la reine autrichienne... Or, cela ne fut pas.

La nature, la tradition ou l'occasion ont fait que les provinces de ce royaume de la diversité bénéficièrent très inégalement de la grande expansion conquérante du siècle. Les manufactures nouvelles, les industries en plein essor se groupent dans les grands ports, le long des grandes voies d'eau, auprès des sources de minerai ou de combustible : Paris et quatre grands ports exceptés, tout le Nord et tout l'Est du royaume. Les édits de clôtures et de triages, favorables à l'agriculture nouvelle chère aux physiocrates, s'adressent essentiellement aux grands pays de fermage où croissent plus qu'ailleurs les profits agricoles, au Nord de la Loire, à l'Est des bocages armoricains. Un grand renversement s'opère, indiquant déjà les futurs « déserts » français. Si vivante et si pleine de ressources aux XV^e et XVI^e siècles, la Bretagne stagne désormais; les grands ports, Nantes surtout, concentrent tout, vidant de leur substance les douzaines de petits havres naguère hardis et prospères; les toiles de tout l'Ouest, qui vêtirent l'Espagne et son empire au temps de Philippe II, ne progressent plus, et rencontrent désormais de redoutables concurrentes, irlandaises et silésiennes notamment — sans parler du coton. Et cette vieille province, engoncée dans une structure féodale immuable, n'accepte à peu près aucune nouveauté, tandis que les Bretons, imperturbables et résignés, persistent à mourir d'épidémies digestives comme au temps de la duchesse Anne, et à croupir dans un analphabétisme énorme, et inconscient. Il est probable que le Languedoc, naguère éclatant, glisse aussi vers l'atonie et la médiocrité.

Ainsi s'esquisse, de la Rance au Drac, la ligne de partage majeure : une France stagnante, qui fut deux ou trois siècles plus tôt le secteur riche et dynamique; la France du Nord et de l'Est, déjà engagée dans toutes les formes de l'expansion. Et pourtant, au-delà de ces disparités régionales, intéressantes, mais mineures puisque leur portée politique immédiate apparaît mal, quel retentissement offrent les disparités sociales!

Ernest Labrousse a montré depuis trente ans — mais les

vérités premières sont longues à s'imposer — que la montée de la production et des prix n'a pas été accompagnée d'une progression égale des profits et des salaires. Quand les prix montent de moitié, les profits doublent, et les salaires haussent timidement du quart. Le XVIII^e siècle économique et social est presque contenu dans ces trois pourcentages; aux salariés, les miettes de l'expansion; aux rentiers du sol, des portions démesurées...

Parmi les rentiers du sol bénéficiaires du sur-profit, nous retrouvons les grands propriétaires et les grands parasites de la production rurale, les seigneurs, les décimateurs et les usuriers : pratiquement, toute la grande noblesse et le haut clergé, augmentés d'une poignée d'officiers et de marchands. Avec eux, indispensables alliés, ces intendants de domaines, ces fermiers généraux et particuliers, ces hommes de loi et ces maquignons, sorte de « bourgeoisie rurale » qui perçoit, en retenant une bonne part de la manne, à la fois les censives, les champarts, les dîmes et les sous-fermes qui montent du sol nourricier. Par surcroît, distributeurs de travail, de provisions et de semences aux petits paysans, ils participent doublement à la montée du profit puisqu'ils gagnent à la fois au-dessous et au-dessus d'eux... Et puisque, de décennie en décennie, montent en s'épaulant les prix et les profits, il n'est que d'en étendre les bases en empiétant sur l'inculte et sur le communal, en fermant aux bestiaux du pauvre les forêts, les pâtures et mêmes les labours enclos, en réunissant les domaines, en tentant ces expériences nouvelles tant vantées à la Ville et à la Cour. Beautés de la « conjoncture d'expansion », et de l' « agriculture nouvelle », qui ne profitent qu'à ceux qui sont déjà abondamment nantis!

Certes, dans l'expansion générale, le petit peuple des campagnes, et aussi des villes, semble avoir gagné ce bienfait, si c'en est un : la vie; il ne connaît plus au même degré les catastrophes économiques et les « mortalités » gigantesques des siècles passés. Mais il est écarté de la montée des profits. Pour bénéficier du « bon prix », il faudrait que le paysan eût des excédents à vendre. Or, il est actuellement démontré que, sauf dans les provinces méridionales, la masse paysanne est constituée de manouvriers journaliers, gagne-

deniers qui ont, au plus, la propriété de leur chaumière, de leur enclos, d'une rangée de ceps et d'une minuscule parcelle, quand ils possèdent l'un et l'autre. Producteurs fondamentalement dépendants, ils ne peuvent nourrir leur famille qu'aux bonnes années, quand récolte et travail abondent ensemble; que pourraient-ils vendre, sinon un agneau ou quelques œufs, afin de trouver les quelques livres réclamées par le collecteur: les petits laboureurs et petits fermiers pourraient négocier quelques boisseaux ou quelques pintes, dans les bonnes années... mais c'est alors que les prix s'effondrent, dans un régime économique qui ignore la taxation, dans un régime politique qui favorise la « libre » concurrence, — et l'on sait à qui profite cette sorte de liberté. Jusqu'à la vache ou aux brebis du pauvre, dont les terrains de pâture se rétrécissent par les défrichements, les clôtures, les triages, les interdictions nouvelles. Non seulement le petit paysan majoritaire ne peut participer à la montée des profits, mais il souffre seul de la montée des appétits et des techniques.

Même inégalité dans le monde des villes, des manufactures et du commerce. Tout progrès de la production s'accompagne, au XVIII^e siècle, d'une concentration des métiers, des ateliers, des capitaux. Le petit artisan indépendant, accroché à son monopole corporatif désuet, est en perte de vitesse. Un peu partout, il est devenu le salarié du grand marchand maître de la transformation des étoffes, de la teinture, des débouchés, et bientôt des instruments de production. Dans la soierie, la cotonnade, la bonneterie, la toile peinte, s'annoncent ou s'installent franchement des structures qui seront celles du capitalisme du XIX^e siècle. Les machines nouvelles, venues d'Angleterre, enlèvent momentanément du travail aux fileurs et aux tisserands, et il faut entendre protester Picards et Normands, en attendant les Lyonnais. La métallurgie nouvelle est le territoire de chasse rigoureusement fermé des grands maîtres de forges, officiers et propriétaires d'hier ou d'avant-hier; elle n'embauche encore que de petits effectifs. Quant au commerce du nègre, du sucre ou de l'indigo, en quoi peut-il enrichir, sinon de liards perdus ou de profits réemployés, le prolétariat démuní des fabriques et des ports?

Écarté du banquet national, le petit peuple des campagnes et des villes n'est pas disposé à accueillir patiemment les années difficiles qui vont caractériser la majeure partie du règne de Louis XVI. Sous ce roi malchanceux, les souffles de la conjoncture économique se renversent soudain, anémiant de manière imprévue l'économie du royaume. Et comme les privilégiés du profit ressentent quelque peu ces bourrasques contraires, une sorte d'union passagère des mécontents va pouvoir se nouer contre l'éternel accusé, l'État. L'État, qui certes ne gouverne pas la conjoncture, mais qui, engagé dans une guerre trop coûteuse, ne sait, ou ne peut, ou ne veut résoudre le vieux problème de la monarchie française, le problème financier.

On n'ira pas répéter ici ce que content fort bien les manuels d'histoire de nos enfants : comment, pour la première fois depuis cent soixante-quinze ans, le Roi fut amené à convoquer les États généraux, à organiser de larges élections, à « donner la parole au peuple » — ou à ses interprètes —, dans des conditions d'un libéralisme inouï, quasi démocratique...

Phénomène d'abord politique, la convocation des États dérive directement de l'incapacité du gouvernement à payer la guerre d'Amérique; plus encore, du refus des « notables » — c'est-à-dire des nobles — cérémonieusement assemblés, d'accepter des réformes audacieuses et raisonnables qui les auraient transformés en contribuables massifs. Ce refus, cette révolte nobiliaire parfois qualifiée de « révolution aristocratique », a contraint le faible monarque à accepter les États généraux. Les notables pensaient d'ailleurs que ceux-ci leur donneraient le pouvoir, réalisant le vieux rêve des aristocrates hostiles à l'absolutisme, les Boulainvilliers, les Saint-Simon... Au cours des décisives années 1787 et 1788, les nobles, par un calcul erroné, précipitèrent la royauté et le pays dans la Révolution. Le « complot aristocratique » offre une autre réalité que le soi-disant « complot maçonnique » germé dans l'imagination de quelques illuminés.

L'on sait aussi que, depuis près d'un siècle, les forces du renouveau préparaient leur offensive. Les idées de raison, de justice, de constitution, de liberté, d'égalité même avaient sans cesse gagné du terrain dans les cercles éclairés, forti-

fiées par l'étude des institutions anglaises, l'écho de réformes hardies au-delà des frontières, et le récent et formidable coup de tonnerre de la révolution américaine, nationale, libérale, à la fois aristocratique et marchande. Des « sociétés de pensée » — académies, salons, loges — étendaient à travers toute la bourgeoisie du royaume, appuyée par quelques nobles libéraux et par la foule des curés abonnés à l'Encyclopédie, un réseau de correspondances, de liaisons, de brochures, de bulletins, de concours, de petits colloques et de relations familiales. Une société nouvelle, bien organisée, pleine de jeunes talents et de génies en herbe, était disposée à prendre un jour ou l'autre le relais d'un régime usé. L'imbécillité de l'aristocratie et du gouvernement lui en donna seulement l'occasion.

L'atmosphère économique lui facilitait aussi l'initiative, mais en poussant en avant, au-delà de cette bourgeoisie qui se prenait pour le Tiers état, des masses populaires qu'on n'attendait pas, mais dont on apprendra vite à se servir.

Il faudrait reprendre ici toute l'analyse — connue seulement des universitaires — de la grande thèse d'Ernest Labrousse, jeune encore en son vingtième anniversaire...

Après la grande flambée de prospérité des années 1763-1770, l'atmosphère économique de la France se transforme donc. Pour une quinzaine d'années, la conjoncture se renverse. De 1770 à 1787, sur les grandes courbes statistiques, sûres et complètes, de la production, des prix et des revenus, une stagnation, puis une dépression se dessinent et s'accusent, surtout à partir de 1776. Le prix du vin tombe de moitié, réduisant à néant, alors que montent impôts et fermages, les bénéfices du petit exploitant vigneron, espèce foisonnante dans la France d'alors. En 1776, les prix du blé sont également affaissés, spécialement dans les grandes provinces céréalières, où les excédents négociables ne sont plus rémunérateurs; est atteinte cette fois la classe jusque-là préservée des « bons » laboureurs, dont la voix prédomine dans les gros villages du Nord et de l'Est. Or, ceux-là viennent d'accepter pour neuf années des prix de fermage en hausse très accentuée; alors que le seigneur recherche ou invente des droits anciens, que l'impôt royal s'apprête à monter — et même

s'il baissait, son poids relatif, après dix ans de mévente, en paraîtrait accru —, les bénéfices se réduisent ou disparaissent. Pour esquiver de grosses pertes, le grand fermier réduit ses achats, distribue moins de travail, économise sur ses valets, ses moissonneurs, ses batteurs, ses multiples journaliers, rognant à la fois sur le taux des salaires et le nombre des journées. Dans la société paysanne, tous les phénomènes font boule de neige, et la boule retombe finalement sur le plus démuné, qui déjà vend son vin à perte, et qui bientôt (en 1785) subira le contrecoup d'une effroyable épizootie, qui tua peut-être la moitié du bétail. En même temps, la sécheresse brûle les fourrages, la famine et la maladie attaquent ensemble toutes les espèces de bestiaux. Le manouvrier rural, qui vit de sa vache ou de ses trois brebis, est plus durement atteint que quiconque. Se sauvera-t-il par le travail textile? Même pas. A la famine de coton due à la guerre d'Amérique succède la famine (ou l'enchérissement) des laines, conséquence immédiate de la « peste » ovine de 1785; le traité de commerce avec l'Angleterre paraît bien diminuer les débouchés, tandis que les nouvelles « mécaniques » rendent chômeuse une partie de la main-d'œuvre. Les ventes à l'intérieur du royaume fléchissent, et les exportations stagnent pour le moins. Malaise viticole, agricole, manufacturier, catastrophe pastorale, fléchissement général... L'accumulation des difficultés ne s'étend pourtant ni à tous les secteurs ni à toutes les parties prenantes; les fermages ne baissent pas, les profits forestiers continuent à monter, les industries coloniales, la métallurgie, les industries de luxe sont encore brillantes. Mais le petit peuple ne possède pas la forêt, ou est expulsé de celle dont il jouissait; mais les industries nouvelles, localisées, secondaires, ne nourrissent que quelques poignées d'ouvriers; même la métallurgie d'alors, pourtant en pleine expansion, n'est rien auprès de l'énorme et grouillante manufacture textile... Chômage ici, moindres profits ailleurs, gêne presque partout, comment l'immense société rurale pourrait-elle acheter? Tout stagne ou recule. « La société économique a cessé pour un temps d'être progressive : le prix a cessé de sécréter du profit. Le rythme de la production se ralentit au temps même

où s'accélère la production de l'homme... » (Labrousse.)

Puis, brutalement, sur cette économie déprimée, anémiée, fond l'un de ces gros « accidents cycliques » dont on avait, depuis 1770, quelque peu perdu le souvenir. Un mauvais été en 1788, des moissons très médiocres, des subsistances en hausse brutale, puis un « grand hyver »... Comme d'habitude, la mauvaise récolte a décidé de tout. L'exploitant modeste n'a que très peu à vendre, et perd sur les quantités négociables ce qu'il aurait pu gagner sur le prix unitaire. Le manouvrier, rural ou urbain, voit avec colère monter le prix du blé et du pain : 50 % d'abord, 100 % bientôt, alors qu'au chômage agricole, normal par mauvaise récolte, s'ajoute le chômage industriel, déjà latent, soudain aggravé par la nouvelle et brutale chute du pouvoir d'achat. D'octobre à mars (et c'est en mars qu'on rédige les « cahiers »), les prix se tendent, le travail recule, salaire nominal et salaire réel baissent, l'hiver sévit, précoce, gelant profondément la terre durant dix longues semaines. Comme toujours en de semblables rencontres, on accuse les « monopoleurs » de faire des « amas de grain » aux dépens du pauvre peuple; on accuse le fisc, les fiscs plutôt, puisque l'intendant, le seigneur et le décimateur exigent l'impôt comme par le passé, l'impôt devenu insupportable dans un climat d'excessive cherté et de sous-emploi des travailleurs — une sorte d'échelle mobile à rebours. La production textile tombe de moitié, le bâtiment s'arrête presque, même après l'hiver; mendicité et brigandage triplent et quadruplent, les hôpitaux sont débordés, des bandes de brigands pillent les fermes, Déjà, des paysans excédés refusent de payer les dîmes et les champarts, attaquent les convois de blés et les granges trop bien garnies. On n'est pas loin d'accuser la cour et le gouvernement — sauf le bon roi et le bon monsieur Necker — d'affamer volontairement le peuple; des tisserands s'en prennent aux mécaniques nouvelles, parfois à la boutique du patron; dans les villes, rumeurs et rixes dans les marchés, grèves brutales dans quelques grande manufactures. C'est dans cette atmosphère d'incertitude, d'agitation et parfois de demi-panique qu'auront lieu les élections, la rédaction des cahiers, et bientôt la révolution de 89 : la Bastille est emportée le jour de la plus

grande cherté des grains, alors que des jacqueries paysannes s'en prenaient déjà aux caves, aux greniers, aux chartriers, aux châteaux seigneuriaux, aux bâtiments fiscaux.

Économiquement, la première révolution naquit de la conjonction de la prospérité de l'avant-veille, du marasme de la veille, de la crise du jour. Politiquement, elle naquit, au même moment, de l'ancienne incapacité du régime à se réformer, de la capacité nouvelle de la bourgeoisie éclairée à gouverner, de l'aveuglement récent de la noblesse à refuser d'aider la monarchie, et des éclats inattendus, anciens dans beaucoup de leurs traits, nouveaux dans d'autres, du prolétariat des villes et des campagnes subitement poussé à de brutales et massives initiatives.

Dans ce climat complexe, mais aujourd'hui bien connu, furent donc rédigés, en toute liberté, le plus souvent à la fin de l'hiver et au début du printemps, en pleine crise, les dizaines de milliers de cahiers de doléances dans lesquels nous avons choisi quelques passages clairs, vivants et typiques. On sera frappé par leurs contradictions et leur médiévalité autant que par leur nouveauté. Bien entendu, sous le nom de Tiers état, c'est souvent le notaire, l'avocat, le curé, l'agent de la « société de pensée » que l'on entend dissenter, discourir, sermonner ou revendiquer. Mais le petit peuple lui-même, et jusqu'à ce prolétariat tout neuf et si souvent étouffé, réussit parfois à prendre la parole, à balbutier ou à hurler. Nous avons été particulièrement attentifs à sa voix, si rarement autorisée, et pourtant si représentative. Mais aussi à celle de la vieille noblesse et du clergé traditionnel, dans leur fréquent aveuglement, parfois dans leur grandeur.

Car enfin c'était la première fois que la majeure partie du peuple de France avait la parole. Sans doute exprima-t-il surtout ce qu'on lui avait demandé d'exprimer : des « doléances ». Catalogue un peu assombri des malheurs du temps, les cahiers contiennent cependant, pour qui sait les lire et les écouter, l'écho à peine déformé de ce que sentaient — au-delà de ce qu'ils disaient — les groupes sociaux complexes et parfois contradictoires, qui constituaient déjà ce qui serait bientôt, pour quelques années, la Nation, la « grande Nation ».

La crise de l'Ancien Régime

Chronologie

1774 *Mort de Louis XV, qui avait avoué dans son testament : « J'ai mal gouverné et administré. »*

Avènement de Louis XVI et de Marie-Antoinette : « Mon Dieu, nous régnons trop jeunes ! »

1774-1776 *Réformes de Turgot : économies, liberté du commerce des grains, suppression des corporations, abolition de la corvée royale. Opposition des privilégiés.*

1776 12 mai *Chute de Turgot qui écrit au roi : « N'oubliez jamais, sire, que c'est la faiblesse qui a mis la tête de Charles I^{er} sur le billot... »*

1777 juin *Necker, directeur général des finances.*

1777-1781 *Necker lance des emprunts et cherche à intéresser le public à la marche des affaires par la création de quelques assemblées provinciales.*

1781 février *Pour se justifier, Necker publie le « Compte rendu au Roi... qui fait connaître le détail des pensions versées aux courtisans ».*

19 mai *Necker démissionne.*

Mai *Un édit réserve les grades militaires à la noblesse.*

1783 novembre *Calonne, contrôleur général des finances.*

1785-1786 *Affaire du collier de la reine.*

1786 *Traité de commerce avec l'Angleterre.*

Calonne préconise une subvention territoriale payable par tous, et des assemblées provinciales élues sans distinction d'ordre. Pour tourner l'opposition des Parlements, il propose de réunir une assemblée de notables nommés par le roi.

1787 février-avril *L'opposition de l'Assemblée des Notables oblige Calonne à se retirer.*

Loménie de Brienne le remplace, renvoie les notables et cherche à traiter avec les parlements.

Juillet Le Parlement de Paris est exilé en raison de ses remontrances.

Septembre-novembre Rappel du Parlement, mais nouveau conflit avec lui. Le duc d'Orléans à Louis XVI : « Sire, c'est illégal! »

1787-1788 Récoltes catastrophiques.

1788 mai Réforme de Lamoignon qui réduit les parlements au silence.

Mai-juillet Révolte des parlements de province : émeutes à Rennes, Dijon, Pau; « Journée des tuiles » à Grenoble. Les États du Dauphiné se réunissent d'eux-mêmes à Vizille.

Août Brienne cède, convoque les États généraux pour 1789 et démissionne.

Les parlements et Necker sont rappelés.

Septembre Le Parlement de Paris réclame les formes de 1614 aux États généraux : égalité des trois ordres et vote par ordre.

Novembre Une seconde assemblée de notables repousse les revendications du Tiers état : doublement du Tiers et vote par tête.

27 décembre Le Résultat du Conseil annonce le doublement du Tiers état.

1789 mars-mai Rédaction des cahiers de doléances et élection des députés aux États généraux.

5 mai Ouverture des États généraux.

Un exemple

Comment furent rédigés les cahiers de doléances en Bas-Anjou, mars 1789

Le 1^{er} mars 1789, René Paillard, métayer à La Chapelle-Craonnaise, en Bas-Anjou, assiste à la messe paroissiale, comme chaque dimanche. Au cours du prône, le curé donne lecture d'une ordonnance de M. le lieutenant particulier de la sénéchaussée d'Anjou, publiée pour obéir aux ordres de Sa Majesté qui convoque les États généraux du royaume par lettres données à Versailles le 24 janvier. Tous les hommes âgés de vingt-cinq ans et payant des impôts sont appelés à se réunir le 6 mars au lieu habituel des assemblées paroissiales. Au jour dit, la moitié des intéressés répond au son de la cloche et se réunit sous le chapiteau du vestibule de l'église. A défaut de juge, c'est un notaire qui préside suivant l'usage qui précédait les élections aux États généraux. Il invite l'assemblée à rédiger son cahier de doléances, mais René Paillard et ses amis seraient fort embarrassés si un commerçant du bourg, qui l'a reçu de Volney, rencontré à Craon peu de jours auparavant, nesortait de sa poche un texte si bien rédigé que, après quelques corrections de détail, il emporte l'adhésion de tous :

1^o Les paroissiens et communauté de La Chapelle-Craonnaise demandent que les députés aux États généraux y sollicitent le rétablissement des droits imprescriptibles de la nation; en conséquence que nul impôt ne puisse être établi sans le consentement des États généraux assemblés;

2^o Qu'il soit statué que les États généraux auront lieu de droit de cinq ans en cinq ans, sans pouvoir être retardés ni séparés par quelque autorité que ce soit;

3^o Que l'impôt ou les impôts qui seront établis ne le seront que pour cinq ans, c'est-à-dire jusqu'à la prochaine tenue des États généraux, lequel impôt ou impôts cesseront

d'être exigibles, si lesdits États généraux périodiques n'ont pas lieu;

4° Les mêmes députés solliciteront l'abolition entière de tous les privilèges des nobles, ecclésiastiques et gens en place;

5° L'abolition de la gabelle, ce désastreux impôt, fléau surtout de ce canton voisin de la Bretagne, également que l'abolition à l'entier des tailles, capitations, vingtièmes, des droits de traite intérieure du royaume, aides et droits y réunis, franchises, centième denier des successions collatérales, contrôle ou modification des droits d'icelui, ventes exclusives des tabacs, et généralement de tous droits dont la perception est dispendieuse et arme le citoyen contre le citoyen;

6° Que pour remplacer ces impôts et droits, il soit établi par les États généraux une capitation personnelle, une taxe foncière et une d'exploitation, lesquels impôts frapperont indistinctement et sans privilège ni immunité sur tous les citoyens des trois ordres, qui seront tous compris dans les mêmes rôles, lesquels seront faits et arrêtés par les municipalités de chaque ville et paroisse;

7° Qu'il soit établi dans chaque province des États provinciaux et dans chaque ville et dans chaque paroisse des municipalités de la manière qui sera jugée la plus utile par les États généraux; que chaque municipalité soit chargée de collecter les impôts qui seront versés à l'Assemblée provinciale, et ensuite directement au trésor royal;

8° Que la corvée en nature soit totalement abolie;

9° Les mêmes députés solliciteront aussi à l'entier l'abolition des justices et polices seigneuriales, des droits de chasse, de pêche exclusifs, droits de rachats, de banalités, l'établissement du pouvoir de franchir tous cens, rentes et devoirs seigneuriaux, féodaux et ecclésiastiques, savoir, ceux en argent, au denier vingt, et ceux en grains et autre nature au denier trente; la réforme de la coutume d'Anjou, surtout pour ce qui concerne les droits féodaux, et le droit de tuer, du moins chacun dans son champ, les lapins et autres animaux nuisibles à l'agriculture;

10° Demanderont aussi l'établissement de justices et

barres royales dans l'Anjou, surtout une à Craon, lesquelles ressortiront au présidial ou bailliage qui sera établi dans la capitale de cette province, qui jugera en dernier ressort jusqu'à 6 000 livres, et par provision jusqu'à 10 000 livres;

11° Que les charges et offices cessent d'être vénaux, mais soient donnés pour récompense du mérite et de la vertu;

12° Que la noblesse ne puisse plus s'acquérir que pour services réels rendus à l'État;

13° Que la mendicité soit extirpée, que dans chaque paroisse il soit établi un bureau de charité pour la subsistance des pauvres et infirmes, lesquels pourront en même temps être chargés de l'instruction de la jeunesse gratis; que pour doter les bureaux il y soit réuni quelques bénéfices isolés, ou des biens ecclésiastiques des monastères ou chapitres peu utiles qui seront supprimés ou réformés;

14° Que chaque curé soit doté convenablement des mêmes biens et revenus, ou de toute autre manière que ce soit, de façon qu'on puisse abolir le casuel et les dîmes, ensemble les quêtes des vicaires;

15° Que les emplois civils, militaires, ecclésiastiques, soient possédés indistinctement, de manière que la noblesse n'ait plus de préférence et le Tiers état plus d'exclusion;

16° Que les cours souveraines soient composées des trois ordres de l'État et que la moitié soit attribuée au Tiers état;

17° Que lors de l'assemblée des États généraux les suffrages soient pris par têtes plutôt que par ordres;

18° Que si lors de l'assemblée préliminaire du 9 de ce mois, d'autres paroisses ont formé des doléances non prévues en ces présentes, et qui tendent au bien de l'État, à la prospérité de la nation et à la gloire de Sa Majesté, les députés de cette paroisse pourront consentir qu'elles soient ajoutées au cahier générale et y adhérer;

19° Que si la dotation des curés par les moyens ci-dessus indiqués n'était pas admise aux États généraux, les mêmes députés demanderont que les dîmes, cette même récompense et subsistance des curés, rentrent dans leur

ordre naturel; en conséquence qu'elles soient rendues aux curés à qui elles appartiennent de droit; ce sera le moyen de les mettre dans le cas d'être plus utiles, de s'assurer des coopérateurs et de soulager leurs pauvres qui sont multipliés dans ce canton, et surtout dans cette paroisse, à cause du fardeau énorme des impôts.

Fait, clos et arrêté le présent cahier de doléances en l'assemblée générale de La Chapelle tenue sous le chapiteau ou vestibule de ladite église, le sixième jour de mars mil sept cent quatre vingt neuf.

Dans d'autres paroisses, les assemblées se livrent à de plus grands efforts pour la rédaction de leurs cahiers. Ainsi à Chérancé, non loin de La Chapelle-Craonnaise, chacun des participants apporte ses suggestions et on élabore ce catalogue de revendications, — mal ordonné sans doute, mais fidèle reflet des préoccupations de l'assemblée :

1° On demandera la suppression entière de la gabelle.
vrai fléau de l'État;

2° La suppression des juridictions seigneuriales;

3° La vente libre du tabac;

4° La suppression des traites dans l'intérieur du royaume;

5° La chasse libre à tout propriétaire, n'étant pas juste que les moissons soient ravagées pour flatter l'ostentation des nobles et ruiner le laboureur;

6° L'amortissement des rentes dues aux seigneurs et à l'Église, savoir celles en argent au denier 20, et celles en grain au denier 25;

7° Un égal d'impôts qui seront réglés lors des États généraux;

8° L'extinction de la taille, capitation et accessoires;

9° Abolition de la féodalité et suppression de la banalité des fours;

10° La suppression des francs-fiefs;

11° Que les arbres des chemins soient conservés aux propriétaires riverains;

12° Ne reconnaître d'impôts que ceux arrêtés par les États généraux;

13° La suppression des huissiers priseurs;

14° Une route de Craon à Segré pour faciliter l'approvisionnement de tout le Bas-Anjou;

15° Que les prêtres et les nobles soient imposés de l'impôt général;

16° Que les évêques, curés et vicaires restent et que tous les autres bénéficiers soient supprimés à leurs décès et les biens vendus au profit de l'État;

17° Taille générale sur tous les biens-fonds du royaume et une moyenne taxe sur le commun et sur les arts et métiers;

18° Faire rendre compte aux ministres des fonds qui leur seront confiés.

Auxquelles plaintes et doléances les susdits habitants ont déclaré persister.

Fait et arrêté au bourg de Chérancé, en le lieu ordinaire des assemblées, ce jourd'hui 6 mars 1789.

Cependant le libellé de l'article 6 permet de douter de la complète originalité de ce cahier. Il est probable que l'un des participants de l'assemblée de Chérancé avait eu connaissance du modèle de Volney ou d'un autre cahier de paroisse. Par contre, comment douter de l'originalité du cahier de cette autre paroisse craonnaise, Gastines?

1° Nous voyons avec peine que, dans la répartition des impôts en général, on ne fait pas assez d'attention à la différence du sol des paroisses, si bien que les mauvaises sont aussi taxées et quelquefois plus que les bonnes.

2° Nous remarquons avec douleur que l'argent que nous donnons pour les grands chemins est fort mal employé; où il faudrait une vingtaine de pierres, on se contente d'en mettre quatre ou cinq, ainsi du reste, encore de mauvaises qu'on va chercher au plus près; aussi le directeur des chemins a-t-il refusé les ouvrages. Les adjudicataires tâchent donc de surprendre le ministère et de tromper le public par l'avidité du gain;

3° Quand nos faibles facultés nous permettent quelquefois d'engraisser un cochon, il nous est bien difficile de le manger en repos. Avons-nous un petit morceau de lard sur notre pain? Au moment qu'on s'y attend le moins, arrivent trois ou quatre des membres de cette gabelle,

ennemie jurée du genre humain, qui fouillent, trouvent et emportent notre pauvre charnier ou à leur profit ou au bureau et souvent même nous traînent en prison, pendant que nos familles périssent de besoin, que nos terres sont négligées et nos bestiaux en perdition. En sortant de la maison de notre voisin avec une poignée de sel que nous empruntons pour notre soupe, si ces satellites toujours présents pour nous surprendre ou pour ravager nos jardins nous rencontrent, en prison, sans délai; point d'explication auprès d'un receveur dont le cœur inflexible et accoutumé à la dureté n'écoute aucune raison.

4° Il serait à souhaiter que quelques droits de seigneurs fussent abolis. Ils regardent leurs fermiers qui font valoir leurs biens comme de vrais valets, le laboureur qui les nourrit comme un esclave; si un journalier à leur service succombe sous le faix, ils en sont moins touchés que d'un de leurs chevaux qui périt dans l'écurie. Il est incompréhensible de connaître le mépris de la noblesse pour la roture.

5° Il serait aussi bien à propos que les députés du Tiers état fussent choisis parmi les habitants de la campagne plutôt que parmi ces bourgeois des villes sans connaissance, qui ne tendent qu'aux exemptions au préjudice du public et qui se croient en droit de marcher sur les traces des nobles...

Une fois le cahier rédigé et signé (par ceux qui sont capables de le faire), l'assemblée paroissiale désigne ses délégués à l'assemblée du Tiers état de la sénéchaussée. A La Chapelle-Craonnaise, deux marchands, Michel Lefranc et Guillaume Jaguelin, sont élus. Le 9 et le 16 mars, ils retrouvent à Angers les délégués des autres paroisses rurales et ceux des villes où les opérations électorales ont été plus complexes. A Angers, par exemple, les électeurs se sont réunis par corporations; chaque assemblée a désigné ses représentants à l'assemblée de la ville qui, à son tour, a nommé des députés à l'assemblée de la sénéchaussée. Celle-ci rédige d'abord un cahier de doléances qui en principe résume les différents cahiers apportés par les délégués. Dans la pratique, l'influence des bourgeois de la ville prédomine et les revendications proprement paysannes ou ouvrières sont

escamotées. Ensuite on élit les députés aux États généraux.

A la même époque, la noblesse se réunit elle aussi par bailliage ou sénéchaussée : elle élabore son propre cahier et désigne ses propres députés. Quant au clergé, il tient une assemblée parallèle dans les mêmes buts, mais tous les ecclésiastiques ne comparaissent pas en personne. Les chapitres, les communautés et les prêtres non pourvus de bénéfices ont seulement désigné une certaine proportion de représentants.

Ainsi la plus petite communauté rurale, la moindre corporation de métiers, fit son cahier, envoyé au bailliage pour former celui du Tiers état, à côté de ceux de la noblesse et du clergé. Sans doute ne tinrent la plume que ceux qui savaient écrire; l'immense majorité des paysans, c'est-à-dire la majorité du pays, sait à peine s'exprimer clairement. Le langage des misérables se trouve donc châtié par la traduction du curé, de l'homme de loi ou du marchand. La similitude d'expression qu'on décèle parfois trahit, ici et là, l'existence de modèles préparés dans les grandes villes du royaume et répandus souvent jusqu'au fond des campagnes.

Du moins chaque cahier a-t-il été discuté, mis en délibération, accepté. Souvent, tous les membres de la communauté villageoise ont eu voix au chapitre. Parfois même, quand il a manqué un esprit assez clair, on a reproduit mot à mot les phrases fautives de chacun des villageois. Si le peuple n'a pas écrit, il a donc dicté dans une large mesure. Et finalement, dans l'ensemble du royaume, ces quelque quarante mille cahiers, une des plus larges consultations d'opinion des temps modernes, constituent « le testament le plus authentique de l'ancienne société française » (Ph. Sagnac).

Les textes cités ont été publiés dans le *Bulletin de la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne*, années 1912 et 1932.

**Cahiers
de doléances**

Extraits

Abréviations utilisées.

B Bailliage.

S Sénéchaussée.

G Généralité (seulement pour la généralité d'Orléans).

P Pays (seulement pour le « pays et juderie de Rivière-Verdun, en Gascogne).

La convocation des États généraux par Louis XVI provoque de toute part des effusions d'enthousiasme et d'amour.

Nous sentons, Sire, et plus vivement que nous ne pouvons le témoigner, toute l'étendue du bien que va répandre dans toutes les parties de ce royaume la régénération des États généraux; nous sentons tout le courage qu'il a fallu à un prince né sur le trône, élevé dans l'attrait du pouvoir absolu, continuellement imbu depuis l'instant de sa naissance des maximes de l'autorité arbitraire, pour former la généreuse résolution de rendre à son peuple l'exercice de tous ses droits; nous sentons combien de préjugés il a eu à vaincre, combien d'illusions à écarter, combien d'obstacles de tout genre à surmonter autour de lui, au-dedans de lui, pour reconnaître son véritable intérêt souvent opposé à celui de ses ministres et essentiellement uni à celui de son peuple, et pour briser toutes les barrières qui depuis près de deux siècles séparaient nos monarques de leur nation. Nos cœurs répondent, Sire, à ce bienfait si grand, si inespéré par leur respect, leur fidélité, leur soumission et leur amour. Nous désirons que ces doléances que nous vous adressons, soient l'expression de ces sentiments.

Les trois ordres de Langres.

Les habitants de la paroisse de Saint-Martin-les-Melle, pénétrés de la sensation délicieuse qu'ils éprouvent à l'aurore du beau jour prêt à éclore, et animés du feu de la joie méconnue depuis si longtemps, disent unanimement que leur cœur ne peut suffire au transport d'amour et de reconnaissance, inspirés par le bienfait qu'ils reçoivent de

la tendresse du Roi sauveur que la divinité touchée de leurs maux leur a donné dans sa miséricorde ; qu'il n'est aucun sacrifice qu'ils ne fassent pour acquitter leurs dettes, et le supplient de n'en pas dédaigner l'offrande disproportionnée, mais consacrée par la vivacité des sentiments réunis d'un peuple tout à lui. Venez, Raison, fille du ciel, secondée de la sagesse, nous guider dans le premier usage de la douce liberté rendue, nous conduire au pied du trône de notre père lui exposer nos griefs, dicter nos remontrances, diriger nos avis ! Venez avec nous, vérité sainte, lui faire entendre votre voix persuasive : il est digne de vous entendre !

Saint-Martin-les-Melle (S. Civray).

Cet amour paternel qui est profondément gravé dans votre œuvre par des traits ineffables que vous avez pour vos fidèles sujets qui vous ont fait passer pour le plus grand roi de l'Europe et cette bonté qui jette un si grand éclat parmi vos autres belles qualités sont si grands que la communauté de Saint-Jean-de-Cauquessac y ose bien prendre la liberté puisque votre Majesté la lui donne de vous représenter dans l'assemblée des États généraux que la communauté dudit Saint-Jean-de-Cauquessac est une des plus misérables de la généralité...

(Et à la fin) Sire, si tout ce dessus était établi, votre peuple serait heureux, il bénirait à jamais Votre Majesté de lui avoir rendu le repos et l'abondance par un si sage règlement ; le Dieu des Armées répandrait continuellement sur votre royaume ses plus douces bénédictions, les prières de vos sujets monteraient jusqu'au trône du Tout-Puissant, vous jouiriez longtemps sur la terre d'une paix profonde et tranquille à laquelle succéderait un bonheur éternel.

*Saint-Jean-de-Cauquessac (T. et G.)
(P. Rivière-Verdun).*

Le Roi qui est assez sage et assez grand pour assembler ses sujets, écouter leurs plaintes, les consulter sur la réforme des abus et sur tout ce qui peut contribuer à leur bonheur,

est celui que nous choisirions pour maître si Dieu ne nous l'eût pas donné dans sa clémence. Nés dans un Royaume monarchique, nous voulons toujours le même gouvernement; que le trône soit héréditaire et non électif, et puisse-t-il être jusqu'à la fin des siècles occupé par les Bourbons!

Critot (B. Rouen).

O Louis XVI! héritier du sceptre et des vertus de Louis IX, de Louis XII et de Henri IV! vous avez dès vos premiers pas au trône établi les mœurs, et ce qui est encore plus glorieux, vous en avez donné l'exemple au milieu d'une cour française. Vous donnez à vos peuples la liberté de répartir entre eux les impositions nationales; quelques hommes sages qui vous environnent, et ce qui est encore plus puissant que leur sagesse, les charmes et la sensibilité de votre auguste épouse, vous ont soutenu dans ce chemin de la vertu, et rendu la bienfaisance et l'amour de votre peuple cher à votre cœur.

O grand roi! perfectionnez votre ouvrage, soutenez le faible contre le puissant, détruisez le reste de l'esclavage féodal, affranchissez nos biens de la servitude dont vous avez affranchi depuis peu nos corps, et votre nom sera invoqué par les malheureux de toutes les nations, et la prospérité la plus reculée nous enviera le bonheur d'avoir vécu sous vos lois; achevez de nous rendre heureux; vos peuples livrés à des despotes se réfugient en foule au pied de votre trône, et viennent chercher en vous leur Dieu tutélaire, leur père et leur défenseur.

La dignité de l'homme et des citoyens avilie jusqu'aujourd'hui sera relevée, n'en doutons pas, dans cette auguste assemblée, où un roi juste et bienfaisant, entouré de ses sujets comme un père au milieu de ses enfants, les consultant sur les intérêts de sa nombreuse famille, il modérera l'avidité des uns, retiendra les prétentions des autres, accueillera les plaintes des opprimés, séchera leurs larmes et brisera leurs fers.

Français! quelle carrière de bonheur s'ouvre devant

nous ! Ennemis de la France, tremblez ! Le peuple devenant heureux, le prince devient puissant. Demandez à Louis ce que la France lui vaut de revenu, il vous répondra comme Henri IV : « Ayant le cœur de mon peuple, j'aurai ce que je voudrai. Un père chéri de ses enfants est bien assuré de leur secours ».

Lauris (S. Aix).

Sire, touchés jusqu'au fond du cœur et saisis de joie jusqu'à la mort envers la bonté extrême d'un si grand roi, qui descend pour ainsi dire du trône qu'il possède si dignement pour se confondre et consulter son peuple qu'il veut rendre heureux, nous avouons sincèrement devant tout l'univers que toute expression, quoique la plus haute et parfaite, serait très insuffisante pour notifier envers Sa Majesté notre véritable reconnaissance et amour ; en conséquence nous sommes prêts tous en commun, et chacun en particulier, et y serons toujours, à sacrifier tout ce que nous possédons, fortune et sang, pour la gloire du trône et le bonheur de l'État ; nous désirons donc vivement que la royauté française soit la plus éminente, la plus splendide et glorieuse de tout l'univers, que la monarchie soit tellement solide et confirmée dans son ancien lustre que toutes les portes de l'enfer ne puissent porter aucune atteinte et que ses États soient le plus florissant de toute l'Europe.

Petite Synthe
(Flandre maritime).

... Oublions ici nos malheurs, un rayon d'espérance se lève pour guider nos pas incertains ; encore quelques moments de marche et la maison hospitalière qui se présente va nous faire oublier les fatigues de notre route. Trop longtemps nous avons gémi dans l'esclavage et l'infortune ; un Ministre sage a plaidé notre cause et le Souverain va devenir notre libérateur. Oh ! si nos peines sont passées, notre reconnaissance ne passera jamais. Il était notre

Prince chéri quand nous périissions de langueur au sein de la misère, nous ne pourrons que l'aimer davantage quand nous vivrons au sein de la prospérité; mais le cœur exalté de joie et de consolation, nous préparerons des guirlandes pour la fête patriotique qui doit succéder au grand jour que nous attendons; nous les suspendrons au monument érigé à sa gloire par la reconnaissance publique et nous graverons sur la pierre ces mots, que les races futures liront avec un doux transport : « Nous l'avons appelé le Prince bienfaisant, parce qu'il a aimé ses peuples. Au jour qu'il a brisé nos chaînes, nous l'avons encore appelé le monarque libérateur ».

*Marchands-fabricants de chapeaux
de Marseille.*

Nous supplions Sa Majesté d'agréer et de recevoir de la nation un surnom digne des qualités éminentes d'un si grand monarque, qui caractérise spécialement ses vertus patriotiques : c'est-à-dire le *Père du Peuple et régénérateur de la France*; que cet acte de patriotisme et d'amour du souverain pour ses sujets soit transmis à la postérité par un monument suffisant pour éterniser l'importance de cet événement, et imprimer dans le cœur des Français et même des nations étrangères, l'unité des sentiments de respect dont cette assemblée est pénétrée pour son souverain.

Sèvres (B. Versailles).

*Le ministre Necker est généralement
associé au Roi dans ces
hommages délirants.*

Que les députés aux États généraux soient spécialement chargés d'assurer Monsieur Necker, ce ministre

le plus éclairé et le plus digne du meilleur des rois, que la Nation a les yeux sur lui, qu'il a toute son estime et sa confiance.

Vittel (B. Mirecourt).

Par contre, les ministres prévaricateurs sont menacés des pires châtiments.

Que tous les ministres du roi soient déclarés responsables de toutes les déprédations des finances, si elles procèdent de leur fait, consentement formel ou tacite, ou de leur négligence, et que les États généraux aurent le droit de les accuser, et traduire devant les Cours (les tribunaux) dans les cas qui intéresseront la Nation.

*Ste-Foy-de-Peyrolières (Hte-G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

*L'admiration pour le Roi est telle
que les doléances sont souvent
présentées avec humilité.*

Sire, puisque Votre Majesté daigne s'abaisser jusqu'au dernier de ses sujets et faire voir à tous les traits de sa bienfaisance, puisque l'ardent désir qui brûle son cœur de rendre heureux tous les peuples... puisque les maux qui font gémir le dernier des Français pressent sur Elle et l'affligent... Pénétrés de la plus vive reconnaissance envers Votre Majesté pour tous les biens qu'Elle nous prépare... nous osons, Sire, prosternés au pied de Votre trône, exposer sous les yeux de Votre justice... nos humbles demandes...

*Salmonville-la-Rivière
(B. Rouen).*

La présente communauté de Boudrac composée de gens presque tous illetrés tous misérables n'est pas en état de répondre à l'invitation que lui fait Sa Majesté de concourir par ses avis et ses lumières à la réformation des abus, ni à l'établissement du meilleur ordre pour procurer le bonheur projeté de la Nation française. Cependant, par soumission aux ordres qu'elle a reçus à cet égard, elle va s'exprimer avec autant de simplicité que de sincérité.

Boudrac (Hte-Gar.)
(P. de Rivière-Verdun).

La confiance dans le Roi est si grande qu'on le juge apte à porter remède à tous les malheurs.

Quatre-vingt-douze feux composent toute notre paroisse qui n'a pas plus de deux lieues de circonférence; sept cents personnes de tout sexe, de tout âge : voilà à peu près le nombre de ses habitants qui sont tous absolument attachés à la glèbe. Situés à sept lieues de distance de la rivière, éloignés des grandes routes et de la ville de plus de trois lieues, ne pouvant avoir de communications que par des chemins impraticables, rien ne peut exciter leur industrie, ils ne peuvent former aucune entreprise lucrative; il n'y a chez eux nul objet de commerce, nulle exportation, nulle importation. Privés par la disette des fourrages des avantages que procure l'entretien des bestiaux, leur unique soin est de tirer le meilleur parti possible du sol qui les a vus naître. Et quel sol! un terrain pierreux, stérile, incapable même de produire sans culture l'herbe la plus vaine. Seize laboureurs, s'il est permis de nommer ainsi huit ou neuf d'entre eux qui n'ont pour tout attelage que deux faibles chevaux, retournent toute l'année avec peine et arrosent de leur sueur une terre ingrate à laquelle ils ne

peuvent même donner les engrais nécessaires et dont le produit annuel ordinaire est tout au plus du trois pour un.

C'est cependant sur ce faible et unique produit dont une partie doit encore nécessairement retourner à la terre que le cultivateur est obligé d'acquitter toutes ses redevances, de s'entretenir, de nourrir sa famille. Mais encore comment soldera-t-il ces redevances et fournira-t-il à cet entretien, si ces récoltes sont moins abondantes, s'il est frustré dans ses espérances, si un incendie, une rivière lui enlève le fruit de ses travaux? Dira-t-on qu'il lui sera fait une remise? Ah! quelle remise! Oui, les suppliants n'en doutent point, c'est sûrement l'intention de Sa Majesté, mais a-t-elle jamais été remplie! Dans l'espace des neuf dernières années qui se sont écoulées, leur paroisse a été frappée trois fois d'une grêle assez forte pour leur faire perdre la moitié de leurs récoltes et il ne leur a été accordé en totalité qu'une remise de 80 livres. Quel dédommagement, surtout lorsqu'en n'éprouvant aucun revers le cultivateur est déjà accablé par l'imposition!

Mais si la condition du laboureur est si douloureuse, si elle est capable d'exciter la sensibilité du souverain, qu'elle est bien plus pénible, plus affligeante encore, qu'elle mérite bien davantage les regards d'un roi qui veut absolument connaître la misère de son peuple pour y remédier, celle du manœuvre pour qui chaque jour de pluie est un jour de disette, qui, courbé vers la terre depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, ne peut arracher de son sein que le morceau de pain noir qui le soutient jusqu'au lendemain où il est obligé de recommencer son pénible travail s'il veut obtenir le même salaire. Qu'on lui suppose une nombreuse famille dans l'enfance, quels sont les moyens pour l'élever? Que la maladie l'étende sur la paille (car c'est le seul lit qui lui est réservé), quel secours peut-il attendre? Que la vieillesse engourdisse ses bras, quel est son appui? Hélas! il n'a d'autre ressource que de se traîner d'un pas chancelant de porte en porte, de tendre ses mains durcies par le travail pour recevoir de l'indigence même le faible soutien d'une vie languissante qui n'est plus pour lui qu'un pénible fardeau.

Tel est cependant le sort du plus grand nombre des suppliants. Ils cultivent journellement les vignes qui couvrent une partie du territoire de Soulangis. Les uns travaillent à prix d'argent et n'ont sur la terre pour tout bien que le faible prix de leur journée; sur cette somme médiocre ils doivent d'abord prélever leurs impositions, le loyer de leur maison. Que leur reste-t-il pour subvenir à leur entretien, pour se procurer à haut prix leur chauffage qu'ils tirent de près de deux lieues, pour payer le sel, cet autre genre d'imposition si cruelle, le sel si nécessaire surtout à la campagne, qu'ils sont obligés d'aller chercher à jour fixe à trois lieues de leur résidence, le sel qu'ils achètent si exorbitamment cher tandis que la nature semble l'offrir presque gratuitement. Les autres tiennent des vignes en propriété ou à loyer et travaillent pour leur compte. Ceux-ci sont souvent plus malheureux encore que les premiers. Une disette leur enlève tout le fruit de leur travail, l'abondance leur devient presque toujours inutile. A peine leur récolte est-elle faite à grand frais qu'ils sont pressés de toute part. Ce n'est point le vin qui remplit leur cellier qu'on leur demande, il faut que la vente s'en fasse sans délai, le moindre retard répugne à l'insatiable avidité des employés, toujours actifs, cherchant nuit et jour, supposant même souvent des délinquants ou, s'ils ne peuvent absolument en supposer, se plaignant avec une dureté révoltante à l'humanité que le débit traîne trop en longueur. Il faut de l'argent, s'écrient-ils, pour acquitter les dettes de l'État. Ah! pour décharger l'État, tout Français donnerait jusqu'à la dernière goutte de son sang; mais donnera-t-il l'argent qu'il n'a pas? Il faut de l'argent, oui, pour solder les appointements énormes de cent mille employés toujours surveillant, toujours armés, toujours prêts à tirer le sang du peuple pour gonfler des êtres originairement rampants, de viles sangsues. Quoi! serait-il donc absolument impossible de faire parvenir dans les coffres du roi, sans l'entretenir d'un aussi grand nombre de tyrans subalternes, les sommes qu'exigent réellement et les besoins de l'État et la majesté du trône? Il faut de l'argent, le receveur ne peut attendre

plus longtemps, le collecteur est sollicité, tourmenté, la garnison est envoyée, il faut solder, il faut vendre par conséquent ou plutôt donner ses denrées à vil prix pour payer la taille, la capitation, les dixièmes, les corvées, les frais qu'ont occasionné le délai de payement, les redevances hypothéquées sur le fonds pour acquitter les dettes qu'on a été forcé de contracter dans le cours de l'année échue et pour lesquelles une bonne partie de la récolte se trouve déjà engagée; le prix de la vente est bientôt absorbé. Alors l'infortuné vigneron épuisé ne peut plus fournir à son entretien, à celui de sa famille qu'en contractant de nouveaux engagements qu'il assure encore sur la récolte suivante et n'a plus à envisager pour la suite qu'une gêne continuelle, des jours malheureux : tel est vraiment le sort des suppliants qui sont toujours forcés de prendre sur leur nécessaire pour acquitter leurs impositions. On l'a cependant dit souvent, l'impôt ne doit saisir que le superflu; il ne peut saisir au-delà sans nuire aux intérêts du prince au nom duquel il saisit; l'avantage précipité qui peut en résulter (si c'en est un) n'est qu'un avantage momentané, qui dure d'autant moins qu'il épuise la source qui le produit. C'est cette vérité tant de fois démontrée et si bien connue du meilleur des rois, car le nom de Henri IV est toujours connu, toujours répété avec reconnaissance, avec attendrissement dans la campagne et où n'est-il pas connu, du bon roi dont le souvenir ferait encore verser des larmes au cultivateur, s'il ne voyait dans l'héritier actuel de son trône l'héritier de toutes ses vertus, oui, c'est cette vérité qui lui fait dire dans l'épanchement de sa tendresse pour son peuple ces paroles qui devraient être gravées en lettres d'or dans le cabinet des rois, pour faire trembler ceux qui oseraient hasarder seulement une proposition contraire : « Vive Dieu! s'en prendre à mon peuple, c'est s'en prendre à moi-même; si vous le ruinez, qui me nourrira? »

C'est encore, sans doute à cette vérité, fortement imprimée dans le cœur du monarque régnant et qui est si bien entretenue par le digne ministre qui a mérité sa confiance et l'amour des peuples, que les suppliants sont

redevables du bonheur dont ils jouissent aujourd'hui de pouvoir faire parvenir leurs doléances jusqu'aux pieds du trône, mais ce sera l'unique avantage qu'ils oseront partager avec le reste de la nation. Leur peu de lumière ne leur permet pas de profiter de la permission qui leur est encore accordée d'indiquer les moyens de remédier aux abus. Ils ne sont capables que de sentir leurs maux et ils s'en rapportent entièrement à la justice, à la bonté de Sa Majesté, à la prudence et à la sagesse de la nation pour obtenir le soulagement qu'ils espèrent.

Aussi bien fondée, leur espérance ne peut être vaine; ils verront sûrement le beau jour dont ils commencent à apercevoir l'aurore; l'ange tutélaire de la France tarira leurs larmes; puisse-t-il aussi vivifier longtemps dans la personne sacrée du roi bienfaisant qui les gouverne les cendres du grand Henri. C'est le principal objet de leurs vœux.

Soulangis (B. Bourges).

« ... Un agrégat
de peuples désunis »
(Mirabeau)

La renonciation aux privilèges provinciaux et locaux, lors de la Nuit du 4-Août, est d'autant plus révolutionnaire qu'à la veille de la réunion des États généraux le sens de l'unité et la solidarité nationales est encore rare. Sans doute quelques cahiers en sont-ils plus ou moins imprégnés.

Comme tous les sujets du royaume ne forment qu'un seul peuple soumis au même maître et ne doivent, par conséquent, faire qu'une même famille soumise à un seul et même régime, il serait essentiellement nécessaire qu'il fût arrêté aux États généraux qu'il sera fait un seul et unique code, uniforme et universel pour tout le royaume, qu'un poids et qu'une mesure, sans recourir aux lois romaines qui pour la plupart n'ont plus d'application aux mœurs et à cette multitude de lois locales faites dans les temps de la dureté du gouvernement féodal aboli, auquel elles ont toutes rapport en tout ou en partie.

Loury (B. Orléans).

Il serait avantageux pour la nation que chaque province fût gouvernée par une même coutume, qu'il n'y eût qu'une même mesure pour tout ce qui se vend à l'aune; qu'un même poids, même mesure pour les grains. Il résulte de ces différences des inconvénients que l'on ne peut prévoir, ce qui donne lieu à de fréquentes contes-

tations qui conduisent souvent à des procès, surtout relativement aux coutumes. Combien de paroisses sont régies par différentes coutumes!

Flée (S. Château-du-Loir).

Mais l'attachement aux privilèges locaux est plus fréquent.

Le roi de France ne sera reconnu en Provence que sous la qualité de comte de Provence...

*Vitrolles-les-Martigues
(S. Aix).*

... En conséquence des pactes de notre réunion à la Couronne, les subsides consentis par les États généraux ne pourront être levés en Provence qu'après le consentement de la nation provençale; ils seront payés dans la forme que la nation provençale avisera... Les évêques bénéficiers et les officiers de justice seront provençaux...

Noblesse de Sisteron.

Aux abbayes et autres bénéfices ecclésiastiques, Sa Majesté présentera seulement des Catalans... Les charges de capitaines ou gouverneurs de châteaux des comtés de Roussillon et Cerdagne et tous les offices de justice seront donnés aux Catalans naturels et non à d'autres.

Noblesse du Roussillon.

Jusqu'à quel point nous convient-il d'être béarnais pour devenir plus ou moins français?

(Le maire de Morlaas,
*discours préliminaire à la rédaction
des Cahiers du Béarn*).

S'opposeront nos députés qu'il soit jamais contrevenu au contrat de mariage de la duchesse Anne ni au traité d'union de cette province à la couronne, à l'effet de nous faire supporter des contributions, impositions ou charges nouvelles qui n'ont jamais été levées ni perçues en Bretagne et qui ne peuvent l'être qu'au préjudice de nos droits, franchises et libertés dont on réclamera l'entière exécution, sans que nos dits députés puissent rien consentir au contraire, directement ou indirectement, sous peine de blâme.

Scaer (S. Concarneau).

*L'animosité entre voisins n'est
pas toujours discrète.*

Les États du Languedoc traitant d'une manière hostile les riverains de Guyenne dans tout le cours de la rivière de Garonne, comme s'ils étaient des ennemis de l'État et non comme les plus fidèles sujets du Roi, emploient chaque année des sommes exorbitantes à la construction de toutes sortes d'ouvrages offensifs pour renverser et détruire toutes les possessions sur les bords de ladite rivière, sans qu'il soit permis à ceux-ci de pouvoir faire aucun ouvrage défensif contre leurs attaques ni même de se plaindre... implorent la protection et la justice de Sa Majesté pour faire cesser ces criminelles entreprises...

St-Aignan (Tarn-et-Garonne)
(P. de Rivière-Verdun).

*Les campagnes jaloussent
les villes.*

Les habitants des villes ne savent point assez que nous leur fournissons la nourriture, le vêtement et toutes les commodités de la vie; ils nous enlèvent nos plus robustes ouvriers pour en faire d'inutiles domestiques ou des courtisans de luxe; ils dégarnissent nos charrues pour faire traîner leurs carrosses et leurs cabriolets dans les promenades publiques et aux environs des villes; ils font jouer toutes sortes de ressorts pour remorquer notre argent et font servir à leurs plaisirs des sommes qui seraient si bien employées aux productions annuelles, à l'entretien et à l'accroissement des avances primitives et foncières. Enfin, le peu de propriétaires qui habitent nos campagnes, excédés d'ennuis et des difficultés qu'ils éprouvent pour se procurer les besoins de la vie, nous abandonnent journellement, ce qui concentre dans les villes toutes les richesses, toutes les lumières et nous réduit à tirer du sol avec peine le quart du produit dont il est susceptible. Ce serait pourtant le bien de toute la nation si ces denrées pouvaient augmenter dans une telle proportion, ce que nous savons tous être très possible et même facile à exécuter. Tâchez donc d'imaginer des moyens pour engager les habitants des villes à retourner parmi nous. Daigne en conséquence notre bon roi supprimer tous les privilèges dont la charge retombe sur nous et par contre-coup sur l'État! Et, attendu que ceux qui préféreraient le séjour des villes à celui des campagnes ne s'y décideraient qu'à l'aide de leur grande aisance ou de profits considérables, qu'il fût rejeté une partie de nos tailles, devenues excessives depuis quelques années, sur les modiques impôts dont les villes sont chargées en proportion de leurs immenses richesses.

*Saint-Martin d'Auxigny
(B. Bourges).*

*Chacun se défend par la chasse
au privilège. Toute province
désire ses propres États.*

Les peuples ne sont malheureux que par les vices de la constitution et l'inobservation des bonnes lois. La nation réunie demandera sans doute à Votre Majesté sa sanction royale pour les règlements qu'auront reçus la sienne, et les provinces dans lesquelles la masse du peuple ne participe en rien à l'administration publique supplieront Votre Majesté de leur donner une constitution qui leur fasse perdre le souvenir du régime oppressif sous lequel elles vivent aujourd'hui.

Votre province de Picardie, Sire, est la plus anciennement unie à la couronne, et la fidélité de ses peuples envers ses rois n'eut jamais de bornes; elle en attend aujourd'hui la récompense en lui accordant des États provinciaux.

Par la constitution de toutes les provinces en pays d'États, il résultera qu'en un mois de temps au plus, les États généraux pourraient être assemblés dans des cas pressants tels qu'une guerre imprévue ou autre cas, parce que, alors, chaque province pourrait envoyer un certain nombre de députés de chaque ordre qui porteraient ses vœux. Il en résulterait que le nombre de députés serait moins grand, la dépense moins considérable et que l'objet serait rempli.

*Noblesse du bailliage
de Montreuil-sur-Mer.*

*Souvent, c'est le retour à une
situation antérieure qui est
réclamée, et chaque cahier déve-
loppe à sa façon ce thème de
Villon : « ... mais où sont les
neiges d'antan? »*

... Ils supplient Sa Majesté de vouloir bien confirmer les immunités que ses augustes prédécesseurs ont accordées

à la communauté de Blauzac par leurs différentes lettres patentes :

La 1^{re}, du 4 octobre 1340, par le roi Philippe;

la 2^e, par le roi Jean, du 15 juin 1362, à la suite de laquelle les habitants de Blauzac donnèrent au Roi 250 ducats d'or pour être employés à sa rançon...

la 3^e, qui confirme la décharge d'impôts accordée à la communauté par le roi Jean;

la 4^e... de 1370, qui font... défense aux préposés à la perception des deniers royaux d'imposer ou d'exiger des habitants de Blauzac aucun subside...

la 5^e, confirmation des exemptions desdits habitants, de 1375 :

la 6^e... 7^e... 8^e... 9^e... 10^e... 11^e... 12^e... 13^e... 14^e... 15^e, du 7 mars 1539, où il est dit que les habitants de Blauzac seront affranchis et exempts de toutes charges et subsides levés par le Roi... La 16^e de 1635... la 17^e, de 1635... Enfin des lettres patentes de Louis XV du 26 novembre 1715, portant confirmation des privilèges, immunités, exemptions et prérogatives...

Quelque désir qu'aient les habitants de Blauzac de concourir au vœu général, ils ne peuvent en aucune manière supporter de nouvelles charges.

Blauzac (S. Nîmes).

Rétablir la ville de Verdun dans ses droits de pêche sur la rivière de Garonne, dans l'usage de la forêt royale de Vigord tant pour le glandayage que pour y faire pacager ses bestiaux, pour y prendre le bois de construction... et le bois mort... droits établis par des lettres patentes de Philippe le Bel en 1320 et en 1334 (*sic*)... de la réintégrer dans tous ses privilèges... réservés expressément lors de la prestation du serment de fidélité en 1271 entre les mains du commissaire du Roi séant à Verdun... confirmée par François 1^{er} en 1514, par Henry III en 1583...

*Verdun-sur-Garonne (T. et.G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

Nous osons espérer de la bienfaisance de notre auguste souverain le rétablissement particulier des États de cette province; eux seuls peuvent nous servir d'égide contre les concussions du génie fiscal, nous assurer une répartition de l'impôt égale et proportionnée aux facultés individuelles; ranimer l'industrie et donner au commerce de cette province une extension qu'il n'a jamais eue; assurer des secours prompts et efficaces aux citoyens malheureux; veiller avec fruit sur les travaux publics, les ordonner avec discernement et les faire parachever avec économie; mais, en les obtenant, qu'ils nous soient rendus dépouillés de leur costume féodal, c'est-à-dire qu'ils soient pour la province ce que seront pour le royaume les États généraux, soumis au même régime, formés sur les mêmes principes, composés des mêmes ordres, en un mot qu'ils nous soient rendus de manière à ce que nous n'ayons point à regretter notre assemblée provinciale.

Lezoux (Auvergne)

« ... Un agrégat inconstitué... »
(Mirabeau)

Le défaut de constitution, l'arbitraire qui règne dans l'administration sont souvent considérés comme la source de nombreux maux.

Le défaut d'une constitution assise sur des bases solides, en laissant aux ministres la liberté d'enfreindre les lois, les a bientôt portés à substituer aux lois leurs volontés passagères; de là, Sire, il a résulté que tous les pouvoirs ont été méconnus, qu'aucun corps, qu'aucun particulier n'est resté dans les bornes de l'autorité qui lui appartenait légitimement, et que chacun cherchait à l'étendre au détriment de la liberté publique et du bonheur de la nation.

Sire, les rois qui n'ont et ne peuvent avoir d'autre intérêt que celui d'être justes, doivent désirer d'être soumis à des lois fixes et permanentes, dont il leur soit impossible de s'écarter; les ministres au contraire doivent désirer qu'il n'y ait pas de lois, pour régner par l'effet seul de leurs volontés.

Si nous eussions eu des lois solides, une constitution bien établie, nous n'aurions pas vu successivement des ministres ignorants, pervers et déprédateurs, porter les atteintes les plus multipliées et les plus graves à toutes les propriétés; nous ne les eussions pas vus mettre l'État en péril, en hasardant des opérations dont ils n'avaient pas calculé les suites; compromettre le commerce par des traités faits sans précaution; avilir la nation aux yeux de l'univers en abandonnant des alliés qu'ils avaient entraînés dans le péril; hasarder la fortune publique par des emprunts ruineux et mal combinés; appauvrir l'État par des échanges désastreux; se livrer à toutes les vexations, à tous les désordres auxquels n'est que trop porté celui qui peut tout

faire, et courir le danger d'affaiblir les sentiments d'amour dont les Français sont pénétrés pour leur Roi, si les vertus de Votre Majesté, si son caractère franc et loyal n'avaient empêché un tel malheur.

Sire, les secousses horribles que ces erreurs, ces attentats ont fait éprouver à la France, ont aussi porté le trouble dans nos chaumières; l'agriculture et le commerce languissent; les fortunes naguère les plus solides ne paraissent plus assurées aujourd'hui et tous les ressorts de l'autorité étant rompus, tous les liens qui attachaient les hommes entre eux se dissolvent, et sans une régénération très prompte, la France est perdue sans ressource.

Cahier du Tiers état (B. Briey).

Qu'il y ait des abus et des abus sans nombre dans notre administration, personne n'en saurait disconvenir; mais il faut en connaître la source : hâtons-nous de la développer.

L'administration dans son principe est arbitraire. Dans sa forme elle est illégale.

Dans son effet, elle est injuste, pernicieuse, destructive de tous les droits : elle attaque la liberté et les propriétés des citoyens.....

Notre administration actuelle est conduite par l'autorité d'un seul homme : c'est le commissaire départi, M. l'Intendant, qui est le chef administrateur; c'est ce commissaire départi, ses coadministrateurs les magistrats, tels qu'il croit convenir pour porter ces noms, mais qui en effet n'en ont que le nom; car il a sous lui son subdélégué qui le représente et qui assiste à toutes les délibérations du corps de l'administration. Dès lors, les délibérations ne sont pas libres; elles sont gênées par l'influence de l'autorité supérieure. Il faut que tout se passe au gré de cette autorité; personne n'oserait manifester un avis différent du sien, on craint de l'indisposer, d'encourir sa disgrâce et de perdre la faveur et la protection de Monsieur l'Intendant. C'est donc l'arbitraire, la volonté d'un seul, qui est le principe de l'administration actuelle.

...Jamais il n'a été dit dans aucune société que le total des affaires serait conduit et dirigé par la volonté d'un seul; que ce seul disposerait des intérêts de tous et qu'il ne rendrait compte qu'à soi-même; ce serait une société mal entendue, qui adopterait un régime monstrueux, telle qu'est ici l'administration qui nous fait gémir.

Enfin cette administration est essentiellement injuste, par cela même qu'elle prive les citoyens de l'exercice de leur droit le plus précieux, tel que celui d'intervenir dans la direction de leurs propres affaires et intérêts.

Elle est pernicieuse parce qu'elle ouvre la porte aux abus de toute espèce, abus d'autorité, abus de confiance, abus de justice, abus de direction particulière et générale, abus dans tout ce qui est à portée d'une personne qui pourrait ne se faire d'autre règle de conduite que ses intérêts et caprices particuliers.

Elle est destructive de tous les droits; tout, jusqu'à la raison même dans les magistrats, les coopérateurs de cette étrange administration, tout est détruit. Leur jugement est captivé par la présence du substitut de l'intendant. Ils consentent ce qu'il désire; ils rejettent ce qu'il désapprouve. De là très souvent, le bien qui devrait se faire ne se fait point; la protection qui devrait être accordée est refusée; et de là aussi, le mal qui devrait être empêché est toléré, quelquefois favorisé et protégé.

Ville-Bergues (B. Bailleul).

L'activité des intendants est particulièrement impopulaire.

Que la province de Guienne ou Gascogne soit érigée en pays d'État à l'instar de ceux de celle de Dauphiné, afin de la délivrer de cette infâme administration des

Intendants, qui ont fait jusqu'ici la ruine des provinces et des communautés qui les composent...

Beaufort (Hte-Gar.)
(P. de Rivière-Verdun).

Mais le fonctionnement des États provinciaux n'est pas exempt de critiques?

... la composition vicieuse des États de la province du Languedoc, dont les membres ne sont ni contribuables ni représentants des contribuables. Satisfaits de recevoir le salaire qu'ils se sont approprié eux-mêmes, dont ils s'engraissent ou s'amuse aux dépens de la veuve, de l'orphelin et de plusieurs millions d'autres individus, ils foulent aux pieds les vrais intérêts du peuple, multiplient et entassent à leur gré impôt sur impôt, et en disposent en vrais despotes en faveur de leurs créatures, sans rendre aucun compte de leur administration. La province est ruinée si cette monstrueuse constitution n'est, ou réformée, ou totalement abolie.

Pont-sur-Lussan (S. Nîmes).

En règle générale, on souhaite la création d'États provinciaux là où ils n'existent pas encore, tandis qu'on souhaite leur réforme là où l'on a pu juger de leur action.

Que toutes les provinces du royaume soient réglées par des États particuliers dont la formation sera faite par une loi constitutive... lesquels États s'assembleront tous

les ans, seront chargés de répartir les impôts, de les faire recouvrer à la moins dite, de cloturer les comptes des collecteurs, d'en verser le produit directement au trésor royal, de diriger les travaux publics, de prendre connaissance des abus de tout genre pour les dénoncer, en poursuivre le redressement, faire punir les coupables sans que rien puisse arrêter leur activité, ny qu'il soit besoin d'aucune autorisation pour ce qu'ils auroient ordonné.

Boubées (Hautes-Pyr.)
(P. de Rivière-Verdun).

Que les députés du Tiers aux États de la province soient en nombre égal aux députés des deux autres ordres réunis; qu'ils désirent et demandent que, dans les députés du Tiers, il en soit pris des campagnes en nombre convenable. Que MM. les recteurs, tant des villes que des campagnes, seront admis en nombre convenable aux États, dans l'ordre du Clergé, parce qu'ils auront dix ans d'exercice des fonctions sacerdotales et qu'ils ne seront pas nobles.

Beuzec-Cap Caval (S. Quimper).

En ce qui concerne le gouvernement central, on met de grands espoirs dans la réunion périodique des États généraux.

En rendant, Sire, à votre nation, le droit antique et précieux de ses assemblées, l'intention de Votre Majesté n'a pas été de lui procurer un bien léger et transitoire qui bientôt après se perd et s'abîme dans la multitude des abus qui le recouvriraient; c'est à une plus haute gloire que Votre Majesté prétend, des vues plus élevées l'inspirent.

Régénérateur de votre nation, vous avez annoncé le

noble projet de la réintégrer dans tous ses droits, et vous lui avez fait espérer que les États généraux que vous venez de convoquer seront le principe et l'origine d'une suite régulière et assurée de semblables assemblées. Ah! si cette scène auguste qui va s'ouvrir devant vos yeux devait, comme tant d'autres de ce genre, rester isolée dans notre histoire, et ne laisser après elle que le regret de ne la point voir répétée, loin d'être un bienfait envers la nation, les États généraux seraient pour elle un fléau et un malheur de plus; les efforts qu'elle va faire en ce moment pour combler le vide effrayant que les ministres ont causé dans les finances, ne serviraient qu'à préparer aux ministres qui les remplaceront les moyens de creuser un nouvel abîme plus profond encore peut-être.

Ce n'est pas un remède momentané qu'il faut apporter à un mal qui menace sans cesse. Les États généraux qui s'assemblent répareront le désordre actuel; mais ils ont à remplir un plus grand devoir que leur impose l'attente de la nation et le service de Votre Majesté; c'est d'opposer aux désordres futurs un obstacle insurmontable et perpétuel. Cet obstacle ne peut-être que l'assurance du retour périodique des États généraux, mais une assurance qui ne puisse être frustrée par aucun motif, ni dans aucun temps, une assurance qui soit à jamais à l'abri et des insinuations subtiles des ministres et des refus absolus de vos successeurs. Il n'est, Sire, qu'un seul moyen de les rendre éternellement invariables et d'assurer aux États généraux leur retour périodique, qui ne dépend ni des volontés ni des intérêts de l'autorité et de ses dépositaires : c'est que l'assemblée nationale, en étendant ses dons aussi loin que l'exigent et les besoins et les malheurs actuels de l'État, en limite la durée et la mesure sur l'intervalle qui devra s'écouler jusqu'à l'assemblée suivante, en n'exceptant de cette règle que les fonds qu'elle aura assignés à l'acquittement de la dette nationale; ainsi d'époque en époque, le besoin de subvenir aux dépenses de l'État ramènera constamment celui de ressembler la nation.

Que Votre Majesté, Sire, parcoure l'histoire de sa monarchie, elle y verra démontrée à chaque époque la

nécessité de cette précaution et la justice de nos alarmes.

Nous craignons ce que nous présentent toutes les tenues des États généraux, la promesse de les rassembler périodiquement si souvent donnée et jamais exécutée; nous craignons ce qu'ont vu constamment nos pères, ce dont nous-mêmes n'avons cessé d'être témoins, les changements de principes et de volonté à chaque nouveau règne, à chaque nouvelle administration; nous craignons l'abus du pouvoir, l'esprit de domination que nous avons tant de fois éprouvé dans les dépositaires de l'autorité; nous craignons tous ceux qui ont intérêt aux désordres et tous ceux qui les causent, et tous ceux qui en profitent, et les prétextes qu'ils allèguent, et les obstacles qu'ils élèvent contre la convocation des États, dès qu'ils ne sont plus nécessaires aux besoins du fisc; nous nous craignons nous-mêmes, Sire; nous redoutons cet amour de nos rois qui nous emporte si facilement, cet enthousiasme dont les plus grands de nos souverains nous ont constamment aveuglés, qui nous a fait négliger tous nos droits, oublier nos États généraux, sacrifier notre liberté et nous livrer avec un abandon total à leurs vertus, sans prévoir que nous ne retrouverions pas les mêmes affections dans leurs successeurs. Préservez-nous, Sire, de retomber encore dans ce malheur; cimenter en ce moment la réunion éternelle des rois et de leur peuple; régnez désormais selon notre noble projet, par les assemblées constantes, suivies et régulières de votre nation; régnez comme Charlemagne, mais ajoutez à votre gloire ce qui a manqué à la sienne : forcez vos successeurs à maintenir l'heureuse constitution que vous allez nous rendre.

Nous n'entreprendrons point, Sire, de déterminer les intervalles qu'il conviendrait d'assigner au retour périodique des assemblées nationales; cette fixation tient trop intimement au plan général qui sera adopté et à la constitution qui sera formée dans les États généraux; mais nous pensons que Votre Majesté ne doit pas craindre de rendre ces assemblées trop fréquentes...

Cahier des trois ordres (B. Langres).

Surtout, le Tiers état n'a confiance dans les États généraux qu'à la condition qu'on y vote par tête, et non par ordre.

Que le Tiers état ait un nombre de représentants égal aux deux autres ordres réunis, et qu'il vote surtout par tête et non par ordre.

Sans quoi il est à craindre que les biens produits, les maux détruits par nos autres demandes ne soient que momentanés et passagers. La dette de l'État ne sera pas plutôt éteinte, ou le roi ne sera pas plutôt mort... Hélas! faut-il prononcer ce mot? Pourquoi est-il mortel ce Louis XVI, qui vaut lui seul le douzième de son nom, et le meilleur des quatre Henri?... L'une de ces deux circonstances ne sera pas plutôt arrivée, qu'on verra peut-être ces premiers ordres réclamer leurs prétendus privilèges; ce n'est pas sans peine que j'expose mon doute, puisque j'ai eu le bonheur et l'honneur, en qualité de député du tiers-état, d'être témoin des sacrifices généreux qu'ont fait ces deux ordres de notre province de leurs privilèges pécuniaires, que j'ai vu couler leurs larmes, que, pressé contre leur sein, j'en ai été arrosé. Mais je ne puis oublier qu'ils ont laissé à la décision du roi, ou à celle des États généraux une demande si légitime. Je ne puis oublier de la part de quel ordre a été la résistance la plus sèche et la plus absolue. O noblesse! c'est vous qui la première avez accompagné votre refus de larmes précieuses; elles ont cimenté votre serment pour l'éternité. Vous savez que vous ne fournissez plus les troupes au roi, que vous en êtes payés. Mes soupçons ne tombent pas directement sur vous. Mais vous, ô clergé! je ne puis non plus oublier que vous n'avez été que les imitateurs bien lents de cette noblesse généreuse. Bien lents, oui; vos paroles, vos regards et vos gestes annonçaient trop que vous aviez peine à croire aux embrassements et aux pleurs réciproques des deux derniers ordres. Les nouvelles de toutes les provinces annoncent que partout vous êtes les derniers à vous réunir

à ces deux ordres sans lesquels vos privilèges ne seraient pas plus que votre existence. Mais ce n'est pas le tout, ô clergé ! Sur quoi se fonde ma crainte ? C'est sur l'oubli que vous avez fait de la loi de votre Maître ; elle est claire, elle est simple : il paya l'impôt à César et il dit clairement à ses disciples, surpris de ce que César lui demandait l'impôt : « Rendez à César ce qui est à César ». Il ne leur dit pas : Vous offrirez à vos rois des dons gratuits. Et je vous demande, qu'eût-il dit s'il eût commencé son royaume dès ce bas monde, s'il eût, comme vous, été en qualité d'homme redevable à notre générosité de la possession du tiers de la France, du treizième des revenus de chaque paroisse, des logements, des jardins, des terres de réserve en sus, s'il eût eu comme vous à prélever des impôts sur nous à nos naissances, à nos mariages, à nos morts, à nos commémoraisons ! Qu'eût-il dit dans l'esprit de la loi qu'il nous enseignait ?... Réfléchissez-y... et laissez-moi dire à notre auguste monarque que le peuple est le seul qui a la volonté constante qu'on ne trompe jamais son prince, qu'il ne sera jamais trompé tant que son peuple aura une égalité de voix aux deux premiers ordres, qu'il sera seul roi tant que son peuple votera par tête, et que du moment qu'il abolira pour toujours la distinction des ordres, pour n'admettre que celle du mérite, il ne verra plus en eux des sujets. Il ne verra que des enfants soumis et chéris qui ne lui causeront d'autres inquiétudes, d'autres embarras, que de savoir à qui d'entre eux jeter les pommes. O jour heureux ! faites-le briller, Sire ; n'appréhendez pas de faire des jaloux dans la répartition de vos grâces particulières. Chacun croira ne les avoir pas méritées, et la grâce générale aura pour jamais fait le bonheur de tous. Ils seront reconnaissants.

Le député de Chalais (S. Saintes).

Au total, c'est une véritable constitution qui est réclamée. Le Tiers état de Paris en fournit le schéma.

Dans la monarchie française, la puissance législative appartient à la nation, conjointement avec le roi; au roi seul appartient la puissance exécutrice.

Nul impôt ne peut être établi que par la nation.

Les États généraux seront périodiques de trois ans en trois ans, sans préjudice des tenues extraordinaires.

Ils ne se sépareront jamais sans avoir indiqué le jour, le lieu de leur prochaine tenue, et l'époque de leurs assemblées élémentaires qui doivent procéder à de nouvelles élections.

Au jour fixé, ces assemblées se formeront sans autre convocation.

Toute personne qui sera convaincue d'avoir fait quelque acte tendant à empêcher la tenue des États généraux sera déclarée traître à la patrie, coupable du crime de lèse-nation, et punie comme telle par le tribunal qu'établiront les États généraux actuels.

En attendant l'union si désirable des citoyens de toutes les classes en une représentation et délibération commune et générale, les citoyens du Tiers état auront au moins la moitié des représentants.

Il ne sera nommé dans l'intervalle des États généraux aucune commission revêtue de pouvoirs quelconques, mais seulement des bureaux de recherche et d'instruction, sans autorité, même provisoire, pour se procurer des renseignements utiles, et préparer le travail des États généraux subséquents.

Dans l'intervalle des tenues d'États généraux, il ne pourra être fait que des règlements provisoires pour l'exécution de ce qui aura été arrêté dans les précédents États généraux, et ces règlements ne pourront être érigés en lois que dans les États généraux subséquents.

La personne du monarque est sacrée et inviolable. La succession au trône est héréditaire dans la race régnante,

de mâle en mâle par ordre de primogéniture, à l'exclusion des femmes ou de leurs descendants.

A chaque renouvellement de règne, les députés aux derniers États généraux se rassembleront de droit et sans autre convocation. La régence dans tous les cas ne pourra être conférée que par eux.

Les aristocrates, à la lanterne ?

L'attitude du Tiers état à l'égard des privilégiés est très variable suivant les régions. Elle est généralement hostile là où l'importance des privilèges fait retomber la masse des impôts sur de pauvres gens.

Tout porte et pèse sur le Tiers état... Il se trouve à chaque instant surchargé par la création de nouveaux nobles... Lorsque quelqu'un se trouve anobli, la cote de la taille et ses accessoires, ainsi que les corvées... retombent de plein droit sur le Tiers état. Plus il se trouve de roturiers anoblis, plus il arrive à ceux qui restent dans la roture de ces sortes d'héritages qu'on leur laisse avec plaisir, mais qu'ils ne reçoivent pas sans peine.

... Qu'aucune charge ne conférera de droit la noblesse.... Que la noblesse ne pourra plus d'aucune manière être achetée. Elle pourra toujours être conférée, comme la juste récompense de services importants, d'actions héroïques, de la valeur militaire, de talents distingués et d'un mérite soutenu. Mais qu'elle ne soit plus aviliée et dégradée en la mettant à l'encan, et en faisant la joie du plus offrant. Il y a déjà trop de nobles... Nous voulons bien voir au-dessus (de nous) une noblesse, mais une noblesse mâle et généreuse qui ait été acquise et qui se perpétue par le mérite, et non pas une noblesse sauvageonne et ridicule qui n'ait pris naissance que dans une bourse et qui n'ait d'autres mérites que l'opulence...

*Salmonville-la-Rivière
(B. Rouen).*

Plusieurs brochures, dont celle de Sieyès — Qu'est-ce que le Tiers état? — ont suggéré aux rédacteurs des cahiers des développements sur les méfaits des privilèges.

Les dons, les pensions, les grands bénéfices réservés aux seuls nobles, ôtent à la fois l'émulation aux nobles et aux roturiers. Ils l'ôtent aux premiers parce que pouvant par leur naissance prétendre à tout, ils n'ont pas besoin de mérite, et aux seconds, parce que ne pouvant prétendre à rien il leur devient inutile. Priver ainsi un État des génies qui peuvent ainsi l'éclairer, l'instruire et le défendre, c'est un crime de lèse-nation. Qui pourrait nier que dans la génération présente et future du tiers, il ne paraîtra pas encore des Bossuet, des Massillon et des Fléchier? Combien de ministres subalternes qui, par leurs talents, leur zèle et leur vertu, seraient dignes des premières charges de l'Église; combien de Chevert dans nos armées, qui vivent ignorés dans des rangs inférieurs; combien de Duguay-Trouin, de Jean Bart dans notre marine marchande feraient encore trembler les fiers Bataves et les fougueux Anglais, s'ils pouvaient parvenir au commandement des escadres? Fermer l'entrée des emplois et des professions honorables à la classe la plus nombreuse et la plus utile, c'est étouffer le génie et les talents, et les forcer à fuir une ingrate patrie; cependant les nobles seuls dans notre constitution actuelle jouissent de toutes les prérogatives : richesses territoriales, honneurs, dignités, grâces, pensions, retraites, gouvernements, écoles gratuites et fondations pour les demoiselles nobles, chapitres richement dotés, en un mot établissement de tout genre, voilà les faveurs que l'État prodigue à la noblesse exclusivement et aux dépens du Tiers état.

Ainsi la noblesse jouit de tout, possède tout, et voudrait s'affranchir de tout; cependant si la noblesse commande les armées, c'est le Tiers état qui les compose; si la

noblesse verse une goutte de sang, le Tiers état en répand des ruisseaux. La noblesse vide le trésor royal, le Tiers état le remplit; enfin le Tiers état paie tout et ne jouit de rien.

Lauris (S. Aix).

Les pensions suscitent de vives critiques.

Sire, ce n'est qu'avec la plus vive douleur que nous voyons de grosses pensions accordées à des courtisans vils et intrigants, qui se parent aux yeux de Votre Majesté des dehors du mérite; des émoluments considérables sont attachés à des charges sans fonctions.

Si vous saviez, Sire, de combien de sueurs, de combien de larmes est arrosé l'argent qui entre dans vos trésors, sans doute votre bonté serait plus en garde contre les demandes indiscrettes des gens qui consomment en un jour, dans les débauches de la capitale, le produit des impôts de milliers de vos misérables sujets.

Nous ne pouvons nous dissimuler, Sire, que c'est la noblesse qui consume la majeure partie des revenus de l'État. En effet, c'est dans cet ordre de citoyens, à qui on suppose sans doute un mérite inné, que sont pris les officiers de la couronne, les gouverneurs, les commandants, les intendants, enfin tous ceux qui occupent des places honorables et même simplement lucratives? Un noble, sachant bien danser, manier un cheval et une épée, se croit propre à tout et prétend cependant que son bien et sa personne ne doivent rien à l'État; s'il n'est avide que de gloire, qu'il serve gratuitement Votre Majesté et la patrie, qu'il ne regarde plus d'un œil insultant le collecteur inexorable découvrir nos chaumières, arracher le pain des mains défaillantes de nos enfants, pour amasser des fonds destinés à assouvir son luxe effréné; qu'assis dans un char doré, les chevaux superbes qui le traînent,

ne foulent pas au pied le malheureux occupé à lui construire un grand chemin; que, précédé d'une meute de chiens, il ne ravage pas, à la poursuite d'un lapin, nos moissons et nos vignobles.

Saint-Quentin et Cayra
(S. Limoux).

Que la liste des pensions... soit imprimée tous les ans avec les noms des pensionnaires, et une notice sur l'espèce ou la nature de leurs services, leur durée, et l'époque où ces pensions ont été accordées. La publicité de cette liste ajoutera un nouveau prix aux grâces de ce genre.

Tiers état d'Uzès.

*Le Tiers état proteste également
contre la vénalité des charges et
contre l'impossibilité, pour ses
membres, d'accéder aux plus
hautes fonctions dans l'Église et
dans l'armée.*

La première réforme et la plus nécessaire serait d'abolir la vénalité; elle est partout, c'est le venin de toutes les places. On donne des emplois au riche intrigant qui les achète ou au méchant que l'on redoute, mais, comme on ne craint rien de l'honnête homme, on le laisse là. A quoi est-il bon, dit le proverbe?

Chaudronniers de Bourges

Nous, pauvres habitants, c'est nous qui complétons les armées, qui payons la nourriture et l'entretien de nos enfants, qui, de gré ou par la presse, servent le roi et la patrie; c'est nous qui payons les canons, les mortiers, les bombes, les fusils et tout l'attirail militaire; c'est nous qui payons les constructions et réparations des fortifica-

tions, des casernes, des ponts, des vaisseaux et des grandes routes; c'est nous encore qui supportons la charge du logement des gens de guerre lors du mouvement des troupes, sans avoir l'espoir de voir nos enfants parvenir aux grandes charges militaires; la porte leur en est fermée et ensuite on leur dit qu'ils ne sont point en état de commander; mais, outre toutes ces charges, nous sommes encore forcés de payer à l'officier noble ses appointements, ses croix, ses rubans, ses retraites, ses pensions, ses gouvernements et généralement toutes les grâces et faveurs dont il est accablé.

Il en est de même du clergé. Dans notre classe, nous ne pouvons aspirer à aucune des grandes places de l'Église, ni à aucun des bénéfices simples qui sont un de ses grands apanages, à moins que ce ne soit par des abus qu'il serait peut-être bon de réformer, nous voulons dire les grâces et le recours à Rome. Tous ces grands biens sont donnés au noble qui entre dans l'Église afin, dit-on, qu'il ait de quoi soutenir sa famille.

Il n'en est pas de même pour nous, pauvres du Tiers état. Si un de nos enfants se destine à l'état ecclésiastique, il ne peut prétendre, généralement parlant, à autre chose qu'à une cure de campagne, car rien n'est donné au concours et par conséquent au mérite; lorsqu'un jeune homme est fait prêtre, on le fait vicarier pendant huit, à dix et quinze ans, avec une portion de revenu si modique que si sa famille ne venait point à son secours il ne pourrait subsister.

Il nous paraît donc de toute justice que tous ces abus soient réformés...

Les Essarts-le-Vicomte (B. Sézanne).

*Très logiquement, ces doléances
aboutissent à une revendication
révolutionnaire : l'égalité de tous.*

Il n'y a qu'une loi pour toutes les consciences; la même sert de règle au grand et au petit, au pauvre et au

riche; elle les conduit toutes au même but et les destine à la même fin. Toutes doivent concourir unanimement à la gloire de l'Être suprême. Pourquoi donc chaque individu ne coopérerait-il pas avec la même égalité au soutien de la couronne? Le clergé et la noblesse ne doivent-ils pas prendre le même intérêt à la conservation de cette divinité de la terre? N'ont-ils pas même plus de besoin de contribuer à la soutenir, puisque leurs possessions faisant la plus brillante partie de l'État méritent plus d'être défendues? Dieu était la sauvegarde du troupeau d'Abel. Ce serviteur, animé de la plus vive reconnaissance, lui offrait en hommage ce qu'il y avait de meilleur parmi ces innocentes victimes.

Cet exemple mémorable que les siècles multipliés n'ont pu effacer, devrait lier l'âme des deux premiers ordres et exciter, dans leur cœur, les douleurs amères du repentir de ne s'y être pas conformés envers leur prince.

Montgesty (S. Cahors).

*Tous égaux... même dans la
mort!*

Parmi toutes les inconséquences et les atrocités qui résultent de nos lois criminelles, il en est deux surtout qui ne feront jamais l'apologie de notre gouvernement et de notre prétendue civilisation. La première est celle qui, distinguant les hommes jusque dans l'action de la loi, détermine la nature des peines selon les personnes et non selon les délits. Qu'un noble par exemple coupable de tel crime ait la tête tranchée, tandis qu'un non noble coupable du même crime doive expirer suspendu à un gibet, par cette seule disposition on a déclaré qu'il y a des supplices infâmes et d'autres qui ne le sont pas, que le noble appartient à une classe privilégiée, et que le roturier appartient à la classe avilie des citoyens, à la classe

que les lois n'ont pas considérée, et de l'honneur de laquelle elles ne tiennent aucun compte.

La seconde est celle par laquelle on dégrade de noblesse un privilégié avant que de l'envoyer au supplice; par là, il se fait une injustice bien révoltante : d'abord on semble dire au peuple que les crimes sont faits pour lui, puis-qu'avant de punir le noble on le rejette dans la classe du peuple comme indigne d'appartenir à une classe plus élevée, et ensuite on humilie et outrage la classe du peuple dans laquelle on fait descendre le coupable privilégié.

Castelferrus (Tarn et G.)
(P. de Rivière-Verdun).

*Pourquoi les nobles ont-ils seuls
des armes?*

Les seigneurs sont fort jaloux de la chasse et ils le sont à un point qu'ils ne veulent pas que les habitants des campagnes aient chez eux aucunes armes à feu, ressource si nécessaire contre les voleurs, les bêtes féroces ou enragées et le gibier destructeur des moissons de campagnes, de façon qu'on réduit ces habitants au cas d'être tués, volés, mordus, sans avoir de quoi repousser efficacement et avec succès ces violences et ces malheurs, qui ne surviennent malheureusement que trop fréquemment aux campagnes, et à voir les pigeons et les corbeaux ravager en sûreté leurs moissons et sans avoir de quoi les repousser et chasser. Il est donc des plus avantageux que tous habitants de campagne, du moins ceux qui possèdent des maisons et des terres, aient chez eux un fusil ou garde-maison pour la conservation de leurs personnes et de leurs biens, avec droit de le porter sur leurs terres pour en purger, chasser et tuer les bêtes sauvages et tout gibier, de quelque espèce et qualité qu'elles puissent être, qui pillent, ravagent et mangent les récoltes.

Tinténia (S. Rennes).

Pourquoi ce luxe chez les aristocrates? Taxez-les!

Nous croyons devoir mettre à la tête des objets de nos doléances le luxe, qu'on peut nommer à juste titre le vice dominant de notre siècle, qui ose s'en glorifier et le vanter comme une belle vertu, quoiqu'il soit, ainsi que s'exprime l'illustre archevêque de Cambrai, M. de Fénelon, la perte des mœurs et l'opprobre de notre nation. Il en bannit la solide gloire d'une vie honnête, frugale, occupée d'objets utiles à la religion, à la société, à la patrie; il y substitue la sotte estime des frivolités méprisables, des superfluités dangereuses, des excès funestes; il y met en honneur l'amour honteux des raffinements de commodités, de sensualité, de volupté, qui affaiblissent, énervent, rendent mous, lâches, efféminés, les corps, les esprits, les cœurs.

Il y détruit la véritable noblesse de sentiment, la vraie grandeur d'âme qui consiste à se vaincre soi-même par la force qu'on a de se soumettre, malgré les répugnances de la nature, le respect humain à la loi divine, et l'odieuse tyrannie des folles passions à l'aimable empire de la saine raison; il y fait méconnaître le sage et utile milieu que gardent la libéralité et la magnificence, auxquelles il subroge la prodigalité et la somptuosité dont les folles et ruineuses profusions n'ont pour but que la montre et l'ostentation. Quel mal y fait-il encore, ou plutôt quel mal n'y fait-il pas? Il est le germe, l'amorce et l'aliment d'une infinité de désordres; il est cause que chacun voulant briller et s'élever au-dessus de sa condition et ne pouvant y réussir par des moyens légitimes, tant de personnes ont recours à des voies criminelles, à des usures, à des rapines, à des concussions, à toutes sortes d'injustice; que tant de femmes mondaines, oubliant que la pudeur et la modestie sont le plus bel ornement de leur sexe, mettent leur gloire dans le vain étalage de leur parure, dont l'affectation superbe montre la petitesse de leur esprit, qui se repaît follement d'un éclat étranger à leur âme, à leur corps,

et tiré en grande partie des dépouilles de vils animaux; que tant de familles opulentes ou aisées s'appauvrissent par des dépenses fort supérieures à leurs revenus; que tant de ménages indigents se désolent dans l'accablement de leur misère qui n'est pas soulagée; que tant de campagnes sont dépeuplées de cultivateurs nécessaires, et tant de villes remplies de bouches inutiles, et de ventres ennemis du travail; que tant de professions où l'on voit naître l'ambition et la cupidité semblent avoir pour mère cette sangsue symbolique, dont, suivant le texte sacré, les deux filles disent toujours : Apporte, apporte, et sont aussi frauduleuses et injustes qu'avidés et insatiables.

Clergé du Boulonnais.

Impôts qu'on peut mettre et accorder... Sur le luxe des villes, sur l'ajustement ruineux et ridicule d'une foule de personnes qui font augmenter le prix des étoffes, sur les cartes (à jouer)... sur les équipages, les chevaux de parade, sur la trop grande quantité de laquais qui deviennent souvent, rendus à nos campagnes, les plus mauvais sujets des communautés, par leur inaction et leur sensualité.

Repel (B. Mirecourt).

Quelle peut donc être la source (de notre déficit)? Nous croyons l'avoir trouvée en partie dans le luxe de toute espèce, dans des pensions considérables... dans le jeu... dans l'achat de certaines marchandises que les étrangers nous vendent bien chers... dans le luxe des feux, luxe qui occasionne au peuple, à cause du bois, des dépenses considérables, à cause de la grande consommation qu'en font certains puissants chez lesquels on consume, chaque jour, six sacs de charbon, au moins une corde de bois qu'il faut pour la cuisine, sans compter

cinq ou six feux qu'il faut à monsieur, autant à madame, le feu des enfants (bien entendu chacun le sien), celui des domestiques des deux sexes. Nous demandons que ce luxe soit modéré; il faut un feu de cuisine, mais moins gros; monsieur et madame pourraient se contenter chacun d'un feu, et un seul feu pourrait suffire pour tous les enfants d'une maison...; que les domestiques aient deux feux, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes; bien du bois, par là, serait épargné. Le peuple l'achèterait beaucoup moins cher, car cet objet est aujourd'hui très ruineux pour lui et, dans ce pays, lui coûte au moins autant que le pain...

Juvaincourt (B. Mirecourt).

*En tout cas, pour l'immédiat, le
Tiers état se méfie des nobles qui
cherchent à se faire élire par lui.
Pour les roturiers, des députés
roturiers!*

Pour nous représenter aux États généraux, nous ne pouvons choisir ni seigneur ni noble sans le plus grand danger. Il est des seigneurs humains, généreux, bienfaisants; mais ils ne sont pas moins jaloux de leurs droits, de leurs privilèges et de nous tenir dans leur dépendance. Nous devons nous défier de tous gentilshommes qui nous sollicitent ou nous font solliciter par leurs gens (pour être élus). Nous devons être persuadés qu'ils tendent un piège à notre bonne foi et qu'ils ont envie de nous tromper. Cultivateurs, nous n'avons que de vrais défenseurs que dans notre classe, dans le Tiers état. Si nous les prenons ailleurs, nos intérêts seront sacrifiés et nous continuerons à être malheureux.

Vieuvic (B. Orléans).

Cependant, quelques cahiers sont animés d'un esprit différent, et rendent hommage à la noblesse.

Ce ne sont pas les seuls membres du clergé qui se sont rendus utiles qui méritent égards et récompenses, mais encore... ceux de la noblesse qui auront sacrifié à la patrie leur fortune, leur jeunesse et leur santé dans le service militaire, car le Tiers ordre reconnaît combien le corps de la noblesse lui est utile, et combien elle mérite d'égards et de distinction, et n'entend pas que ce soit en retranchant de si justes récompenses qu'on subvienne aux besoins du gouvernement, mais en apportant de la règle et de l'économie dans toutes les branches de l'administration des finances...

*Montouse (Htes-Pyr.)
(P. Rivière-Verdun).*

Nous conserverons toujours pour la noblesse... le respect dû à son rang. Nous conviendrons éternellement de la supériorité qu'elle a toujours eue sur nous.

Allainville (B. Orléans).

Par reconnaissance pour la haute-noblesse, par reconnaissance pour les gentilshommes qui, par leur bravoure, aux dépens de leur vie, soutiennent nos intérêts, éloignent l'ennemi, défendent et gardent la patrie, on souhaiterait que leur principal manoir et le chef-lieu de leur fief d'où ils tirent leur nom, fussent exempts d'impôts auxquels seraient assujettis les autres terres qu'ils possèdent...

Chaon (B. Orléans).

*De son côté, la noblesse réagit
contre les doléances du Tiers
état. Tantôt avec douceur, tantôt
avec intransigeance.*

Le duc de Vendôme, à l'assemblée de Cognac en 1526, disait : « Je parle au nom d'un ordre qui sait mieux agir que discourir ». Sire, nous vous offrons la moitié de nos biens; si la moitié ne suffit pas, la totalité, et par-dessus nos épées, et jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

Tel a été, Sire, dans tous les temps, et tel sera encore aujourd'hui le langage de la noblesse française; mais dans une circonstance où elle est appelée au pied du trône pour y porter ses doléances, aura-t-elle le courage de taire à Votre Majesté l'impression profonde de douleur que lui ont laissé jusque dans les fonds des campagnes qu'elle habite les plaintes si amères, si répétées et si peu méritées du Tiers état? Jettera-t-elle un voile sur l'erreur d'un ministre étranger, honoré cependant et chéri dans toutes les provinces de votre royaume? Ce serait le plus noble de ses sacrifices.

Mais Votre Majesté est entourée de ses enfants, de ses frères, des princes de son sang, chef de la noblesse. Réunissons donc tous nos efforts et nos lumières, non pour changer la constitution, mais pour l'affermir. Que le Tiers état, satisfait de tous les droits qu'il a acquis et de ceux que la noblesse a perdus, cesse enfin de se plaindre; qu'il jette les yeux sur tous les États de l'Europe : il y verra dans tous les royaumes une noblesse plus privilégiée que la noblesse française; il y a des républiques même gouvernées par des nobles, et partout les nobles séparés des plébéiens par lois et par mœurs; les uns et les autres, Sire, les unissent et les rapprochent dans votre empire.

*Noblesse de la sénéchaussée
de Castres.*

Nous nous réservons les droits honorifiques, exemptions, et autres distinctions qui tiennent à notre dignité et qui sont essentiels dans une monarchie.

Noblesse du bailliage d'Orléans.

Nous déclarons ne jamais consentir à l'extinction des droits qui ont caractérisé jusqu'ici l'Ordre Noble et que nous tenons de nos ancêtres... Nous prescrivons formellement à notre député de s'opposer à tout ce qui pourrait porter atteinte aux propriétés utiles et honorifiques de nos terres, et nous entendons qu'il ne puisse se prêter à aucune modification ou remboursement de quelque nature que ce puisse être, lesquels ne pourront jamais s'effectuer que de notre aveu et de notre consentement libres et individuels.

Noblesse du Bailliage de Montargis.

« La barbarie féodale »

(Cahier du clergé d'Amont)

Les droits féodaux sont fréquemment présentés comme des restes de la « barbarie féodale ».

Nous respectons les droits légitimes de Messieurs de la Noblesse; mais n'y a-t-il point des droits illégitimes, des droits ridicules, des droits tyranniques? Le franc-fief, le rachat : parce que l'un de nos parents meurt, il faut payer une somme; parce que l'on s'est marié dans le cours de l'année, il faut rompre une perche de bois, sauter une rivière. Ces spectacles ridicules attirent beaucoup de spectateurs : ils occasionnent bien des ivrogneries. Les lods et ventes perçus quand il n'est question que de l'échange d'un champ avec un autre, la servitude, l'esclavage des moulins! On nous vend à un meunier; il nous vole de mille manières, et nous ne pouvons nous y soustraire malgré tous nos soins et les règlements publics. Esclavage injuste, esclavage honteux dans un royaume libre, dans un royaume de Français ou Francs.

Ruca et Landébia (S. Rennes).

... Ici le pauvre n'a pas le droit de faire du feu dans sa chaumière pour se garantir des impressions du froid, s'il ne l'achète chèrement au seigneur, par une contribution prise sur sa subsistance et celle de sa famille. Ce droit inhumain existe à Brovès sous la dénomination du droit de fouage. Là le laboureur n'a pas même le droit de nourrir ses bestiaux de l'herbe qui croît dans son champ; s'il y touche, il est dénoncé, puni par une amende qui le ruine; et l'exercice le plus légitime des droits de sa propriété est subordonné à la volonté arbitraire du seigneur, qui a la prétention du droit universel sur tous les herbages du

territoire. Ce droit barbare existe à Romaluette sous la dénomination du droit de relarguier exclusif, et dans beaucoup d'autres lieux; partout enfin la liberté naturelle, la liberté civile est asservie, le commerce est enchaîné, l'homme est esclave, et ce dernier mot, qui n'est que trop exact, peint tout l'odieux des droits contre lesquels le Tiers état réclame.

*Le Tiers état de la sénéchaussée
de Draguignan.*

Nous réclamons ici, au nom de l'Humanité, l'extinction de certains droits féodaux que l'ignorance des siècles barbares a consacrés à l'orgueil féroce des nobles possesseurs de quelques vieux châtelains. Tout homme qui a l'honneur de voter en corps à l'élection des représentants de sa paroisse, de sa ville ou de la province, est à notre avis peu fait pour donner le ridicule spectacle de franchir un fossé plein d'eau, ou de s'agenouiller devant une porte pourrie pour baiser avec respect un maillet sale et rouillé.

Vitriers de Saint-Maixent.

Les droits seigneuriaux ne sont pas seulement vexatoires et humiliants. Ils représentent souvent une lourde charge pour le paysan.

Il a existé quatre seigneuries à Lignéville; la terre a été divisée, même les sujets le sont encore aujourd'hui pour les droits seigneuriaux, quoique tous réunis au même domaine (donc, il n'existe plus qu'un seul seigneur en 1789). On nomme « partie » chaque partage ancien; voici l'ordre qu'elles ont :

Petite partie. - Chaque particulier laboureur de cette

partie doit un résal d'avoine pour chaque année au seigneur du lieu. Il doit six jours de charrue dans les différentes saisons (soles) de culture (soit, 18 jours). Ils doivent aussi la conduite de 4 voitures de gerbes, conduire le foin sur les greniers du château, et tous... laboureurs et manœuvres doivent deux jours à sarcler les blés, autant aux autres grains, quatre jours à fauciller les blés, autant aux autres grains, faucher, faner et rendre en bon état le foin de deux prés... on ajoute à cela 25 francs barrois pour la taille (du seigneur), 3 sous chacun pour le droit de four et 3 sous 9 deniers pour le droit de guet...

Grande partie. - Chaque laboureur de cette partie doit au seigneur 4 boisseaux d'avoine et 2 boisseaux de blé, 3 jours de charrue, la conduite de deux voitures de gerbes, conduire le foin sur les greniers du château; et les laboureurs ainsi que les manœuvres doivent moitié des prestations énoncées ci-dessus pour la petite partie, le droit de four et 25 francs de taille...

Partie dite de Tantonville. - Tous... doivent les mêmes droits et prestations que ceux de la grande partie, le fauchage excepté...

Partie de Mattaincourt. - ... seulement la taille de 15 francs barrois.

Dans le détail ci-dessus ne sont pas compris les droits de cire, poules, poulets, œufs, chapons et argent ainsi que blé et avoine assis et affectés sur une quantité de maisons, et qui sont particuliers...

Le seigneur est propriétaire de 200 jours de terre par saison (soit 600 arpents) avec les prés à proportion...

Ligneville (B. Mirecourt).

Parmi ces droits, il en est qui sont connus dans la France entière : le champart, la corvée...

... Ils demandent la suppression des champarts, parce que ce droit est très préjudiciable... non seulement en ce

qu'il est gênant à raison de la livraison et de l'enlèvement de son propre grain que l'on ne peut faire qu'après que les gerbes ont été préalablement comptées (il en résulte souvent une perte considérable causée par la variation du temps), mais encore c'est que la sixième, neuvième ou douzième gerbe que l'on est obligé de fournir et livrer au seigneur propriétaire, ou fermier de ce droit de champart, et dépouiller en partie le terrain sur lequel ce droit est pris et perçu, lui ôter son engrais, c'est empêcher sa production, et semblable à une personne à laquelle on ôterait en temps froid une partie de ses vêtements de dessus son corps.

Teillay-le-Perreux (B. Orléans).

D'autres droits, propres à telle ou telle seigneurie, sont parfois inattendus.

Les particuliers ne tirent point de leurs prairies la moitié de récoltes qu'ils auraient lieu d'espérer, par le défaut des eaux dont les seigneurs prétendent avoir la propriété; demande que cet abus soit supprimé, et les eaux rendues communes.

Escames (B. Beauvais).

En règle générale, il semble que ces droits soient aggravés dans les dernières années de l'ancien régime : on peut y voir un aspect de la réaction seigneuriale :

Demandent de simplifier le droit des portes (écluses) de la Roussille, établi par le sieur Galland, droit onéreux et qu'il faut payer aujourd'hui sur le pied de 54 sols par

chaque bateau, tandis qu'autrefois l'on ne payait que 24 sols pour l'aller et la venue; les bateaux ne payaient ces droits dans les temps que lorsqu'ils étaient chargés, et l'on exige aujourd'hui ce droit quoique les bateaux passent à vide; même plus ledit sieur Galland veut faire payer pareil droit pour les petits bateaux et allèges qui sont attachés au grand... que ce droit injuste soit entièrement aboli... c'est ledit sieur Galland qui a établi ce droit de son chef... Demandent qu'il sera libre aux dits suppliants de passer repasser indistinctement à quelque heure que ce soit... Ledit sieur Galland ne voulant ouvrir les dites portes de la Roussille que depuis soleil levant jusqu'au soleil couchant...

Bateliers du Port de Niort.

Se plaindront de ce que les boisseaux deviennent successivement plus grands, ce qui augmente les charges de ceux qui doivent des rentes en blés. Demanderont que la contenance de chaque boisseau soit fixée relativement à une mesure certaine...

Ville de Civray.

*Face aux droits féodaux, le Tiers
état prend souvent une attitude
très ferme.*

Nous ne paierons plus aux seigneurs de fiefs de rachats ni lods et ventes, mais nous les paierons aux hôpitaux à l'avenir, pour l'entretien, la nourriture des mineurs, orphelins, infirmes, vieillards incapables de gagner leur vie, dans l'étendue du fief.

Artisans de Pont-L'Abbé.

*Parmi les droits les plus honnis,
on note au premier rang les bana-
lités, l'obligation d'utiliser le mou-
lin et le four du seigneur.*

Quel mal ne résulte-t-il pas de l'obligation d'aller moudre à tel moulin plutôt qu'à tel autre ! Ne sait-on pas que l'avarice des seigneurs les ayant déterminés sans peine à augmenter successivement le prix de leurs moulins, les fermiers s'en rédiment sur les moutaux ? En vain leur est-il ordonné de ne prendre que le seizième de la moûture et d'avoir des poids et balances : ces lois sages sont tombées en désuétude dans la pratique, et les meuniers n'en sont pas moins les fléaux journaliers de tous les moutaux et particulièrement de la classe la plus indigente, car c'est toujours sur elle que retombent plus directement les charges et les impôts.

Mais, dans la supposition qu'un particulier se plaigne du trop grand droit de moûte et qu'il ose même en justice faire condamner le meunier à la restitution, qu'y gagne-t-il ? Rien, parce qu'étant toujours tenu à la suite du même moulin, le meunier saura bien trouver le moyen de se venger, soit en comblant la farine, soit en la rendant plus pesante, mais toujours après avoir pris plus du seizième. Ainsi il y a donc pour le moutau plus d'avantage à souffrir la concussion qu'à s'en plaindre ; ses doléances à cet égard ne feraient qu'augmenter la rapacité du meunier.

Tel est néanmoins l'état cruel et malheureux, trop vrai, où se trouvent forcément depuis le premier jour de l'année jusqu'au dernier tous les moutaux et surtout le pauvre, qui ne peut que difficilement faire entendre ses doléances. Le moyen de remédier à un fléau aussi terrible et plus accablant que n'importe quel autre, parce qu'il prend chaque jour sur la subsistance du malheureux, serait d'ôter aux seigneurs le droit d'affermir leurs moulins sous le district de deux lieues à des gens de la même famille et, en même temps, de laisser aux moutaux la liberté d'aller moudre à tel ou tel moulin, même d'avoir chez eux des

meules pour leur usage. On abandonnerait le meunier qui ne serait pas juste; ce serait au plus honnête homme qu'on s'adresserait.

Bains (S. Rennes).

Il sera remontré à l'assemblée qu'il se commet de grands abus parmi les meuniers auxquels en général le public confie tous les revenus de ses biens, lesquels (les meuniers) se paient de leurs propres mains, dont ils portent un préjudice irréparable au public en prenant au-delà de leurs droits et en gâtant le reste; et que pour remédier à tout cela, il faudrait que le maître du moulin ou son fermier mit un homme désintéressé qu'il soit tenu de payer à gages fixes, qu'il serait tenu de prêter serment devant le juge du lieu, et que personne après lui ne toucherait le blé... il faudrait mesurer tous les grains qu'ils portent au moulin ou peser à la balance...

Saint-Salvy (T.-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).

Quant au droit de chasse, il apparaît également comme une cause d'entraves excessives.

Il est de notre devoir de nous plaindre de cette prodigieuse quantité de gibier qui ravage nos campagnes. Les pigeons et perdrix enlèvent une partie de nos semences; les lièvres et lapins, les cerfs et les biches rongent tous nos grains dans l'étendue de nos plaines, et si le malheur veut que nos récoltes versent à l'approche de la moisson, bientôt elles sont pillées par le gibier de toute espèce. Nous n'avons pas même la liberté de détruire les corbeaux, ces volatiles si destructeurs des productions de nos terres. Hélas! que le plaisir de la chasse coûte de nourriture d'hommes! que de terres manquent leur production par cet onéreux droit! Il faut souffrir avec silence que le gibier mange nos

légumes et même nos arbres jusque dans nos jardins, et s'il arrive qu'on tende un piège pour arrêter cet animal destructeur, bientôt, sur le rapport d'un satellite, on est suivi criminellement et traîné dans les prisons; le mari est enlevé à sa femme, le père à ses enfants, à qui les bras sont si nécessaires pour la subsistance. Au moins si les seigneurs veulent se procurer ce plaisir, qu'ils renferment leur gibier dans l'enceinte de leurs parcs et dans l'étendue de leurs bois; mais que chaque particulier ait le droit de défendre sa récolte.

Croissy-en-Brie.

Rien de plus fâcheux que de voir le pauvre berger, toujours sur le qui-vive, et qui malgré sa prévoyance se voit tous les jours exposé à perdre son pauvre petit agneau et ses brebis qui sont emportés et dévorés par les loups qui ne sont qu'en trop grand nombre dans la forêt, parce qu'on n'y fait pas de chasses assez fréquentes... Pour comble de malheur et de découragement, on voit sortir de la forêt... des troupes de cerfs et biches qui moissonnent, pendant l'hiver comme pendant l'été, l'espérance du cultivateur... En outre, des insectes trop multipliés autour de la forêt pour laisser prospérer le blé, se répandent en foules dans la campagne au temps de la moisson, se glissent pendant la nuit sous les gerbes, et là dévorent le peu de grain qui a échappé à la chaleur, et le cultivateur se voit réduit, dans les années de sécheresse, à n'emporter dans ses gerbiers qu'un peu de paille rongée par les souris...

Villiers-en-Bois (S. Niort).

Les villages situés près des « plaisirs du Roi » semblent particulièrement éprouvés.

... Que leur territoire étant entouré de bois et placé au milieu des plaisirs du Roi, ils éprouvent annuellement

les plus grandes pertes et dommages, à cause des bêtes fauves, du gibier et des chasses; qu'il est particulièrement un canton où l'on cultive les légumes, dont lesdites pertes et dommages sont inappréciables; lesdites bêtes fauves et gibiers venant jusqu'aux portes des cultivateurs, ravager les fruits de leurs sueurs et de leurs travaux, malgré la garde continuelle que paient lesdits habitants, et qui veille toutes les nuits pour les exécuter : cette garde est encore pour eux un véritable impôt. Et si l'on fait attention que Sa Majesté fait toujours sur leur territoire sa première chasse au tiré avec une suite très nombreuse d'hommes et de chevaux, et dans un temps où une grande partie des grains est encore sur terre, qu'immédiatement après et pendant un mois entier, toutes sortes de personnes chassent sur le même territoire, et foulent journellement aux pieds les fruits précieux de leurs labeurs; si l'on considère aussi que les ordonnances de capitaineries sont une cause réelle de ruine pour eux, tant par les gênes qu'elles mettent à leur culture que par la grande faveur qu'elles donnent à l'entretien, conservation et multiplication du gibier, le plus cruel destructeur de leurs récoltes; si l'on fait donc attention à ces objets, on jugera facilement que les pertes et les dommages qui en sont les suites, sont encore des plus considérables.

Viroflay (B. Meudon).

... Le respect et l'amour qu'il a pour Sa Majesté le persuadent de la légitimité de ses plaisirs de chasse, mais en même temps il attend avec confiance d'être dédommagé par une modération sur la taille et autres impôts, sur la taille surtout qui jusqu'à présent est imposée dans le parc de Versailles au même taux qu'ailleurs où il n'y a pas tant de gibier, quoique les semences soient plus dispendieuses et la récolte beaucoup moindre.

Le territoire de Bailly est chargé de trois grandes remises en futaies et taillis d'environ dix arpents chacune; par conséquent, les terrains limitrophes sont ruinés, au moins en pareille quantité, au détriment du fermier et autres

particuliers; le même territoire est garni d'avenues de grands arbres, qui causent les mêmes inconvénients aux terres adjacentes.

Depuis quelques années on a lâché dans le grand parc un grand nombre de chevreuils, qui ont considérablement propagé.

Ils broutent et arrachent les blés en herbe, écorcent les arbres fruitiers, passent par-dessus les haies et dévastent les jardins; d'où il est aisé de conclure qu'ils portent un tort considérable à la récolte, aux fruits et aux légumes, choses de première nécessité aux gens de la campagne.

Les officiers des chasses sont d'accord avec ces fléaux, ils défendent de récolter les foins et les luzernes dans les temps utiles, de peur de nuire au gibier de plume.

On sait que huit ou dix jours plus tard, dans les années avancées, portent un préjudice considérable.

Les moineaux ne font pas moins de dégâts : une pièce de blé une fois attaquée, pour peu qu'il soit versé, est bientôt détruite, et les pailles détériorées.

D'où il suit que les petits propriétaires du parc de Versailles sont tous malheureux et hors d'état de payer leurs impôts.

Bailly (B. Versailles).

« ... Ce peuple couché par terre,
pauvre Job... »
(Michelet)

« Nos paysans, pour la plupart, sont misérables cent fois plus que les Caraïbes, les Groenlendais et les Esquimaux. » Cette affirmation de M^{me} Roland est confirmée par les multiples plaintes paysannes.

Pour cette classe paysanne, si utile, si recommandable par ses talents, son travail et son industrie, la propriété devient nulle, les richesses foncières sont dévorées par le fisc, tandis que l'opulent financier, le riche capitaliste traînent à leur suite le pompeux attirail d'un luxe insul tant; le laboureur, couvert des lambeaux de la misère, n'a qu'un lit de paille pour se reposer, et pour toute nourriture un pain grossier qu'il ne peut souvent tremper que de ses larmes. C'est là que l'enfance n'a pas de repos : laboureur à sept ans, décrépît à trente, tel sera le sort de cette génération.

Qu'une maladie attaque le cultivateur, il périt sans secours, ou, s'il réchappe, la nature aura fait tous les frais, de là, les épidémies, de là, la dépopulation.

Que celui qui se plaint du peu de fertilité de la terre et l'attribue à l'intempérie des saisons, entre dans la cabane du laboureur; en voyant réaliser le tableau de la plus affreuse misère, il se convaincra de cette vérité que si la terre ne donne pas, c'est qu'elle n'a pas assez reçu, c'est que l'économie forcée des premières avances nécessaires à la culture l'ont rendue avare de ses dons.

Tiers état du bailliage de Poitiers.

Le Tiers peut se flatter d'avoir toujours observé la soumission envers ses seigneurs et d'avoir toujours été fidèle à leur Roi... N'avons-nous pas été à la guerre, et n'y allons-nous pas journellement? ne nous engageons-nous pas volontairement, ne laissons-nous pas notre famille pour voler aux pieds de notre Souverain..., combattre et soutenir notre Auguste Monarque aux dépens de notre sang parsemé sur les lauriers qu'il emporte, après quelques personnes de mortes et plusieurs de blessées. On envoie les blessés aux hôpitaux pour y être traités; enfin le chirurgien major leur coupe quelques jambes ou quelques bras (*sic*) pour leur sauver la vie ou leur donner leur congé, etc. Retournent dans le sein de leur famille, quelquefois avec une modique paye, le plus souvent avec rien. Les voilà donc rendus, triomphants d'avoir servi notre Roi, et les seigneurs desquels nous relevons ne nous font pas moins payer les rentes nobles et dîmes et terrages (champarts) qu'ils ont arréragés en notre absence.

Ceux qui ne vont pas à la guerre demeurent à faire valoir la terre et enfin tâchent de la cultiver du mieux qu'il leur est possible pour subsister. Tombent là-dessus, on ne cessera de le dire, une foule d'impositions royales qui sont perçues par sept collecteurs chargés d'en faire le recouvrement ; souvent de fois, les habitants ne peuvent point payer; on envoie la garnison, on la promène dans la maison, avec son air imposant ; on pleure, on crie, on gémit, et l'on n'écoute point cela; il faut de l'argent; n'en ayant point, on exécute la chaudron, on arrache la crémaillère qui le tient pour faire chauffer l'eau et pétrir le pain d'orge et souvent d'avoine des malheureux; on nomme un dépositaire des meubles exécutés, et l'on fait vendre à la porte de l'église, au dernier enchérisseur, le dimanche suivant, quoi qu'il est expressément dit, par un nouveau règlement que ces malheureux ne connaissent point, qu'il n'est pas permis d'exercer une pareille contrainte...

Château-Garnier (S. Civray).

*Parfois les précisions sont telles
qu'elles empêchent tout soupçon
d'exagération.*

Lesdits habitants sont si pauvres... que tous les ans ils sont obligés d'acheter un nouveau pot de fer pour faire un peu de mauvaise soupe, en ce que l'huissier leur enlève au temps (du paiement de l'impôt) celui qui leur a servi toute l'année, et le vend avec le reste de leurs pauvres guenilles pour remplir leur cote (recouvrer le montant de la taille) s'il s'en trouve assez... Une autre preuve de la misère de cette paroisse, c'est la disette des bœufs, qui depuis dix ans est réduite au moins à un tiers de diminution, puisqu'on en comptait alors 66 paires et qu'à présent il ne s'en trouve que 41... La paroisse... n'ayant absolument aucun pacage et ne pouvant faire aucun élève (élevage), elle a encore le malheur d'être sur les reins de la forêt d'Aulnay... de voir tous les ans un pacage abondant dans cette même forêt sans oser y faire pacager une seule pièce de bétail qu'ils ne subissent le sort d'être pris par les gardes et ensuite vendus au profit de Sa Majesté, et les propriétaires de ce même bétail condamnés à des amendes considérables...

Asnières (S. Civray).

Les pays des hautes Cévennes, qui jusqu'ici n'a été connu que par les fortes impositions qu'il a payées, vient enfin d'être tiré de l'oubli par la bonté paternelle de Sa Majesté...

Cette communauté est située dans les montagnes escarpées des Cévennes. Le terrain est ingrat et ne se soutient que par une multiplicité de murailles qui forment des amphithéâtres. Les travaux en sont immenses, et l'entretien des plus coûteux... Mais les fortes pluies, les ravines entraînent fréquemment les terres, et partie des murs de soutènement... Depuis l'enfance jusqu'à la caducité, les malheureux habitants, de tout sexe, sont accablés sous

le poids des faix de terre et de pierres qu'ils remontent aux amphithéâtres abattus. Ils fouillent à force de bras entre les rochers, en brisant pour y substituer la terre qui a été entraînée, et pour prix de tant de fatigues, ils sont nourris de ce qu'il y a de plus mauvais, de leurs châtaignes et de pain noir. Il ne se recueille pas dans ces contrées la trentième partie du blé nécessaire pour la subsistance des habitants, dont la plupart sont forcés de porter leur industrie ailleurs pour se la procurer...

Le manque de chemins suffisants pour donner une communication avec des charrettes du Languedoc au Gévaudan rend la cherté des blés excessive dans le pays des Cévennes, qui retire lui-même beaucoup moins de ses objets d'exportation. On pourrait alimenter ce pays en y faisant des routes. La rapidité du terrain ne serait pas un obstacle, parce qu'on découvre encore sur les rochers l'empreinte des charrettes (romaines), et les vestiges d'une grande route où elles passaient...

... La police est sans vigueur dans les campagnes... Les mauvais sujets qui ont été molestés par la justice ou la police des villes se réfugient dans les campagnes, les pillent impunément, réduisent la plus saine partie des habitants au plus profond silence par la crainte et les menaces, entraînent les autres, surtout les jeunes gens, dans leurs rapines et souvent dans des émeutes, en sorte que le malheureux cultivateur, n'osant se livrer à des poursuites judiciaires beaucoup trop dispendieuses... est forcé de passer des veilles avec des armes, pour garder ses possessions...

Aujague (S. Nîmes).

Un fermier qui paie 400 livres de ferme, a 10 ou 12 bouches à nourrir et recueille à peine du blé-seigle, blé noir, et bien peu d'orge pour les nourrir, paie jusqu'à 200 livres (d'impositions). Il lui faut pour 100 à 120 livres de sel. Il en est de même des manœuvres qui occupent plusieurs mauvais bâtiments et mauvaises terres et jardins d'où ils tirent peu de profit quoiqu'ils ne les louent qu'à

des sommes modiques... Un manœuvre qui paie 60 livres de ferme paie ordinairement 28 ou 30 livres de taille et autres impositions accessoires et 3 ou 4 livres de corvée, sans compter 15 ou 20 livres de sel qu'il faut par an.

Saint-Florent
(Sologne, G. Orléans).

Nous formons une communauté composée de 33 feux, dont 5 laboureurs et 3 demi-laboureurs, tous fermiers ayant le tiers du finage en propre. Le reste est formé de manœuvres parmi lesquels il y en a plus de moitié absolument pauvres et à la mendicité; beaucoup de veufs de l'une et de l'autre espèce, ayant quantité d'orphelins à la charge de la communauté. Nous trouvons que nous sommes surchargés d'impôts, notamment pour la subvention (taille lorraine), les ponts et chaussées, les vingtièmes et les corvées...

Nous avons des salines abondantes en Lorraine, et nous payons le sel fort cher, plus cher que les étrangers qui en prennent dans ces salines...

Nos forêts sont ruinées; nous n'avons, par chaque feu, qu'une voiture et demi des affouages de la communauté (distributions gratuites annuelles). On ne nous donne que la souille... ce qui oblige les pauvres à dévaster les bois...

Ce qui augmente notre misère, ce sont les entraves de la ferme (des impôts)...

... Nous avons encore des charges qui nous sont particulières : ce sont deux ponts à notre entretien et une fontaine...

Nous payons des droits seigneuriaux exorbitants; il nous faut, par chaque feu, un resal d'avoine comble, en sus douze sols par chaque resal pour la conduite, pour avoir droit de vaine pâture sur un terrain appartenant à M. d'Ourches, seigneur de Tantonville. La vaine pâture nous manquant, nous sommes obligés d'avoir recours à ce moyen, pour nourrir nos bestiaux...

Nous sommes éloignés des villes, nous ne tirons pas parti de nos denrées, comme les villages qui en sont roches;

nous payons cependant comme eux... Ajoutez à cela que nous ne pouvons pas faire beaucoup de nourri (d'élevage), nos foins étant mauvais...

Repel (B. Mirecourt).

*Une misère aussi profonde existe
dans les villes.*

Notre corps de métier étant ensemble, nous avons pris les gains que nous pouvions faire par jour ; les uns ont répondu qu'ils pouvaient gagner 3 sols, les autres 4, les autres 5, le plus a monté jusqu'à 10 sols.

Représentez-vous le plus haut prix : si un homme gagnant 10 sols par jour peut élever sa pauvre famille, en payant le pain bien cher, les maisons très petites pour 10 écus, le cent de petits fagots revenant à 10 écus aussi, être sujet aux réparations du grand chemin, ou si on ne paie pas on aura la garnison, et beaucoup de pauvres gens n'ont pas de pain pour eux... ; être sujet aussi à loger des soldats qui passent ici... et beaucoup sont logés chez des pauvres gens, à être réduits à coucher sur de pauvres balières (paillasse de balles d'avoine), le plus souvent n'avoir point de bois pour les sécher s'ils sont mouillés, ou pour faire bouillir leur pot ; notre pauvre métier est de si peu de gain qu'il faut que beaucoup aillent sur les campagnes les dimanches et jours de fêtes pour mendier leur pauvre vie ; ils sont au dépourvu de tout vêtement depuis les pieds jusqu'à la tête... Il en a beaucoup de gens qui auraient bien moyen de loger les soldats. Cela est impossible que les pauvres gens gagnent leur vie, au sujet que ceux qui sont en moyens n'en usent que d'être usuriers sur le trafic du grain...

Menuisiers de Saint-Maixent.

Cette misère semble s'être aggravée à la veille de la Révolution.

Depuis douze à quinze ans, tous les propriétaires de la paroisse (des privilégiés) ont tellement augmenté les prix de ferme de leurs biens, que les habitants ne peuvent payer non seulement lesdits prix de fermes, et encore moins les tailles, capitations et autres impositions... ce qui cause une dépopulation considérable, car beaucoup de ces fermiers, voyant ne pouvoir payer, abandonnent leurs demeures ainsi que les biens qu'ils exploitent, et se trouvant devoir des sommes considérables à leurs maîtres, ainsi que leurs impositions qui retombent souvent en pure perte aux collecteurs; en ce que les pauvres indigents, journaliers et manouvriers, qui dans de si cruelles circonstances arracheraient du cœur la pitié du barbare, vu quatre à cinq petits enfants que le malheureux père fait subsister et paie le loyer de sa demeure sur six sous qu'il gagne par jour pour fournir à tout, le plus souvent les collecteurs de deux, de trois années, exécutent et enlèvent de chez eux la marmite où ils font leur soupe et la chaudière qui échaude leur vermine et poux, et jusqu'à un boisseau ou demi-boisseau de farine avec le sac. Tous ces faits malheureux mettent ces misérables à la mendicité... Les ecclésiastiques et nobles ne rendent à ces pauvres mendiants qu'un liard ou deux (d'aumônes)... Il serait bon qu'il y eût dans chaque paroisse des ateliers de charité pour la nourriture des véritables pauvres, et faire travailler ceux qui se trouveraient en état de le faire...

Cherveux (S. Saint-Maixent).

Les conséquences de la misère?

L'endettement et ses suites...

... De plus, ils osent remontrer que tous les habitants sont extraordinairement endettés aux marchands de den-

rées des villes voisines, qui, à la récolte, accaparent tout le nécessaire à la nourriture du peuple, et le leur fournissent (ensuite) en hiver au-delà de trente pour cent (de majoration? ou d'intérêt?). A la récolte, ils viennent sur la place enlever par menaces odieuses tout le nécessaire. Pour lors, les habitants étant dans l'impossibilité de payer, par une société de frais entre le marchand usurier et le praticien (c'est-à-dire le notaire), le sage cultivateur devient la proie de la rapacité de ces deux derniers. Depuis environ vingt ans, le praticien odieux a anéanti nombre de familles qui méritaient la considération la plus distinguée. Le même homme a inventé sur les héritages (les terres) un supplément légitimaire qui est la ruine de tout le pays de nos Cévennes, vu qu'ils se portent eux-mêmes (les praticiens) experts sur les fonds des campagnes, donnant une valeur exorbitante à des propriétés qui ne peuvent servir que pour la nourriture des troupeaux... Il s'y trouve (à Allègre) trois curés qui, par le moyen de la dîme ou certains fonds qu'ils ont en propriété, jouissent au-delà de cinq mille livres, prenant le onzième sur toutes les denrées... Les messes ordinaires, jadis à 6 sols, sont à douze... Le fourrage... n'est point exempt (de dîme). Il serait pourtant absolument nécessaire aux bêtes de charrue, que les particuliers perdent journellement, étant à un prix si exorbitant qu'ils sont hors d'état de les remplacer. C'est ce qui fait que le malheureux cultivateur se lie avec le marchand de bétail, juif, dont l'engance est la ruine de la nation chrétienne...

Allègre (S. Nîmes).

... la dégénérescence...

Accablés de tant de maux, en proie à la misère, les habitants des campagnes sont devenus insouciants; ils sont tombés dans l'engourdissement, espèce d'apathie,

le plus dangereux de tous les maux et le plus funeste à la prospérité d'un État. La population en souffre. Ils craignent de se marier, parce que le mariage ne leur laisse entrevoir qu'un état de peines; ils seront aussitôt chargés d'impôts, de corvées, de services et de contributions en tout genre; ils craignent cet état parce que leur famille leur serait à charge; parce qu'ils prévoient que leurs enfants ne peuvent être que très malheureux.

Et en effet, petits tyrans placés au centre des provinces pour balancer leurs destinées! Propriétaires des seigneuries qui en exigez les droits les plus accablants et les plus serviles! Riches citadins qui possédez à présent leurs propriétés! Daignez sortir un moment de vos palais, de vos châteaux, de vos villes où vous vous êtes créés de nouveaux besoins, où tout ce que les artisans du luxe et de la mollesse ont pu imaginer pour stimuler vos sens émoussés, vos âmes blasées, vous est offert à pleines mains; daignez jeter un coup d'œil sur ces malheureux dont les bras ne sont occupés que pour vous! Que voyez-vous dans nos villages, dans nos champs? Quelques hommes débiles, des visages pâles et flétris par la misère et par la honte, des femmes gémir de leur fécondité, des enfants couverts de haillons.

Au milieu d'eux cependant, vous trouverez quelques heureux; ceux-ci paraissent d'une nature différente; ce sont en effet des hommes privilégiés comme vous, nourris de la substance des peuples; ils vivent dans l'abondance et tous les jours sont purs et sereins pour eux.

Cet objet de comparaison ajouterait encore aux maux du laboureur s'il pouvait être sensible.

Pleurs (B. Sézanne).

le vol et le pillage...

Les habitants de la paroisse de Lugny-Champagne se plaignent qu'au commencement de la moisson il arrive dans le pays une quantité prodigieuse de glaneurs et gla-

neuses étrangers qui inondent les champs encore couverts de javelles et se répandent de tous côtés, même dans ceux qui ne sont pas moissonnés ; les maîtres des champs ne peuvent les faire retirer ; non seulement ils glanent dans les javelles mais ils tirent des poignées de blé des gerbes ; si le cultivateur veut dire quelque chose, ils le maltraitent de paroles et souvent d'effet ; ils chassent mêmes les vrais pauvres du lieu. Pour obvier à cet inconvénient lesdits habitants désireraient que personne ne fût admis à glaner lorsqu'il est en état de travailler à la récolte qui se fait dans le pays à de si grands frais, parce que les jeunes gens et les filles refusent de se louer dans l'intention de courir la glane, ce qui est cause qu'on ne peut trouver de domestiques de toutes espèces et qu'il les faut payer à des prix très hauts et souvent on en manque ; et quant à ceux qui ne sont pas en état de travailler, comme les veuves, les pauvres femmes et leurs enfants, ils ne devraient être admis à la glane qu'avec un certificat de probité donné par monsieur leur curé.

Lugny-Champagne (B. Bourges).

... le vagabondage et la mendicité.

La Sologne est pleine de braconniers par passion et qui s'en font un état qu'autorise la fainéantise dans laquelle ils croupissent ; ce sont des vagabonds qui chassent partout et en tout temps, sans distinction, dans tous les héritages ensemencés et auxquels les cultivateurs n'osent rien dire, ni s'en plaindre, ni les dénoncer, les uns par crainte (car les braconniers tirent et emportent les volailles domestiques comme le gibier, et souvent menacent les cultivateurs), les autres parce qu'ils font quelquefois le métier, et qu'ils le souffrent à faire de leurs pâtres et domestiques.

Vouzon et La Motte-Beuvron (B. Orléans).

Il n'est pas possible que les habitants se chargent de faire arrêter les mendiants ; ce serait les exposer à être souvent attaqués, même exposés au feu.

Marsainvilliers (B. Orléans).

Les habitants voient avec doléance une infinité de malheureux se livrer aux charités publiques et absorber le revenu des vrais pauvres et souvent s'enrichir, couverts du manteau de la pauvreté, et après avoir ainsi passé leur vie... meurent opulents et laissent à leurs enfants, qu'ils ont élevé dans l'oisiveté et mendicité, de petites fortunes...

Chaon B. Orléans).

*Quoi qu'il en soit, la misère est
à son comble, et la charité a des
limites.*

Nos pauvres ! nos pauvres ! c'est là, messieurs, le cri universel que la charité chrétienne lance du fond de vos âmes attendries ; mais c'est la nature qui est pauvre, et c'est la nation qu'il faut secourir. Venez au secours de la nation, et si vous ne diminuerez pas le nombre des pauvres, du moins l'empêcherez-vous de prendre un funeste accroissement ; lorsque le père d'un pasteur de paroisse ne sera plus si accablé sous le fardeau des impôts et de l'indigence, la piété du fils ne réduira pas le pasteur à ne pouvoir donner à son troupeau affamé que de stériles témoignages d'une compassion inutile.

Hommes vraiment apostoliques, héritiers des vertus des premiers disciples, comme vous l'êtes presque tous de leur pauvreté, c'est ici le passage de nos mœurs à d'autres mœurs, voici le moment où la franchise va redevenir une

vertu, parlez, vous êtes les témoins assidus de notre conduite et de nos œuvres. Lorsque dans une chaumière à moitié découverte, à côté d'un malheureux étendu comme Job sur le fumier, vous gémissiez de n'avoir que des larmes à lui offrir, quelle est la main dont la Providence envoie le secours à vos tendres supplications? Parlez, n'est-ce pas la respectable épouse d'un bourgeois ou d'un laboureur qui vient verser une seconde vie dans la bouche desséchée du moribond, qui pour ainsi dire arrête son âme errante sur ses lèvres.

Dans une ville épiscopale un prélat répand autour de sa demeure d'abondantes aumônes; mais les aumônes des grands sont-elles toujours faites avec un discernement qui les acquitte envers l'humanité comme envers la religion; et les rayons de cette charité si active peuvent-ils porter assez loin de leur foyer la lumière et la chaleur pour éclairer nos profondes vallées et pour en fondre les glaces?

Tandis qu'autour de vos palais votre main rassasiera du plus pur froment les pauvres de la ville, qui pourvoiera dans les campagnes aux besoins extrêmes de nos frères souffrants? Hélas! en cette année peu reculée dont celle-ci nous retrace l'affreuse image, nous aimons à nous persuader que la classe opulente du clergé donna des grands secours aux pauvres des principales villes, et cependant les curés de campagne ou des petites villes comme la nôtre, après avoir épuisé toutes leurs ressources, eurent la douleur de voir des enfants de leurs paroisses, errants dans les champs et dans les bois, se disputer et s'arracher en pleurant la pâture des plus vils animaux. Et cependant il existe dans le greffe de notre juridiction, ce monument déplorable de la misère publique, un acte juridique et solennel qui constate qu'en 1778, un laboureur septuagénaire mourut d'inanition sur le champ qu'il cultivait.

C'est, messieurs, en faveur des pauvres que vous voulez rejeter sur le troisième ordre le fardeau des impôts, c'est-à-dire qu'en faveur des pauvres vous voulez multiplier les pauvres; ah, messieurs, daignez réfléchir sur les suites funestes de ce système destructeur et l'abandonner pour toujours!

Et vous, généreux enfants de ces premiers héros français, à qui la nation donna dès son berceau le titre glorieux de barons pour exprimer qu'ils étaient les supports de la monarchie, ce ne sont pas les murs extérieurs de cet antique édifice que vous avez à soutenir; courez à la colonne intérieure qui en supporte le comble, elle est prête à s'écrouler et à nous écraser sous ses ruines. Tranquille sur ses frontières, respectée de ses voisins, redoutée de ses ennemis, la France, jusqu'à ce jour soutenue par votre valeur, demande aujourd'hui les secours de votre générosité. Sa gloire et sa puissance sont votre ouvrage, que sa conservation le soit encore et que la postérité dise de vous ce qu'un orateur célèbre dit de Louis le Grand, que si vous fûtes grands dans la guerre, vous fûtes plus grands encore dans la paix. Notre confiance en vous, messieurs, égale notre respect et notre reconnaissance; on ne saurait soupçonner chez vous les bassesses de l'avarice, et accoutumés comme vous l'êtes, messieurs, au milieu des fatigues et des périls de la guerre à la noble simplicité de l'austère Lacédémone, vous ne sauriez dans le sein de la paix regarder comme nécessaire la molle somptuosité de la voluptueuse Sybaris.

Catus (S. Cahors).

« La crise de
l'économie française »
(C.-E. Labrousse)

*La misère populaire est ressentie
d'autant plus vivement que l'éco-
nomie française, après des décen-
nies d'euphorie, est alors en état
de crise.*

Cette année, la récolte a été un peu médiocre, il y a un cinquième de moins que la récolte ordinaire, ce qui fait le blé à un prix excessif. Plus de la moitié de cette paroisse n'est plus en état de supporter aucun impôt, puisqu'ils ne peuvent pas avoir le pain qui leur est nécessaire. Grand nombre sont réduits à l'aumône, et ce qui est aussi cause de leur misère, c'est que la plupart des contribuables ne subsistaient que par la filature des cotons qui aujourd'hui ne procure aucun profit. Ce commerce est bas depuis que l'on a établi des mécaniques et que les étrangers apportent leurs mousselines fabriquées... la moitié de cette province ne pourra plus subsister ni par conséquent payer aucun impôt si le commerce ne reprend vigueur. Il faudrait qu'il y eût nécessairement une proportion entre la valeur du pain et le profit que l'on peut faire sur la filature du coton. MM. les députés sont priés de faire de vives remontrances, soit pour faire défendre les mécaniques, soit pour procurer du travail à ceux qui ne peuvent plus gagner leur vie à cause du bas prix du coton filé et de la cherté de la vie.

Perriers-sur-Andelle
(B. Rouen).

De mauvaises récoltes de blé, coïncident avec la libération du commerce extérieur des grains, entraînent une hausse violente du prix du pain et suscitent un profond mécontentement.

... Leur calamité est telle qu'ils sont sur le point de manquer de grains, à cause de leurs blés qui sont gelés cet hiver au moins d'une moitié... ils seraient la plupart morts de faim en 1786 si le gouvernement ne fût venu à leur secours par un prêt de 200 pochées de blé pesant 200 livres chacune, qu'il leur fit et qu'ils n'ont pas encore pu remettre (rembourser).

Aulnay-de-Saintonge (S. Civray).

Les levées continuelles qui se font des dits grains, sans savoir où ils sont conduits, ... mettent hors de prix les vivres de toute espèce. Le resal de blé que l'on achetait, il y a quelque temps, pour huit ou neuf livres, vaut aujourd'hui 25 et 26 livres, ce qui réduit le pays à une telle misère que la plus grande partie de vos sujets errent, mendiant des secours pour le soutien de leur vie. Nous demanderions à Sa Majesté que les grains soient taxés à un prix modique, pour le bien et l'utilité de chacun, et de défendre, sous de grandes peines, aucune levée de grains et aucun commerce de cette espèce.

Parey-sous-Montfort (B. Mirecourt).

Abus le plus répréhensible et le plus commun est le commerce des blés. Au mois de septembre 1788, les gros laboureurs ont commencé à acheter les blés des petits laboureurs, disaient-ils pour faire la semence, et jour et nuit ne cessaient de les porter ailleurs. Ce commerce a duré jusqu'au mois de janvier 1789, que les petits fermiers n'ont plus eu de blé à vendre; au moyen de quoi il ne s'est trouvé

dans les marchés qu'un dixième de ce qu'il fallait pour la nourriture du peuple qui s'y trouvait. C'était bien le moment de le faire monter à un prix si considérable que le pauvre, au défaut de pouvoir atteindre au prix, meurt de faim. C'est ce qui a occasionné le peuple à demander le blé à un prix raisonnable pour pouvoir y subvenir, sachant et connaissant la méchanceté du riche. Mais le pauvre, toujours faible, a bientôt été victime de son entreprise. L'on a muni les marchés de soldats à cheval qui ont porté la terreur dans le cœur du pauvre. A ce moyen, le laboureur, se croyant soutenu, a bientôt fait remonter le blé à un prix si haut que les pauvres n'ont pu en avoir... Il faut donc, Sire, mourir de faim tandis que l'on entasse les blés dans les greniers, année sur l'autre, à pourrir ! Sans votre secours, Sire, tout est perdu pour le pauvre. Secourez donc, Sire, un peuple qui est prêt à répandre son sang pour le soutien de la Couronne et la gloire de l'État !

Auzouville-sur-Ry (B. Rouen).

Nous avons l'honneur d'exposer à Sa Majesté la plus grande, la plus affreuse des misères et des calamités du peuple breton, afin qu'il plaise à Sa Majesté d'y remédier, s'il lui plaît. Les avarés du siècle en sont les auteurs, par les exportations continuelles des grains de toute espèce, hors la province ce qui est cause que depuis 1760 et 1780, nous payons les grains d'un prix excessif... En 1760 et 1761, on ne payait la mesure de seigle du poids de 120 livres que 3 livres et 3 livres 10 sols (en 1788, 5 livres). Lors notre canton ne fourmillait point tant de malheureux, comme il fait depuis ce temps-là, que nous voyons régner la disette... Quantité de veuves et de journaliers et ouvriers, et particulièrement les veuves de marins surchargés de 4, 5, 6, 7, 8 enfants, ainsi que les pauvres journaliers et ouvriers qui ne gagnent que 5,6 sols par jour, il leur est impossible de nourrir leur famille et de les entretenir, de payer un loyer, ni capitation, ni loger de gens de guerre, vu qu'ils n'ont que de la paille pour se coucher, eux et leurs familles. Oui,

nous avons l'honneur de représenter à Sa Majesté que nous sommes aussi privés d'effets que les chiens des avarés du siècle, qui sont mieux couchés et nourris que cette classe de citoyens. ... D'honnêtes citoyens réduits à l'aumône, que la honte et la crainte de l'aller demander et d'être renfermés dans des maisons de force que l'on nomme de l'indigne nom de « bicêtre » et qui sont l'invention des avarés du siècle qui ne voulaient point avoir leurs oreilles importunées des cris perçants des malheureux, meurent ignominieusement ainsi dans la misère... Pour prévenir de pareils malheurs, qu'ils soit fait défense à tous marchands et négociants d'exporter des grains hors de la province, dès le moment que la mesure de seigle excédera le prix de 4 livres. Et pour prévenir toute fraude... qu'il soit établi dans Pont-l'Abbé des commissaires de police, savoir deux de la classe des ouvriers de la ville, deux laboureurs... et deux bourgeois non négociants pour visiter les papiers des maîtres de barques qui viendront en chargement aux dits port et havre de Pont-l'Abbé.

Artisans de Pont-l'Abbé.

En réalité, les moyens de transport, médiocres, n'ont sans doute permis que de faibles sorties de grains.

... A la recette de l'Isle Jourdain, nous sommes obligés de porter les deniers du Roi tous les mois, nous en sommes éloignés de dix lieues de France, ce sont des chemins épouvantables où les collecteurs risquent d'être assassinés ou de périr dans les précipices...

*Comberouger (Tarn-et-Garonne)
(P. de Rivière-Verdun).*

Il serait à propos de pourvoir à la sûreté des voyageurs en détruisant les bois qui bordent les grands chemins, en laissant au moins 400 pas de distance des bois aux grandes routes, comme en mettant des grillages aux ponts qui ne servent qu'à l'écoulement des eaux surabondantes d'orages ou de pluies, et qui sont en tout autre temps des retraites de voleurs.

Rebais (B. Rouen).

Seules, les grandes routes sont convenables. Mais le paysan ne les utilise pas.

Les seigneurs, ecclésiastiques, religieux, ne voyagent que dans des équipages; les négociants et marchands font exporter leurs marchandises en des voitures extraordinairement chargées; ce sont eux qui occasionnent les dégradations sur les routes sans contribuer à leur réfection ou réparation.

Il serait juste que ceux qui occasionnent le mal fussent tenus de le réparer; le cultivateur est celui qui y paie le plus tandis qu'il n'est occupé qu'à l'agriculture.

Nous croyons nécessaire pour l'avantage de tous les sujets et faciliter le commerce dans toutes les plus petites parties du royaume, que l'impôt sous le nom de corvée soit supporté par ceux qui voyageraient en voitures ou feraient exporter des marchandises et autres provisions en des voitures. Cette répartition se ferait à raison de la quantité des chevaux et autres bestiaux attelés aux voitures, pour être cette perception employée sur les routes où passeraient lesdites voitures.

*Villaines-sous-Lucé
(S. Château-du-Loir).*

*De son côté, la crise fourragère de
1785 a décimé le cheptel français.*

Que pour suppléer aux défauts actuels de l'espèce, les fermiers et laboureurs soient obligés de faire l'élève d'un veau mâle par chaque charrue par an; cette précaution mettra les marchands forains des provinces de Normandie, du Cotentin et pays du Maine à portée d'acheter les génissons pour en faire des élèves de bœufs dans leur pays, et rétablira l'espèce détruite par la rareté et cherté des fourrages, que les dernières années de sécheresse ont causées.

Qu'il soit défendu, pendant tout le temps qui sera fixé pour le rétablissement de l'espèce des bestiaux de consommation, aux bouchers de Paris, de Versailles et des environs de tuer des agneaux (viande qui ne tient pas lieu de nourriture et de laquelle il se tire au moins 30.000 chaque année, depuis Noël jusqu'à la Pentecôte) cette précaution formerait en moins de deux ans des moutons de 30 à 40 livres pesant, et les suifs et laines : c'est le moyen en moins de trois ans de faire jouir le public d'une diminution du tiers du prix auquel la viande est portée aujourd'hui, et le pauvre pourra s'en nourrir ainsi que le riche.

Sèvres (B. Versailles).

Ces chevaux n'ont d'autre nourriture qu'une herbe courte qui croît à peine sur le sol aride de la forêt (d'Orléans); ils couchent habituellement à l'air, excepté dans les temps de neige ou de fortes gelées parce qu'alors la terre ne leur offre aucun moyen de subsistance. Ce n'est que dans le fort de l'hiver et dans les grandes chaleurs de l'été, pendant lesquelles ils travaillent continuellement, qu'ils entrent à l'écurie où ils ont, à la méridienne, un peu de foin sec et de son mouillé.

Forêt d'Orléans.

Le profit viticole, très important pour les paysans de nombreuses régions, recule à partir de 1778.

Le vin qui se récolte dans cette communauté est en très petite quantité... Encore même cette production devient elle souvent à charge, à cause de la grande quantité de vin qui se recueille dans ce bas Languedoc, où cette denrée regorge et est à vil prix depuis plusieurs années, faute de débouchés. Le gouvernement ne saurait trop favoriser l'exportation à l'étranger des eaux-de-vie et des vins, et leur libre circulation dans le royaume, en supprimant les douanes et tous ces droits fiscaux aussi funestes aux provinces qui recueillent la denrée qu'à celles qui en manquent.

Bezouce (S. Nîmes).

En revanche, le prix du bois est en hausse très forte.

Les particuliers de cette paroisse, comme riverains de votre forêt, vous remontrent que l'administration est mal observée. Premièrement, que ces mêmes riverains ne peuvent avoir du bois qu'après avoir obtenu chacun un permis des officiers de la maîtrise de Rouen, lesquels ne sont délivrés tous les ans qu'à la fin de février et mars, quand l'hiver est à sa fin... Deuxièmement, que la bûche de 26 pouces, en 1781, valait 13 livres la corde, le cotret 3 livres le cent et la bourrée autant; aujourd'hui le cotret et la bourrée sont à 10 livres, et la bûche de 26 pouces à 21 livres la corde; et cette année il plaît au facteur et au marchand de ne vouloir nous délivrer que la bûche de 42 pouces : par cette longueur, le bois est toujours crochu, et il se trouve tout près d'un quart de perte par corde, que

le riverain paie cependant, comme si la corde était fournie, ce qui demande aujourd'hui 32 livres 6 sols par corde. Nous demandons de payer comme on faisait en 1781. Qu'il soit ordonné qu'il y aurait une menbreuse (une jauge) ou pluieurs dans chaque vente d'une corde... et qu'il soit permis à chaque riverain de corder son bois dans les ventes, dans le moule ou jauge qui sera fourni par l'adjudicataire de la forêt.

Saint-Martin-de-Boscherville (B. Rouen).
(Il s'agit de la forêt de Brotonne, forêt royale.)

Dans ces conditions, comment les calamités, d'ordre météorologique, de l'été 1788 et de l'hiver 1789 n'auraient-elles pas provoqué une profonde misère?

... cette province est réduite à un état de misère accablant qui réduit les citoyens dans l'impossibilité d'acquitter les impositions dont ils sont chargés. La cause de cette malheureuse position... (vient) des maladies et mortalités de bestiaux qui depuis quinze ans ont fait tant de ravages en cette province... puis autres différentes calamités comme grêles, gelées, notamment celles de 1786 et 1789, et les grandes inondations multipliées qui ont emporté dans certaines paroisses toute la superficie du terrain et l'ont rendu à peu près stérile...

Coutures (T.-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).

Les habitants de Vaussais se jettent au pied du trône et sollicitent l'indemnité des pertes occasionnées par la grêle qui ravagea une partie des espérances du cultivateur au mois de juin 1788...

Les âmes de nos paroissiens morts sans secours nous obligent de répandre nos larmes. Nous fûmes affligés d'une épidémie cruelle l'année dernière, qui nous enleva les deux tiers d'un village de cette paroisse; en vain nous sollicitâmes les secours des médecins; nous ne fûmes point entendus et il n'en vint pas.

Sauzé-Vaussais (S. Civray).

Il y a encore une autre classe d'hommes assujettis au travail dur et pénible de la campagne, ce sont ces misérables journaliers, la classe la plus indigente du royaume, qui n'ont que leurs bras pour vivre et souvent chargés d'une nombreuse famille, qui, dans les temps durs, ne peuvent travailler, à qui il faudrait alléger le poids des impositions. Nous avons un exemple bien frappant de cette vérité dans le triste hiver que nous venons d'éprouver, où la majeure partie de ces misérables étaient réduits à la dernière misère, couchés dans leur chaumière sur une poignée de paille et manquant de toutes choses nécessaires à la vie, tandis que les grands et riches goûtaient dans leurs chambres dorées les douceurs d'une température continue.

Pamproux (S. Saint-Maixent).

La communauté de Sérignac, éprouvant dans le moment présent les effets les plus cruels que peut produire la misère dans toute la province de Gascogne, désire ardemment que le Roi, ce père tendre et chéri de ses peuples, invite MM. les gros décimateurs... de donner à l'avenir le vingtième de revenu que leur produisent leurs dîmes... aux détenteurs d'une caisse établie à ce sujet dans chaque paroisse... lesquels vingtièmes resteront en dépôt... Un vingtième au-dessus de la capitation (serait aussi établi) pour subvenir aux besoins des indigents dans les malheurs de grêle, dans les années disetteuses... L'on propose pour la sûreté de ce dépôt, qui devrait être regardé comme sacré par la Roi et ses sujets, d'en faire gardiens les curés

des paroisses... par le moyen d'un coffre ferré et fermé à trois clés dont l'une gardée par le curé, l'autre par le premier officier municipal et la troisième par le syndic... Le cas de grêle, de stérilité et de mauvaise récolte arrivant... six notables avec les trois détenteurs de la clé iraient prendre au dépôt les fonds ramassés (pour acheter) des grains communs au meilleur marché... Un pareil établissement ferait honneur à la Nation et assurerait un recours au laboureur indigent... et épargnerait bien des millions au trésor royal...

Sérignac (T.-et-G.) (P. Rivière-Verdun).

De cette crise, il résulte parfois un mouvement accentué de concentration des terres : le petit fermier ne peut plus payer son fermage; le grand propriétaire réunit alors sa terre au domaine; de grosses fermes se constituent.

Les seigneurs des environs ont aboli de leurs dépendances plusieurs fermes qu'ils ont converties en petites locatures et s'étaient réservé les terres et prés qui en dépendaient pour en faire des pâtures à leur profit, et ce qui fait un tort considérable à leur paroisse, attendu que la taille de ces fermes abolies a été rejetée sur ladite paroisse.

Sully-la-Chapelle (G. Orléans).

Qu'on limite l'étendue des terres déjà trop grandes en défendant d'y réunir les petites terres des environs, ces réunions faisant un mal notable aux campagnes; par la destruction de plusieurs métairies et locatures,

elles ont mis des déserts à la place de petites propriétés qui auparavant, sous leurs anciens maîtres, étaient agréables et bien cultivées.

Marcilly-en-Villette (Sologne, G. Orléans).

Quinze domaines ont été détruits depuis la fin du xvii^e siècle... On réunit, et la culture y perd; les champays sont plus éloignés et la garde plus difficile; le nombre des bêtes n'est donc pas à proportion. Les grains manquant, on sème plus clair. On n'en peut pas faire le travail à temps.

Pierrefitte-sur-Sauldre (G. Orléans).

Les propriétaires se trouvant obérés du peu de revenu de ces mauvais domaines, tant par les vingtièmes que par les réparations réitérées d'une multitude de mauvais bâtiments construits en bois, torchis et couvertures de paille ou chaume que l'on est obligé de réparer tous les ans, se trouvent obligés de réunir souvent deux fermes en une, d'où il résulte que le fermier qui ne peut avoir l'aisance ni le nombre pour faire valoir de si grands domaines, reste en friche au détriment de la population.

Saint-Florent (Sologne, G. Orléans).

Dans l'élection de Romorantin... les cultivateurs propriétaires réunissent, comme on fait partout en Sologne, plusieurs domaines en un seul; ces réunions font une perte considérable dans la culture des héritages, mais une augmentation dans les troupeaux de bêtes à laine, et il n'est pas rare de trouver en Sologne des domaines cultivant en blé et seigle 40 à 50 arpents chacun, en posséder 800 à un millier d'arpents d'héritage (donc laissés en friches et pâturages).

Vouzon et La Motte-Beuvron.

La France routinière

D'une manière discutable mais quasi générale, le peuple a tendance à rendre responsable de sa misère tout ce qui est nouveau, tout ce qui le fait sortir de sa routine.

Manque-t-on de bestiaux? C'est parce qu'on prive les paysans de leurs biens communaux. Les campagnes sont hostiles au partage de ces terres alors que les esprits éclairés y voient la condition d'une meilleure mise en valeur.

Autrefois presque toutes les paroisses avaient une certaine étendue de terrains que les habitants possédaient en commun et qui pour cette raison portaient le nom de communes; ces terrains étaient d'une grande utilité pour le peuple en ce qu'ils servaient au pâturage des bestiaux; par ce moyen il y avait peu de ménages qui ne pussent avoir une vache; avec cette vache on avait un peu de lait, ce qui était d'une grande commodité pour tout et plus que d'une grande commodité pour la nourriture des enfants. Cet avantage a été enlevé au petit peuple par les seigneurs qui font valoir ces communes à leur profit; par cet arrangement, plus de vaches, plus de lait et aussi presque plus de nourriture pour les enfants; priver les enfants de leur nourriture ou du moins la leur rendre difficile, c'est affliger le peuple par l'endroit le plus sensible, c'est sinon priver l'État de sujets, du moins l'exposer à en perdre, c'est ne pas lui en donner d'aussi vigoureux qu'il en pourrait attendre. Cet exposé suffit pour faire voir combien il importe non seulement au petit peuple mais encore à

l'État que ses communes lui soient rendues par les seigneurs qui se sont fait beaucoup moins de bien en les prenant qu'ils n'ont fait de mal au peuple et à l'État.

Mesves-sur-Loire (B. Bourges).

Presque personne, dans la province, n'ignore l'état désastreux dans lequel se trouve la communauté de Frenelle-la-Grande depuis le 25 janvier 1774, jour auquel le notaire de Mgr le comte de Frenelle... fit procéder au partage de 250 jours ou arpents de pâquis communaux... En rompant les pâquis, on enlève la pâture au bétail; en les distribuant aux manouvriers, vous enlevez leurs bras aux laboureurs... Le partage a engendré une insubordination désastreuse. L'envie, la haine, la jalousie, la piraterie ont succédé à la belle harmonie qui régnait, avant le partage, entre les laboureurs et les manouvriers. Ces derniers, appauvris par le patrimoine que le Roi a pensé leur faire, sont devenus pour partie cabalistes, fainéants, orgueilleux ou insolents, en sorte que le laboureur qui les trouvait ci-devant à ses besoins... n'ose presque plus les appeler à son service, ni eux, ni leurs enfants qui ne veulent servir en qualité de domestiques qu'à des prix exorbitants... La mendicité est entrée à Frenelle-la-Grande avec le partage des pâquis. Avant ce temps, point de mendicité, ou s'il y avait des nécessiteux, sans sortir du lieu ils trouvaient abondamment dans le superflu des autres de quoi fournir à leurs besoins. Si quelques-uns ont rendu la main dans d'autres endroits pour recevoir l'aumône c'étaient des fainéants et des gourmands... Avant le partage, il n'y avait presque pas un manouvrier qui n'ait une ou plusieurs vaches; depuis le partage, fort peu sont en état d'en avoir...

Quel bien a opéré ce partage? Rendre Monsieur de Frenelle grand propriétaire à Frenelle-la-Grande, tandis qu'avant ce partage, il n'avait dans cette communauté qu'un gagnage de quatorze paires, actuellement, en y ajoutant son tiers, il a à peu près quarante paires... Mais

ce n'est pas tout encore : si on ne remédie à ces désordres, à l'avenir il aura presque toutes les communes... et un seigneur enrichi des dépouilles de ses vassaux commandera à des sujets réduits à la dernière misère pour avoir été trop crédules et trop faibles... Quel bien, Messieurs, que le dépouillement d'une communauté en faveur d'un seul!... Le seigneur a 82 jours (arpents) de terre, et chacun des particuliers a 15 ommées. Le seigneur a des pièces de 15, 16 et même de 33 jours, cela forme un gazon bien arrondi; le particulier a sa portion éparsée çà et là, elle avoisine les grands chemins et se trouve conséquemment exposée à se trouver la proie des troupeaux... Quelle fortune! Le seigneur peut établir et a, de fait, établi une fort belle ferme dans la commune (le communal partagé) de Frenelle-la-Grande. Que peut faire le particulier de sa chétive possession?

Le partage des communes n'est donc qu'un prestige qui conduit à l'aveuglement.

Frenelle-la-Grande (B. Mirecourt).

Les défrichements sont impopulaires.

Les différentes permissions survenues de défricher et mettre en culture des terrains que l'on croyait sans rapport, ont flatté les seigneurs, le propriétaire et le fermier : les seigneurs et propriétaires pour augmenter leur terrain, le fermier qui, par un bail de neuf ans, défrichait pour augmenter le terrain, en tirer parti pour faire face au paiement des sommes excessives qu'il rend au propriétaire.

Mais, qu'en résulte-t-il? C'est que le défrichement augmente le revenu du seigneur, et enlève au villageois la seule ressource qu'il avait de faire des élèves. Les voies charrières, chemins herbeux, confins et limites de finages

qui portaient 40 pieds, produisaient de l'herbe ; les troupeaux y paissaient, revenaient le soir avec embonpoint et air respiré ; il en résulte que le troupeau, bien portant, fécond, multipliait et faisait la richesse de la campagne et la provision des villes ; il en résultait l'abondance des vivres, de la laine, du suif des cuirs et de toutes choses nécessaires. Aujourd'hui, quelle ressource après être privés de toutes ces choses ? Le seigneur a augmenté son terrain ; le villageois ne peut plus nourrir d'élèves ; les villes sont obligées de payer la viande très chèrement, et le boucher n'en peut trouver qu'avec peine et à prix exorbitant ; le fermier se retire à la fin de son bail, il est le plus souvent ruiné : le seigneur a tout, le fermier et le peuple ont les yeux pour pleurer.

Les bouchers et charcutiers de Troyes.

*De même le paysan défend ses
droits forestiers alors que la crise
des forêts françaises nécessiterait
sans doute leur abandon.*

La classe indigente de la paroisse se plaint que, quoique de tout temps on les ait soufferts dans la forêt pour y couper le bois sec pour leur chauffage et couper du foin dans les ventes pour la nourriture de leur bétail, on leur interdit depuis peu cette ressource, qui les réduit dans l'état le plus malheureux.

Loury (B. Orléans).

La maîtrise (des Eaux et Forêts) empêche les pauvres femmes de couper à la faucille les foin et herbes de la forêt (d'Orléans) pour nourrir leurs vaches, sous prétexte qu'elles coupent « quelques glands germés appelés renaissants ».

Ingré (B. Orléans).

Ne sont-ce pas plutôt les usines à feu qui engendrent la déforestation? Alors, supprimons-les.

Réduire au quart les forges, verreries et autres usines à feu établies en Lorraine. Cet objet et les salines occasionnent une consommation de bois tellement considérable que la province, dont la superficie était prodigieusement boisée, éprouve, depuis quelques années, une disette progressive qui alarme et fait craindre que, dans peu, elle ne soit absolument privée de cet objet de première nécessité.

Tiers état de Mirecourt.

Dans les pays de champs ouverts, on est attaché aux droits communautaires et on est hostile à la clôture des champs et des prairies.

Les clos opèrent la ruine du cultivateur. Quels sont ceux qui peuvent clore? ceux qui ont de vastes terrains, ceux qui ont de la fortune, les clôtures étant chères. Peu d'habitants ont des terrains suffisants pour les clore. Par la clôture, nos forêts sont dégradées, et le prix des bois augmente. Le parcours (droit pour le bétail de paître les champs après la moisson) devient moindre et diminue les ressources du laboureur, qui ne peut qu'avec peine fournir la subsistance aux bêtes de trait dont la difficulté des terres de nos cantons exige un grand nombre. Il faut donc remettre les choses dans l'état primitif.

Frenelle-la-Grande (B. Mirecourt).

Dans cette province... l'agriculture est gênée par la liberté que chacun a de clore ses héritages. Cette loi n'est avantageuse qu'aux riches propriétaires, tandis qu'elle prive le cultivateur qui, pour l'ordinaire, est dans la médiocrité, de la pâture nécessaire aux bestiaux qu'il emploie pour l'aider dans ses travaux; de là, la cherté des fourrages, le découragement et la ruine d'un grand nombre de laboureurs; de là, la misère de l'artisan qui ne peut faire aucun nourri pour sa subsistance et celle de sa famille. Un autre inconvénient non moins grand, c'est l'épuisement des forêts par la quantité de bois qu'on y prend pour servir aux clôtures.

Saint-Menge (Bassompierre) (B. Mirecourt).

Que les propriétaires et fermiers jouissant de prairies mélangées avec d'autres propriétaires et qui, depuis peu d'années, les ont fait clore pour profiter seuls du pâturage, soient tenus les laisser libres, afin de donner faculté à ceux qui ont le droit de pâture d'en profiter, devant être chose commune.

Crillon (B. Beauvais).

On se méfie des prairies artificielles et d'une façon générale de toutes les cultures nouvelles.

Ce sont des prairies artificielles, c'est-à-dire qu'il faut violenter le sol pour lui faire adopter à grands frais ce que la nature désavoue, tandis que nous désavouons nous-mêmes, par caprice, les plantes utiles qu'il nous offre gratuitement; n'est-ce pas afficher la contradiction contre la nature même?

Mais les prairies artificielles réussiront-elles? Une fois sur vingt essais; et c'est beaucoup espérer, parce que les plantes étrangères ne se naturalisent pas volontiers chez nous.

Mais les prairies, une fois réussies, auront-elles de la durée? Point du tout : la nature reprend ses droits et reproduit ses enfants légitimes qui étouffent, sous peu de temps, les adoptifs : tout cela est d'expérience.

Mais les prairies sont-elles d'un essai coûteux? Très coûteux et même très vétilleux. Elles exigent des cultures préparatoires bien multipliées, un terrain parfaitement désherbé et ameubli comme une terre de jardin; elles exigent une semence chère et sûre et un moment bien choisi pour la semaille.

Mais dans quelle terre fera-t-on cette semaille? Le plus habile anabaptiste s'y méprend et y est trompé; mais à coup sûr toutes nos grosses et fortes terres n'en sont pas susceptibles.

Mais à qui convient-il de faire ces essais? Ce n'est point du tout à un fermier qui est déjà surchargé par ses cultures ordinaires; qui d'ailleurs n'aime pas de donner au hasard et dans l'incertain; qui, n'ayant qu'une jouissance précaire et limitée, ne se livrera pas à une spéculation ruineuse, tant pour les clôtures que par les cultures surnuméraires et la quantité d'engrais dont il priverait le reste de sa ferme. Ce ne sera pas non plus un petit propriétaire dont le pain est la première vue et qui, d'ailleurs, n'a que des propriétés morcelées et éparses, qui ne conviennent donc point à ces entreprises. Cela ne peut donc convenir qu'à de grands propriétaires, tels que quelques seigneurs qui ont des volumes considérables de terres... Ils sont d'ailleurs assez fortunés pour donner quelque chose au hasard et à l'exemple pour l'encouragement du bien public. Quelques-uns l'ont fait infructueusement, d'autres y ont eu des demi-succès de courte durée, ce qui les a découragés. En supposant qu'ils réussiraient mieux, tout l'avantage leur en resterait, et le public lorrain ne pourrait pas les copier : la grande division de nos terres s'y oppose. Toutes ces créations nouvelles ne roulent que sur un pivot chimé-

rique. Nous étions dans l'ordre de la nature, et nous y étions bien; on veut nous dénaturer, que l'on change donc notre sol et notre climat!

Frenelle-la-Grande (B. Mirecourt).

On dit qu'en semant des vesces dans nos versaines (jachères, champs se reposant un an sur trois), tout deviendra accordant... Mais les vesces sont une plante annuelle qu'il faudrait renouveler chaque année. Mais les vesces sont le poison de nos grains, que l'on multiplierait sans doute, tandis qu'on cherche à les extirper. Mais les vesces seraient une surcharge pour nos terres en versaines, à qui une année de repos suffit à peine pour réparer la brèche faite à la couche végétale. Mais il faudrait doubler les engrais, et nous n'en avons pas assez pour l'entretien ordinaire de nos terres. Mais le propriétaire permettrait-il à son fermier de ruiner ainsi ses terres? Mais on veut toujours nous repaître de systèmes et l'on s'éloigne toujours de la nature.


Frenelle-la-Grande (B. Mirecourt).

Les pommes de terre : cet article demande la plus grande attention. Les maladies épidémiques, la mortalité dans les bêtes, la ruine entière d'une grande partie du terrain de la Lorraine, voilà les maux qu'ont causés les pommes de terre. C'était, auparavant, une province florissante, abondante en blés, fournissant une nourriture salubre : présentement, on croit que la pomme de terre est devenue la nourriture du pauvre. Au contraire, après avoir empêché la production du blé, elle a amené la famine dans le pays, elle le tue, et ce poison se glisse jusque chez les personnes aisées. Il faut un remède prompt à un si grand mal, et le voici : défendre, dans toutes les parties de la province où le blé vient bien, de planter plus d'une ommée (*quelques ares*) pour un ménage de quatre personnes...

Puzieux (B. Mirecourt).

A V I S
DES BONS NORMANDS

A LEURS FRERES

 **DE TOUS LES BONS FRANÇAIS**
DE TOUTES LES PROVINCES
ET DE TOUS LES ORDRES,

*Sur l'envoi des Lettres de convocation aux
Etats - Généraux.*

FÉVRIER 1789.

Extrait par M^{re} Conton

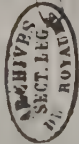
Le 27 avril 1789. 39^e édit.

copies

A. Audouin (maire)

Cahier

De l'Assemblée particulière du Tiers État
de la Ville de Paris tenue dans l'Eglise
de Sorbonne le 21 et 22 avril 1789.



L'Assemblée proteste avant toutes choses contre
le mode de convocation des assemblées de district,
en ce qu'il est contraire aux intérêts de la capitale. Elle trouve
vicié par la destruction de la Commune, dont
les habitants ont fait partie jusqu'à présent
sans distinction d'ordres, et même en ce qu'on





DE LA PROCESSION DES ETATS



Procession des Etats généraux, le 4 mai 1789. (Est. Carnavalet).

tir de la Fili

*mon pere et roi des français
de notre assemblee à la fois
d'unanimité et celui la
Alléluia . bis*

*mon pere et roi des français
d. par son autorité
et avec le tiers état
Alléluia . bis*

*le parlement de Paris
de grand de nos protecteurs
pour nous est à qui
Vive Louis . bis*

*et pour adoucir les maux
travaille de pain et de bled
des provinces qui paient
Vive Louis . bis*

*la Maison de BOURBON
ne s'oubliera point non
plus que son républicain
Alléluia . bis*

*Henri quatre n'est point mort
LOUIS TREIZIEME il regnera
et au pot son manjara
Alléluia . bis*

*le Comte d'ARTOIS
d'ORLÉANS toutes les fois
nous sont tous bien réunis
Vive Louis . bis*



Extrait de par le DISCOURS

Messieurs, ce jour que mon cœur attendait depuis
représentants de la Nation à laquelle je me fais gloire
de vous me présenterai encore à cet égard les idées que je recevrai avec en-
tous ; de ne pouvoir pas soulever mes sujets aussi promptement que je le désirerois
minée, je suis assuré d'avance que vous me proposerez des moyens les plus efficaces pour
assurer le bonheur du royaume au dedans et à l'extérieur au dehors vous en-
te époque de venir à jamais mémorable pour le bonheur et la prospérité du royaume
j'attends de la direction de mes intentions et de mon amour pour mes peuples
à l'ardeur des vœux va vous expliquer plus amplement mes intentions et j'ai cru de

1789 .



01. publie le 4 mai 1789 .

mon arrivée , et je me vois entouré des
 auler , j'ai déjà ordonné dans les dépenses des retranchements considé-
 mais surtout la dépense que peut offrir l'économie la plus sévère , j'en-
 tre , sur vos yeux la situation exacte des finances et quand vous l'aurez
 ordre permanent , et affermir le crédit public , ce grand et salutaire ouvrage
 ment . Puissé-je , par un heureux accord résulter dans cette assemblée
 d'auant de mon cœur , c'est le plus ardent de mes vœux , c'est enfin le point
 général des finances de vous en espérer l'état .

Accompagnien

Le grand NEKER est Sage
 En Tout il donne un bon con-
 C'est un bon droit des mieux cho-
 Vive Louis bis

Et une Magistrat de Cour
 Le monde ad votre admirati-
 Qui est vertue republicain
 Alléluia bis

Par tout en chaque Nation
 Votre bonne protection
 Fuit que le bonheur remuiera
 Alléluia bis

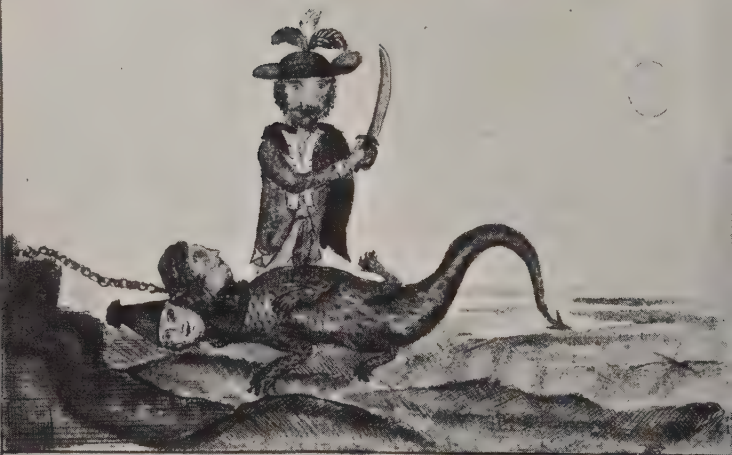
Parifien , les mains vers le Ciel
 Loués sans cesse l'Eternel
 Voilà la fin de vos Soucis
 Vive Louis bis

Chacun soupire ardemment
 Pour avoir du soulagement
 Notre Bon Roi le veut aussi
 Vive Louis bis

Il sait ce que l'on a souffert
 Dans ce long et pénible hiver
 Mais le vœu il exaucera
 Alléluia bis

Loüé Dieu , loüé votre Roi
 Chrétiens français , selon la loi
 Qui TE DEUM En chantera
 Alléluia bis
 Fin

JE CROY QUE L'Y ET ENCORE
REMIUER.



JE NI TROUVE PAS
DE CŒUR.



Gravures populaires : le Tiers état dépeçant le monstre des priviligiés.
(Est. Carnavalet)

*Dans les contrées industrielles, on
hait les mécaniques, responsables
du chômage.*

La filature de coton et de laine occupe une infinité d'ouvriers de la paroisse, notamment les femmes et les enfants. Cet objet est de la plus grande ressource, mais si on souffre l'établissement des mécaniques à filature, et si on ne supprime pas celles qui sont établies, la troupe nombreuse des pauvres sans pain va augmenter chaque jour. Les ateliers publics et les aumônes ne répareront jamais les maux occasionnés par des inventions aussi dangereuses.

Saint-Hilaire-les-Rouen (B. Rouen).

Qu'il soit défendu de mettre en usage les machines nouvellement inventées pour filer le coton, et que leur action soit supprimée ou interdite. Une telle découverte mérite bien, de la part du gouvernement, une récompense à l'artiste qui l'a inventée; mais la mécanique, quoique curieuse et utile en certains cas, doit être mise au nombre des choses purement curieuses. Il est bon cependant d'en conserver un modèle pour s'en servir au besoin, et dans le cas seulement où les fileuses ne pourraient pas suffire à un débit extraordinaire de cette espèce de marchandises, et uniquement pendant le temps d'un pareil débit. Ce sont les bras qu'il faut occuper, et le travail doit fournir à chaque individu une subsistance honnête. Autrement, l'inaction produit quantité d'abus...

Salmonville-la-Rivière (B. Rouen).

Que toutes les mécaniques, quelles qu'elles soient, soient détruites. Elles laissent nombre de familles sans travaux; elles ôtent aux citoyens toutes espèces de ressources; elles les mettent dans le cas de manquer de nourriture;

elles rendent capables de tout; on vient d'en faire la triste expérience cet hiver où toutes les calamités semblaient se réunir pour affliger l'humanité.

Ymare (B. Rouen).

Et le commerce, nécessite-t-il vraiment tant de routes?

Que les routes ne soient plus à l'avenir aussi multipliées, et construites d'une aussi grande largeur, leur multiplication étant un nouvel impôt qui pèse sur les peuples...

Simorre (Gers) (P. Rivière-Verdun).

Et le traité de commerce avec l'Angleterre, n'est-il pas ruineux? O perfide Albion.

Que l'affluence des marchandises anglaises introduites en France a énervé toutes nos manufactures au point qu'une guerre, avec toutes ses horreurs, serait à préférer à la paix actuelle; et que, pour comble de malheur, la multiplicité des mécaniques à filer le coton suspend une infinité de bras... qui sont dans une inaction qui nous réduit à la dernière misère, funeste époque des brigandages et des meurtres jusqu'alors inconnus dans notre province...

Goupillières (B. Rouen).

Il est à désirer que la liberté du commerce avec l'Anglais soit retirée... Cette nation ne cherche qu'à diminuer le numéraire du royaume pour s'enrichir à ses dépens; elle ne remporte aucune marchandise chez elle.

Pavilly (B. Rouen).

Depuis la liberté du commerce avec l'Angleterre, toutes les manufactures du Royaume sont tombées. Cette chute a causé un désœuvrement universel, et ce désœuvrement une misère générale et un épuisement dont on sera longtemps à se remettre. Le remède serait de rompre toute communication avec cette nation jalouse de la prospérité de la France, et qui ne cherche que les moyens de l'épuiser.

Salmonville-la-Rivière (B. Rouen).

Par contre, qu'y a-t-il de supérieur à nos corporations?

Depuis que le colportage est toléré, que des étrangers, des juifs et des gens de toutes les nations parcourent les villes, qu'ils introduisent dans le commerce des marchandises d'orfèvrerie et d'horlogerie de mauvais aloi, non revêtues du poinçon des maîtres et des titres bien inférieurs à celui des matières d'or et d'argent déterminé par les règlements, cet art, si important autrefois, est tombé dans le discrédit. Depuis que le nombre des maîtres est indéterminé, que la maîtrise est accordée indistinctement et à prix d'argent à tous ceux qui se présentent, la fabrication est confiée à des gens mercenaires qui préfèrent l'appétit du gain à la réputation de l'artiste : et, de là, cette immensité de marchandises de mauvais aloi dont le commerce et, par contre-coup, le public se trouvent infestés...

Orfèvres de Troyes.

Quelle confusion, quelle ignorance, que d'abus naîtraient d'une liberté absolue ! La société publique, le bien même des consommateurs exigent de sages règlements qui perfectionnent les manufactures, encouragent et assurent toute confiance aux fabricants et aux marchands. Il faut une bonne police qui protège les arts et manufactures...

Orléans, *Merciers-Drapiers*.

Les communautés d'arts et métiers sont l'âme et le soutien du commerce.

Orléans,
Maîtres occupés à la voiture.

Les marchands ne doivent plus être confondus avec les artisans.

Orléans, *Merciers-Drapiers*.

Ne pas confondre les talents du maître avec ceux du simple compagnon.

Orléans, *Maîtres selliers,
Bourrelliers, Charrons et Carrossiers*.

« Un seul et véritable tyran :
le fisc »

(Cahier de Montousse, Hautes-
Pyrénées)

Plus judicieusement, de nombreux cahiers rendent le fisc responsable de la misère populaire.

... Un seul et véritable tyran, le FISC, qui s'occupe nuit et jour à enlever l'or de la couronne, l'argent des crosses, l'acier des épées, l'hermine des robes, le cuivre des comptoirs, le fer des charrues et de toutes sortes d'outils, et jusqu'à l'airain des cloches.

*Montousse (Htes-Pyr.)
(P. de Rivière-Verdun).*

Les ministres étant maîtres de disposer à leur gré de toutes les sommes perçues sur vos peuples, ils les ont prodiguées à des protecteurs qui les maintenaient dans leurs places, à des protégés dont ils se faisaient un appui. La facilité d'imposer et de dépenser arbitrairement donnait sans cesse naissance à de nouveaux désirs qu'il fallait satisfaire.

De là ces inventions fiscales si étrangement multipliées; de là des impôts de toute espèce, établis sous toutes les formes; de là ces anticipations, ces emprunts, ressources funestes de la prodigalité la plus mal entendue; de là ces codes fiscaux antinaturels et barbares, ces atteintes multipliées portées à la liberté des personnes et des biens, ces créations d'offices sans utilité comme sans objet autre que de procurer un accroissement à la somme à dépenser; ces établissement de charges qui confèrent la noblesse, abus

honteux, avilissant également l'ordre duquel sort le pourvu de charge, et celui dans lequel il entre; de là les entraves multipliées mises à l'agriculture, au commerce et aux arts; de là enfin la ruine de vos sujets hors d'état de supporter de telles charges.

De cette malheureuse facilité de dépenser sans frein et sans mesure, sont nées ces pensions énormes accordées à des gens qui n'ont pour les obtenir d'autres titres que leur hardiesse et leur importunité; ces places créées uniquement pour faire obtenir des grâces pécuniaires à ceux qui en sont revêtus; ces profusions extravagantes dans tous les genres, qui, en développant, encourageant le luxe, entraînent la ruine des mœurs et de l'honnêteté publique.

Tiers état du bailliage de Briey.

Dans les premiers temps de la monarchie, l'impôt de la taille était isolé. Dans la suite, et à mesure que l'imagination s'est fortifiée, les accessoires ont paru et se sont multipliés. De là, les capitations, les vingtièmes et tant d'autres impôts qui par leurs accroissements rapides sont devenus autant de fléaux pour les habitants des campagnes.

Que l'on juge en effet de l'impossibilité où se trouvent ces malheureux villageois, eux qui, après avoir employé l'année entière au travail le plus pénible et le plus nécessaire à l'État, retirent à peine du sein de la terre le juste fruit de leurs travaux! et si, comme il arrive trop souvent, les fléaux de la grêle, l'inondation et l'incendie anéantissent leur travail, que de maux à la fois! Les héritages se trouvent extrêmement chargés de cens et de rentes. Les créanciers poursuivent sans relâche. Le collecteur arrive; et tout à coup, les uns et les autres par surcroît s'emparent des dépouilles de cette famille malheureuse. C'est alors que poursuivie par la misère, errante et sans asile, elle parcourt l'univers pour implorer les secours de l'humanité.

Parent (Auvergne).

*Plus que les impôts directs, ce sont
les nombreuses taxes indirectes
qui suscitent l'incompréhension.*

Au commencement de ce mois, une pauvre femme de la paroisse voisine va à Pavilly, bourg à trois lieues de chez nous, acheter quelques douzaines de harengs blancs salés, pour les vendre dans notre paroisse. Cette malheureuse femme ne sait point sans doute qu'elle est dans la banlieue de Rouen, et qu'il faut qu'elle fasse deux lieues et demies d'aller et venir pour aller les déclarer au bureau de Canteleu. Trois commis se trouvent devant l'abbaye de notre paroisse et, voyant qu'elle débite sa marchandise, lui ont demandé l'acquit qu'elle devait avoir pour la vente de ce poisson dans la banlieue. Elle a répondu qu'elle n'en avait point. Pourquoi lui ont saisi son hareng et, par accommodement, lui ont fait payer 12 livres.

Saint-Georges-de-Boscherville (B. Rouen).

Les habitants... gémissent sous la tyrannie des commis et bureaux si multipliés qu'ils perdent la meilleure partie de leurs fruits et possessions à les solder... (Ce) bourg distant de deux lieues de Niort et où il n'y a que cinq mauvaises foires est grevé d'entrées (de droits d'entrée) qui en révoltent tous les habitants... S'il s'en trouve qui massacrent un cochon sans en aller faire leur déclaration au bureau et que cela parvienne à la connaissance des commis, ils saisissent le cochon et font supporter au malheureux qui l'a tué et qui le plus souvent ignore cet impôt, une amende au-dessus de ses forces... Si c'est un laboureur qui sort d'une paroisse voisine où cet impôt est ignoré et qui ne sera pas instruit qu'il existe à Benet, et tuera son cochon de bonne foi,... ils lui feront un procès et lui feront supporter le plus d'amendes qu'ils peuvent...

Il est encore dans cette paroisse un impôt aussi désas-

treux qu'affligeant... Les habitants de Benet cultivent dans leurs jardins et même autour des murs de leurs maisons des treilles dont l'entretien leur devient dispendieux pour le bois utile à les soutenir... ils sont donc obligés, après avoir ramassé le peu de raisins accru sur lesdites treilles, de payer au commis une somme de 38 sous 4 deniers par barrique, non seulement du vin extrait de ces raisins, mais encore de l'eau qu'ils font séjourner sur la râpe (grappe déjà pressée) pour leur faire de la boisson qui souvent ne vaut pas les 38 sous... Un malheureux tanneur presque ruiné, à qui il ne restait pour toute ressource que deux barriques de mauvaises boissons récoltées dans les treilles de son jardin, n'ayant pu payer et n'ayant point d'argent pour se défendre, on a décerné contrainte contre lui... on a envoyé au nom de notre bon Roi une troupe d'huissiers qui lui ont arraché son malheureux ménage et jusqu'au chaudron qui servait à nettoyer ses chemises...

Benet (S. Niort).

La manière de percevoir les impositions à Marseille frappe principalement sur la classe la plus pauvre et la plus nombreuse; le pain, la viande et le vin fournissent aux subsides du prince et à toutes les dépenses de la communauté. C'est le plus fort consommateur de pain, de vin et de viande, qui supporte la plus forte contribution. Le « doux régime » marseillais est bien amer pour le père de famille chargé d'enfants, pour le manouvrier qui s'épuise en gagnant sa subsistance, enfin pour les citoyens de toutes les classes, qui, sans propriétés, sans capitaux, paient cependant les charges du riche, qu'il devrait seul supporter.

Qu'on ne nous dise pas que le pauvre, qui n'a pas le moyen d'avoir de la viande, peut recourir à d'autres aliments. Non, il n'en est aucun qu'il puisse se procurer sans se ressentir de l'influence du fatal régime; la viande est aujourd'hui à un prix où non seulement l'artisan, mais encore le bourgeois ne peuvent s'en nourrir, pour peu que leur famille soit nombreuse. Les œufs, le poisson, les végé-

taux, les légumes, le laitage, etc. augmentent avec le prix de la viande et, bientôt, le pauvre ne trouvera plus de quoi subsister; c'est alors que nous verrons Marseille désertée par les ouvriers de toute espèce et qu'elle ne sera plus la patrie que des riches oppresseurs qui, à la longue, ne seront plus entourés que d'un peuple d'esclaves.

Les impositions ne devraient être établies que sur les jouissances. Si cela était, il en coûterait, il est vrai, un peu plus au riche pour jouir (et il n'en jouirait pas moins, car la vanité et tous les plaisirs qu'elle engendre ne sont jamais arrêtés par une valeur plus forte). Mais le pauvre souffrirait moins; il trouverait dans son travail, dans son industrie et l'emploi de ses forces, de quoi subsister selon son état; il ne tremperait pas chaque jour son pain de ses larmes; il vivrait simple, bien portant et heureux.

Les maçons de Marseille.

Le Tiers état n'admet absolument pas l'obligation pour le roturier de verser au Roi 18 mois de revenu tous les 20 ans pour les terres nobles qu'il possède : c'est le droit de franc-fief.

Les États généraux penseront sans doute que la terre, fief ou non fief, est la mère nourrice de tous les hommes; que cette distinction de fief, la plus chimérique de toutes celles auxquelles les hommes mettent tant d'importance, ne transmet pas au possesseur de cette terre la faculté de se passer de nourriture et des besoins de la vie pendant 18 mois tous les 20 ans. Les États généraux penseront encore que, s'il est utile d'étendre aux terres les prérogatives de prééminence et d'honneur qu'il est nécessaire de conserver dans les rangs et les conditions parmi les hommes, les

charges pécuniaires ne peuvent différer entre elles par la différence et la qualité de leurs possesseurs. Le franc-fief n'a jamais été consenti et son injustice évidente ne permettra jamais qu'il le soit. Nous en demandons l'abolition.

Ville de Pithiviers.

Finalement l'impopularité retombe sur le percepteur, mais ici avec des raisons plus valables que de nos jours, car il s'agit des traitants, des fermiers généraux, dont le zèle n'est pas désintéressé.

Les impôts établis, il est juste... qu'ils parviennent aussi purs et intacts que la source d'où ils partent. Ah! Français généreux, nos frères, qui ne verrait sans indignation l'appauvrissement de ses dons par la multitude des publicains (des fermiers d'impôts) voués à la déprédation générale! ... Semblables aux termites ou poux des bois, ils élèvent leurs nids fastueux par la ruine totale de la colonie; rien de secret à l'abri de leurs dents meutrières... ils rongent les marbres les plus durs et dessèchent le Pactole en creusant une immensité de canaux qui en conduisent les eaux dans leurs réservoirs intarissables. Sollicitons donc avec instance... que nos impôts confiés à nos collecteurs soient par eux déposés dans les mains pures de la commission intermédiaire... provinciale et de là aux pieds du prince!

Saint-Martin-les-Melle (S. Civray).

(Veillons) à ce que désormais les calamités de la nature soient un frein pour la finance. Depuis longtemps, la taxe imposée sur les hommes est toujours échue indé-

pendamment de la réussite des productions de la terre. *Paye et meurs!* dit le traitant au peuple qui a vu geler sa vigne ou grêler sa moisson... »

Castelferrus (Tarn-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).

Restent les fermiers généraux et tous les satellites à leurs gages. Ce sont les sangsues de l'État. C'est une vermine qui le dévore, c'est une peste qui l'infeste. Il y a autant de lieu qu'on les déteste qu'il y en a qu'ils existent... Nous supplions très humblement et très instamment Sa Majesté de nous en délivrer pour toujours et d'extirper tellement les racines de cette pernicieuse plante, qu'elle ne repousse jamais.

Salmonville-la-Rivière (B. Rouen).

Notre vœu et celui de la nation entière doivent être pour la suppression de cette nuée de satellites de la ferme générale, qui viennent continuellement visiter nos caves et nos celliers...

Que l'on renvoie donc promptement ces ambulants êtres, inutiles à l'État, qui vivent de nos sueurs et nous enlèvent les prémices de nos productions. N'est-ce pas un abus outrageant, pour tous les citoyens, d'être obligés de procurer d'immenses richesses à quarante fermiers généraux et d'entretenir leurs troupes odieuses sur le pied brillant? Même, au préjudice des intérêts les plus sacrés et des besoins les plus urgents, ils inventent à chaque instant de nouveaux moyens de censurer nos récoltes, et surprennent à la justice royale des autorisations pour épuiser nos facultés; ils nous forcent de payer au poids de l'or la saline, aliment utile à la vie, et contraignent jusqu'au plus pauvre particulier de manger sa soupe salée! Il est donc d'une nécessité absolue, pour les besoins de l'État, que des milliers de commis, fort bien payés aux dépens de nos bourses, soient postés dans tous les coins du royaume, et que les directeurs qui commandent ces

escadrons détestables, tirent de nos travaux des appointements beaucoup plus considérables que les officiers qui commandent nos armées? Que ces légions ruineuses soient abolies, alors que de gens oisifs seront occupés; que de soldats volontaires dans nos armées; que de bras rendus à la culture des terres; que de chagrins seront dissipés; que de tranquillité et de félicité régnera dans les villes, dans les campagnes! Le commerce, cet organe si désirable de la communication des villes et des campagnes, recouvrera sa liberté; les bourgeois béniront à jamais le temps qui leur aura procuré les denrées nécessaires à la vie dans leur état naturel.

Bussy-Saint-Georges
(Paris-hors-les-murs).

*Comment les Etats généraux
pourraient-ils alléger la charge
qui pèse sur les roturiers? Une
seule réponse : il faut modifier
la répartition de l'impôt.*

Le temps est arrivé, Sire, de poser les bases d'une juste répartition de l'impôt entre tous les citoyens. Cette justice, si longtemps méconnue, a enfin dissipé le nuage dont la couvraient depuis tant de siècles les préjugés, les prétentions, les intérêts. Elle est apparue à nos regards au sein de nos malheurs comme notre ressource; et au milieu de la fermentation qui agite et qui divise tous les esprits, elle les a tous ralliés autour d'elle. Oui, Sire, tous vos sujets, de tout état et de tout rang, rendent maintenant hommage à cette grande vérité, que l'égalité proportionnelle doit être la loi des contributions. Ils reconnaissent unanimement que toutes les propriétés doivent concourir également au maintien de la puissance publique qui les protège et les défend toutes, et que le soulagement des unes

opérant nécessairement la surcharge des autres, il est contraire et aux principes de l'équité, et aux sentiments de l'humanité, d'aggraver le fardeau des plus pauvres pour alléger la charge des plus riches. Un cri général s'élève dans toute la monarchie pour réclamer cette précieuse égalité : les princes de votre sang ont porté ce vœu au pied de votre trône, les pairs de votre royaume l'ont répété, il a retenti dans toutes les provinces où les ordres ont eu la faculté de se réunir : et nous, Sire, aussitôt que nous nous voyons rassemblés par vos ordres, nous nous empressons d'unir en commun nos voix à toutes ces voix qui vous sollicitent, bien assurés d'intéresser votre cœur en implorant à la fois votre justice et votre bienfaisance.

Le clergé de ce bailliage, sans remonter aux titres primitifs de ses immunités, fait avec joie le sacrifice de tout ce qui se trouvera incompatible avec le salutaire principe de l'égalité proportionnelle de contribution. Attaché à ses formes anciennes, qui lui procurent les moyens de soulager ses membres les plus pauvres et qui lui conservent des assemblées précieuses dans un ordre de choses cher et sacré, il est encore prêt à les abandonner, si elles ne peuvent se concilier avec le bien général, ou même si l'opinion qu'elles serviraient à conserver des inégalités de répartition, peut fomentier des jalousies ou devenir une semence de discorde.

La noblesse de ce district, pénétrée de la même justice, animée du même patriotisme, reconnaît que l'antique raison de ses privilèges ne subsistant plus, ils ont dû cesser avec elle. Le service militaire étant devenu la charge du peuple, qui entretient les armées par les milices et les soutient par les subsides, la noblesse veut supporter le fardeau, elle ne réclame que la gloire.

Nos vœux sont sincères, Sire : nous désirons véritablement que toutes exemptions pécuniaires soient à jamais abolies, et que la proportion des fortunes soit désormais la seule mesure des impositions. Nous demandons que ce nouvel ordre de choses, qui doit être le salut du peuple et la régénération de la richesse publique, soit rendu stable et inaltérable; qu'il soit pour toujours à l'abri des séduc-

tions du crédit, des illusions de la puissance, des corruptions de la richesse, et qu'il ne puisse être interverti dans aucun temps, par aucun moyen, sous aucun prétexte.

*Les trois ordres
du bailliage de Langres.*

Lorsque toutes les économies dont les différentes parties de l'administration sont susceptibles, auront été opérées; que les frais immenses de la perception actuelle des impôts tourneront au soulagement des contribuables; que l'on aura effectué les retranchements nombreux qui sont à faire dans tous les départements, les maisons du Roi et des princes; que les grâces, retraites, pensions et appointements, légèrement accordés, auront été restreints ou supprimés; que l'universalité des fonds du royaume sera imposée à une contribution égale et proportionnelle, que ceux consacrés au plaisir et à l'ornement paieront au moins autant que ceux de la première nécessité, et que chacun sera imposé suivant ses facultés sur un rôle commun aux trois ordres et dans la même forme, les Français pourront espérer de voir rétablir l'équilibre entre la recette et la dépense du gouvernement et aspirer à goûter enfin les douceurs du repos sous la sauvegarde des lois et de la liberté.

Cependant, si toutes ces améliorations ne suffisaient pas encore, Sa Majesté sera très humblement suppliée d'observer que les fonds ne pouvant tout supporter, il conviendrait, plutôt que de les surcharger et d'en décourager la culture, de mettre un impôt unique sur le sel à la sortie des marais salants, de conserver les droits sur le tabac qui seraient perçus à son entrée dans le royaume, et enfin d'imposer les marchandises de luxe et d'assujettir à une forte contribution les voitures et laquais. L'usage trop multiplié de ces voitures souvent inutiles, quelquefois funestes et toujours incommodes, détourne une quantité d'hommes de leur véritable destination, et occupe un nombre incroyable de chevaux, dont l'emploi devrait être consacré à l'agriculture, au commerce et à la guerre.

Que peut craindre le Roi en attaquant le luxe dans ses principales sources? S'il diminue quelques branches d'industries, il épure les mœurs, il rend à ses sujets le goût des choses solides, et acquiert la gloire inestimable d'avoir substitué au règne des modes et des frivolités l'empire de la raison et de la justice.

Tiers état du bailliage d'Auxerre.

« La gabelle,
Fléau pestilentiel »
(Cahier de Pruillé-l'Éguillé,
S. Château-du-Loir)

*Les impôts de consommation
semblent particulièrement injustes
et parmi eux la gabelle, taxe sur
le sel, apparaît intolérable.*

La communauté de Biécourt supplie Sa Majesté de diminuer le prix du sel; c'est surtout le pauvre qui sent le poids de cet impôt qui n'est pas comme les autres proportionné aux facultés, mais à la quantité dont on use.

Biécourt (B. Mirecourt).

*Le sel est absolument nécessaire
et cela pour des usages qui
aujourd'hui peuvent surprendre.
Or les anomalies de la percep-
tion de l'impôt sont choquantes.*

L'abolition entière des droits de gabelle, l'impôt le plus onéreux qui existe pour la classe la plus malheureuse du peuple. Quand l'on considère qu'un pauvre journalier, père de cinq ou six enfants, est obligé de se passer fort souvent de souper, ainsi que sa famille, parce que sa journée de 15, 18 ou 20 sous ne peut être suffisante pour lui fournir une demi-livre de sel de 10 sous 9 deniers qu'il lui faudrait tous les jours pour faire tremper la soupe pour

sa famille, et est réduit par conséquent à se nourrir de gros pain simplement. Cet impôt devrait être absolument aboli.

Ecquevilly

(Prévôté de Paris-hors-les-murs).

Nous formons des vœux pour l'anéantissement entier de la gabelle, c'est un fléau prestilentiel qui cause la mort d'une infinité de citoyens, le sel qui vaut 13 sous 6 deniers la livre au regrat de cette paroisse est une des principales causes de ces malheurs, quantité de ménages pauvres sont privés de manger de la soupe le tiers des jours de l'année. Cette nourriture de première nécessité serait pour eux la meilleure pour résister à leurs pénibles travaux, ils en sont privés, pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas de quoi acheter une demie, ou une livre de sel; or, quelle douleur pour des âmes sensibles d'être témoins de pareilles horreurs, de ne pouvoir secourir autant qu'elles le désireraient tant de malheureux dans l'indigence qui n'ont souvent d'autre espoir que celui du tombeau pour sortir de la misère qui les y conduit à la fleur de l'âge.

Pruillé-l'Eguillé

(S. Château-du-Loir).

La gabelle est un impôt très onéreux et très nuisible à l'agriculture, en ce qu'il prive les bestiaux de l'usage du sel, qui est un préservatif et un remède contre la plupart des maladies, et en ce qu'il empêche les cultivateurs de pouvoir se livrer au commerce des salaisons de porcs ou de volailles, et à celui des fromages et des beurres salés : quatre branches d'industrie champêtre qui seraient d'un grand produit, et qui exciteraient singulièrement à élever les animaux utiles, qui sont par eux-mêmes une source inépuisable de richesse, et qui, par les fumiers qu'ils procurent, engraisent, fécondent et rendent plus fertiles les terrains cultivés.

Or il semble aux propriétaires et habitants de la

paroisse de Chevannes qu'un impôt qui s'oppose au progrès de l'agriculture coûte bien plus à la nation qu'un impôt qui se bornerait à prendre à chacun de l'argent en raison de sa fortune.

Il enlève de même leur argent à ceux qui le paient; mais de plus, en empêchant les productions utiles de naître, des richesses, des revenus et des jouissances d'être créés pour tout le monde, il prive une multitude de citoyens, et l'État en général, de l'aisance, de l'opulence, de la puissance, des moyens de vivre, d'agir et le payer, que la fécondité naturelle de la terre et le travail de l'homme eussent produits, si l'on n'avait pas arrêté leur cours.

L'impôt, dans ce cas, cueille le fruit et mutile l'arbre; puis il revient l'année d'après demander avec rigueur la même quantité de fruits. Il est bien plus redoutable et bien plus injuste que celui qui dit : « Partageons la récolte; je repousserai les brigands, et cultivez bien vos arbres, pour que nous ayons tous plus de fruits. »

A cet inconvénient général de la gabelle se joignent les vexations particulières. Les propriétaires et habitants de la paroisse de Chevannes ont entendu dire à des voyageurs que, sur les frontières des pays gabelles, ces vexations sont affreuses; et leur curé leur a lu une fois un Mémoire de Monsieur, frère du Roi, dans lequel ce grand prince en rapporte des exemples terribles.

Dans leur pays situé au centre du royaume, et dont la position et le caractère des habitants éloignent la contrebande, le régime des gabelles est moins dur. Cependant il leur est défendu de prendre du sel au grenier de Nemours, quoique Nemours soit le bailliage où se jugent leurs procès, et que, sur la route de Fontainebleau et de Paris, ce soit la ville qui offre le débouché le plus naturel à leurs grains, à leur vin, à leurs bestiaux, à leur beurre et aux volailles qu'ils élèvent. Il faut qu'ils aillent chercher leur sel à Montargis où ils n'ont point d'affaires. Et si, en allant à Nemours, quelques-uns empruntent le nom d'un habitant de cette ville, ou de quelque village affecté à son grenier, pour se procurer du sel et s'épargner le voyage de Montargis, ils sont en contravention; le rece-

veur des gabelles de Montargis et le procureur du Roi au grenier à sel peuvent les poursuivre et les faire condamner à l'amende, quoique ce soit du sel de la gabelle du Roi qu'ils aient bien régulièrement consommé sans aucune contrebande.

Ils ne sont même pas exempts de procès en prenant exactement leur sel à Montargis, et en faisant exprès ce voyage qui leur est d'ailleurs inutile. Il faut qu'ils pensent bien, et qu'ils énoncent très clairement quel usage ils veulent faire de ce sel; et il faut encore qu'ensuite ils ne changent pas d'avis; car il n'est pas permis d'employer le même sel à saler son pot et le lard qu'on doit y mettre. Il faut pour les salaisons du sel différent, levé à part, avec déclaration de ce que l'on pourra en faire, quoiqu'on l'ignore quelquefois parfaitement; et si un particulier qui aime que sa soupe soit peu salée, ou qui aura fait un voyage, se trouve du reste sur la provision destinée à son *pot* et *salière*, selon le style des gabelles, et s'avise de l'employer à saler un jambon, il est en contravention, accusé de fraude, sujet à saisie, exposé à un procès coûteux et à une grosse amende.

Les commis aux gabelles de Montargis font peu de visites dans la paroisse de Chevannes, parce qu'elle est loin de leur domicile, et que ses habitants qui sont pauvres ne feraient que de pauvres accommodements; mais il suffit qu'ils aient la liberté de ces visites domiciliaires, pour qu'on ait toujours à redouter la vexation, et qu'elle inspire une terreur continuelle.

Les propriétaires et habitants de la paroisse de Chevannes pensent que ces visites domiciliaires, qui ont lieu pour les aides et pour les gabelles, sont contraires à tout bon ordre et à tous les principes de la société, et que tout particulièrement, qui ne nuit à personne et paye régulièrement son imposition, doit être maître dans sa maison comme le Roi dans son royaume, et libre d'en fermer la porte à qui lui déplaît.

Ils ont entendu lire, il y a plus d'un an, un beau discours que le Roi avait chargé son garde des sceaux de faire dans une assemblée notable, et où il est dit que *la gabelle*

est jugée. Ils chargent leurs députés au bailliage de Nemours de requérir que le bailliage recommande aux États généraux et demande au Roi avec instance, de *faire exécuter le jugement* le plutôt qu'il sera possible.

(B. Nemours).

Les gabelous vont jusqu'à surveiller les bords de mer.

Un bon Roy, le père chéri de ses sujets, pourrait-il croire que les avides traitants, logés dans des édifices somptueux où rien n'est épargné, entretiennent sur les rives maritimes de sa bonne province de Normandie une odieuse milice vendue à leur cupidité, une légion de commis de toute espèce qui sans pitié, repoussent des bords de la mer le malheureux riverain, soit qu'il vienne chercher quelque peu de ses eaux pour donner quelque saveur aux aliments grossiers dont il se nourrit, ou pour féconder le champ qu'il cultive, ou pour faire quelque bain salulaire dans la famille?

Butot (B. Rouen).

« Il n'y a pas de joie
sans vin »
(Le Talmud)

*L'impôt des aides sur les boissons
est largement aussi impopulaire
que la gabelle. L'eau-de-vie et le
vin ne sont-ils pas indispensables?*

Qu'il plaise à Sa Majesté d'accorder à tous les habitants de la Bretagne les vins et eaux-de-vie et autres liqueurs au même taux que les nobles et le clergé... N'est-ce point aujourd'hui une injustice manifeste que le pauvre paie plus que le riche cette denrée plus nécessaire au Tiers état qu'aux nobles et qu'au clergé...

Artisans de Pont-l'Abbé.

*Or les taxes sur les boissons sont
innombrables.*

Que tous les droits d'entrée, de détail, d'annuel, de quatrième, de gros, de sortie, de mutation, qui sont en nombre infini sur les boissons, liqueurs et autres marchandises, dont la perception est tellement obscurcie et embrouillée qu'il est, pour ainsi dire, impossible de la vérifier, soient absolument supprimés.

Marchands de cidre et bière de Rouen.

*La perception des aides provoque
de multiples abus et des tracas-
series sans fin.*

Ils sont journellement tourmentés par les aides; à peine ont-ils récolté leur vin que les commis dans cette partie arrivent chez eux et leur font impitoyablement payer une somme de 42 sols... ils exigent le même droit pour pareilles pièces de demi-vin, qui n'est autre chose que de l'eau passée à différentes fois sur le marc aupara-
vant très pressuré, seule et unique boisson des malheureux...

Aulnay-de-Saintonge (S. Civray).

Le Tiers état du bailliage de Nemours demande unanimement que l'impôt des aides sur les boissons soit supprimé :

Parce qu'il renferme une double imposition sur les vignes, déjà chargées de la taille et des vingtièmes comme les autres biens;

Parce qu'il resserre le débit et décourage la culture d'une des principales productions du territoire;

Parce que c'est un impôt local dont la législation n'a aucune uniformité, et dont le fardeau ne porte que sur quelques provinces, encore avec inégalité. Les unes paient le droit de gros, les autres ne le paient pas. Les unes paient les droits de détail au huitième, réglé ou fixé d'après une évaluation moyenne, les autres au quatrième effectif; et chacun de ces droits est encore sujet à différentes variations dans chaque ville des provinces où les aides ont cours, tandis que les deux tiers du royaume en sont entièrement exempts; d'où suit que la répartition générale entre les provinces est faite sans règle et sans raison;

Parce que dans chacune des provinces mêmes où les droits d'aides sont établis, la répartition sur les contribuables se fait encore contre tous les principes du bon sens et de la justice, les droits de détail qui sont les plus lourds

ne portant que sur le pauvre qui n'a pas le moyen de s'approvisionner en gros;

Parce que la perception de tous ces droits exige des frais énormes et occasionne des procès et des accommodements beaucoup plus onéreux encore aux contribuables, et qui coûtent peut-être au peuple le double de ce que l'impôt rapporte au Roi;

Mais surtout parce que la forme de cette perception est contraire aux bonnes mœurs, attentatoire à la liberté personnelle et à la liberté domiciliaire.

Le Tiers état du bailliage de Nemours croit que la société n'a été instituée que pour assurer les droits des citoyens; que les Français ne sont soumis au Roi et aux lois et n'acquittent les impositions qu'afin d'être protégés de toute la force publique, parfaitement libres dans leurs personnes, complètement maîtres dans leurs maisons.

Il croit que tout impôt qui exige des visites domiciliaires est une honte pour un État policé et doit en être banni à jamais.

La nation assemblée ne pourra voir sans étonnement, et le cœur bienfaisant du Roi ne pourra considérer sans indignation, que dans un tiers du royaume les citoyens soient obligés d'ouvrir leurs portes de jour et de nuit à des hommes armés qui n'ont aucun uniforme, aucune marque caractéristique qui puisse les distinguer, d'avec les brigands, qui sont crus à leur serment en justice, sans qu'il soit permis aux procureurs généraux de Sa Majesté ni aux procureurs du Roi dans les sièges inférieurs, de faire aucune information sur leur vie et mœurs lorsqu'on les installe dans leurs fonctions, et que l'on confie à leur périlleuse parole la fortune, l'honneur, quelquefois la vie des citoyens.

Plusieurs de ces jeunes gens sont bien nés; il y en a beaucoup qui ont reçu une éducation distinguée; le plus grand nombre pourrait soutenir l'information de vie et mœurs, et c'est un malheur de plus, que les idées morales et les principes du droit naturel soient si généralement mis en oubli, que l'on puisse trouver des hommes d'un état honnête et formés dans les universités ou à la suite du barreau, qui veuillent faire un semblable métier,

Mais eussent-ils naturellement les mœurs les plus douces les intentions les plus droites, les têtes les plus sages, comment serait-il possible d'exécuter sagement, purement, humainement, des lois insensées, corruptrices et cruelles?

On ne sait ce qui l'emporte, de l'horreur ou du ridicule d'une législation qui condamne un homme pour avoir bu ou fait boire à ses amis, dans le cours d'une année, plus qu'il n'a été arbitré qu'il devait boire; qui le punit si ses tonneaux se sont trouvés mauvais, et si son vin a été perdu; qui ne règle pas même ce qu'il sera permis de boire dans une famille en raison des individus dont elle est composée, et qui n'accorde pas une bouteille de plus au père de douze enfants qu'au célibataire isolé; qui vexe par de grosses amendes et flétrit par l'accusation de fraude manifeste la combinaison que pourraient faire des citoyens qui, de peur qu'on ne fasse payer à l'un d'entre eux l'excès de leur consommation, réuniraient pour un repas commun le vin que cette législation barbare tolérerait cependant que chacun d'eux pût boire dans sa propre maison; qui ne permet pas même à un curé de secourir ses paroissiens par quelques bouteilles de vin de sa cave; qui défend à tout particulier, vendant d'après une autorisation légale le vin de son cru, de donner à un infortuné un morceau de pain ou un bouillon, s'il n'a pas payé pour le droit plus étendu de vendre son vin à assiette; qui expose la sensibilité française et la charité chrétienne à tomber dans une contravention si respectable, en envoyant des scélérats apostés, feindre l'excès du besoin devant leurs portes; qui prive ainsi les véritables pauvres des secours que leur donnerait l'humanité, avertie de se contenir elle-même; qui remet à des commis qu'aucune loi n'empêche de trop boire, et dont une loi positive défend au ministère public d'inspecter les mœurs, le pouvoir d'insulter, de menacer, de frapper du bâton, de l'épée, du sabre, d'immoler même avec des armes à feu les citoyens qu'ils vont tourmenter dans leurs maisons, auxquels il est si pardonnable de les recevoir avec douleur ou même avec murmure, et qui, lorsqu'ils ont commis des excès vexatoires, les autorise à les traduire comme ils le jugeront à

propos dans les procès-verbaux qui feront foi en justice et d'après lesquels le contribuable blessé ou ses parents, s'il est mort, peuvent être condamnés à des peines infamantes, et même aux galères.

Personne, autre que ceux qui en vivent, ne peut demander qu'un tel impôt soit continué; et même parmi eux il en est dont le patriotisme est supérieur à l'intérêt et qui verront sa destruction sans peine.

Tiers état du bailliage de Nemours.

Le curé de campagne

*Les impôts seraient moins lourds
si le clergé payait une part proportionnelle à ses revenus.*

Le Souverain législateur a dit aux Lévites : « Vous n'aurez aucune part dans les terres que les enfants d'Israël posséderont. Je serai votre part et votre héritage au milieu d'eux », et pour leur subsistance il leur a donné les prémices du sanctuaire, les dîmes des possessions d'Israël; mais ils devaient offrir au Seigneur la dixième partie de ce qu'ils recevaient; au moyen de quoi, et n'ayant point de propriétés, ils étaient exempts des charges publiques; mais quelle comparaison des Lévites au clergé! Les Lévites n'avaient pour tout partage qu'une dîme; encore était-elle diminuée par la dîme qu'ils payaient eux-mêmes au Seigneur et que recevait le grand-prêtre. Les Lévites avaient donc la dîme à titre onéreux, et ils n'avaient aucune propriété. Le Clergé possède des terres, des fiefs, des immeubles, des droits utiles. La tribu de Lévi formait la treizième partie du peuple de Dieu; le Clergé de France qui possède de si grands biens ne fait pas la cinquantième partie des habitants du royaume; et si l'on demande lesquels des Lévites ou des ecclésiastiques ont dû être traités plus favorablement pour le temporel, la raison dicte que les Lévites qui avaient des familles à élever et à entretenir devaient avoir une portion plus abondante que les biens de ce monde que les prêtres de la nouvelle loi qui vivent dans le célibat; dans les temps où le souverain et les autres fidèles enrichissaient le clergé par des libéralités et des donations immenses, cet ordre ne pensait point à demander des exemptions; content alors du partage abondant qu'il avait dans les biens temporels, il portait sans se plaindre les charges

publiques à proportion des revenus dont il jouissait. Eh! pourquoi dans ce moment-ci où les besoins de l'État sont pressants, pourquoi même en tout autre temps prétendrait-il des exemptions? Les ecclésiastiques sont sujets du Roi; ils doivent payer des impôts!

Pleurs (B. Sézanne).

*D'ailleurs l'Église n'est-elle pas
riche à l'excès? Le Tiers état
s'en plaint fréquemment.*

Nous disons que le premier Ordre du Royaume offre au premier coup d'œil des richesses extraordinaires presque toujours employées à des dépenses d'ostentation, qui peuvent tout à la fois suffire à l'acquit des dettes de l'État et à leur honnête entretien. Pour poursuivre ce but, il faut réduire tout le Haut-Clergé au tiers de leur revenu, fixé par les baux à ferme de leurs fruits décimaux, et tout le bas clergé régulier ou séculier, à 1.500 livres de pension, ce qui continuera d'être exécuté jusqu'à l'entier acquit des dettes de l'État.

*Le Burgaud (Hte-Gar.)
(P. de Rivière-Verdun).*

L'Église s'est accrue sans bien; c'est avec le bien qu'elle a dégénéré; la réduire à sa forme primitive, ce sera la rappeler à sa primitive sainteté.

Dans ces temps reculés, on nous prêchait l'exemple; aujourd'hui on ne se sert que de la morale, on se contente de nous dire : « Faites ce que nous disons; ne regardez pas ce que nous faisons. » Pour faire revivre ces temps heureux et réformer cette morale, qui est un abus et la source de tous les autres, il faudrait leur retirer ces biens

qui les corrompent, qui les empêchent de mériter et de recevoir le respect dû à leur caractère.

Ces biens ne leur ont été donnés par la libéralité de nos monarques et de leurs plus riches sujets, que pour les verser dans le sein des pauvres; aujourd'hui, puisqu'ils les emploient à leurs plaisirs et que le roi et la patrie sont forcés d'entretenir des hôpitaux, il y a donc deux dépenses établies pour le même objet, et nous payons deux fois. 500 livres doivent suffire à un homme qui a fait vœu de pauvreté. Qu'on cloître donc tous les religieux, moines, chanoines des deux sexes, tant séculiers que réguliers. Qu'on les mette en nombre suffisant pour pouvoir vivre en commun; et que le gouvernement se charge de l'entretien de leurs maisons et de leurs églises. 1.000 livres à tout prêtre dont on aurait besoin dans les paroisses, comme vicaires et autres; 1 500 livres pour les curés de campagne; depuis 2 000 livres jusqu'à 3 000 livres aux curés des villes; 6 000 livres aux évêques; 10 000 livres aux archevêques; point d'abbés ni bénéfices simples; point de pécules pour les prières, ce qu'ils appellent honoraires; point d'argent porté à Rome, un patriarche s'il le faut. Si les hôpitaux ne suffisent pas pour tous les indigents, que, dans chaque paroisse les pauvres soient à la charge de la communauté; nous ferons bien nous-mêmes nos charités sans qu'elles passent entre les mains qui savent se les approprier.

Villiers-le-Sec
(Paris-hors-les-murs).

*Seul, le curé de campagne inspire
parfois pitié.*

Quoique la piété de nos pères ait doté avec une sainte profusion tous les établissements qui de leur temps contribuaient à faire fleurir la religion et à soulager les malheureux, il est arrivé, contre leurs intentions, que ces grands

biens sont devenus le partage de quelques cénobites séquestrés de la société, tandis que les vrais ministres des autels, qui supportent le poids du jour et de la chaleur, sont réduits à un état de détresse qui ne leur permet pas d'exercer la charité envers les pauvres, et les expose à voir périr sous leurs yeux des malades qui n'auraient besoin que de secours, tandis que les églises paroissiales tombent de vétusté et menacent d'ensevelir sous leurs ruines des infortunés qui aiment mieux courir ce danger que de se charger d'une dépense qui passerait leurs forces, tandis enfin qu'un grand nombre de villages très peuplés n'ont ni maîtres ni maîtresses d'école pour apprendre à lire à leurs enfants, parce que leurs fabriques ne peuvent fournir à ce besoin de première nécessité.

Bougival (B. Versailles).

Il existe en cette province un abus intolérable qui porte non seulement l'empreinte de la mendicité mais encore l'autorise.

C'est celui que se permettent les vicaires, la quête; ils n'y vont pas une fois l'an, mais deux, jusqu'à trois même.

La récolte est-elle finie, vous en recevez une visite. La vendange vous en annonce une seconde qui met le comble à la civilité.

Le blé, le vin, les œufs, ou, pour qui n'en a point, l'argent leur est bon.

Les revenus du clergé sont plus que suffisants pour subvenir aux besoins de ces subalternes; ce sont eux qui portent le poids du sacerdoce sans en partager les avantages; cette quête les réduit dans la classe la plus humiliante et la plus déshonorante pour la dignité de leur ministère.

Le Grand Lucé (S. Château-du-Loir).

*Les intéressés soulignent d'ailleurs
leur indigence.*

Nous avons dans les campagnes beaucoup de curés mal rétribués; personne n'ignore que la plupart sont à portion congrue; d'ailleurs il y a beaucoup de villages sans curé et même sans prêtre résidant, à raison de la dureté de certains gros décimateurs qui exposent les ministres à une indigence personnelle, à être témoins de la misère de leur peuple et qui, dans ces scènes affligeantes, n'ont que des larmes impuissantes à leur offrir : encore si le malheureux rendait justice aux sentiments de son pasteur ! mais non : dans son abandon, il l'accuse souvent de dureté et d'avarice. Qu'il serait à désirer qu'on pût remédier à tant de maux ! Qu'il nous soit permis de l'indiquer ce remède. Sans vouloir altérer la piété de nos fondateurs, il nous semble le trouver dans ces riches abbayes en commende, dans ces grands prieurés si multipliés, dont le revenu suffit au luxe d'un seul, lorsque, dispensé avec économie et sagesse, il fournirait abondamment aux pasteurs peu rétribués et à la classe nombreuse des malheureux. Et si l'on nous demande ce que l'on doit faire du superflu, on répondrait : où pourrait-il mieux être employé qu'à établir des hôpitaux et fournir par ce moyen un asile et des secours à l'humanité souffrante !

Clergé du Bassigny.

Tandis que l'officier, au bout d'un certain nombre d'années, se retire du service avec une pension; tandis que le soldat lui-même trouve pour le reste de ses jours une retraite gracieuse dans l'Hôtel des Invalides, le pasteur vétéran, qui a passé dans les fatigues du ministère la plus belle partie de sa vie, est le seul oublié...

*Onze curés de la région de Thury
(B. Auxerre).*

Mieux payé, le bas-clergé cesserait peut-être de profiter des mariages et des enterrements pour accroître ses revenus; le casuel est particulièrement impopulaire.

Que les curés ni les vicaires n'exigeassent plus aucune sorte de casuel, car ça avilit entièrement l'état ecclésiastique et déshonore la religion. Le public donne assez en donnant la dîme...

*St-Jean-de-Cauquessac (T.-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

En 1712, Messieurs les Évêques firent les statuts synodaux... dans lesquels il y a un règlement et les droits d'autel de Messieurs les curés; aujourd'hui, on ne suit plus aucun de ces droits. Si l'on se mariait, il n'en coûtait que 3 livres de Lorraine; aujourd'hui, si quelqu'un se marie, il en coûte plus du double. Si un garçon qui est pauvre a dessein de se marier, il faut emprunter de l'argent pour payer Messieurs les curés, ou faire une vente de quelque harde, et les curés ou vicaires s'enrichissent aux dépens des pauvres peuples. Si une personne vient à mourir, ils tirent le double de ce qui est fixé par le même règlement. Autrefois, on faisait chanter une messe pour deux francs barrois; aujourd'hui, ils veulent avoir trois livres de France; on faisait dire une messe basse pour 8 sous 6 deniers; aujourd'hui, ils demandent 12 sous de France.

Frenelle-la-Petite (B. Mirecourt).

Se plaindront que, déjà asservis au malheureux sort qui les entraîne au tombeau, ils soient déchargés du prétendu droit de sépulture qu'exigent messieurs les curés, ou plutôt qu'ils accordent à leurs vicaires pour les indem-

niser, semble-t-il... On ne craint point d'exposer que, sitôt après l'enterrement, le peuple a souvent vu des vicaires aller tirer le père, le fils, le veuf ou la veuve par le coin de leur habit et leur demander leur droit de sépulture; que cet acte d'infamie a versé dans le cœur des citoyens tant de répugnance qu'ils oseraient, sans la religion qui les domine, en demander la suppression entière; qu'ils se proposent uniquement de payer un droit fixé par l'ouverture de la fosse au sacristain, si mieux n'aiment les parents indignés le faire eux-mêmes.

Joussé (S. Civray).

Les paroissiens se plaignent également des frais que leur cause l'entretien des églises. C'est — déjà — la grande pitié des églises de France...

Depuis cette époque que leur église paroissiale s'est écroulée, les habitants sont obligés de se rassembler pour s'acquitter des devoirs paroissiaux et assister aux offices divins, recevoir les sacrements et entendre la parole de Dieu (on a honte de le dire), de s'assembler dans une cuisine basse du château de Saint-Genès-Champanelle appartenant à la dame marquise de Villemont qui n'a concédé ce lieu bas et malsain de vingt pieds de longueur sur seize de largeur que pour le temps qui lui conviendra et qui même a déjà fait signifier aux syndic, curé et habitants le congé, à cause du besoin qu'elle a de son logement. On ne pénètre dans ce lieu que par la descente d'un escalier étroit d'une vingtaine de marches. Le nombre des communians est d'environ mille, sans y compter les enfants.

Comment un peuple si nombreux peut-il assister au sacrifice de la messe? Les premiers venus, c'est-à-dire le

dixième des habitants, occupent l'enceinte de cette cuisine, et les autres sont exposés aux injures du temps qui est très rigoureux dans ce pays de montagne. On ne saurait décrire tous les inconvénients et incommodités, comme les sujets de plaintes que souffrent les pauvres habitants de cette paroisse. Ils ne se rassemblent jamais qu'il n'y en ait plusieurs qui soient suffoqués, meurtris, et n'éprouvent les plus vives douleurs de la presse qui est si grande, qu'il ne leur est pas libre de fléchir le genou dans le moment où s'opère le mystère sacré de la consécration. Quel regret pour eux de voir l'emplacement de leur ancienne église et leur cimetière occupés par les matériaux qui n'attendent que la main-d'œuvre, de voir leurs cloches suspendues sous un appentis de charpente et de planches au coin du cimetière à la portée de la main des passants qui, par curiosité ou malice, ont déjà cassé trois cloches de quatre qui étaient auparavant au clocher! La seule qui leur reste est dans le même danger d'être cassée comme les autres. Le son qu'elle rend à cause de sa position, ne peut avertir les habitants des différents villages qui sont éloignés, de l'heure des offices.

St-Genès-Champanelle (Auvergne).

*Quand l'église est trop petite,
peut-on empêcher les hommes
d'aller au cabaret pendant les
offices? Oui,... par la force, dit
le curé.*

Il serait à désirer que les officiers de justice des seigneurs de paroisse vinssent faire leur visite dans les cabarets pendant l'office divin, les jours de dimanche et de fête, parce que la plupart des habitants n'assistent ni à la messe ni à vêpres... Et même il serait à souhaiter qu'il fût défendu

à tous aubergistes et cabaretiers, sous peine d'amende, de donner à boire et à manger aux gens du lieu, vu que les cabarets ne sont faits que pour les étrangers, et non pas pour les personnes de l'endroit. Il s'en suivrait que l'on ne verrait pas tant de malheureux dans nos paroisses...

LAURENT, *curé de la Celle-sur-Loire*
(B. Auxerre).

*Le curé a parfois des adversaires
plus redoutables que l'auber-
giste. Le seigneur, par exemple,
qu'il est agaçant d'encenser...*

Retrancher le droit seigneurial de l'encens et de la présentation de l'eau bénite, comme peu convenable à la majesté du culte divin, et entraînant une foule d'inconvénients, comme de voir un homme (qui vient d'acheter sa seigneurie comme une marchandise) vient disputer à la Divinité son encens, et oblige un prêtre revêtu d'habits sacerdotaux à se tenir debout devant lui pour lui servir de l'eau bénite, tandis que le seigneur affecte de l'embarras pour arracher ses gants ou ôter ses mains d'un manchon, afin de repaître plus longtemps sa vanité de voir le ministre du Très-Haut le servir... Toute la compagnie qui l'entoure, de retour à la maison, s'amuse de l'air prétendu adroit ou maladroit avec lequel il a fait cette offre... Les seigneurs ne peuvent se plaindre de ce retranchement... Parce qu'ils occupent tous déjà une place privilégiée et très distincte et sont recommandés aux prières dans le prône parmi les personnes qui méritent la vénération publique, on leur présente le pain bénit les premiers et un morceau distingué...

DECoux, *curé de La Villotte*
(B. Auxerre).

*... la paroisse tout entière, qui
veut le séquestrer à la sacristie :
« Le curé à l'église ! »... déjà.*

Que toutes les fois que dans les assemblées nationales ou provinciales il ne s'agira que d'y vérifier et discuter des affaires temporelles auxquelles le clergé ne peut avoir intérêt, aucun membre du clergé n'y soit admis, par la réciprocité de raison que les autres ordres ne sont jamais admis dans les assemblées du clergé; ce sera d'ailleurs ramener les ecclésiastiques à leur vraie institution qui les écarte des affaires temporelles.

*Ste-Foy-de-Peyrolières (Hte-G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

*Plus inattendu, l'évêque est
souvent la bête noire du curé.*

Je demande la suppression de la déclaration de 1656 qui nous défend de nous syndiquer et de nous assembler pour traiter des affaires communes de notre ordre, et la suppression de (1782) qui nous défend de nous assembler sans la permission du Roi... car il ne me paraît ni juste ni séant qu'un corps aussi nombreux aussi utile et aussi respectable que celui des curés soit dépouillé d'un droit si légitime dont les derniers corps de métiers jouissent paisiblement.

Je demande que notre ordre soit rétabli dans son droit primitif de choisir ses vicaires...; que l'on révoque l'édit de 1695 obtenu par nos seigneurs les évêques à prix d'argent... Je demande que l'ordre des curés ait un nombre suffisant de représentants, choisis dans son corps et par lui, pour assister tant aux Assemblées générales

du Clergé qu'à la Chambre ecclésiastique de chaque diocèse, afin que nous ne soyons plus foulés comme nous l'avons été jusqu'ici...

ESCHAUSSES, *curé de Bazarnes*.

C'est une chose bien affligeante qu'un évêque, dont il n'est pas sans exemple que la science soit médiocre, qui peut être jeune, sans expérience, et quelquefois peu dévôt, change catéchisme, rituel, théologie et tout ce qu'il veut, sans consulter son clergé, et que ce clergé soit condamné à obéir aveuglément à la volonté d'un seul homme... Les biens des églises étaient autrefois partagés en trois lots : celui des évêques... celui des pauvres et celui de l'entretien des temples. Les évêques ont pris le gros lot... et ont entre leurs mains (les deux autres)... Tous les évêques n'étant pas sincèrement touchés de la misère des pauvres et de la nécessité de pourvoir à l'entretien et à la décence des temples, les États généraux seront... suppliés...

REYNAUD, *curé de Vaux et Champs*
(B. Auxerre).

*Enfin, Rome elle-même n'est
pas épargnée : le curé français
est gallican.*

Qu'il soit ordonné qu'à l'avenir on n'aura plus recours à Rome ni pour bulle quelconque, ni pour dispense; c'est avec douleur qu'on voit un argent immense passer sans retour en des mains étrangères; que lorsqu'un évêque sera nommé, il s'adressera au métropolitain (à l'archevêque) pour être gratuitement sacré et installé suivant l'ancienne discipline de l'Église...

GOUNEAU, *curé de Séry* (B. Auxerre).

... Que le Clergé de France... prie Sa Sainteté vouloir bien lui accorder gratuitement... toutes les bulles et dispenses... Ce moyen ne serait pas peu avantageux : chacun sait comme l'argent de France s'en va à Rome et personne ne l'en voit revenir.

GILLET, *curé de Taingy* (B. Auxerre).

La sûreté de la personne du Roi et de son État exige qu'on veille de près à ce que les lois qui prescrivent l'enseignement de la doctrine des quatre articles du Clergé de 1682 soient exactement observées.

TINGAULT, *curé de Coulanges-la-Vineuse*
(B. Auxerre).

*Le curé de 1789 est encore
souvent janséniste.*

Pourvu depuis trente-quatre ans de la cure de Bazarnes, diocèse d'Auxerre, dont j'ai la possession civile en vertu de deux arrêts du Parlement, je n'ai pu jusqu'à présent en obtenir l'institution canonique de mon évêque, uniquement parce que je ne veux attester avec serment, par la signature du formulaire d'Alexandre VII, que cinq propositions condamnables sont dans un livre où je ne les ai jamais vues, et où personne ne veut ni ne peut me les montrer. Je demande donc que cette signature, aussi injuste et déraisonnable en elle-même qu'inutile pour la conduite de ma paroisse, qui a causé tant de maux à l'Église de France, y soit entièrement supprimée, qu'il n'en soit pas plus question que dans tous les autres États catholiques où on ne l'a jamais exigée...

ESCHAUSSES, *curé de Bazarnes*
(B. Auxerre).

L'exaction de la signature d'Alexandre VII est un véritable abus dans l'Église, en ce qu'elle perpétue des divisions qui font gémir l'Église de France depuis cent cinquante ans, qui est l'époque de son introduction... En ordonner la suppression, avec d'autant plus de raison que cette signature n'est point exigée dans les autres royaumes catholiques, ni même à Rome, que l'Empereur vient de l'anéantir dans ses États, et que plusieurs évêques de l'Église de France ne l'exigent point.

MOREAU, *chanoine d'Auxerre.*

La signature du Formulaire a causé des maux extrêmes ainsi que la bulle Unigenitus, et n'a fait aucun bien. C'est un acte dans lequel on signe tacitement, contre les maximes du Royaume, que le Pape est infaillible dans les faits, puisqu'on jure sur sa parole que cinq propositions sont dans un livre où personne ne peut les montrer et dont la lecture est interdite... Ces signatures sont inconnues dans tous les autres royaumes catholiques, même à Rome... Elles sont l'ouvrage d'une Société dont toutes les puissances ont demandé l'extinction (les Jésuites); elles sont injurieuses au Clergé du second ordre, dont elles tendent à rendre la foi suspecte; elles conservent le despotisme des évêques, qui s'en servent pour éloigner tous les sujets qui leur déplaisent...

REYNAUD, *curé de Vaux et Champs*
(B. Auxerre).

Misérables et tracassés de toute part, comment ces prêtres ne succomberaient-ils pas parfois à la tentation? Les fidèles le comprennent et proposent des remèdes : le mariage...

Que tous les prêtres se marient. La tendresse de leurs épouses réveillerait dans leurs cœurs la sensibilité, la

reconnaissance, la pitié si naturelles à l'homme, que les vœux de chasteté et de solitude ont étouffées chez presque tous ceux qui les ont prononcés. Les caresses innocentes de leurs enfants produiraient ce bien infini, qu'elles leur rappelleraient qu'ils en ont fait de même à leurs pères, que ceux-ci y ont répondu comme eux, qu'ils leur doivent les égards, les obligations dont les leurs sont tenus envers eux-mêmes, qu'ils sont enfin des hommes comme nous autres, et jamais d'un rang plus distingué du nôtre que lorsqu'ils auront plus de vertus. Bien plus, ce serait réparer de la manière la plus satisfaisante pour la divinité l'outrage qu'ils lui ont fait de croire que son esprit ait changé depuis la formation de l'homme. Il dit du premier : « Il n'est pas bon que l'homme soit seul, faisons lui une aide semblable ». Il la fit, la lui donna et leur dit : « Allez, croissez, multipliez, et je vous bénirai vous et vos enfants ». Nos prêtres sont descendus comme nous de ces mêmes enfants. La loi était prononcée pour tous. Nous ne lisons nulle part que Dieu ait fait une loi particulière pour les ministres de son culte. Les premiers prêtres se sont mariés, la religion n'en faisait que plus de progrès. O vieillards du concile de Trente ! Vous connaissiez mieux l'esprit de Dieu que vos jeunes émules. Non, ce Dieu n'a jamais entendu qu'avec étonnement des vœux contraires à sa volonté, des vœux qui ne pourraient, qui n'ont jamais pu être sincères, chaque jour nous en donne la preuve. Qu'ils se marient donc nos prêtres ! Le plus grand bien arrivera, le scandale de leur part sera détruit.

Chalais (S. Saintes).

... la soutane...

Nous pensons que le luxe, le faste, l'air svelte et la facilité qu'ont les ecclésiastiques séculiers de vêtir l'habit bourgeois pour figurer dans le monde, sont très éloignés d'imprimer dans les cœurs le respect qui est dû au carac-

tère du ministre des autels, et que le vrai mérite couvert simplement et décemment peut seul s'attirer. C'est pourquoi afin d'arrêter par tous les moyens possibles le dépérissement des mœurs publiques, l'affaiblissement de la foi et du respect dû à la prêtrise, nous croyons nécessaires que les fortunes ecclésiastiques soient mieux réparties, qu'elles soient fixés à un revenu honnête sans casuel ni honoraires pour aucune de leurs fonctions et administration des sacrements; qu'il soit défendu à tout ecclésiastique de paraître en public sans vêtements ecclésiastiques.

Rosny-sous-les-bois de Vincennes.

... et l'élection, pourquoi pas?

Si nos archevêques avaient vécu pendant plusieurs années avec nous, ils connaîtraient mieux nos besoins et la manière avec laquelle il faut nous gouverner; ils sauraient peut-être mieux qu'il y a plus de mérite à nourrir des chrétiens que des chevaux et que de grands et robustes laquais seraient mieux à leur place en conduisant nos charrues qu'à rester oisifs presque toute l'année dans leurs somptueux palais.

Si ces archidiacres nous avaient gouvernés, nos curés qui ont vieilli dans le ministère et à la satisfaction de leurs paroissiens ne seraient pas si lestement traités par de jeunes barbes qui souvent n'en savent pas tant qu'eux.

Si enfin nos curés, à qui nous fournissons le nécessaire du meilleur de notre cœur, étaient choisis parmi nous, nous ne jetterions les yeux que sur ceux que nous connaîtrions bien; la brigue et la faveur échoueraient, parce que nous aurions un grand intérêt à ne pas nous tromper, et les élus, qui nous seraient entièrement redevables de leurs nouvelles places, nous seraient sans difficulté plus sincère-

ment attachés. Il faut donc demander à notre bon roi que les évêques soient élus par les diocésains et pris dans la classe des curés, les archidiares et grands vicaires choisis par ces mêmes curés et pris dans leur classe, et que l'élection des curés soit faite par nous-mêmes.

Saint-Martin-d'Auxigny (B. Bourges).

Mais la majorité des ecclésiastiques se méfie des idées nouvelles : voyez ces chanoines conservateurs.

La conservation du gouvernement monarchique est le premier vœu du Chapitre d'Auxerre. Ce gouvernement est le seul qui convienne à la vaste étendue du royaume, et le bonheur que goûte la Nation depuis tant de siècles lui fait sentir le besoin d'appartenir à ses rois, ses vrais et seuls législateurs...

Le Chapitre d'Auxerre ne peut que s'alarmer sur le sort de la Religion en France. Elle semble n'être plus qu'une opinion, contre laquelle se déchaînent, avec hardiesse et sans frein, l'impiété et la philosophie moderne, qui réunissent tous leurs efforts pour renverser le dogme et la morale. Il est urgent que tous les ordres renouvellent leurs protestations d'attachement et de zèle pour la foi catholique, apostolique et romaine...

Le Chapitre d'Auxerre est vivement touché de voir les ordres religieux sous le glaive de la destruction. On doit les apprécier par les services qu'ils rendent ou peuvent rendre à la religion; les détruire, ce serait s'éloigner de l'esprit de l'Église; ce serait aussi violer les droits de la justice, en usurpant des propriétés dont le Souverain et la Nation ne sont que les conservateurs... On peut, au surplus, assurer que les monastères sont utiles aux intérêts

de l'État : leurs biens, mieux cultivés ordinairement...
leurs revenus, consommés dans les provinces et dans les
campagnes, y entretiennent l'aisance et la circulation...
les aumônes des religieux sont abondantes...

Chanoines d'Auxerre.

« ... Ces pieux fainéants »
(Cahier des cordonniers de Laval)

*Dans le clergé, ce sont les moines
qui sont l'objet des plus vives
critiques.*

Les archevêques et évêques sont sortis de leur ancienne façon de vivre, modeste et frugale. La somptuosité de leurs palais, de leurs tables et de leurs équipages, exige une réforme. On pourrait y parvenir en retranchant leurs revenus.

Les chanoines, établis pour chanter les louanges du Seigneur, dédaignant de les chanter eux-mêmes, paient les ecclésiastiques d'un ordre inférieur pour les chanter à leur place.

Les moines (du moins en grande partie) ont obtenu, les uns leur sécularisation, et les autres la dispense de suivre leur règle primitive. Ils vivent dans le faste, l'oisiveté et la mollesse.

Leurs riches abbés étalent des équipages brillants et commodes.

Les uns et les autres insultent par leur luxe à la misère du peuple, oubliant que c'est ce peuple qui les rente au préjudice de ses besoins les plus pressants, à la sueur de son front; et que ce qu'ils emploient à vivre si mondainement est un véritable vol qu'ils font aux indigents.

Les religieux appelés mendiants sont à la charge de la société qui est obligée de les nourrir par ses aumônes. Cette charge a été portée avec plaisir tant qu'on les a vu s'occuper à l'instruction du peuple et à son édification. Aujourd'hui ces corps sont remplis de membres, la plupart ignorants, oisifs et conséquemment inutiles à la religion et à la société.

On peut appliquer les mêmes raisons aux monastères des filles. Il n'y a d'utiles que ceux dont les religieuses

sont destinées à l'éducation des jeunes filles. Les personnes du sexe qui voudront se mettre à couvert de la corruption du siècle y trouveront d'ailleurs un asile assuré : ce qui rend leur conservation utile encore sous cet aspect.

Cuger (S. Aix).

Le clergé, indépendamment de ses propriétés, perçoit le dixième des fruits de nos terres...

Lorsque nos ancêtres firent de gré ou de force ce magnifique présent à leurs prêtres, c'était pour fournir à leur subsistance et distribuer le superflu aux pauvres; mais, hélas! que leurs volontés sont mal exécutées! notre curé est sourd aux gémissements des nécessiteux dont cette paroisse fourmille. Cinq moines consomment 24 000 livres de rentes dont nos biens font partie. Superbement logés, les mets les plus recherchés abondent sur leur table; les dames, la noblesse des environs y sont admises; mais les pauvres qui se présentent à leur porte sont chassés ignominieusement comme des êtres vils et méprisables qu'ils ne reconnaissent plus pour leurs frères. Usez, Sire, de grâce, de toute votre puissance pour détruire ces moines inutiles qui ont fait vœu de pauvreté et qui regorgent de richesses; ce sont des sangsues dévorantes, des plantes parasites; et c'est chez eux que Votre Majesté trouvera un des moyens de restauration pour ses finances.

Que nos prêtres ne se mêlent plus d'affaires temporelles; qu'ils soient sans cesse occupés à attirer sur nous les bénédictions célestes; qu'ils s'abstiennent de vouloir dominer aux assemblées nationales, qu'ils se bornent à vivre des charités des fidèles, c'est leur institution : alors on pourra leur pardonner de qualifier de don gratuit ce dont ils feront présent à l'État.

Saint-Quentin et Cayra (S. Limoux).

Il est une infinité de religieux et de religieuses... Qui jouissent de gros revenus... n'y ayant pas de paroisse où ils n'aient une possession, se trouvent exempts de tous subsides (*impôts*), souvent enflés du titre de Seigneur, regardant ce pauvre cultivateur et leurs vassaux comme très obligés de les appeler seigneurs, vont à la chasse dans leurs grains prêts à récolter... sortent de leurs couvents... se promènent dans leurs seigneuries en carrosse pour, ce semble, affronter la misère des malheureux qui se sacrifient pour payer les cens... donnent les repas les plus splendides auxquels sont admis toutes personnes représentant même le sexe, sans considérer que souvent le coût de ce repas suffirait pour la nourriture des pauvres d'un village pendant plus d'une semaine...

La Neuville-sur-Oudeuil (B. Beauvais).

*Telle paroisse se heurte, sur le
plan matériel et financier, à telle
communauté religieuse.*

... les religieux de la Grand'Selve ont assujetti cette communauté qui a été dans tous les temps dans la détresse, eux qui ont cent livres de revenu, à payer annuellement à leur sacristie deux livres de cire pour le luminaire de leur église à chaque lettre de purification, et aux consuls d'assister le même jour en chaperon à leur grand'messe et à leur procession et aller à l'offrande. Cette rente en cire ainsi que l'hommage des consuls sont les plus mal imaginés et les plus injustes, car enfin quel est l'homme qui ne sera pas indigné et révolté de voir des religieux rentés avec profusion, décimateurs de ce lieu et par conséquent tenus de fournir aux luminaires de cette église qui est la plus misérable du diocèse, (et qui) exigent au contraire qu'on leur fasse des rentes pour illuminer la leur qui est opulente,

tandis qu'ils laissent pendant toute l'année le Saint Sacrement de notre Église sans lampe et sans aucune espèce de lumière... c'est contre l'ordre, la justice et l'équité...

Comberouger (T.-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).

*Le clergé séculier lui-même n'est
pas sans jalousie à l'égard des
abbés et des moines.*

Les curés institués par l'Auteur même de la religion, pour former le sénat des évêques, pour, avec eux et immédiatement sous eux, remplir les augustes fonctions de pasteurs des âmes, sont aujourd'hui tellement couverts de l'ombre des abbés, prieurs et moines rentés, qu'ils ont peine à se faire apercevoir de leurs propres ouailles. Ce nouvel ordre de choses, ou plutôt ce désordre contre lequel saint Jérôme et saint Bernard ont si fortement tonné de leur temps, a fait que des gens que leur état primordial avait voué à l'obscurité de la retraite, sont parvenus, à force de richesses et d'éclat, à rompre la chaîne sacrée de la hiérarchie, à se faire compter avec le haut clergé, à se placer immédiatement après les évêques, dont même ils ont usurpé une partie des pouvoirs, et à reléguer sous le boisseau qu'ils venaient de quitter la lumière que Jésus-Christ avait portée sur la montagne, c'est-à-dire ceux que Louis XVI n'a su mieux caractériser qu'en les appelant les bons et utiles pasteurs. Ils espèrent donc, ces pasteurs, que, vu leur institution primitive, vu la considération due à leur utilité, tant politique que religieuse, le meilleur et le plus juste des rois avisera dans sa haute sagesse non seulement aux moyens de leur procurer une aisance plus honnête et plus décente que celle dans laquelle se trouvent actuellement la plupart d'entre eux,

mais encore à ceux de les rétablir dans leur ordre primitif en les plaçant immédiatement après les évêques et au-dessus des moines et des abbés. Car en fait peuvent-ils dire vrai avec Jérémie : *Filii Sion incliti, et amicti auro primo, quo modo reputati sunt in vasa testea?* (Lament. Jérém., I).

Clergé du bailliage de Bouzonville.

Selon leur tempérament, les populations sollicitent, ou bien la suppression des quêtes effectuées par les moines mendiants...

Pensionner les religieux mendiants et assigner leurs pensions sur les maisons religieuses rentées qui le sont au-delà de leurs besoins, et moyennant ce, interdire toute quête qui est un impôt de surcharge pour le peuple.

*Cadours (Hte-Gar.)
(P. de Rivière-Verdun).*

... ou bien la réduction des abbayes au strict nécessaire (pour les anciens débauchés et les gringalets!),...

Trois ou quatre couvents de chaque espèce de moines suffiraient dans le royaume, en laissant aux religieux une honnête subsistance, ou que du moins on leur ôtat le superflu, et qu'il ne fût permis de se faire moine qu'après un examen et une approbation des supérieurs ecclésiastiques.

tiques et laïques pour s'assurer que leur vocation est bonne, parce qu'il y en a la plupart qui entrent dans cet état à cause de quelque trait de débauche, ou par un dépit amoureux, dont il résulte que leur froc les brûle comme la chemise du centaure Nessus, ou des scandales ou des abominations sans fin pour la religion, de sorte qu'ils ont autant d'intérêt à cette réforme que la société civile, pour que l'alliage soit enlevé et que cet état ne devienne que plus brillant et plus vénérable; d'ailleurs il faudrait des couvents ou des hôpitaux, quand ce ne serait que pour donner asile à des gens déshonorés ou mélancoliques ou qui ne sont propres à aucune fonction civile, ou qui ont consommé leur fortune par libertinage, et, comment qu'il en soit, on ne devrait pas s'attacher à prendre pour moines les gens les plus vigoureux, plus propres à figurer dans un régiment que dans un cloître, où les gens mal faits et mal constitués devraient être reçus au contraire de préférence parce que ce n'est pas la force du corps mais la droiture du cœur qui décide de la bonté des prières et du service divin.

Fraissynet-le-Gélat (S. Cahors).

*... ou bien, plus radicalement, la
suppression des couvents.*

Que toutes les abbayes soient supprimées au profit de Sa Majesté pour payer la dette nationale.

Artisans de Pont-l'Abbé.

Que les revenus immenses des moines, arrachés pour la plupart à la superstition dans des siècles d'ignorance, soient annexés aux fonds de l'État et employés à l'extinction de ses dettes, et que les membres des communautés

abolies soient plus utilement employés au service des paroisses des campagnes, où l'on se plaint de la disette de prêtres.

... Que les rétributions énormes attachées aux abbayes, évêchés, archevêchés et autres bénéfices ecclésiastiques soient réduites à une pension honnête en faveur des sujets qui en jouissent, et que le surplus soit joint aux revenus de l'État.

Pont-Croix (S. Quimper).

Les dîmes,
« sangsues accablantes » ?
(Cahier de la noblesse
du Boulonnais)

*Les critiques à l'égard du clergé
sont souvent motivées par la
perception de la dîme.*

De tous les abus qui existent en France, le plus affligeant pour le peuple, le plus désespérant pour les pauvres, c'est la richesse immense, l'oisiveté, les exemptions, le luxe inouï du haut clergé. Ces richesses sont composées en grande partie de la sueur des peuples sur lesquels le clergé perçoit un impôt affreux sous le nom de dîme, qui absorbe tous les dix ans au profit d'illustres fainéants la totalité des revenus territoriaux du royaume.

Les peuples n'ignorent pas que ces dîmes ont été accordées ou ont été usurpées sous le prétexte du service des autels, de l'entretien des presbytères, des églises, du soulagement des pauvres. Cependant le haut clergé fait faire le service des autels par des gens gagés qu'ils appellent bas clergé; ce bas clergé est composé de vrais pasteurs, chargés de l'emploi honorable d'instruire et de consoler, seuls membres utiles qui sont réduits à la misère par la parcimonie des magnifiques et inutiles potentats de leur ordre. Les églises, les presbytères, les cimetières sont à la charge des communautés qui cependant paient toujours la dîme. Les fidèles sont obligés de payer les baptêmes, les mariages, les enterrements sans diminution de la dîme. Les pauvres ne sont point soulagés, mais ils paient la dîme.

Il est donc évident qu'il y a double emploi, que la dîme ne remplit pas l'objet de la concession, ou de l'usurpation, et que les communautés seraient fondées à les refuser,

à la charge par elles de payer leurs prêtres et d'acquitter les autres charges dont sont tenus les décimateurs.

Le terroir de Mirebeau est pillé par trois décimateurs qui se partagent annuellement plus de 4 000 livres, charges payées, et les pauvres n'ont jamais la plus petite rétribution sur cette somme prodigieuse relativement au sol ingrat et circonscrit de cette paroisse.

L'une des dîmes se reçoit en gerbes au treizain et appartient à des moines de Villeneuve-lès-Avignon, qui n'ont autre chose à acquitter que 60 livres pour faire dire une messe chaque dimanche, depuis le 3 mai jusqu'au 14 septembre de chaque année, dans une chapelle rurale qui tombe en ruine. Il arrive le plus souvent qu'on ne dit pas cette messe. Les moines gardent les 60 livres mais ils ne restituent pas la dîme. La communauté demande avec insistance que cette dîme soit supprimée. Cette suppression n'attente à la propriété de personne puisque l'objet pour lequel on paie la dîme n'est point rempli.

L'autre dîme se perçoit également en gerbes au treizain; elle appartient au séminaire d'Aix qui a plus de 30 000 livres de rentes dont personne ne connaît l'emploi. Cette dîme est affermée de 1 800 livres, et le séminaire n'a autre charge à payer que 120 livres pour faire dire tous les dimanches, par le vicaire de la paroisse, une messe dans une chapelle rurale fort mal entretenue appelée Saint-Michel, et 72 livres pour faire administrer les sacrements par le curé de Mirabeau, ou pour lui tenir lieu de noales.

Voilà encore une dîme dont l'objet n'est point rempli. Elle devrait appartenir à un prieur qui ferait le service, qui consommerait ses revenus dans le lieu, qui ferait des aumônes. Il a plu à Monseigneur l'archevêque de Brancas de supprimer ce prieuré et de le réunir au séminaire d'Aix qui n'en a pas besoin, puisqu'il s'en était toujours passé avant la réunion. L'intérêt d'un peuple souffrant doit l'emporter sur les arrangements de fantaisie et commodité d'un archevêque qui est mort, et la communauté demande que cette dîme soit supprimée sur-le-champ.

Et dans le cas où l'on suspendrait cette suppression légitime que la communauté réclame toujours, que la dîme

soit réduite sur le champ au vingtième, et qu'elle se perçoive en grain et non en gerbes.

Cette réduction doit avoir lieu dans toutes les parties du royaume où la dîme est plus forte que le vingtième, en attendant la suppression totale des dîmes au fur et à mesure du décès des décimateurs actuels, et il sera pris des arrangements convenables pour la suppression des dîmes appartenantes à des corps ou communautés.

La troisième dîme produit 2 900 livres au chanoine, le curé payé. Sur cette somme le chanoine paie au vicaire la somme importante de 350 livres par an; 98 livres pour prêcher le carême, et 25 livres à la communauté qui, moyennant cette modique somme, est obligée d'entretenir dignement les ornements de la sacristie.

Comme la communauté est bien éloignée de vouloir attenter à la propriété ou à l'usufruit de qui que ce soit, elle ne demande la suppression de cette dîme qu'après le décès du titulaire actuel. En attendant elle demande la réduction au vingtième de la dîme sur le chanvre.

Toutes ces suppressions opérées, la communauté demeurera chargée d'acquitter tous les objets qui sont maintenant à la charge des décimateurs, elle ne réduira pas les prêtres à la misère. Elle paiera 1 300 livres annuellement à son curé et 750 livres à son vicaire, qui dès lors feront tous les baptêmes, les mariages, et les enterrements gratis, et ne pourront rien prétendre pour noales ou autrement.

Mirabeau (S. Aix).

*Certaines paroisses sont soumises
à une cascade de dîmes ; les
petites dîmes abusives ne sont
pas les moins détestées.*

Nous payons la dîme sur le finage à l'onzième, et sur chaque pièce de terre que l'on finit de dîmer, s'il ne se trouve que six gerbes, on laisse encore la sixième pour

dîme. Nous payons la dîme des laines, nous payons la dîme d'agneaux, nous payons la dîme de cochons de lait, nous payons la dîme de chanvre, nous payons la dîme de pommes et de poires de tous les arbres qui sont dans les jardins non potagers, nous payons la dîme de pommes de terre, et de tous les légumes que nous plantons ou semons, la dîme de raisins; le tout mentionné ci-dessus se paye de même à l'onzième.

They-sous-Montfort (B. Mirecourt).

Le peu de blé qui se recueille dans ce pays se sème sous les châtaigniers, qui absorbent tout l'engrais, de façon que le blé ne produit communément que la double semence. Mais les châtaigniers en profitent, et le décimateur prend son droit, non seulement sur les châtaigniers, mais même sur le blé. Dans plusieurs endroits les foins sont dîmés, et les bestiaux qui en sont nourris paient aussi, ce qui ne paraît pas juste et met des entraves à une meilleure culture.

Senolhac (S. Nîmes).

*Les cahiers les moins violents
réclament une diminution de
la dîme.*

Qu'il sera fait une diminution sur la dîme, cette taxe étant fixée par sa dénomination même au dixième excède ses droits par la manière dont elle est perçue par le clergé, attendu qu'il n'en est pas distrait la semence, les pailles et les frais de culture qui diminuent beaucoup le produit du revenu; il serait donc à propos de la réduire au quinzième,... la supprimer sur les menus grains et fourrages...

Saint-Sardos (T.-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).

*Les mieux informés souhaitent
le retour à l'institution primi-
tive.*

Les dîmes chez les chrétiens ne sont pas de droit divin; que l'on parcoure l'histoire des huit premiers siècles de l'Église, cette vérité sera démontrée. Mais il faut une subsistance aux ministres, c'est une autre vérité. Si les États généraux ne trouvent pas un autre moyen d'y pourvoir, il serait juste de leur laisser la dîme. En ce cas il faut la rappeler à son institution primitive.

Afin qu'on ne taxe pas la communauté de Duclair de donner dans des chimères, elle citera des lois positives. *Ut decimae populi in quatuor partes dividuntur : prima pars episcopis, alia clericis, tertia pauperibus, quarta in fabricia ipsius ecclesiae* (Capitulaires de Charlemagne, 801 et 805).

Les évêques et les cathédrales ayant des revenus et des domaines particuliers ne prétendent plus de parts sur les dîmes. Elle ne leur était d'ailleurs donnée, à ce qu'il paraît, que pour faire desservir les églises. Il serait donc juste de donner les deux premières parts, en totalité, au ministre du lieu et à son vicaire.

Tertia pauperibus. Depuis longtemps, on s'occupe en France de supprimer la mendicité. On a essayé une multitude de moyens. Aucun n'a réussi. On n'a (pas) osé saisir le plus simple, celui seul qui coupait la racine du mal. En destinant le quart de la dîme pour les pauvres, on n'attende pas à la propriété, on ne fait que leur restituer leur véritable patrimoine.

Quarta, in fabricia ipsius ecclesiae. L'emploi de cette quatrième partie est aussi littéralement désigné. C'est l'entretien, la décoration des églises et de la maison des ministres, qui ne doivent plus être laissés à la charge d'une paroisse qui paie déjà un impôt aussi considérable que celui de la dîme.

Il semble, après l'exposé de ces principes, qu'il soit

inutile d'énoncer que la totalité de la dîme doit être restituée aux paroisses, dans le cas où l'on conserverait cet impôt...

Duclair (B. Rouen).

Mais certaines paroisses réclament l'abolition pure et simple.

C'est surtout pour la suppression absolue et irrévocable de la dîme que la communauté de Bellegarde voudrait donner à ses réclamations cette force et cette énergie qui rendent plus persuasives la raison et la vérité. Le poids de cette accablante charge lui est d'autant plus insupportable qu'elle connaît l'absurdité des moyens par lesquels elle fut établie, les conditions qui la firent accepter, l'usage auquel son produit va servir, et le découragement qu'elle jette dans l'âme du cultivateur. L'horreur universelle qu'elle inspire est si juste qu'on la voit, dans toutes les communautés de campagne, excéder les impositions royales et ôter au citoyen fidèle une partie des moyens d'acquitter cette dette sacrée.

Il est important, sans doute, que la subsistance des autels soit assurée. Il faut même qu'ils aient dans leurs mains les moyens de soulager les besoins du pauvre, mais c'est l'État qui doit y pourvoir, car dans l'État nul n'a le droit de lever des impôts que lui-même. Ce principe est incontestable, invincible. Toutes les prétentions viendront s'y briser? Que l'État cherche donc des moyens autres que ceux qui existent pour fournir honorablement à l'entretien de ses prêtres. Alors seulement ils retrouveront leur plus beau caractère, celui d'amis et de consolateurs des peuples au lieu d'en être les oppresseurs, et l'indifférence pour la religion ne naîtra plus de la haine pour ses ministres.

Bellegarde (S. Nîmes)

La vertu,
fille de la foi?

*Le clergé est très préoccupé de
la dépravation des mœurs et d'un
certain dépérissement de la foi.*

Sire, pénétrés de cette vérité avouée par la raison, attestée par l'histoire, et confirmée par l'expérience de tous les siècles, que la décadence des mœurs est la cause funeste de la décadence des empires, nous croyons ne pouvoir mieux répondre au désir qui nous anime de voir régénérer la nation, qu'en portant aux pieds du trône nos gémissements et nos larmes, sur les causes, malheureusement trop fécondes, de la dépravation des mœurs et du dépérissement de la foi.

Les rois de France, Sire, comptèrent toujours parmi leurs titres les plus glorieux, le titre de Roi très-chrétien, de fils aîné de l'Église; et la gloire du nom français tira toujours son principal lustre de l'attachement inviolable de la nation à la religion catholique, et du zèle qu'elle témoigna dans tous les temps pour la défense de son culte, la pureté de sa morale et l'intégrité de ses dogmes. Un esprit de philosophie et d'impiété a répandu depuis quelques années dans tout le royaume un esprit de système qui altère tous les principes religieux et politiques, qui a porté les atteintes les plus mortelles à la foi et aux mœurs, et relâché les liens les plus sacrés de la société. Effet funeste de ce nombre prodigieux d'ouvrages scandaleux, fruits malheureux de l'amour de l'indépendance, enfantés par le libertinage et la crédulité, où l'on attaque avec une égale audace la foi, la pudeur, la raison, le trône et l'autel. Livres impies et corrupteurs qui, circulant de toute part, ont semé le poison dans tous les États et ont ôté au peuple français une partie de son énergie; le vœu le plus cher au clergé est donc le rétablissement de la foi et des mœurs;

il charge en conséquence son député de supplier Sa Majesté de remettre en vigueur les lois si sagement établies par la piété des rois ses prédécesseurs contre tout ce qui peut porter atteinte à la bonne foi et aux bonnes mœurs, et de donner une nouvelle forme à celles qui peuvent les faire fleurir; de proscrire sous les peines les plus graves l'impression, vente et distribution de tous ouvrages qui pourraient en altérer la pureté.

D'interdire à tous autres qu'aux évêques, chargés du dépôt sacré de la foi, la connaissance et décision de toutes les matières qui peuvent avoir trait à la sainteté de nos dogmes et à la pureté de la morale, comme les seuls juges en ce qui concerne la foi et les règles des mœurs.

Solliciter de la bonté et de la piété du Roi une protection particulière pour les ordres religieux, de l'un et de l'autre sexe, qui subsistent dans le royaume; sous les heureux auspices de sa faveur et de son autorité, nous espérons voir fleurir et se vivifier de plus en plus les saints instituts utiles à la religion, au bien de l'État, aux familles indigentes, à la subsistance surtout des pauvres de la campagne; et comme il n'est que trop reconnu que les meilleurs religieux sont ceux qui ont embrassé le saint état dans leur première jeunesse, avancer l'époque des vœux et la fixer pour les hommes à dix-huit ans, et pour les personnes de l'autre sexe à seize, l'expérience nous ayant appris qu'en reculant l'époque des vœux, et la fixant à un âge plus avancé, on a rendu les cloîtres déserts, ou, ce qui est plus déplorable encore, on a ouvert un asile à l'ignorance, à l'insubordination et à l'inutilité.

Clergé de la sénéchaussée d'Auch.

*De toute part, on crie haro sur
le théâtre, le jeu, le cabaret, et la
consommation d'alcool chez les
particuliers.*

L'abus des théâtres est monté à son comble, soit qu'on considère la nature des pièces qu'on y représente, dans

lesquelles la religion, les mœurs, le gouvernement et tous les ordres de l'État sont également outragés, soit qu'on fasse attention à la multitude qu'on en a laissé établir, notamment dans la capitale, d'où des troupes d'acteurs et autres histrions se répandent dans les campagnes et y portent la corruption, et à l'excès auquel on s'est porté en apprenant à des enfants, dès l'âge le plus tendre, à exercer une profession que les lois civiles elles-mêmes flétrissent. Il faut dire la même chose de l'exposition publique des tableaux, statues et estampes les plus capables d'exciter les passions et de révolter la pudeur, de la hardiesse effrénée avec laquelle les victimes de la prostitution se répandent dans les rues pour y tendre des pièges à la jeunesse et la rendre complice de leurs désordres; enfin de ces jeux énormes qui entraînent la ruine d'une multitude de familles; et il est d'autant plus nécessaire que les États généraux s'occupent de réformer ces abus, que tant qu'on les laissera subsister, ils mettront un obstacle invincible à la régénération de l'État, que le roi et cette auguste assemblée se proposent d'opérer.

Clergé de la prévôté de Paris-hors-les-murs.

Ils demandent qu'on fasse revivre avec vigueur, surtout dans les paroisses de campagne, les ordonnances qui proscrivent tous les jeux de hasard, comme cartes, loteries qui se font sur cartons, sachettes remplies de petites boulettes percées dans lesquelles on insère des numéros, jeux de quilles mises et fichées en terre, auxquels jeux s'intéressent plusieurs mauvais sujets qui s'entendent avec les personnes qui procurent ces sortes de jeux, volent et rapinent l'argent des joueurs de bonne foi, ce qui excite les querelles, des disputes, des batteries souvent dangereuses, de sorte qu'il n'est plus possible de contenir la jeunesse qui devient peu respectueuse envers ses parents et ses supérieurs, et dont la plupart des enfants finissent souvent par devenir de célèbres libertins.

Grégy (Paris-hors-les-murs).

Une cause destructrice des bonnes mœurs, de la religion, de l'ordre dans nos campagnes, c'est la fréquentation des cabarets, où le père de famille dépense en pure perte un argent qui servirait à substanter sa femme et ses enfants; où les jeunes gens vont perdre leur simplesse, leur raison, leur santé dans les débauches qui souvent ne bornent pas à eux seuls leurs effets meurtriers; ce sont ces courses nocturnes si préjudiciables à l'innocence surprise, aux possessions dévastées : ajoutez à cela ces jeux tumultueux où la scène est quelque fois ensanglantée, ces danses grossières et corruptrices, scandale sans doute affreux et dans tous les temps; mais ce qui inspire plus d'horreur encore c'est lorsqu'ils se commettent les jours consacrés au Seigneur, ce qui n'est, hélas! que trop ordinaire. Nous, pasteurs, que des maux si grands touchent d'une manière bien sensible, trop faibles pour les faire cesser, nous nous laissons de ne pouvoir qu'en gémir : nous prions instamment le Souverain de faire revivre ses anciennes ordonnances à ce sujet, et d'intimer à la police locale trop indifférente de les faire exécuter dans la plus grande sévérité.

Clergé du Bassigny

Une cause de la ruine des cabarets et cabaretiers est la grande quantité de maisons particulières où on débite de l'eau-de-vie, abus contre lequel on a inutilement réclamé, tant de la part des cabaretiers et des propriétaires des cabarets qui sont des maisons privilégiées pour la vente de la boisson, que de la part des administrateurs des pauvres qui ont dit avec raison que c'était de là que provenait la très grande quantité des pauvres dont la ville est surchargée, qu'en effet c'est dans ces maisons particulières, dans les caves et les chambres où on vend de l'eau-de-vie, que les ouvriers, leurs femmes, les servantes et en général les pauvres gens vont porter leur argent, tandis qu'ils n'oseraient pas se faire voir entrant et sortant des cabarets, que c'est là où les servantes se retirent journellement pour se régaler l'une et l'autre, en y dépensant

l'argent de leurs maîtres et maîtresses, qu'elles y contractent l'habitude de boire de l'eau-de-vie, laquelle ensuite elles conservent quand elles sont mariées, donnent à leurs maris l'occasion d'en boire de même et se trouvent plongées dans la plus affreuse misère.

Brasseurs de Bergues
(Flandre maritime).

*Pour quelques-uns, ces abus sont
dus au trop grand nombre de
fêtes chômées.*

Nous avons souvent gémi sur les abus d'un trop grand nombre de fêtes. S'il était permis de travailler ces jours-là, tout n'en irait que mieux. Les hommes se saoulent et les bestiaux jeûnent. Lorsque nous allons vendre nos fruits à une distance éloignée, nous sommes tout surpris que, sortant d'une maison où nous avons mangé de la viande à dîner, on ne puisse nous servir que du maigre à vingt pas au-delà, ou que dans l'une de ces maisons on ait travaillé utilement tandis que dans l'autre on ait été forcé de rester les bras croisés. Je penserais que nos familles seraient plus à l'aise si l'on n'était obligé de rester oisif que les dimanches et quatre fêtes de l'année...

Un habitant de Saint-Martin d'Auxigny
(B. Bourges).

*Mais en général on désire le
maintien des usages.*

Que les fêtes de dévotion supprimées et les fêtes patronales dont la célébration a été transférée à un seul et même jour de l'année pour toutes les paroisses soient rétablies suivant les anciens usages...

Sajas (Hte-G.)
(P. de Rivière-Verdun).

*Si l'absence de moralité est
sévèrement blâmée, un peu
d'humanité est réclamée pour les
« fruits de la débauche ».*

Ces malheureuses victimes de la débauche ou de la misère n'ont d'autre appui que le gouvernement; partout où il n'y a point de bureau établi, l'exposition faite sous les halles, dans les rues et sur les places publiques, livre des enfants à la voracité des animaux, et ceux qui en échappent, n'étant à la charge des seigneurs sur les terres de qui ils ont été trouvés que jusqu'à un âge encore trop tendre, sont abandonnés avant d'être en état de gagner leur vie. Ils semblent n'avoir été conservés que pour les faire périr par la soif et la faim ou pour multiplier le nombre des vagabonds et des brigands.

Le bureau établi dans la ville d'Angoulême, où il n'y a ni hôpital ni manufacture destinés pour eux, a paré aux inconvénients d'une exposition dangereuse. On y vient jour et nuit déposer les enfants; ils sont nourris et entretenus aux frais de la province jusqu'à l'âge de quinze ans révolus, confiés aux gens de la campagne auxquels on donne des salaires, en progression descendante, et occupés de bonne heure à la garde du bétail, par suite aux travaux des champs, ces enfants deviennent des hommes utiles à la société, et lorsque parmi le nombre il s'en trouve qui veulent apprendre des métiers, on traite de leur apprentissage; il a été même vérifié qu'il s'en conserve beaucoup plus dans les campagnes que dans les hôpitaux, où l'air qu'ils respirent est toujours le même.

Tiers état d'Angoulême.

Les filles ou femmes veuves qui se laissent séduire et dont les enfants ne vivent presque jamais jusqu'à six mois (on en ignore les causes), devraient être gardées jusqu'au temps de leur délivrance et on devrait veiller à

la conservation de leurs fruits (*leurs enfants*) qu'elles sont soupçonnées de laisser périr par leurs fautes, les regardant comme l'étendard de leur ignominie.

Bret (S. Niort).

Les bâtards n'ayant pas moins de droits que les autres enfants à l'humanité et à la protection des lois et devenant presque toujours les innocentes victimes de la honte des auteurs de leurs jours, il est juste que ces mêmes lois veillent pour eux au défaut de la Nature, et qu'à cette fin n'en soit plus reçu dans ces asiles de morts connus sous le nom d'hôpitaux; mais qu'aux soins et à la diligence des procureurs du roi, le père de l'enfant et à défaut la mère soient tenus de les faire nourrir et d'en rendre compte.

*Beaumont-de-Lamagne (T.-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

*Les vertus, si menacées, ne
seraient-elles pas rétablies si la
foi catholique n'était mise en
doute par personne. Hélas!
pourquoi tant de juifs en Alsace?...
On y suit les cheminements de
l'antisémitisme.*

Les juifs, par leurs vexations, leurs rapines, la duplicité cupide dont ils offrent journellement de si pernicieux exemples, étant la principale et la première cause de la misère du peuple, de la perte de tout sentiment d'énergie, de la dépravation morale dans une classe renommée autrefois par cette foi germanique si vantée, que leur étonnante pullulation qui, d'après des calculs et des états, a été croissant, de 3 000 qu'ils étaient au commencement

du siècle, à près de 20 000, suivant leur dernier dénombrement, soit arrêté dans son principe, et qu'il ne puisse plus être permis de contracter mariage qu'au fils aîné de chaque famille juive.

Clergé de Colmar et Schlestadt.

*Pourquoi tant de protestants çà
et là?... L'intolérance catholique
est encore fréquente.*

Que Sa Majesté soit le protecteur, le soutien et l'appui de la religion catholique, apostolique et romaine, surtout dans ce siècle malheureux où les mœurs sont moins pures que jamais, la suppliant, à cet effet, de ne permettre l'exercice d'aucune religion étrangère dans l'État et Duché de Bretagne.

Peumerit-Cap (S. Quimper).

Qu'il soit imposé un rigoureux silence à quiconque oserait proposer le tolérantisme en matière de religion.

Chaingy (B. Orléans).

Nos frères égarés, qui nous environnent, abusent de l'édit de 1787. Nous conjurons le roi, au nom de Dieu, de ne pas permettre que, par leurs assemblées publiques, ils ébranlent la simplicité de notre foi ou, un jour, celle de nos enfants.

Sougy-en-Beauce (B. Orléans).

*Cependant l'esprit de tolérance
progresses, même dans le clergé.*

Le retour des protestants en France, et les effets civils accordés à leurs mariages, sont des objets trop graves

pour qu'ils ne soient pas soumis à l'examen de la nation assemblée. Comme on peut se flatter qu'une abondance de lumières a heureusement disposé à l'union et à la concorde, nous ne pensons pas que l'on doive refuser à nos frères errants le rang qu'ils réclament dans la société au nom de la nature; beaucoup d'entre eux le méritent par leurs vertus morales et civiles, et cet acte d'humanité et de justice ne peut servir qu'à les ramener avec le temps dans le sein de l'Église; néanmoins nous adhérons aux dernières remontrances du clergé pour solliciter une déclaration interprétative de l'édit concernant les non-catholiques.

Clergé du bailliage d'Évreux.

La liberté de conscience étant un droit naturel à l'homme, Sa Majesté doit être instamment suppliée d'accorder aux non-catholiques de ses États, en ajoutant à ce qu'elle commence par son édit... de 1787, la liberté de conscience et l'exercice de leur religion, toutes les fois qu'ils n'auront rien de contraire aux principes de la saine morale.

St-Geniès-de-Malgloirès (S. Nîmes).

Que les non-catholiques soient admis aux charges de juridiction consulaire (tribunaux de commerce), à l'administration des hôpitaux, bureaux de charité et autres places pour lesquelles la seule qualité d'homme sensible et compatissant doit déterminer la préférence.

*St-Clar-de-Rivière (Hte-G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

On a souvent constaté que sous l'Ancien Régime le Français était chicanier. N'est-ce pas parce que la législation manque encore de clarté?

Un objet qui mérite nos réflexions, ce sont les lois; partout il est vrai, elles sont l'âme des empires; mais pour qu'elles soient l'instrument du bonheur national et qu'elles remplissent leur but essentiellement et les vues bienfaisantes de notre illustre monarque, il faudrait qu'on en simplifiât la forme et qu'elles formassent un code clair et intelligible à l'esprit de celui qui se trouve dans le cas de réclamer leur autorité; il faudrait, disons-nous, qu'on en réduisit la multiplicité qui en occasionne l'ignorance et souvent l'inexécution et prête en outre à la mauvaise foi du chicanier mille moyens de vexer son adversaire qui n'a que le droit de sa cause pour l'appui de ses réclamations.

Les maux que répandent sur les sujets du meilleur des rois les routes tortueuses de la chicane qu'un adversaire rusé sait employer, pour prolonger et différer le jugement de sa cause, ne peuvent être rendus; mais dans ce moment où le plus grand des monarques, plein d'une bonté paternelle, travaille avec une ardeur infatigable au bonheur de ses peuples, nous jetons un voile épais sur nos malheurs passés...

Sept-Saulx (B. Reims).

*La complexité des lois engendre
de coûteuses procédures judi-
ciaires qui n'enrichissent que
les procureurs, particulièrement
impopulaires.*

Quand serons-nous donc affranchis de la tyrannie des officiers de justice, qui, sous le prétexte de défendre les droits de l'innocent, multiplient à l'infini des écritures lucratives, ayant l'esprit attentif plutôt à leurs propres intérêts qu'aux justes réclamations de leurs clients; destructeurs des fortunes et non les conservateurs, combien n'en ont-ils pas bouleversées! Combien de fois le gain d'un procès n'a-t-il pas été plus onéreux à celui en faveur duquel la sentence avait été prononcée que l'abandon de ses droits, s'il l'avait fait plutôt que de l'entreprendre! Dissipation de successions, que d'héritiers, que de mineurs se sont vus frustrés de leurs espérances par les frais énormes que les officiers de justice savent adroitement tirer sous les dehors imposants d'une procédure faite selon eux, uniquement pour assurer leurs droits et empêcher le divertissement des effets! Mais qui pourrait s'y méprendre en voyant ce qui se passe au décès de certaines personnes? Il est temps de secouer le joug d'une pareille tyrannie et que des personnes faites pour rendre la justice ne soient pas elles-mêmes les premières à la fouler aux pieds. Pour mettre tout le monde à portée de se rendre justice et d'éviter bien des procès, il serait à désirer qu'on fît un code de lois, simple et lucide, sur les cas les plus ordinaires et qu'il en fût déposé un exemplaire dans chaque paroisse, pour mettre un chacun à la portée de le consulter et de reconnaître soi-même l'injustice ou la justice de ses prétentions et les frais inutiles dans lesquels un avide procureur voudrait l'entraîner.

Avord (B. Bourges).

*D'ailleurs, les tribunaux sont
trop nombreux.*

La province de Lorraine se trouvant surchargée de trente-quatre bailliages, quatre présidiaux, quarante-cinq sièges de municipalités et de police, quinze maîtrise des eaux et forêts, onze prévôtés royales, il conviendrait de réduire le tout en juridictions ordinaires dont le nombre modéré sera réglé selon l'étendue et la population de la province.

Tiers état de Mirecourt.

*Les justices seigneuriales sont
les plus impopulaires : cupidité
des juges, manque de dignité,
tous les abus s'y trouvent réunis.*

L'indécence et la rapacité caractérisent les justices de village. L'humeur litigieuse est fomentée et entretenue par les insinuations intéressées d'une fourmilière de praticiens amphibies, dont tout le savoir consiste à copier des protocoles. Cependant, la vie des hommes, l'honneur des familles dépendent de ces misérables tribunaux.

Voisins-le-Bretonneux (B. Versailles).

Une réforme indispensable et urgente sur la manière dont la justice est administrée, surtout dans les campagnes :

Quant au lieu où elle se rend, qu'il soit au moins décent, non pas un cabaret ou une pauvre chaumière de paysan, comme on le voit dans plusieurs paroisses, pour ne pas faire perdre au peuple le respect que l'on doit avoir pour les oracles de la loi.

Quant aux personnes chargées de la rendre, qu'elles soient au moins graduées dans une Université; que les officiers subalternes, tels les procureurs (les avoués), aient fait (une sorte de stage chez de bons confrères)... pour éviter toutes les nullités que leur ignorance leur fait faire si souvent et dont leurs clients seuls sont la victime;

Que la manière de procéder soit plus simple, à portée du commun des plaideurs, moins sujettes à un tas de formes, la plupart ignorées; que les suppôts de la chicanes, qui seraient convaincus d'avoir allongé la procédure, soit par des écritures frauduleuses, soit par des incidents qu'ils font naître mal à propos, fussent interdits et flétris...

AUVRAY, curé de Dracy (B. Auxerre).

*La défiance est telle que le Tiers
état souhaite parfois élire ses
juges... comme ses curés.*

Sire, les gens qui vivent dans le sein des plaisirs ont crié que nous n'étions qu'un vil troupeau d'esclaves abrutis par la misère et par les souffrances; parce que nous sommes capables d'apprécier les talents, ils nous croient pareillement aveugles sur les vices qui les flétrissent ou sur les vertus qui les distinguent. Ils se trompent; nous observons leur conduite et nous les connaissons. Daignez, Sire, nous confier le soin de dédaigner les sujets dont les mœurs méritent les dignités, et nous remplirons peu à peu les tribunaux des plus honnêtes gens de vos provinces. Ordonnez qu'à chaque vacance d'une charge de conseiller au Conseil provincial, les aspirants se feront inscrire dans un registre qui sera tenu par votre procureur, que cette liste soit envoyée dans toutes les communautés de la province, que chaque communauté assemblée, comme nous le sommes aujourd'hui, nomme trois sujets, savoir un juge royal,

un juge pourvu par un seigneur ecclésiastique et un juge du seigneur laïque, et que ceux de ces trois qui, chacun dans sa colonne, réuniront les suffrages du plus grand nombre des communautés, soient seuls admis au concours.

Espère (S. Cahors).

D'une façon plus générale, on souhaite une certaine humanisation de la justice.

Que l'accusé puisse se faire assister d'un avocat en tous actes de comparution ou de défense, et que toute personne puisse prendre connaissance de la procédure.

Que la sellette et toute espèce de torture soient à jamais abolies.

*Beaumont-de-Lomagne (T.-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

On désire que la rigueur des peines soit modérée; des supplices atroces n'ont jamais rendu les citoyens vertueux...

Que l'instruction se fasse en présence d'au moins deux juges. Qu'elle soit publique après le récolement et la confrontation, et qu'il soit donné un défenseur à l'accusé, *de son choix*. Que le jugement soit prononcé en public...

Que pour prononcer un décret de prise de corps, il y ait au moins six juges, et qu'il ne puisse être décerné qu'à la pluralité de quatre contre deux. Que nul ne soit arrêté et emprisonné, excepté le cas de flagrant délit, sans un décret préalable. D'où suit l'abolition des lettres de cachet et de tous ordres arbitraires...

Duclair (B. Rouen).

*Les victimes des lettres de cachet
inspirent une certaine compassion.
Plusieurs cahiers trouvent cepen-
dant l'institution bien commode...
pour débarrasser les familles de
leurs mauvais sujets!*

La liberté est sans doute, après l'honneur, le bien le plus précieux de l'homme; il n'en doit être privé que lorsque ses écarts troublent l'ordre de la société, et il n'appartient qu'à elle d'y mettre un frein à l'aide des lois qui le gouvernent.

Le monarque, tout puissant qu'il est, en viole lui-même les droits s'il étend son pouvoir jusqu'à priver le citoyen de cette liberté qui lui est si chère, sans être déterminé par d'autre soif que sa seule volonté.

Tels étaient les sentiments de Charlemagne, ce roi qui a affermi l'empire des Français; sentiments bien énergiquement manifestés dans ses Capitulaires. Tels étaient ceux d'Henri IV qui reconnaissait, disait-il, au-dessus de lui deux souverains : Dieu et la loi.

Les lettres de cachet sont l'effet le plus immédiat du pouvoir despotique. C'est un abus de l'autorité qui jette le trouble dans l'ordre social, sans en réparer les maux.

Il est cependant des cas où les lettres de cachet tendent à prévenir les crimes et à purger la société des membres qui en dérangent l'harmonie et à renfermer dans le secret des familles les traces de leur inconduite.

Alors, sur le vœu bien clairement manifesté de ces familles, il serait injuste de venir à leur secours par un acte d'autorité qui, en procurant le repos dans leur sein, donnerait cependant les formes nécessaires pour ne pas consommer une injustice.

Il faudrait que la famille qui voudrait solliciter une lettre de cachet convoquât préalablement la réunion de six parents paternels et six autres maternels, les plus

proches de celui qui serait l'objet de leur plainte, qui rédigeraient un acte contenant les motifs de leur demande...

Mais comme il est injuste de punir qui que ce soit sans l'entendre, il faudrait que celui qui serait frappé de la lettre de cachet eût la liberté d'user des moyens propres à sa justification...

Beaumont-le-Roger (B. Évreux).

Vers l'armée nouvelle

L'organisation militaire du pays suscite les plus vives critiques. Le recrutement de l'armée et de la marine se fait selon des procédés jugés particulièrement oppressifs. De toutes parts, on critique le tirage au sort des miliciens.

Qui pourrait jamais se persuader, si l'usage constant ne nous avait familiarisés avec cette idée, que le Français, qu'on dit libre, contribuant à la solde, à l'entretien, à la subsistance de la milice, pût encore être contraint de la recruter par la voie du sort; qu'un père de famille auquel on enlève tous les ans pour l'entretien de ce corps une partie de son nécessaire, pût encore être exposé à se voir enlever son fils, son unique appui; que, perdant avec lui tout secours, tout moyen de subsistance, l'impôt, malgré l'inertie à laquelle la perte de ce fils le réduit, pèse encore sur sa tête, quoique privé du seul moyen qui lui restait pour gagner de quoi l'acquitter? Nous savons que celui que le sort de la milice a frappé ne quitte pas pour cela ses foyers en temps de paix et qu'il continue, presque sans interruption, à vaquer aux travaux de l'agriculture. Mais est-il libre? Espèce de serf attaché à la glèbe, il ne peut plus s'absenter sans permission, soumis à des inspections, à des revues; il est privé, pendant six ans, du plus précieux de tous ses droits, celui de s'associer une compagne de son choix; et si, après mille démarches, mille sollicitations toujours dispendieuses, il parvient à se faire réintégrer dans les droits de l'homme, quel bienfait avilissant que celui qui lui accorde à titre de grâce une liberté qu'il ne devrait tenir que de la nature!...

Un garçon robuste, d'une taille riche et avantageuse, approche-t-il de l'âge fixé pour subir le sort, sa famille

s'empresse pour l'y soustraire de découvrir dans la ville voisine, dans la capitale, la condition de quelque riche privilégié qui croit rehausser son éclat en s'escortant de la livrée fastueuse dont il couvre ces hommes de la plus riche taille, homme robustes, dont les forces sont perdues à jamais pour la terre qu'ils désertent, et que la mollesse des villes y rendraient inhabiles en peu d'années quand ils seraient tentés d'y retourner.

Tandis que l'espèce forte fuit d'un lieu de persécution, une race à peine formée s'empresse, pour échapper au sort, de se lier par le mariage à quelque infortunée; et les campagnes se trouvent surchargées de pères de famille de vingt ans, faibles, nus, dépourvus de tout moyen de subsistance, dont les fils, plus faibles encore, aussi nus, aussi dénués de moyens n'attendent à leur tour que leurs dix-huit ans pour procréer une nouvelle race d'infortunés. Appartient-il à un gouvernement sage de s'énorgueillir d'une telle population? Il est temps sans doute d'apporter un remède à tant de maux...

Ville de Troyes.

Comme solution de remplacement, on propose souvent de faire porter la levée sur ceux qui actuellement y échappent. Quelques cahiers se hissent au niveau de l'intérêt général et esquissent des systèmes nouveaux.

Que les classes de laboureur et de toutes personnes seulement occupées à la culture des fonds de terre sera exempt de fournir les soldats provinciaux et de tirer le sort et qu'il n'y aura que la classe des artistes (et) des domes-

tiques non occupés à la culture des terres qui seront sujets à sortir... Pour les enfants trouvés, seront déclarés à perpétuité soldats de l'État.

Boubées (Hautes-Pyrénées).
(P. de Rivière-Verdun).

L'exemption du tirage au sort trop facilement accordée à cette foule de domestiques qui suivent les ecclésiastiques et nobles se rendent les campagnes désertes. On n'y trouve plus de bras pour la culture des terres. On doit demander que le tirage au sort ne se fasse plus que dans les villes, et que toute personne qui travaille la terre en soit exempté.

Boulaure (Gers)
(P. de Rivière-Verdun).

Il faut que l'État soit défendu; chaque citoyen se doit à sa patrie; ce sont là deux vérités démontrées. Mais la forme de lever les milices n'en est pas moins défectueuse. Plus on a de propriétés, plus on doit concourir de son corps à la défense de l'État; dans l'ordre actuel, c'est tout le contraire. Pour bien défendre la patrie, il faut l'aimer, la servir avec joie, même avec enthousiasme. Voyez les anciens peuples: pour être soldat, il fallait être citoyen. Chez nous, c'est tout le contraire... Le despotisme seul peut se plaire à voir ses armées composées de mercenaires, de gens sans aveu, qui n'ont ni propriété ni patrie...

Pour remédier à ces abus, on désire qu'il soit établi une milice vraiment nationale. Chaque citoyen non marié est soldat-né depuis dix-huit ans jusqu'à quarante... Chaque municipalité fournirait un nombre de sujets; les arrondissements fourniraient des compagnies; les départements, des bataillons; et les États provinciaux, des régiments qui porteraient le nom de leur province. Les officiers seraient pris dans ces mêmes provinces. Chaque individu se piquerait d'honneur et ferait des prodiges de valeur aux yeux de ses

compatriotes, de ses parents, de ses amis; on dirait : dans telle journée, Normandie, Guienne, ont décidé du sort de la bataille...

Duclair (B. Rouen).

*En temps de paix, que cette armée
cesse de s'ensevelir dans l'oisiveté.
Pourquoi les soldats ne construiraient-ils pas les routes? Le service
civil remplacerait le service
militaire...*

On devrait demander de faire faire les chemins par les troupes; l'utilité de cet établissement est trop évidente pour être contestée. Si la noblesse a paru jusqu'ici y répugner sous l'absurde et malheureux préjugé que les mains destinées à manier des armes ou à cueillir des lauriers seraient avilies par des instruments uniquement maniés par des manœuvres, elle doit être aujourd'hui la première à le solliciter. Ses principes ne doivent plus être ceux du douzième siècle. Que de biens en résulteraient ! Diminution d'impôts en faveur des contribuables, corvées abolies, augmentation de paye pour les soldats. Ces derniers ne seraient plus oisifs : accoutumés au travail, ils soutiendraient mieux les fatigues de la guerre lorsqu'ils y seraient appelés; ils auraient moins de maladies, des mœurs moins dissolues, et cesseraient enfin d'être regardés comme un fardeau ruineux par les peuples qui les soudoient.

*M. Roulhac de Rochebrune
au grand sénéchal du Limousin.*

Chez les Romains, peuple guerrier et toujours vainqueur qui, pour faire la conquête de l'univers, envoyait ses armées dans les parties du monde les plus éloignées, chez

ce peuple de grands hommes, les soldats, pour mieux voler à la victoire, se faisaient eux-mêmes des routes...

Jules César, général romain, héros en même temps et historien, ne nous laisse sur cela aucun doute. Envoyé dans les Gaules pour en faire la conquête, il avance à grands pas; et s'il est arrêté quelque part en sa marche par des chemins impraticables, ou par quelque rivière, ou par des marais, un pont, une route solide, un grand chemin sont tout à coup élevés et construits, et le soldat est occupé à ces ouvrages. Ainsi accoutumé au travail et quittant la pioche pour reprendre sa lance et son bouclier, il résistait mieux aux fatigues de la guerre, était plus sain, plus robuste et plus brave.

En France, le soldat languit dans l'oisiveté. La mollesse des villes énerve toutes ses facultés; il manque de force, d'énergie, de courage; ce qu'il nomme sa valeur, n'est qu'une manie enfantée par un préjugé destructeur.

Quel inconvénient donc y aurait-il à l'occuper par un travail modéré à ces ouvrages publics? Que sa paie soit plus forte; il se nourrira bien et prendra, par le travail et une bonne nourriture, un accroissement de forces.

Ainsi occupé et éloigné de la license des villes, ses mœurs seront plus pures et son physique plus sain; quand le monarque aura besoin de son bras, il trouvera dans ses troupes et une valeur invincible, et une vigueur infatigable.

Pleurs (B. Sézanne).

Que, comme d'un côté, la paye actuelle du soldat n'est pas assez forte pour le faire vivre, qu'ainsi il en est plus sujet à la rapine et à d'autres vices, et que, d'un autre côté, la moindre augmentation deviendrait très considérable, il soit pourvu à ce que les soldats, en temps de paix, puissent gagner leur vie en exerçant différents métiers, excepté deux jours la semaine : le jeudi et le dimanche, qu'ils feront l'exercice; et que ce soit aussi les pionniers et autres soldats, qui doivent en cas de besoin être endurcis à la fatigue, qui fassent les grandes routes, bien entendu payés pour cela. Les sol-

dates cessent, dès lors, d'être regardés par le paysan comme des ennemis, et on ne se plaindra plus amèrement du logement des gens de guerre, dont, dans l'état actuel des choses, nous demandons absolument la suppression.

Louveciennes (B. Versailles).

*En tout cas, le paysan souhaite être
dispensé de loger des troupes. Vive
la caserne!*

S'il arrive des troupes dans nos campagnes, nous sommes obligés de les loger, et, s'ils sont casernés aux casernes voisines, nous sommes obligés de leur fournir des lits, quoique souvent nous n'en ayons pas, pas même sur quoi nous reposer après avoir travaillé le jour entier à la rigueur du temps tant à la corvée qu'aux autres travaux pour tâcher de gagner de quoi payer les deniers royaux et seigneuriaux, afin de pouvoir donner du pain sec à une pauvre famille languissante, pendant que les Messieurs de la noblesse ont tout à souhait dans leurs châteaux et qu'ils ne fournissent rien à la troupe et ne logent aucun soldat, par ce que, disent-ils, nous en sommes exempts, étant gentilshommes. En conséquence, nous demandons que ces logements de troupes et de fourniture aux casernes soient cessés, et, dans le cas au contraire, que les Messieurs du clergé et de la noblesse y soient comme nous assujettis.

*Saint-Pierre de Plesguen
(S. Rennes).*

Qu'il soit établi, à frais communs aux trois ordres, des casernes pour le logement des gens de guerre, surtout dans les petites villes où la rareté des logements force de les

envoyer dans les campagnes où les laboureurs, occupés dans leurs champs, sont forcés de laisser leurs femmes et leurs filles à la discrétion du soldat, et où la différence d'idiome occasionne quelquefois des malheurs.

Plogonnec (S. Quimper).

Si la caserne est un idéal, la discipline militaire n'est pas enviable...

(Dans l'armée, le soldat est soumis à une) discipline tyrannique, honteuse et flétrissante; pour la plus légère faute, il est condamné à recevoir quinze coups de plat de sabre sur le cul; l'horreur d'une pareille discipline peut se sentir, mais aucune expression ne peut la rendre; les auteurs de cette discipline atroce l'ont amenée de Prusse; ces gens ineptes n'ont pas senti la différence qui existe entre la nation française et l'allemande; la première, conduite par l'honneur, compagnon naturel de la liberté bien sentie, n'a besoin pour agir, pour se contenir, que de son aiguillon toujours en activité par le sentiment de la liberté. L'autre, abâtardie par la servitude, n'a des ressorts que par la crainte des souffrances physiques; en un mot, le génie français n'est pas le génie allemand; les humeurs d'un peuple ne sont pas celles de l'autre, et il est aussi ridicule, aussi absurde de vouloir conduire les français à l'allemande qu'il le serait de monter la cavalerie française sur des bœufs.

Tiers état du Bailliage
de Saint-Sauveur-le-Vicomte.

*Tout compte fait, cette armée est-
elle si nécessaire?*

La plus essentielle de toutes (les économies) serait de diminuer, en temps de paix, le nombre prodigieux de troupes, en prenant des mesures pour qu'en temps de guerre il peut être remplacé au besoin.

*Brignement (Hte-Gar.)
(P. de Rivière-Verdun).*

« Projet d'éducation nationale »
(Lakanal)

*A la veille de la Révolution,
l'enseignement est distribué de
façon très inégale. Certaines ré-
gions sont particulièrement déshé-
ritées. Voyez l'orthographe et le
style de ce cahier d'une paroisse
pyrénéenne.*

... set un terrain extremement rapide et embarrassé, lorsqu'on croit avoir une bonne recolte il vient des abatx deau quy emporte la terre des champs audela de la recolte; des rochers qui soient aux montagnes et champs situes au dessus deu village fount des echocs aux mezones et granges quon risque de perir de moment a otre et même quant on croit etre en assurance dans son lit... Il y avet des bodets dans plusieurs endroits de la vallée on fezet saillir les jeu-mants la ou lon voulait et on avet de bons produits et a prezant les gardes talons (garde-étalons des haras!) fount prezant seux prezant aux commissaires (??) pour leur leser avec leurs mauves equipages, c'est ce quy trompe beaucoup le public et ruine le peis. Cette communauté quelque tems avait le service d'un viquaire et a prezant les superieurs ne veulent pas nous en donner auqun il n'y a point de messe dans notre eglise sinon que lors qu'il y a un mort, set a dire lors quon paye notre archiprete... Le chapitre de Saint Bertrand... pretend nous faire peyer la dime a la cote de sept et de huit et nous a intanté un procès et il veut nous fere payer de la leine et des agneaux a la meme cote; les messieurs du chapitre donc... ils veulent la dime... sans nous payer ny fere aucun service; et en outre l'église evet une fabrique ils ne lui donent ren, plus ils lon faite perdre; en fein de tout ce que nous avençons dans cet état de doleances

est positif et en effet des récoltes leune anée est emportée par la gelée d'otres par des abatx d'eau et grelle et sens compter la neige quy tombe seur ce peis frequamant et seur tout cette année depuis le 26 février jesusques au dixième avril datte du prezant il n'a pas passé deux jours d'intervalle sans tomber de la neige dont il a fet couroullé deux granges dans notre endroit, il serait bien jeuste que ayany examiné notre pozition et bien dotres deu royaume de terminer les inegalités des territoires et de doner a proportion que les terres sont ingrattes ou bones... telle est notre etat.

Bernet en Laboust (Hte-Gar.)
(P. de Rivière-Verdun).

*D'où la nécessité de multiplier
les écoles.*

Les écoles manquent partout... Dans les campagnes, on ne trouve aucun secours pour l'éducation des enfants. Depuis longtemps nous désirons un maître d'école pour l'instruction d'une jeunesse qui croupit dans l'ignorance... Les députés demanderont l'exécution de l'édit de 1695 relativement à l'établissement de maîtres d'écoles dans les campagnes...

Tiers état de Paris-hors-les-murs.

Les maîtres d'école sont mauvais parce qu'on ne les paie pas... S'ils s'en trouvent tant de fainéants, ignorants et sans mœurs, c'est qu'aucun homme instruit ne veut d'une place si peu lucrative.

Noblesse de Clermont-en-Beauvaisis.

Que les instituteurs réunissent en même temps les lumières, les mœurs et les vertus suffisantes pour assurer de bons citoyens à tous les différents états; faire à ces institu-

teurs un sort honnête à vie, et prendre le fonds nécessaire dans les maisons religieuses rentées qui ne voudraient pas s'occuper d'un objet aussi intéressant. Comme aussi de supprimer les écoles et établissements royaux entretenus aux frais de l'État, ou d'y admettre des élèves du Tiers état de l'un ou de l'autre sexe, au moins en nombre égal à celui de la Noblesse.

Saint-Frajou (Hte-Gar.)
(P. de Rivière-Verdun).

*Certains cahiers du Tiers état
n'hésitent pas à souhaiter un
enseignement laïque.*

Il faudrait mettre en meilleur ordre l'éducation publique qui est très négligée, quoique si décisive pour la société, étant confiée à des gens de basse extraction, ordinairement de l'ordre ecclésiastique. Nouveaux parvenus, ils doivent être par conséquent vains et pédants, incapables d'inspirer ce qu'ils n'ont pas, pensant plutôt à se procurer quelque bénéfice à la faveur de leur emploi qu'à faire des hommes en bien cultivant leur pépinière, et vous savez, Sire, qu'un des plus grands rois que la France ait eus, qui est Henri IV, n'a été élevé que par des laïques, et qu'en cela il a conservé toute l'étendue naturelle de son âme, de sorte qu'il serait à désirer de ne confier cette éducation qu'à de bons pères de famille, qu'on pourrait tirer de l'ordre des avocats en bonne partie, s'ils y trouvaient une ressource plus assurée que dans leur profession.

Frayssinet-le-Gélat
(S. Cahors).

Mais peut-être vaut-il mieux laisser les jeunes filles « sur les genoux de l'Eglise »?

L'éducation des jeunes filles, qui doivent être un jour la portion la plus chérie et la plus respectée de la société, demande dans son principe la plus grande délicatesse. Cette délicatesse ne peut prendre naissance dans les écoles où les enfants des deux sexes sont confondus. Un établissement de Sœurs grises ou de Sœurs de la Sagesse dans toutes les villes et dans les gros bourgs serait un établissement très prudent et très nécessaire.

Bret (S. Niort).

D'ailleurs le clergé reste très attaché au principe de l'enseignement chrétien.

Le vice de l'éducation a opéré parmi nous la destruction des mœurs. Les députés exposeront la nécessité des écoles dans les paroisses de campagne et des villes. Dès les premiers ans on mettra entre les mains des jeunes gens les principes de religion, simplement et clairement développés, afin qu'en apprenant à lire, ils apprennent à rendre à leur Dieu, à leur patrie, à leur souverain, à leurs parents, à tous les hommes, ce qu'ils leur doivent.

L'expérience a fait connaître combien les Frères des Ecoles chrétiennes travaillent avec succès dans cette partie de l'enseignement.

Les collèges, les universités sont ici de trop justes sujets de nos doléances. L'enseignement, les instituteurs, l'administration, tout y a besoin de réforme. Les États généraux seront priés d'établir une discipline plus sévère et des mé-

thodes plus sûres pour l'amélioration et les progrès des études.

Le gouvernement choisira des personnes habiles, amies de la religion et de la patrie, qu'on chargera de composer des livres élémentaires pour un enseignement public et uniforme.

Un moyen nécessaire pour améliorer l'enseignement, c'est la dotation des collèges et des séminaires, pour l'avantage et des élèves et des instituteurs. Il convient d'encourager ces derniers par des honoraires plus convenables et des espérances plus efficaces...

Les filles, qui dans les divers ordres de citoyens ont aussi besoin d'éducation, seraient utilement confiées aux religieuses.

Clergé de la senéchaussée de Forcalquier.

*Cependant l'accord est général
pour souhaiter une réforme des
universités.*

Il n'y a pas la cinquantième partie des étudiants qui suivent les leçons. Ils se contentent de faire à la fin de chaque trimestre un voyage dans la ville où est l'université pour inscrire leur nom, ils apprennent quelques définitions de Justinien qu'ils récitent à des examinateurs qu'ils se font choisir, on leur donne à soutenir une thèse qu'ils ont négligé d'apprendre, et voilà des jurisconsultes...

Tiers état de la senéchaussée de Rennes.

Santé publique et population

Les Français de 1789 sont préoccupés tout autant de leur santé physique que de leur formation intellectuelle. De fréquentes épidémies les menacent dans leur existence même.

L'étang de Biécourt... dans les jours pluvieux inonde une grande partie des prés, pâquis et champs de la communauté de Biécourt. Lorsque l'eau se retire, elle dépose des matières infectes qui, en se décomposant, corrompent l'air et portent au loin la contagion. Il n'y a point d'années que plusieurs personnes et une grande partie des bestiaux de ces quatre villages (qui le bordent) ne soient les tristes victimes des fièvres que ces exhalaisons malsaines occasionnent. Ce malheur a été funeste surtout pour les habitants de Biécourt en 1783. Les chaleurs excessives qui se font sentir dans le temps de la moisson, jointes au mauvais air attiré par les vapeurs de l'étang, leur ont enlevé une grande partie de leurs bêtes nécessaires pour la charrue. Ce malheur est encore léger en comparaison de celui qu'on éprouve cette année depuis trois mois. Les poissons trouvés morts sous la glace qui couvrait cet étang, lors de la fonte des neiges, ont été jetés sur les bords... Peu d'habitants ont été garantis des maladies qui provenaient de cet inconvénient, et Biécourt seul, qui n'est composé que de 44 feux, compte depuis le commencement de l'année plus de douze personnes qui ont succombé.

Biécourt (B. Mirecourt).

*Aussi faudrait-il de nombreux
médecins et même des spécia-
listes.*

Qu'il soit établi, dans chaque paroisse ayant mille communians ou plus, un chirurgien-accoucheur qui prêtera également ses soins aux autres cultivateurs et laboureurs de la même paroisse. Le gouvernement l'appointera modérément pour les personnes pauvres, sur l'attestation des recteurs...

Elliant (S. Concarneau).

Quant on est malade, on confie son existence souvent à des ignorants qui, se fiant sur l'impunité, se mettent peu en peine de faire mourir les malades et entreprennent de traiter des maladies qu'ils ne connaissent absolument pas, n'étant guère possible qu'un médecin soit universel. Il serait à propos d'en fixer un nombre pour chaque espèce de maladies, n'ayant que peu de maladies à étudier; ils s'y rendraient très habiles, et les élèves qu'ils feraient surpasseraient encore les maîtres.

De manière que par la suite on serait presque sûr, telle maladie qu'on pût avoir, d'en être guéri, à moins que la Providence ou d'autres circonstances ne s'y opposassent.

Jagny (Paris-hors-les-murs).

*Hélas! le corps de santé est
souvent ignare...*

On demande qu'il ne soit reçu aucun chirurgien qu'après qu'ils auront fait leurs cours en entier et subi un examen sérieux; il n'y a rien de plus dangereux que ces

messieurs; nous en avons dans nos campagnes qui ne savent rien, qui font mourir une quantité d'hommes, par des remèdes contraires à leur maladie, qu'ils leur donnent, et (dont) ils ne connaissent point les forces.

Périgné (S. Civray).

Qu'il leur soit accordé une école pour enseigner le cours de couches, afin de soulager les malheureuses femmes qui périssent très souvent en couches dans les campagnes, particulièrement par la faute ou le peu d'instruction de celles qui veulent leur donner des secours et qui n'ont aucune expérience...

Beauvoir-sur-Niort (S. Civray).

... et une inspection des pharmacies ne seraient pas superflue.

Plusieurs d'entre nous ayant été la victime de la mauvaise qualité des drogues souvent gâtées, il serait à propos qu'on visitât les boutiques des apothicaires et des droguistes au moins une fois l'an. Il n'est pas juste qu'il nous en coûte notre argent pour nous faire du mal ou nous empoisonner.

Saint-Martin d'Auxigny (B. Bourges).

Quant aux ménages qui parviennent à élever de nombreux enfants, il faudrait les encourager financièrement : vivent les allocations familiales!

La population méritant les faveurs et l'encouragement de tout bon gouvernement, il sera accordé des exemptions

et des secours aux pères de famille et en leur défaut aux mères, proportionnellement au nombre d'enfants à commencer de cinq.

*Beaumont-de-Lomagne (T.-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

Par contre, taxons les célibataires!

Si bien des gens, pour se soustraire aux charges de la société, se jettent dans les cloîtres, beaucoup d'autres restent dans le siècle, dans cette société, et tâchent d'en goûter les agréments en même temps qu'ils mettent tout en usage pour en éviter les charges. Combien ne se marient pas qui auraient fait d'excellentes maisons et donné à l'État des citoyens bien nés; plus clairvoyants que d'autres, ils ont reconnu que les impôts portaient principalement sur les pères de famille. Pour éviter ce joug, ils ont fui le mariage.

Mais en ont-ils été plus chastes, plus tempérants? Point du tout! Ils ont porté le trouble, les dissensions et le divorce dans les ménages, dans les familles.

Il faut donc que les célibataires, citoyens comme les autres et, comme les autres, obligés d'être utiles à la société, supportent d'abord l'impôt uniforme, et ensuite un particulier relatif à leur état...

On accorde en France des pensions, des récompenses à un comédien, à une chanteuse; ne vaudrait-il pas mieux en accorder aux pères de famille? Ils paient doublement à l'État, et par les impôts et par les citoyens qu'ils lui donnent. L'impôt sur les célibataires pourrait avoir cette destination...

Pleurs (B. Sézanne).

L'apparition des « bras nus »

De nombreux cahiers du Tiers état sont rédigés par des bourgeois, de sorte que les doléances des plus pauvres sont parfois passées sous silence. Ce « 4^e état » a pourtant réussi dans quelques cas, malgré son éviction, à publier ses plaintes.

Nous déclarons et certifions le refus qui nous a été fait, par la classe de MM. bourgeois de Pont-l'Abbé, d'entendre nos doléances et recevoir nos demandes, ainsi que le cahiers des délibérations de la communauté pour les enregistrer. Depuis huit jours, nous avons nommé des députés, tant de la classe des laboureurs que des ouvriers de la trêve et de la ville. Malgré toutes les précautions possibles... qu'exige la bienséance, ces Mesieurs n'ont jamais voulu écouter nos doléances... Même ils nous ont déclaré aujourd'hui, 13^e du mois, qu'ils étaient d'avis entre eux de verbaliser contre nous soussignés (six signatures illisibles) et les dénommés ci-après qui ont déclaré ne savoir signer (ils sont 132). Nous avons été tous d'avis commun, après avoir été renvoyés par ces Messieurs Bourgeois, de nous retirer dans l'église de Saint-Sauveur... pour enregistrer nos plaintes et doléances contre la classe des bourgeois de Pont-l'Abbé qui, depuis le commencement de ces affaires d'État, n'ont fait que nous contrarier...

Laboureurs et ouvriers de Pont-l'Abbé.

Tous les pauvres habitants ont assisté à l'Assemblée et ont donné leurs noms; tous, bien d'accord, ont nommé

leurs députés; mais voyant ne représenter point assez de misère pour leur état sur le cahier de doléances, ont refusé de signer en leur écrivant que le pain commun valant 3 sols 6 deniers la petite livre (450 grammes), en disant : « Voilà nos maisons toutes épuisées, nous ne pouvons plus en avoir pour notre subsistance et pour celle de nos enfants, nous prions S. M. d'avoir égard à cette grande misère. »

Varengewille (B. Rouen).

*Pour que le Roi connaisse les
intérêts des campagnes, il faut
des députés paysans et non des
bourgeois.*

Les représentants de l'ordre du Tiers aux États (de Bretagne) sont toujours pris dans les villes et jamais dans les campagnes, ce qui conduit à l'oppression du paysan et du cultivateur, dont on ne connaît jamais les besoins, parce qu'on ne le consulte pas.

Elliant (S. Concarneau).

*Et parmi les paysans, il faut
écouter le prolétariat — les
« bras-nus » — généralement
majoritaire.*

La paroisse n'est composée que de petits manœuvres, bûcherons et charbonniers, qui ont bien de la peine à vivre.

Sully-la-Chapelle (G. Orléans).

Sur 242 feux, 60 sont portés sur la liste des pauvres, et ceux de la médiocrité, qui sont au moins 150, éprouvent pareille disgrâce, n'osant divulguer leur misère, crainte de perdre leur crédit.

Fay-aux-Loges (G. Orléans).

*Or, c'est la misère de ce 4^e état
qui est la plus angoissante.*

Ils se nourrissent fort mal : un pain de seigle souvent mêlé d'orge ou de blé noir est leur nourriture habituelle, leurs mets chéris et les plus ordinaires sont les pois, les pommes de terre, les potirons, les grosses raves et le millet; le lait fait le principal assaisonnement. Il faut une extrême nécessité pour les faire obliger à faire usage de viande de boucherie; ils ont presque toujours du porc salé, mais ils n'en usent qu'avec une grande réserve... et boivent un cidre de fruits sauvages (cormes, alises) ou de pommes et de poires.

*Mémoire anonyme sur
Menestreau-en-Villette (Sologne), 1785
(Archives du Loiret).*

Les enfants de domestiques et même les enfants de laboureurs ne se marient que rarement, crainte de se voir accablés sous ces pesants fardeaux, et d'où il résulte qu'il naît bien peu de pauvres sujets, et dont partie se retire en ville, de façon que, si ce n'était la province du Berry qui est à plus de moitié moins chargée d'impôts, qui fournit au pays de Sologne des domestiques, cette pauvre province se trouverait encore plus dépeuplée qu'elle ne l'est actuellement...

Saint-Florent (Sologne, G. Orléans).

*Le 4^e état ne cache pas son
hostilité à l'égard des « coqs de
village », des laboureurs, des
bourgeois ruraux.*

Il est dans les campagnes des gens aisés que leur solvabilité et leur intelligence font charger de préférence de la répartition de la capitation et dans les mains de qui le pouvoir arbitraire est un moyen terrible. Ces tyrans de village, oppresseurs obscurs de l'humanité, tiennent perpétuellement leurs manouvriers et les petits propriétaires dans leur dépendance et leur font supporter des tailles exorbitantes qui n'étant assises sur aucun produit, n'étant relative à aucune valeur, ne peuvent avoir de limites; parce qu'elles n'ont pas de bases perceptibles sur la sueur de l'homme, elles l'écrasent lorsqu'il est en santé, elles le perdent à jamais s'il tombe malade; dans tous les cas, elles attaquent sa subsistance; ces malheureux ne peuvent faire réformer ces injustices faute de défenseurs et des moyens de payer les formes judiciaires...

*Castelferrus (Tarn-et-G.)
(P. de Rivière-Verdun).*

Nous trouvons des cultivateurs avec des propriétés étendues; ces propriétaires, quoique cultivateurs, jouissent d'un empire qui n'est pas supportable vis-à-vis du pauvre colon fermier.

*Vouzon et La Motte-Beuvron
(G. Orléans).*

Le roi est supplié de vouloir bien faire défense à tous les propriétaires de louer plusieurs fermes au même fermier, parce qu'il en résulte plusieurs abus. Les gros laboureurs tenant plusieurs fermes n'ont pas tant de bestiaux, par conséquent moins de viande, moins de lait,

moins de beurre, moins de fumier, et les terres plus mal cultivées; comme aussi il faut moins de valets et moins de servantes, les pauvres n'ont point de travail, et ne peuvent pas trouver leur subsistance, puisque depuis plusieurs années les plus grossières des viandes, comme bœuf et porc, valent 10 et 12 sols la livre, et le beurre au même poids 20 et 30 sols; et aussi le lait est si rare qu'on n'en peut trouver pour les enfants à la mamelle... parce que les gros laboureurs engraisent avec ce lait des veaux et autres animaux semblables qui ne servent nullement à la nourriture du pauvre, qui ne peut même pas acheter les viandes les plus grossières.

Ces gros laboureurs tenant tant de fermes, même des paroisses entières, ont tous les pâturages des paroisses, et même les communaux, et les défrichent... et les pauvres en payent les droits aux seigneurs, qui leur ont fait défense de les défricher ni d'y mettre leurs bestiaux et surtout leurs moutons.

Ces gros laboureurs tenant tant de fermes... deviennent donc les maîtres du prix des denrées et du sort du public, et ne vendent leurs blés qu'après les avoir gardés plusieurs années, et même l'enharrent s'ils le peuvent, ce qui met le pain à 4 sols la livre. Ce grand prix est la cause de la destruction de tout commerce parce que, après avoir acheté du pain, l'on ne peut pas acheter d'autre marchandise. Même d'aucuns pauvres ne peuvent pas avoir moitié de leur subsistance, d'autres point du tout, et donc meurent de faim, et pour faire fleurir l'état de laboureur... Faut donc, Sire, mourir de faim tandis qu'on entasse les blés dans les greniers!

Letteguives (B. Rouen).

Des menaces ont été faites par le juge, en présence de plusieurs habitants de ce hameau, promettant et menaçant de réduire lesdits habitants plats comme des sols marqués de 6 liards, par la disette et la famine. Il a bien commencé à effectuer sa promesse et ses menaces par l'exportation innombrable des grains qu'il a fait sortir

de Pont-l'Abbé. Et, après avoir vidé ses greniers, il ne se contente pas d'iceux. Il a été, lui-même, dans les campagnes, et fait aller d'autres de sa part, arrêter les restants de grains dans tous nos cantons, tant ceux qui sont battus que ceux qui sont à battre. N'est-ce pas le vrai moyen d'occasionner des émeutes et révoltes parmi le peuple? N'est-ce point une cruauté insigne d'agir de la sorte envers un peuple et des habitants qui ont toujours agi avec la voie de la douceur jusqu'au malheureux moment où ils se voyaient manquer de pain et réduits à la dernière extrémité? Cela n'est-il point déplorable? A qui aurions-nous recours, si ce n'est à notre bon roi...

Artisans de Pont-l'Abbé.

Mais la bourgeoisie rurale a aussi ses griefs contre les domestiques.

Jamais les domestiques de campagne ne furent si rares et si peu soumis qu'ils le sont aujourd'hui. Ils refusent d'obéir, ils se révoltent ouvertement, ils répondent avec fierté et mépris, prennent le ton de maîtres plutôt que celui de serviteurs et finissent par abandonner dans la force du besoin. Les assemblées où les domestiques se rendent en foule et où il leur est permis, au mépris des conventions qu'ils ont faites auparavant, de quitter un maître pour en prendre un autre, ces assemblées-là sont trop nombreuses et trop dispendieuses pour les cultivateurs. Le gouvernement pourrait parer à cet abus vraiment funeste aux agriculteurs. Peut-être conviendrait-il qu'il n'y eût qu'un seul terme ou tout au plus deux dans chaque année.

Farges-en-Septaine (B. Bourges).

Le bon ordre social exige des différences dans les états et les conditions. Que serait, en effet, une société composée seulement de médecins ou d'apothicaires? Rien, sans doute... Il faut laisser chaque classe d'hommes à sa destinée, toute innovation là-dessus sera toujours dangereuse; le manouvrier est essentiellement destiné, dans les campagnes, à servir d'aide au laboureur... Le manouvrier n'est pas fait pour être laboureur en chef; il ne convient pas de le laisser distraire sa destinée en lui fournissant l'appât d'une propriété onéreuse au bien de sa famille et au sien.

Frenelle-la-Grande (B. Mirecourt).

De même, dans les ports, les marins-pêcheurs s'estiment exploités par les patrons et les négociants.

Sire... votre ville de Concarneau... est l'une des fertiles pépinières qui fournit à votre port de Brest d'excellents marins. Jadis florissante par la liberté et l'étendue de son commerce maritime, elle ne contenait que des marins aisés. Les entraves mises à ce commerce par quelques avides monopoleurs sont cause que cette ville n'offre aujourd'hui, ainsi que ses environs, que des marins... accablés par la misère...

La pêche de la sardine ne peut se faire sans un appât que l'on appelle rogue... et qui n'est autre chose que des tripailles de poissons dits stockfiches. Les Danois l'apportent du Nord en forme de lest. Ils ne retireraient, il y a vingt ans, que cinq ou six livres du baril; aujourd'hui, ils le vendent seize et dix-huit livres par la grande enchère qu'ont mise sur cette rogue d'avidés capitalistes pour s'enrichir aux dépens des misérables matelots. Dès qu'il arrive en Bretagne quelques bâtiments chargés de rogues,

les marchands monopoleurs achètent la cargaison entière... Ils la font porter dans leurs magasins, et quand la pêche devient abondante et la rogue d'urgente nécessité, ils la font payer trois fois plus cher aux pauvres matelots pêcheurs qui, à défaut de facultés (d'argent liquide) ne peuvent s'en approvisionner à leur arrivée (à l'arrivée des vaisseaux danois)...

Les marins, n'ayant point d'argent comptant à donner pour sa rogue au marchand, portent leurs poissons au magasin du marchand. Ils demandent quel prix on leur donnera du poissons. On leur répond qu'il sera payé au prix courant. Mais ce prix étant réglé chaque semaine au plus bas possible par les marchands réunis... il ne reste pas aux pauvres pêcheurs, qui ont eu toute la peine, de quoi substanter leurs malheureuses familles...

Pour mettre le comble à leur cupidité, les marchands capitalistes... plus la pêche devient abondante, moins cher ils payent aux pêcheurs le poisson, mais plus ils enchérissent alors le prix de la rogue...

Quelque cruelle que soit notre condition, l'on semble néanmoins encore nous envier jusqu'à l'air que nous respirons. Des avocats, des médecins, des procureurs, etc... deviennent aujourd'hui nos concurrents. Nous comptons actuellement à Concarneau 88 bateaux de pêche appartenant à ces citoyens... Mais pourquoi surtout les marchands de rogue eux-mêmes ont-ils une grande quantité de bateaux? C'est qu'ils font consommer leurs rogues par ces bateaux, quand les pauvres marins ne peuvent pas leur en donner le prix exorbitant qu'ils en exigent... Alors nos bateaux sont forcés de rester à terre; alors la veuve, l'orphelin et la femme isolée dont le mari est au service de la marine sont obligés, pour pouvoir vivre, de vendre leurs petits effets, et ne tardent pas à être réduits à la mendicité. En vain ces malheureux réclament-ils la pitié des marchands, ils sont sourds à leurs voix plaintives. Qu'il réfléchissent cependant sur leur conduite. S'ils jouissent aujourd'hui d'une fortune brillante, à qui en sont-ils redevables? N'est-ce pas à la peine et aux travaux du pêcheur? N'est-ce pas le fruit de sa sueur? N'est-il pas l'instrument dont

ils se sont servis, et dont ils se servent encore chaque année pour les enrichir? Ah! Quelle ingratitude... Mais ils veulent y mettre le comble, puisqu'ils se proposent de s'opposer à ce que les pêcheurs puissent désormais vendre en mer leurs sardines aux chasse-marée qui leur en donnent un meilleur prix que leurs avides fournisseurs de rogues... Quelle cupidité! Quelle barbarie! Ils nagent dans la plus grande abondance, et ils plongent dans la plus affreuse misère celui qui, par son industrie et ses travaux pénibles, leur apporte des trésors...

Marins de Concarneau (Cahier séparé).

*Dans les villes, les ouvriers ont
également conscience d'être
brimés par les patrons.*

L'indigence à laquelle est réduite l'ouvrier ne provient que de la dureté du marchand bonnetier... Les ouvriers bonnetiers, dans le plus cruel ennui, voyant la méchanceté des marchands qui leur diminuait le prix de leurs ouvrages et certains qu'ils ont augmenté leurs marchandises à leurs marchands (*plutôt : à leurs propres clients*), que le prix des laines a baissé en toutes qualités de 5 à 6 sols, que ce n'est qu'une pure friponnerie pour augmenter leur vile fortune, ne sachant à quoi s'en tenir dans leur misère et être méprisés des marchands avec paroles forcenées et injurieuses, bravant les grâces de Dieu, voyant l'approche de l'hiver, voulant faire ramper le pauvre mercenaire sous leur joug impétueux, ont relâché leurs ouvrages pour contraindre le pauvre à une plus prompte infortune en le faisant travailler à un bas prix...

Ville d'Orléans, ouvriers bonnetiers.

*Et les patrons se plaignent de
leurs ouvriers...*

Il faut une bonne police... qui rende le compagnon et l'apprenti dociles et assujettis à leurs maîtres. Comment ceux-ci pourraient-ils fournir leur ouvrage au temps prescrit et conformément à leurs marchés si leurs compagnons pouvaient les quitter avant la fin de leur entreprise? A quel excès ne se livreraient-ils pas s'ils pouvaient aller de ville en ville sans certificats de bonne conduite?

Ville d'Orléans, Merciers-drapiers.

*... soutenus par les bons bourgeois
qui réclament la suppression des
compagnonnages.*

Que, pour détruire dans les provinces une source féconde de crimes et de désordres publics, il soit rendu une loi générale qui interdise dans toute la France les assemblées illicites des compagnons et contre les associations connues sous le nom de *Devoir* et de *Gavots*; et qu'à cet effet les règlements faits sur cet objet pour la ville de Paris (en 1778) soient rendus communs à tout le royaume.

Tiers état de la ville de Nîmes.

*Le 4^e état croit parfois trouver
son salut dans une participation
aux charges municipales.*

Que désormais il soit pris pour former les douze délibérants de la communauté de Pont-l'Abbé, savoir : quatre d'entre les bourgeois, quatre d'entre les plus

notables artisans et quatre d'entre des plus notables d'entre les laboureurs; que ces hommes forment le corps politique de Pont-l'Abbé et que toutes les charges municipales... seront accordées tant aux laboureurs et artisans qu'aux bourgeois. Car la chose est indigne et injuste de priver d'honnêtes citoyens des charges municipales de leur paroisse, comme l'on fait les bourgeois de Pont-l'Abbé...

Que la justice soit rendue avec équité, tant aux pauvres qu'aux riches. Il serait à propos qu'il soit permis aux habitants de Pont-l'Abbé de choisir des juges, par voie délibérative, qui ne soient ni du commerce ni de la judicature, et que tout les jugements rendus par devant lesdits commissaires... soient gratis...

Artisans de Pont-l'Abbé.

*Mais, pour soulager leur misère,
certains envisagent de faire
payer les « capitalistes. »*

L'impôt territorial perçu en nature de fruits de toute espèce... nous semble de nature à produire cet effet (d'allègement) pourvu que d'autre côté on laisse subsister les impôts qui seuls peuvent atteindre les capitalistes et les possesseurs de richesses mobilières.

*Brignemont (Hte-Gar.)
(P. de Rivière-Verdun).*

Demander que les capitalistes devant partager l'impôt avec les possesseurs de fonds soient tenus de déclarer au greffe de leur arrondissement le placement de leurs capitaux, tant en billets privés et contrats, sous peine de nullité desdits billets et contrats.

*Cologne (Gers)
(P. de Rivière-Verdun).*

« Il est ici le bonheur »

(Horace)

... C'est détruire cet arbitraire affreux qui désole depuis trop longtemps cette province, si tranquille, si soumise, et toujours si attachée aux rois qu'elle s'est choisi elle-même.

C'est détruire ces enfants de la cupidité, ces enfants malheureux destinés dès leur berceau à être le fléau des différentes provinces.

C'est détruire ces juges iniques au profit de la ferme et du fisc, par les présents qu'ils en reçoivent annuellement, ces ravisseurs de l'honneur de nos femmes, de nos filles, ces fruits de la paresse et de l'ambition, ces serpents que nous nourrissons et qui, comme des plantes parasites, ne s'attachent à nos maisons que pour ne les laisser qu'après les avoir renversées jusqu'aux fondements ; c'est détruire ces monstres mêmes qu'enfante chaque province, c'est-à-dire devenu tels en grandissant, par les exemples qu'ils ont journellement sous les yeux des brigandages si fréquents et toujours impunis des premiers monstres dépeints, devenus tels par le désir de se soustraire à la tyrannie qui les rend ensuite eux-mêmes des tyrans ; c'est détruire ces impôts, ces vexations inventées par l'enfer, ces milices odieuses, reste de l'esclavage, sujet de tant d'injustices ; c'est plus ! c'est détruire à jamais cette offrande journalière, à l'autorité royale, de mainforte à l'aristocratie.

C'est détruire ces mots : Si le roi savait ! Le roi, le meilleur des rois, le père d'une grande et sage famille, saura. Tous les vices seront détruits.

L'heureuse, la vertueuse industrie, la probité, la pudeur, l'honneur, la vertu, le patriotisme, la douceur, l'amitié, l'égalité, la concorde, le travail, la pitié, l'économie, toutes ces belles vertus seront honorées, la sagesse enfin régnera seule.

L'amour réciproque des princes et des sujets va élever ce trône seul digne du roi des Français.

Ce sont ces belles qualités, la sagesse elle-même qui nous donnera à l'avenir nos gouverneurs, nos intendants.

C'est elle, privilège qu'elle a perdu depuis si longtemps, c'est elle seule qui nous donnera des ministres dignes de notre religion.

C'est elle qui conservera l'épouse à son époux, les filles à la vertu, les enfants au travail.

C'est elle qui dressera nos écoles de charité, nos ateliers, nos hôpitaux.

C'est elle qui créera parmi nous des juges intègres.

C'est elle qui dirigera nos routes et nos canaux, qui commercera, qui échangera nos denrées, qui formera, qui paiera ses soldats, qui économisera, qui fournira au besoin de la guerre.

C'est elle qui soignera, qui consolera, qui guérira ses pauvres, ses affligés et ses malades.

C'est elle qui va détruire ces privilèges insensés, presque toujours accordés à des hommes médiocres, peut-être pis; ces grades, ces honneurs, ces préséances, accordés à tant d'autres qui voudraient, qui osent parfois le dire, que le roi parmi eux ne fût que le premier parmi ses égaux.

C'est elle qui fera connaître au monarque ses vrais amis, qui réduira alors les autres ordres à un niveau si flatteur, qui les empêchera d'arrêter personne sur les degrés qui approchent du trône, par des prérogatives qu'ils n'auront plus, et qui leur feront sentir la nécessité du mérite égal pour obtenir la préférence.

C'est elle enfin, cette sagesse qui s'est complue à former notre auguste monarque, qui va nous arracher jusqu'au souvenir de nos maux présents; qui va sécher nos larmes en nous rapprochant de notre père, en permettant de lui

offrir nous-mêmes, pour impôts, nos cœurs et nos fortunes.

Oh! Français! te voilà, si tu donnes tout à l'amitié, qui pourra jamais nombrer la fortune de ton père et de ton roi?

Chalais (S. Saintes).

**Petit glossaire pratique
de la langue de quatre-vingt-neuf**

Abbé On désignait ainsi, non pas un simple prêtre comme aujourd'hui, mais un important personnage, chef et bénéficiaire d'une abbaye; les abbés étaient le plus souvent commendataires (voir le mot **Commende**); leur conduite donnait souvent lieu à de vives critiques, justifiées dans la grande majorité des cas.

Accessoires (de la Taille) La taille, impôt direct fondamental des roturiers, avait été depuis longtemps accrue d'une foule de droits supplémentaires (taillon, maréchaussée, subsides, crues, droits donnés aux collecteurs...), sorte de centimes additionnels. Il arrivait même qu'on désigne sous le nom d'accessoires des impôts à l'origine distincts de la taille, comme la capitation et les vingtièmes.

Affouage Le mot et la chose sont propres à la France de l'Est, Lorraine notamment. Dans la pratique, c'est la part annuelle et gratuite de chaque famille (ou *feu*, d'où le nom) dans la coupe des bois appartenant à la communauté, les bois communaux ou communes (voir ces mots).

Aides Ensemble d'impôts indirects perçus généralement sur la consommation des boissons. Extrêmement impopulaires par leur complexité, leur caractère tracassier, les contrôles qu'ils impliquaient, leurs variations énormes d'un lieu à l'autre, et le fait qu'ils étaient habituellement affermés à des compagnies de financiers rapaces, qui employaient pour les percevoir un personnel peu qualifié (ou trop qualifié) dont les privilèges paraissaient exorbitants.

Anticipations Habitude des finances royales de consommer à l'avance les revenus des années à venir (en les empruntant à des compagnies de financiers qui faisaient chèrement payer leurs avances).

Apprêteurs (d'étoffes) Artisans ou ouvriers relativement spécialisés qui donnaient la dernière main aux pièces d'étoffes (en les étirant, les pressant, les lustrant, etc.).

Aveu (et Dénombrement) Acte écrit, habituellement long, circonstancié, plein de formules traditionnelles, dans lequel un paysan reconnaît solennellement les droits de son seigneur, et décrit les terres qu'il « tient » de lui; le plus souvent, on devait faire aveu à chaque changement de seigneur (et parfois de tenancier) et en tout cas tous les trente ans. L'aveu, rédigé par un expert, ou praticien, ou homme de loi, coûtait assez cher; le défaut d'aveu en temps utile entraînait une amende, parfois lourde.

Bailli Personnage toujours important (au moins à l'échelle de la vie locale) qui est toujours un juge et souvent un administrateur. On distinguait soigneusement les baillis royaux et les baillis seigneuriaux, chefs tous les deux d'un tribunal et d'une circonscription judiciaire; les baillis des seigneurs importants pouvaient être des personnages plus considérables que les baillis royaux. (Dans l'Ouest et le Midi, le bailli royal s'appelle sénéchal.)

Bailliage Nom de la circonscription essentiellement judiciaire qui est sous la juridiction du bailli *royal* (la circonscription du bailli seigneurial est la seigneurie, qui prend aussi le nom de baronnie, marquisat, comté, etc.). La superficie des bailliages royaux variait beaucoup; elle était souvent de l'ordre d'un arrondissement actuel.

Banalités Ensemble de droits seigneuriaux qui équivalent habituellement à des monopoles économiques; les plus fréquents sont les banalités de four et de moulin, et aussi de pressoir; dans ce cas, les paysans qui dépendaient d'un seigneur étaient contraints de faire moudre, cuire, ou presser au moulin, four ou pressoir que le seigneur lui avait désigné. Ces « services » rendus par le seigneur n'étaient jamais gratuits; aux redevances exigées par le seigneur s'ajoutaient celles qu'inventaient le meunier, le fournier, etc., personnages généralement détestés.

Battage On battait les grains au fléau, soit sur l'aire (dans le Midi), soit en grange. L'opération s'étalait souvent sur une bonne partie de l'hiver et était pratiquée, dans les grandes exploitations céréalières, par des manouvriers spécialisés, payés en nature (nourriture et part de grains).

Bénéfice (ecclésiastique) C'est un bien d'Église (comprenant des terres, des dîmes, des droits, etc.) attribué, en principe, à un ecclésiastique en raison des fonctions exercées par cet ecclésiastique. Les bénéfices offraient une incroyable variété; ils étaient attribués par les personnages les plus divers (les plus importants, par le roi), donnaient lieu à un trafic considérable, à des cumuls, et à des critiques très vives, souvent justifiées.

Boisseau Comme le setier, la mine, le raseau, le résal, etc.,

c'est une mesure de capacité, généralement pour les grains, dont la valeur change d'un lieu à l'autre; elle est toujours en rapport avec une mesure de surface : la boisselée dans l'ouest, la mine, la setérée, etc., ailleurs.

Bulle Unigenitus (v. Jansénisme) Décision pontificale condamnant le jansénisme, obtenue en 1713 par Louis XIV, et qui provoqua pendant tout le XVIII^e siècle des discussions et des contestations nombreuses et graves, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Église.

Capital, Capitaliste Ces deux mots sont courants à la fin du XVIII^e siècle. Le premier désigne une somme d'argent assez considérable, qu'on fait fructifier en la prêtant à des particuliers (les « rentes ») ou en la plaçant dans le commerce, la navigation, les finances. Le mot *capitaliste* est habituellement péjoratif : le « capitaliste » accumule et fait fructifier l'argent sans souci de charité ou de justice; dans l'esprit du temps, le mot *capitaliste* ne s'applique pas à des propriétaires fonciers, à des seigneurs, mais à une forme nouvelle et assez méprisable d'accumulation monétaire de la richesse.

Capitation L'un des trois grands impôts directs de l'époque. Conçue à l'origine comme une sorte d'impôt pour tous, par tête, proportionnel aux revenus apparents, elle est devenue un simple « centime additionnel » de la taille, dans la plupart des cas; cependant, des non-taillables payaient une capitation modérée.

Casuel Dans son sens général, épithète qui s'applique à tout ce qui est incertain. Dans son sens le plus fréquent (casuel des curés), s'applique à la partie des revenus des curés provenant de messes, baptêmes, mariages, enterrements, donc en nombre évidemment variable; les curés ont toujours prétendu que ce « casuel » était faible et mal payé; l'on a aujourd'hui de fortes raisons de douter de ces affirmations.

Cens, Censive C'est la redevance essentielle du paysan « censitaire » à son seigneur : elle est le signe même de sa dépendance, elle est « recognitive » de seigneurie; c'est en cela surtout qu'elle est ressentie comme un affront, un « reste de la barbarie »; en effet, son montant est le plus souvent modique, car il a été fixé en argent à une époque habituellement ancienne, et l'argent s'est fortement dévalué depuis plusieurs siècles; cependant, le cens, payable à jour fixe, est quelquefois en nature (avoine, chapons...), et alors beaucoup plus lourd; mais il est alors fréquent que la « censive en nature » soit convertie en argent, par une opération judiciaire annuelle qu'on appelle souvent l'« apprécis ».

Champart Autre droit seigneurial, qui n'est pas universel, mais particulièrement lourd, parce que proportionnel à la récolte (c'est en somme une dîme), une « part » de la récolte du « champ ». Très souvent, les champarts sont énormes (on en connaît qui montent au tiers de la récolte); comme ils s'ajoutent normalement à la dîme, et qu'ils vont aussi à l'Église lorsque le seigneur est un ecclésiastique, ils ont provoqué de véritables révoltes paysannes en 1789 (notamment dans l'Est de la Picardie).

Chanoines, Chapitre (de chanoines ou de chanoinesses) Aujourd'hui, un chanoine est habituellement un curé qui a obtenu, par l'âge ou les services rendus, une sorte de dignité supplémentaire, de décoration. Avant 1789, les chanoines étaient tous pourvus d'un bénéfice, souvent considérable, habituellement substantiel, appelé « prébende ». Ils devaient, en principe, vivre en communauté et accomplir certains devoirs religieux. Les chanoines possédaient en quelque sorte la disposition et les revenus de l'église cathédrale; les membres des « chapitres cathédraux », issus de la bonne bourgeoisie ou de la noblesse, souvent instruits, souvent habiles administrateurs de leur temporel, souvent en difficulté avec leurs évêques, étaient habituellement accusés de travers nombreux. Les chanoines (et chanoinesses) réguliers (vivant dans une communauté, dans un couvent) avaient encore plus mauvaise réputation; les chanoines groupés dans les « collégiales » (qui pouvaient servir d'églises paroissiales) étaient de valeur et de richesse fort variable. On doit noter que beaucoup de chanoines, cultivés et d'esprit éclairé, appartenaient à des sociétés de pensée et à des loges maçonniques.

Charrois Le transport par charrettes des récoltes du seigneur, ou des denrées qui lui étaient dues par les censitaires, figurait assez souvent dans les obligations de leurs « vassaux » paysans. Obligation terrible, par sa durée (parfois non définie par les textes, donc soumise à l'arbitraire), et par le temps et l'énergie perdus : les chevaux, grande richesse et richesse fragile, auraient été mieux utilisés pour les labours, par exemple.

Les charrois exigés par le roi en temps de guerre, inattendus et souvent considérables dans les provinces-frontières, constituaient aussi une lourde charge.

Charrue Le sens habituel est le même que de nos jours; il faut savoir que les charrues, souvent construites à la ferme, comportaient une très faible quantité de fer (le soc).

Le mot a un second sens : la quantité de terre qu'une charrue traînée par le nombre habituel de chevaux, bœufs ou vaches, peut normalement mettre en valeur. Superficie variable évidemment selon les provinces et les sols; assez souvent comprise entre dix et vingt hectares (d'où l'expression à première vue surprenante de « paysans à demi-charrue »).

Chartrier Ensemble de « chartes » (vieux documents, souvent sur parchemin, établissant les « droits féodaux » ou seigneuriaux, ou les titres de propriété) reliés en un volume; autre sens : lieu où sont conservées ces chartes. En détruisant les chartriers, les paysans pensaient détruire la base de la puissance du seigneur.

Chasse (droit de) La chasse est absolument réservée aux nobles et aux seigneurs (on sait que tous les seigneurs ne sont pas nobles), absolument interdite à toute autre personne. Avec le droit de colombier, le droit de chasse (jusque dans les moissons) est le plus généralement honni par les cahiers de doléances, et le plus envié par les paysans (qui, en réalité, braconnaient beaucoup).

Clos, clôtures Sous l'ancien régime, la clôture d'une pièce de terre est le signe de l'appropriation individuelle pleine et entière, et de l'interdiction de pénétrer, particulièrement au bétail. Les jardins, les vignes, les prairies sont habituellement enclos; pour les terres labourables et les communaux, maquis, landes, etc., la coutume varie d'une province à une autre. Dans la France située au nord et à l'est de la Loire, les champs sont généralement non clos, ce qui permet au bétail de tout le village d'y pâturer après la moisson (vaine pâture), ou après la fenaison ou le regain. Avec ou sans la permission judiciaire ou royale (il y eut pour certaines provinces à la fin du XVIII^e siècle des édits de clôtures), les riches avaient tendance à « clore leurs héritages » pour interdire au troupeau communal d'y pénétrer; mais ils prétendaient envoyer pâturer leur troupeau sur les terres et les prés des autres qui n'étaient pas clos. Ces initiatives provoquèrent, on s'en doute, des querelles terribles dans les campagnes, surtout dans l'est; les cahiers s'en font souvent l'écho. La Révolution ne résolut pas complètement le problème.

Collecteur Le collecteur d'impôts (directs) est presque toujours élu par l'assemblée des habitants, par la « communauté ». Souvent, chaque paysan était collecteur à son tour — c'est-à-dire percepteur dans son propre village. On imagine les difficultés que cette institution soulevait... (d'autant que les collecteurs étaient souvent responsables de la rentrée des impôts).

Colombier Seuls les seigneurs pouvaient avoir un colombier dans leur manoir et leur ferme principale (le colombier est un signe de seigneurie). Mais les dégâts commis par des centaines de pigeons seigneuriaux provoquaient la plus universelle colère, que traduisent presque tous les cahiers de doléances.

Commende Une abbaye en commende est celle qui n'est pas dirigée par un membre de l'ordre. L'abbé est alors un séculier, voire un laïc, le plus souvent un fils de noble famille, qui

pouvait cumuler les abbayes en commende, à qui le roi conférait ainsi des revenus qui ne lui coûtaient pas cher. L'abbé commendataire percevait généralement le tiers des revenus d'une abbaye, parfois les deux tiers. L'abus de la commende est unanimement dénoncé en 1789 (il a pourtant été plus criant aux XVI^e et XVII^e siècles).

Commission (intermédiaire) Depuis 1787, il existait, en droit, des « assemblées des trois ordres » dans chaque province (quatre avaient déjà été créées entre 1778 et 1781), qui comprirent des notables souvent éclairés, mais ne se réunirent qu'une fois; cette institution mort-née semble avoir été populaire; la commission intermédiaire, composée de quelques membres, faisait la transition dans l'intervalle théorique des sessions.

Communal Le communal est la terre qui appartient à la communauté (c'est-à-dire à l'ensemble des habitants domiciliés dans une paroisse); le communal peut ne pas exister (France du Nord); il consiste souvent en bois, pâtures, friches, landes, marais, apparemment de peu de valeur, en réalité précieux pour le bois et le pâturage; certains communaux étaient énormes (Est, montagnes); deux questions brûlantes à leur sujet :

— A qui appartenaient le communal? au seigneur, ou aux habitants? on plaida beaucoup, le seigneur l'emporta le plus souvent; il obtint pour le moins le droit en pleine propriété au tiers des communaux.

— Devait-on partager les communaux? et comment (proportionnellement aux terres tenues par chacun, ou par tête?). Ces questions, qui opposaient en gros les riches et les pauvres, se posèrent au moins aussi vivement au XIX^e siècle.

Communauté Sens habituel : l'ensemble des habitants d'une paroisse, exploitant un même terroir (la « commune » d'après la Révolution); sens aussi fréquent et plus restreint; l'assemblée villageoise (souvent composée des plus riches) qui représente cette communauté (soit : notre conseil municipal).

Autre sens : tout groupe professionnel urbain (ou habituellement urbain); on disait : la communauté des barbiers, des marchands, des orfèvres; en ce sens, presque synonyme de « corps » ou de « métier »; le mot « corporation », contrairement à ce que l'on croit, n'était *jamais* employé.

Existe évidemment aussi le sens de communauté religieuse.

Commune Ce n'est *jamais* le sens actuel. La commune, c'est généralement *le communal*, du moins à la campagne. A la ville, conservation du vieux sens médiéval (la ville et commune de...); c'est parfois aussi la *cloche* de la ville et commune, qui symbolise, avec quelque retard, une « liberté » communale bien déchue.

Compagnon, Compagnonnage Le mot « compagnon » par (opposition à « maître de métier ») est moins souvent utilisé qu'on l'imagine habituellement; le mot « ouvrier » paraît plus fréquent, et il s'oppose alors volontiers à patron; l'« ouvrier » est plus spécialisé et plus urbain que le « manouvrier » ou « journalier », véritable gagne-denier, homme à tout faire de la campagne et même des faubourgs; le véritable « ouvrier » est l'artisan qui est soumis à un patron.

En revanche, les « compagnonnages » existent bel et bien, avec le sens qu'on leur connaît : les magistrats, le clergé et les patrons s'accordaient à condamner ces sociétés plus ou moins clandestines, où régnaient des rites voisins des rites maçonniques, qui pratiquaient l'assistance mutuelle, allant parfois jusqu'à la grève, un élémentaire syndicalisme, mais se détestaient entre elles. En fait, il ne semble pas qu'elles aient eu partout et dans tous les métiers l'importance qu'on leur accorde parfois avec exagération.

Congrue (portion congrue) C'est la somme minimum que doit reverser le « gros décimateur » (voir ce mot) au curé de paroisse qui ne touche pas de dîme; cette somme était, en droit, de 700 livres à la fin de l'ancien régime; en fait, de beaucoup moins; « congrue » voulait dire « convenable »; la réalité réduisit l'épithète au sens d'« insuffisant ». (Les cahiers réclament 1.200 à 1.500 livres.)

Tous les curés — loin de là — n'étaient pas réduits à la portion congrue; presque tous jouissaient de terres, de rentes (reversées par la fabrique), et tous du casuel; nombreux étaient ceux qui jouissaient de parts de dîmes, parfois considérables. Sauf en quelques régions, l'aisance du curé de campagne est aujourd'hui un fait reconnu; plus malheureux était le vicaire, pratiquement dans la dépendance du curé, ainsi que certains prêtres-chapelains, ou simplement « habitués » (rattachés pour ordre à une église paroissiale, sans revenu constitué).

Constitution Dans la langue de l'époque, le contraire d'arbitraire. On disait couramment que la France n'avait « pas de constitution » (mais elle possédait quelques vagues « lois fondamentales »); une constitution n'est pas forcément écrite, elle peut être coutumière (Angleterre), mais elle s'appuie sur quelques grands textes). En 1789, on était encore nourri de Montesquieu, et impressionné par l'exemple américain (Constitution de 1787) : la constitution, visiblement, devait être écrite et consacrer au moins la séparation des pouvoirs et des libertés fondamentales, ainsi que l'égalité civile.

Consuls Nom méridional du syndic ou maire (les consuls vont d'ailleurs souvent par deux); ce personnage communal, autrefois élu, était en pratique un officier possesseur d'une petite

charge; les intendants contrôlaient leur gestion; l'on désirait le retour à la « libre » élection.

Contrainte Opération de justice par laquelle on « contraint » un homme à payer ses dettes, et surtout ses arrérages d'impôt, au besoin en établissant une « garnison » chez lui, et en faisant vendre ses meubles (ces procédés étaient au moins en partie illégaux).

Corporation Mot d'origine anglaise, pratiquement inusité sous l'ancien régime : même l'édit de Louis XVI qui supprime les « corporations » ne comporte pas le mot : il parle de corps, de communautés, de métiers.

Corps Organisation légale (ou coutumière) de gens exerçant un même métier, une même profession, une même occupation; s'emploie surtout pour les groupes socio-professionnels d'un certain niveau (les « Six-Corps » parisiens sont les plus relevés).

Corvée La *corvée royale* (dite des grands chemins), qui frappe surtout les paysans (qui protestent) est payée soit en travail, soit plus souvent en argent, selon les moments et les lieux.

Il existe encore des *corvées seigneuriales* (entretien des terres, des châteaux seigneuriaux, charrois, etc.) dans les régions où le régime seigneurial est particulièrement vivace et rude. Les bretons acceptaient les « corvées ordinaires » (inscrites dans la coutume), mais refusaient très énergiquement toute « corvée extraordinaire » réclamée par les seigneurs.

Cour Hormis son sens habituel et bien connu (la cour du roi), ce mot désignait souvent les tribunaux, notamment les tribunaux importants (cf. le « Messieurs, la Cour! » encore employé de nos jours), et généralement les parlements.

Cours souveraines En droit, quatre sortes de tribunaux se targuaient du titre de « cours souveraines » (notamment des tribunaux financiers); en 1789, on désigne habituellement par cette expression les seuls parlements.

Coutumes Hors le Midi (droit dit romain), chaque petite région avait « sa coutume », c'est-à-dire sa loi propre concernant le droit civil surtout. Les coutumes, longtemps traditionnelles, furent rédigées au XVI^e siècle. La royauté essaya de les simplifier, de les unifier, de créer un « droit français », de proposer des sortes de « codes généraux » : elle ne fit que des lois qui s'ajoutèrent aux coutumes sans les faire disparaître. En 1789 encore, dans le bailliage de Beauvais, on disait le droit, on jugeait selon quatre coutumes différentes, selon les endroits où elles « avaient lieu ». Survivance actuelle de cette institution très profondément ancrée : les usages locaux, les usages ruraux.

Décimateur Celui qui lève la dîme. En droit, le curé est le décimateur obligatoire, sauf titre contraire. En fait, les dîmes vont souvent à de puissantes abbayes, à des évêques, à des chanoines, à des seigneurs descendants des fondateurs de paroisses, ou qui ont spolié l'Église (dîmes inféodées). Il restait aux curés des bribes de dîmes, généralement difficiles à percevoir et contestées par les paysans.

Dîme Part des récoltes qui doit revenir à l'Église (depuis le IX^e siècle au moins) pour l'entretien des prêtres desservants, des bâtiments du culte, et le secours aux pauvres. Les cahiers disent longuement que cette destination canonique était depuis longtemps oubliée. La dîme se percevait parfois au dixième des « fruits » (récoltes), plus souvent à un taux moindre; dans la réalité, la variété du taux est prodigieuse. Les principales dîmes sont les « grosses dîmes », qui se perçoivent sur les « gros fruits », principales récoltes de la région, céréales et vin le plus souvent : elles vont habituellement aux « gros décimateurs », qui sont rarement les curés. Vingt sortes de dîmes (solites et insolites, noales, de charnage, de pois, dîmes vertes, etc.) provoquaient des conflits et des procès incessants. En principe, toute terre devait la dîme (rarissimes exceptions), qui était quérable (le décimateur passait avec sa charrette...), et perçue avant toute autre redevance. Pour plus de détail, voir les cahiers, ou la thèse de Henri Marion, *La Dîme ecclésiastique en France au XVIII^e siècle*.

Dixième Impôt royal direct. A l'origine, il devait être proportionnel aux revenus, et même à tous les revenus. En fait, il n'était le plus souvent qu'un des nombreux accessoires de la taille, et l'un des plus lourds avec la capitation. Son histoire détaillée (mêlée à celle des vingtièmes) est fort compliquée.

Dominicature Nom local du domaine du seigneur.

Domaine C'est la partie des terres du seigneur dont il se réserve la jouissance directe (il l'exploite soit par serviteurs, soit par un fermier du domaine) : il comprend fréquemment le manoir, son parc enclos, et une ou plusieurs grandes exploitations rurales bien groupées.

Au domaine s'oppose la mouvance ou les censives, que le seigneur a abandonnées depuis longtemps à des « tenanciers » moyennant paiement d'un *cens* (voir ce mot), et de divers droits (seigneuriaux, dits féodaux), mais sur laquelle il garde un droit de « propriété éminente » plus ou moins fort selon les régions.

Le « domaine royal » est, au fond, la même chose : le roi est alors considéré comme un seigneur d'un type spécial.

Don gratuit Somme forfaitaire ou soumise à discussion que le clergé de France consent « librement » à donner au roi (d'où le mot « gratuit » : le clerc ne saurait être soumis à l'impôt).

Quoi qu'on en ait parfois dit, ce « don » était insignifiant (3 à 4 millions par an), par rapport aux énormes revenus de l'Église de France.

Droits seigneuriaux ou féodaux Sont expliqués un à un (cens, champart, banalités, etc.).

États Les États sont toujours des réunions de représentants traditionnels des trois ordres (clercs, nobles et le reste, pratiquement les bourgeois), soit pour l'ensemble du royaume (États généraux), soit pour une partie (États provinciaux). En 1789, une partie des provinces du royaume avait encore ses « États », dont le rôle principal était de discuter avec le roi le montant de l'impôt provincial, et d'en assurer la levée (Bretagne, Languedoc, Provence, Dauphiné, Bourgogne, provinces récemment conquises comme l'Artois et le Béarn, minuscules « pays » pyrénéens comme le Bigorre et les Quatre Vallées); d'autres en avaient eus, les avaient perdus, et le regrettaient (Normandie); pratiquement, chaque province ou chaque petite région désirait avoir ses « États », son assemblée propre, qui enlèverait au pouvoir central ses attributions jugées excessives. Tout ce qui n'était pas « pays d'États » était « pays d'Élections », tombés pratiquement sous la domination totale de l'administration financière royale.

Exécution (judiciaire) (cf. *Contrainte*) : c'est la vente par autorité de justice des meubles d'un contribuable défaillant.

Exempt (de la Maréchaussée) Officier chargé d'exécuter les ordres de la maréchaussée (origine de la gendarmerie), ou de toute autre juridiction. Personnage évidemment impopulaire et redouté.

Exposition Abandon d'enfant. A Paris, le nombre des enfants abandonnés s'accrut au XVIII^e siècle dans des proportions effrayantes.

Fabriques Sens habituel : assemblée des principaux paroissiens d'une église, qui s'occupe de la gestion matérielle de l'église (réparations, mobilier, linge, luminaire, location de bancs, administration des biens de fabrique — parfois importants —, choix des prédicateurs, charité, quêtes, etc.). Ses membres éminents sont les « marguilliers ». Dans la pratique, le conseil de fabrique se confondait souvent, à la campagne, avec la communauté (conseil municipal).

Sens nouveau : atelier important (quelques ouvriers, ou quelques dizaines) qui transforme, souvent avec des moyens mécaniques, des matières premières.

Famine Le mot, longtemps courant, et qui tend à disparaître, ne désigne presque jamais une famine authentique par manque de nourriture; simplement, une sous-alimentation passagère de la population pauvre et modeste, due à la cherté des

vivres (essentiellement le pain, 50 % du budget populaire en 1789) et au manque de travail (aucune allocation de chômage); il n'était pas rare que les vivres enchérissent de 50 à 100 % (beaucoup plus avant 1750)). Les gens mouraient peu de dénutrition, mais de malnutrition et d'épidémies secondaires, propagées par la mendicité.

Faux saulniers Contrebandiers de sel, tantôt pauvres hères travaillant isolément, tantôt bandes organisées de brigands, souvent populaires. Ils sévissaient aux frontières qui séparaient les provinces où le sel ne coûtait presque rien (Bretagne, par exemple) et celles où son prix était exorbitant (jusqu'à cinquante fois plus).

Fermiers Aujourd'hui, ce mot évoque un paysan. Avant 1789, il désignait toute personne qui avait pris « à ferme », contre une somme fixée d'avance, pour un temps défini, la perception d'un droit, d'une dîme, des revenus d'une seigneurie, d'un impôt local, d'un ou plusieurs impôts généraux. L'on distinguait ainsi les fermiers de seigneurie (nommés souvent « receveurs »), les fermiers de dîmes, et la masse des fermiers d'impôts, dont les plus connus étaient les fermiers-généraux, compagnie qui se chargeait, au nom du roi, de percevoir une grande partie des impôts, surtout indirects. Tous pensaient essentiellement à profiter abondamment de leur ferme (c'est-à-dire à récupérer beaucoup plus que le loyer de fermage qu'ils avaient payé). Ils étaient naturellement plus détestés encore que les simples collecteurs et officiers de finances : tout le monde connaissait leurs « voleries », élevées à la hauteur d'une institution, et l'opinion publique les exagérait souvent. Même à la campagne, le fermier du seigneur et du décimateur, sorte d'« allié » des privilégiés, souvent fort riche et fort puissant, suscitait crainte, envie ou colère.

Souvent les fermiers « généraux » (du roi ou des seigneurs) affermaient à des fermiers « particuliers » ou « sous-fermiers » la levée d'une partie des impôts ou des droits; ceux-ci prenaient aussi leurs bénéfices. Il n'était pas rare de trouver, pour de grosses affaires, une cascade de sous-fermiers, économiquement tous parasites, politiquement tous détestés.

Féodaux (Droits), Féodalité On désignait sous ces vocables péjoratifs et peu exacts tout ce qui rappelait la « barbarie » du Moyen Age : essentiellement les privilèges des nobles et ceux des seigneurs, allégrement confondus. La plupart des droits dits « féodaux » sont en réalité des droits seigneuriaux (voir les mots cens, censives, champarts, lods et ventes, litre, girouette, etc.). La nuit du 4 août 1789, furent abolis (ou soumis à rachat) la plupart des « droits féodaux ».

La véritable « féodalité » est une société de guerriers où dominant les liens d'homme à homme (suzerain et vassal; foi

et hommage; fief et service de fief, etc.); ses traits en étaient très atténués ou très défigurés, et paraissaient ridicules et démodés au XVIII^e siècle.

Fief A cette époque, signifie presque toujours *terre noble* (contrairement à la terre roturière). Posséder cette terre noble n'anoblissait en rien (sauf en de rares provinces périphériques). Le droit d'aînesse, quand il existait, portait habituellement sur ces fiefs seuls.

Le second sens du mot fief est encore une contamination : il signifie simplement seigneurie, ensemble des terres et des droits possédés par un seigneur. Il ne comporte pas alors la moindre idée de noblesse, au moins en droit.

Certaines régions isolées, et toute la Bretagne, entrent mal dans le cadre de ces définitions.

Finage Terme de l'Est : l'ensemble des terres cultivées d'un terroir de paroisse, ce qui exclut toujours les jardins enclos, et souvent les forêts et communaux.

Financier Ou bien il s'agit de fermiers des impôts royaux ou de droits très importants (voir article **Fermier**); ou bien il s'agit d'hommes d'affaires pratiquant le prêt à l'État (et à l'occasion aux particuliers). Ces personnages impopulaires étaient indispensables à la vie financière de la royauté d'ancien régime.

Formulaire (v. **Jansénisme**) Le « formulaire d'Alexandre VII », qui remontait au temps de Mazarin, condamnait la doctrine de Jansénius en des termes tels qu'une bonne partie du clergé (qui était obligé d'y souscrire encore en 1789!) se refusait à l'accepter intégralement. Le bas-clergé y voyait une manifestation de tyrannie de la part des évêques, du pape, et même du roi. Cette affaire, qui aujourd'hui nous paraît bien mince, a empoisonné la vie de l'Église et du clergé pendant plus d'un siècle.

Four, Fournier (v. *Banalités*) Le fournier, ou fermier du four banal, était un personnage impopulaire, accusé de voler pour son compte en sus de la perception du droit seigneurial dont il était chargé. Même chose pour le meunier.

Franc-fief En droit, les roturiers ne devaient pas posséder de terres nobles, ou fiefs; mais beaucoup en possédaient. On imagina de leur faire payer ce privilège par un impôt perçu de temps à autre (tous les vingt ans le plus souvent), et qui absorbait un an et demi du revenu du fief (revenu souvent estimé arbitrairement).

Gabelle, Gabelou Le mot a désigné jadis toutes sortes d'impôt sur les marchandises; le sens d'impôt exorbitant, injuste, in-

vraisemblable lui a été conservé en certaines provinces, comme la Bretagne.

Mais il s'agit naturellement du monopole de la vente du sel par l'État. L'inégalité des provinces (où le prix du sel variait de 1 à 50), la tracasserie des règlements et des employés de la gabelle (gabelous) en ont fait, avec les aides, l'impôt le plus impopulaire de tout l'Ancien Régime. Surtout dans les provinces de « grande gabelle », les cahiers de doléances ne manquent jamais de le fustiger avec une rare unanimité.

Gallican L'Église gallicane, c'est l'Église de France; c'est surtout l'Église de France libre, ou du moins privilégiée à l'égard de Rome. Dans l'ensemble, le clergé (surtout le bas-clergé), les parlementaires et la partie de l'opinion qui s'intéressait à ces questions étaient alors en grande majorité gallicans. L'ultramontanisme (soumission à tout ce qui vient de Rome) sera essentiellement la marque du XIX^e siècle.

Garenne Bosquets ou landes qui constituent la réserve à lapins des seigneurs. Naturellement, les lapins ne se contentaient pas de vivre dans leurs limites; d'où la colère compréhensible des paysans. Le droit de garenne est un droit seigneurial.

Garnison Groupe de soldats (ou d'agents de justice) qui s'installent sur les biens d'un débiteur récalcitrant (le plus souvent envers le fisc) pour le contraindre au paiement (aucun rapport avec le sens actuel du mot). Souvent, la garnison était fictive, mais la contrainte ne l'était pas.

Girouette Le droit de girouette est un droit seigneurial, l'insigne même de la seigneurie, sinon de la noblesse. Personne d'autre ne pouvait installer une girouette sur sa maison (d'où le goût des girouettes dans la bonne bourgeoisie d'après 89!).

Glandée, Glandeyage Droit de faire paître les porcs dans les forêts. Dans les forêts seigneuriales, il appartenait au seigneur ou à son fermier; dans les forêts royales, il donnait lieu à adjudication; dans les forêts communales, il était soigneusement réglé (époque et nombre de têtes). Sa valeur économique était considérable; aussi les paysans tentaient-ils souvent de « faire glandoyer » en fraude.

Granges (dimeresses) Énormes bâtiments, souvent très beaux, où les décimateurs entassaient le produit des dîmes, en attendant le moment favorable pour vendre. Dans les révoltes rurales de 89 et d'avant, elles furent souvent attaquées, pour leur richesse et pour leur symbole.

Grimoires féodaux Voir *Chartriers*.

Gros décimateur Voir *Dîme* et *Décimateur*.

Gros (du curé) Le « gros » du curé est la part de grosses dîmes que lui reverse le gros décimateur. Rappelons qu'un curé qui touche des dîmes ne reçoit pas la portion congrue : il doit opter pour l'une ou pour l'autre (il opte pour la congrue quand sa part de dîme est inférieure, naturellement).

Héritages Ce mot désigne, soit les jardins enclos qui touchent la maison du paysan ; soit, plus souvent, l'ensemble des terres cultivées d'une communauté rurale.

Le sens juridique courant du mot « héritage » existe aussi : il est le même qu'aujourd'hui.

Hommage A l'origine, c'était le serment « de foi et hommage » que portait le vassal à son suzerain — le vassal noble, s'entend. Ce vieux sens s'est étendu au « vassal » paysan, qui porte assez souvent à son seigneur une sorte d'hommage rituel (embrasser le seuil de sa porte...) et plus souvent encore des « hommages » matériels, sous forme de petites offrandes, fixées ou non par la coutume. Mais cet « hommage » du tenancier-vassal demeure propre à certaines régions, le plus souvent traditionalistes et reculées.

Industrie Le mot industrie n'a que très rarement au XVIII^e siècle (sauf chez une élite d'économistes et de philosophes) le sens actuel. Industrie signifie le plus souvent activité, habileté, parfois exercice d'un métier (quelconque). Le mot qui correspond le mieux au sens actuel est celui de « manufacture », ou parfois « arts et métiers », ou parfois même « commerce ».

Jachère Repos d'une terre habituellement labourée, qui peut durer un an, deux ans, parfois plus. En pays non clos, le bétail communal avait habituellement le droit de pâturer dans les jachères, au moins pendant l'automne. Il n'était pas rare que les paysans cultivent de petits morceaux de jachères, notamment en légumineuses et en fourrage. Ce qui constituait une belle intuition de la vertu fondamentale de ces plantes enrichissantes. Les physiocrates menèrent grand bruit contre « l'opprobre des jachères » et proposèrent d'y cultiver soit des « racines », soit des légumineuses (sainfouin, luzerne) à la mode anglaise (et aussi hollandaise, ce qu'ils ignoraient). Ces « nouveautés » étaient souvent assez mal accueillies par les paysans, traditionalistes.

Jansénisme La doctrine janséniste, née à l'époque de Louis XIII, mettait en cause des questions théologiques assez subtiles, que peu de gens étaient aptes à saisir. Elle se doubla vite d'une querelle de « chapelle » (pour ou contre les jésuites),

apparut comme l'apanage d'une certaine société (parlementaires pieux et rigoristes), voire d'une faction politique. En 1789, le jansénisme était, en gros, l'affaire des curés et des parlementaires, et se confondait plus ou moins avec le gallicanisme (voir ce mot). L'édit de 1695 ayant pratiquement mis le bas-clergé dans la main des évêques, un certain esprit de corps des curés (et d'une partie de l'Église et de la société) se teinta de jansénisme gallican pour résister aux prélats, au despotisme, et à Rome à la fois. Les opinions se cristallisaient sur la question du Formulaire et de la Bulle Unigenitus (voir ces mots). Les cahiers du clergé, notamment ceux des curés, montrent l'actualité de la question, et soulignent ce fait d'apparence paradoxal (il est vrai que le « parti » janséniste comptait un grand nombre d'esprits éminents) que les jansénistes sont, en 1789, du côté de la liberté, sinon d'une certaine « philosophie », d'ailleurs modérée.

Javelle Manière d'entasser les épis de blé; selon les régions, en bouquets plus petits qu'une gerbe, ou bien en « tas » de gerbes.

Juridiction Ce mot complexe désigne, soit un tribunal (souvent seigneurial), soit le domaine, ou l'arrondissement dans lequel s'exerce l'action d'un tribunal.

Laboureur Ce très vieux mot désigne habituellement un paysan possesseur d'une charrue et des animaux de trait nécessaires à son usage — au minimum. Dans certaines provinces, il désigne simplement les paysans en général (le Poitou a ses « laboureurs à bras »); dans ce cas, le sens est très proche du vieux sens très général : celui qui travaille (la terre).

Litre Tenture funéraire (et parfois tenture peinte, avec les armoiries du seigneur) fixée aux murs (intérieurs et parfois extérieurs) d'une église lors du décès de son « patron » (descendant du fondateur), pratiquement du seigneur du lieu. Le droit de litre était considérée comme l'un des droits seigneuriaux (et parfois nobiliaires) les plus marquants.

Livre (Tournois) La livre tournois (de Tours, qui avait éliminé au XVI^e siècle la livre parisis, ou de Paris) se divisait en 20 sols, et chaque sol en 12 deniers. Elle était l'unité monétaire du royaume; stable depuis 1726, elle équivalait sensiblement au franc-or de 1914. En fait il n'existait pas de pièce d'une livre : les pièces (d'or, d'argent, de cuivre) ne comportaient pas de valeur faciale; leur valeur était fixée par décision royale. En 1789, le louis d'or valait 24 livres, l'écu d'argent 3 livres (il y avait des multiples et sous-multiples, comme le « gros écu » de 6 livres ou la pièce de 30 sols). La pistole (qui n'avait aucune existence réelle) équivalait à 10 livres.

Lods et Ventes Voir Saisine.

Logements (de troupes) Obligation dans laquelle était la population de loger les soldats qui passaient ou séjournaient, lorsqu'il n'y avait pas de caserne. Les excès de certains soldats, l'exemption de logement dont bénéficiaient les classes aisées, en faisaient quelque chose d'assez lourd (moins qu'aux siècles précédents cependant), et de fort impopulaire.

Loi L'absence de « code » général est la caractéristique de l'ancienne France. La loi faite par le roi était une loi parmi d'autres. Les coutumes (voir ce mot) demeuraient puissantes; il y avait une législation ecclésiastique, seigneuriale, même municipale — et de nombreuses « libertés » ou privilèges (lois privées). Une loi générale comme le code civil constituera une grande nouveauté, réclamée d'ailleurs par tous les esprits éclairés.

Luminaire C'est l'ensemble des lampes, cierges, etc., qui doivent canoniquement se trouver dans une église. Leur fourniture, qui incombait soit au gros décimateur, soit à la fabrique, soit à certains corps de métier, donnait lieu à de nombreuses querelles.

Magister C'est le maître d'école, dont on sait qu'il était aussi chantre, bedeau, etc. Toutes les communautés rurales auraient dû en entretenir un; toutes ne le faisaient pas, soit négligence, soit manque de ressources (car le magister était presque toujours à la charge de la communauté rurale), soit hostilité à l'instruction. En fait, il y avait presque toujours un magister dans les villages situés à l'Est d'une ligne Saint-Malo-Genève, qui sépare la France instruite de la France ignare.

Maïs Cette plante précieuse — une des « plantes révolutionnaires » de l'histoire agricole — avait été introduite d'Amérique en Espagne, puis en Aquitaine, dès le XVI^e siècle. Elle était presque ignorée ailleurs que dans l'Ouest et le Sud-Ouest.

Maîtres, Maîtrises Le sens courant de ce mot est bien connu; les maîtrises étaient pratiquement héréditaires, et les maîtres fort attachés à leurs privilèges, qui leur assurait habituellement une sorte de monopole économique, d'ailleurs contesté en droit et en fait, qui ne devait pas survivre à la Révolution.

On appelait *Maîtres des Eaux et Forêts* les officiers (à la fois juges et administrateurs) qui dirigeaient un secteur, un arrondissement forestier, la maîtrise. Ils étaient chargés de faire observer la grande ordonnance de Colbert sur les Eaux et Forêts, et les textes qui suivirent; leur action, souvent impopulaire (ils empêchaient le pillage des bois, le pâturage irrégulier, les coupes trop fréquentes) fut le plus souvent excellente. Il y avait des « maîtrises » seigneuriales, provinciales, ecclésiastiques, et des

sortes de sous-maîtrises; on les appelait souvent verderies ou grueries.

Manouvrier Le mot, fort clair, équivaut presque à notre « manœuvre ». Il désigne des ruraux et même des urbains sans capitaux, sans outillage, sans terre ou presque, sans bétail ou presque, non spécialisés, qui étaient employés ici ou là pour le travail des terres, la moisson, la vendange, les aides à maçons, les terrassements, le creusement des fossés, etc. Ce sont les millions de quasi-prolétaires de l'ancien régime.

Manufacture Le mot n'a que rarement le sens qu'on lui accorde communément : une grande maison où travaillent un certain nombre d'ouvriers, souvent de création royale (les « manufactures de Colbert »). Ou bien, on pense à une sorte de « pré-usine » réalisant une concentration des capitaux, des ouvriers, avec les premières machines (les « machinofactures » de Marx, qu'on oublie d'opposer à ses « manufactures »).

Le mot veut généralement dire activité « industrielle », cette activité industrielle est bien plus souvent dispersée que concentrée. Lorsqu'on dit que, dans le Maine par exemple, « la manufacture de toiles est très active », cela signifie qu'il se fabrique beaucoup de toiles dans les chaumières fondamentalement dispersées des tisserands ruraux du Maine (la ville avait peu de tisserands, on y trouvait des blanchisseurs et les grands négociants). L'objet de « la manufacture » (on disait aussi, très significativement, « le commerce ») est de se procurer de l'argent ou des marchandises qui manquent dans une région.

Mais, à la fin du XVIII^e siècle, le sens « XIX^e siècle » du mot (avec l'idée de concentration et d'un début de machinisme) apparaît nettement, surtout dans les villes (Paris, ports) et pour certains produits nouveaux (les « manufactures de toiles peintes », nettement concentrées).

Maréchaussée Il s'agit de la première forme de notre gendarmerie, divisée en trente-quatre compagnies, soit, en gros, une par généralité. Ce nombre était notoirement insuffisant, étant donné surtout l'insécurité de beaucoup de routes et de campagnes, et le regain de mendicité et de banditisme qui marque les difficiles dernières années de l'ancien régime.

Métier Désigne soit un outil (métier à tisser, à tricoter, etc.), soit un corps de métier, généralement manuel (les professions tant soit peu intellectuelles comme la médecine et l'apothicairerie étant élevées aux rangs d' « arts »), que nous avons la mauvaise habitude de nommer « corporations » (voir ce mot). Les « métiers » étaient, soit libres (bien plus souvent qu'on ne croit), soit « statués » (avec maîtrises, privilèges, jurandes...).

Le sens actuel de « profession » est rare en 1789.

Meunier Personnage important des campagnes de 1789, généralement accusé de friponnerie, surtout lorsqu'il s'agit d'un meunier « banal » (voir ce mot); selon les régions, les moulins étaient à eau ou à vent.

Milice Sorte de service militaire modéré (un homme par paroisse, tiré au sort, s'exerçant quelques jours par an, rarement utilisé en temps de guerre), créé au temps de Louis XIV, souvent modifié dans ses modalités, qui ne touchait guère que les jeunes paysans, et dont l'impopularité était énorme. Souvent pourtant, la paroisse payait un ou plusieurs « remplaçants » (avec cotisation communale répartie sur les foyers). Il existait aussi une milice « garde-côte », aussi impopulaire. D'autre part, « la milice » était un impôt supplémentaire, qui prenait place parmi les « accessoires » de la taille (voir le mot).

On sait que le refus du service militaire fut l'une des causes principales de l'insurrection vendéenne, et que la désertion fut une des plaies de l'État durant la Révolution, l'Empire, et même au XIX^e siècle. (Le déserteur était toujours soutenu par l'opinion, particulièrement à la campagne.)

Mortalité « Une mortalité » (qui peut toucher les hommes comme les bêtes) est, au XVIII^e siècle, une augmentation subite et notable (allant aisément du simple au double) du nombre habituel des morts. La cause la plus fréquente en était l'épidémie, jointe ou non à la malnutrition.

Le mot n'a jamais le sens abstrait d'un taux qu'on lui donne de nos jours, à la suite des démographes.

Moutaux Terme de l'Ouest : l'ensemble des paysans qui sont soumis à la banalité d'un moulin seigneurial.

Mutation Désigne habituellement tout changement de propriétaire (paysan) d'un bien immobilier. Le seigneur percevait, à cette occasion, un « droit de mutation » de valeur variable.

Noblesse Il est à peu près impossible de définir rigoureusement le second ordre de l'État, ou bien il y faudrait un livre entier. Les nobles se considèrent comme une race à part, jouissent de privilèges considérables, dont les plus connus sont l'exemption de l'impôt roturier qu'est la taille personnelle, le droit de porter l'épée, le monopole légal ou effectif de certaines charges de l'État, la faculté de transmettre leur noblesse par le sang. Les « faux nobles » constituaient probablement la majorité de l'ordre; beaucoup de famille avaient été anoblies par l'acquisition de « charges anoblissantes », dont la plus célèbre était la charge de « secrétaire du roi », vraie « savonnette à vilains ». La vieille noblesse d'épée remontait très rarement au-delà du XV^e, voir du XVI^e siècle; pas plus de quatre ou cinq familles pouvaient revendiquer une noblesse antérieure à l'an Mil. Le titre

d' « écuyer » ou de « chevalier » (plus élevé en dignité) est, dans les anciennes archives de presque toute la France (quand celles-ci sont authentiques), le critère le meilleur de la véritable noblesse. Beaucoup de seigneurs ne sont pas nobles, si presque tous les nobles sont seigneurs (voir ce mot). Ne purent députer aux États généraux que les « nobles possédant fiefs », — restriction peu sévère, en fait.

Novales Une terre novale est une terre nouvellement défri-chée, ou nouvellement remise en culture, et comme telle sujette à la dîme. Toute terre où l'on passe d'une culture non décimable (prairie) à une culture décimable (blé) est considérée aussi comme novale pour la dîme. Les « dîmes novales », légères, sujettes à mille procès, appartenaient presque toujours aux curés; elles leur causaient bien du souci.

Offices, Officiers Le mot « officier » n'a presque jamais en 1789 le sens militaire que nous lui attribuons; il faudrait plutôt penser à nos actuels « officiers ministériels ». Presque toutes les fonctions de juges, de fonctionnaires de finances, d'administrateurs, etc., s'achetaient, se revendaient, se léguaient, moyennant quelques faibles conditions d'âge et de mérite (peu respectées) et surtout le paiement au roi d'un certain nombre de droits.

Opiner Donner son opinion, soit par un vote écrit, soit par un signe (opiner du bonnet) ou une parole. On attachait beaucoup d'importance au rang suivant lequel on opinait (il constituait un signe visible de la hiérarchie sociale, comme la place tenue dans une procession).

Ordre L'ancien régime avait hérité du Moyen Age la division traditionnelle en trois ordres : ceux qui priaient, ceux qui combattaient, ceux qui travaillaient. Cette subdivision ne correspondait plus à l'état social réel et à l'économie du royaume: discordance ou « contradiction » grave.

Ouvrier (v. Compagnon) Ce terme, fréquemment employé, désigne les travailleurs, généralement urbains, qui travaillent sous l'autorité d'un patron, de manière permanente ou non, qui ont une certaine qualification professionnelle (parfois assez légère), dont la dépendance économique est habituellement totale, les ressources personnelles à peu près nulles, et le salaire jamais garanti, ni quant à son taux ni quant à sa durée. (Voir également le mot **Manouvrier**.)

Parcours Dans les campagnes non closes, aux cultures bien réglées, le troupeau de la communauté, confié à un ou plusieurs bergers, a le droit de pâturer, dans certaines conditions de composition et de durée, les chaumes et la sole en jachère. Son « parcours », c'est l'espace sur lequel il a le droit de brouter

(et d'engraisser le sol); habituellement, on dit qu'il y a « droit de parcours » d'un village à un autre lorsque les deux communautés rurales offrent (selon la coutume du lieu) leurs deux terroirs à la disposition des deux troupeaux communaux. Ce droit intéresse surtout l'Est de la France.

Parlement L'on sait que *les* parlements (et non pas le seul parlement de Paris) sont essentiellement des tribunaux; on sait aussi que, par l'intermédiaire des « remontrances » (sens primitif : simples remarques juridiques sur la rédaction d'une décision royale), ils prétendirent plus ou moins contrôler le gouvernement, contribuèrent à son affaiblissement, et sombrèrent complètement dès le début de la Révolution. Corps très privilégiés (tous les conseillers étaient nobles, et souvent d'ancienne noblesse), ils apparurent souvent comme les « protecteurs du peuple » (c'est-à-dire de la bourgeoisie), alors qu'en fait ils songèrent principalement à sauvegarder leurs privilèges de caste, — ce qui les perdit. Outre Paris, il y avait parlement à Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Dijon, Rouen, Aix, Rennes (par ordre d'ancienneté); aux XVII^e et XVIII^e siècles furent créés, pour des provinces annexées, les parlements de Pau, Metz, Besançon, Douai, Nancy; Artois, Alsace, Roussillon et Corse n'eurent droit qu'à des sortes de sous-parlements, les « conseils souverains ».

Paroisse C'est la division fondamentale du royaume de France; sa « fille » est notre commune (sauf pour les villes, qui comprenaient de nombreuses paroisses). Cette unité religieuse constituait une unité civile, le plus souvent une unité agricole, pas forcément une unité seigneuriale (les limites de la paroisse et de la seigneurie coïncidaient ou non). Certaines régions correspondaient mal à cette définition, notamment la Bretagne.

Patron Le « patron » d'une paroisse est l'homme, ou le groupe (un couvent) qui a fondé, bâti, doté une église paroissiale; il peut être laïque ou ecclésiastique. Mais le « saint patron » d'une église est le saint sous le vocable, sous l'invocation duquel est placée cette église (Saint-Sernin de Toulouse, par exemple). Le sens actuel, strictement social, du mot patron (chef d'entreprise) est plus rare.

Pigeon V. Colombier (droit seigneurial).

Plaisirs (du roi) Il s'agit habituellement de la chasse royale; mais on dit aussi « plaisirs de chasse ».

Pomme de terre Sous des noms variés (notamment cartoufle), la pomme de terre était connue un peu partout (surtout dans l'Est) bien avant Parmentier. On doutait simplement qu'elle puisse convenir à l'alimentation humaine (certaines espèces étaient en effet peu savoureuses et peu digestes). La popularité

et l'utilisation massive du précieux tubercule sont postérieures à 1789.

Portion congrue V. **Congrue**.

Praticien Ne veut jamais dire médecin (on employait le mot docteur pour tous les hauts gradués des Universités, surtout en théologie); désigne habituellement celui qui a la pratique du droit, de la rédaction des actes, le procureur (notre avoué), parfois une sorte de notaire sans le titre.

Prémices Premiers fruits d'une terre (ou d'un animal) qu'il est d'usage, dans certaines provinces, d'offrir à l'Église (au curé), voir même au seigneur.

Procureur C'est notre avoué; sa réputation, en 1789, n'est pas très bonne. Les « procureurs du Roi » sont tout autre chose : nos actuels procureurs de la République, sensiblement. Les procureurs généraux des Parlements furent de très grands personnages.

Receveur (v. **Fermier**) Tous ceux qui, comme détenteurs d'un office ou comme preneurs d'un bail de ferme, reçoivent des impôts, des droits, etc. Il existait donc des receveurs (généraux et particuliers) des impôts directs; des receveurs de la Ferme générale et des diverses fermes d'impôts; et aussi des receveurs seigneuriaux, bourgeois ou riches paysans, auxquels étaient versés les droits seigneuriaux; il y avait aussi des receveurs de dîmes.

Recteur Nom breton du curé de paroisse (les paroisses étant très vastes, il existait des sortes de sous-paroisses, appelées trêves, administrées par des vicaires). Les « recteurs » d'Universités ont sensiblement les mêmes fonctions que de nos jours (mais sont généralement élus, les Universités étant bien plus indépendantes que de nos jours).

Regrat Bureau de vente au détail du sel (v. **Gabelle**); plus généralement, boutique de revente au détail.

Remises 1° Pourcentage (commission) qu'un traitant, un fermier d'impôt, un receveur, un collecteur même, pouvait prélever pour son compte personnel; il était de l'ordre de 1 à 2 %.

2° A la campagne, petite pièce de bois, au milieu ou en bordure des champs, qui sert de refuge au gibier du seigneur; coutume naturellement honnie par le paysan.

Rentes Des *rentes seigneuriales* (en argent ou en nature) grevaient de nombreuses tenures (terres ou maisons) dans de nombreuses provinces; leur poids était fort variable. Des rentes

entre particuliers. dites *rentes constituées*, en principe à 5 %. étaient des formes déguisées de placements d'argent et de prêt à long terme : elles étaient extrêmement fréquentes, surtout dans la bourgeoisie et les classes supérieures. L'État avait créé des *rentes sur l'Hôtel de Ville* (de Paris), véritables emprunts, trop nombreuses, mal assises, mal payées (les rentiers mal payés, surtout des Parisiens, murmuraient assez souvent). Le *Clergé de France* et certains pays d'États (*rentes provinciales*) avaient aussi créé des rentes, mieux gérées et mieux payées que celles de l'État. Il existait aussi des *rentes viagères*.

Les « rentes » rurales correspondaient, soit à l'exercice d'un droit seigneurial comparable souvent au cens (voir ce mot), soit à des dettes anciennes dont le service était assigné sur le revenu de certaines terres nommément désignées (ce qui diminuait leur valeur).

Saisine-Dessaisine Ce droit seigneurial, fort ancien, correspond en somme à l'enregistrement, dans les services seigneuriaux, du changement de tenancier d'une terre à censive. Le sortant était « dessaisi », l'entrant, « saisi ». Le mot de « saisine » avait seul survécu; le droit à payer se confondait souvent avec les lods et ventes, droit considérable (au moins 10 % de la valeur du bien, avec mille variations locales).

Seigneur, Seigneurie Entendu au sens de « grand seigneur », le mot désigne un très noble personnage. Au sens habituel, il désigne simplement le titulaire d'une seigneurie (qui s'achetait comme n'importe quel autre bien), qui pouvait être noble ou roturier, laïque ou ecclésiastique, personnel ou collectif (les chapitres sont des seigneurs collectifs). Toute seigneurie comporte une dignité, un droit de commander et même de juger, et d'autre part des terres, habituellement divisées en deux parties, le « domaine » ou « réserve » du seigneur, qu'il habite et exploite en personne, par serviteur ou par fermier, et les « tenures » concédées à des paysans moyennant cens, aveu, droits seigneuriaux divers. En 1789, la seigneurie est essentiellement quelque chose de terrien. Il y a confusion, à son sujet, avec la féodalité et la noblesse (voir ces mots).

Sénéchal, Sénéchaussée Nom du bailli et du bailliage (voir ces mots) dans l'Ouest et le Midi de la France.

Setier Un nom de mesure, de contenance évidemment très variable (voir **Boisseau**).

Sol, Sou V. Livre tournois. La plupart des salaires et des prix s'exprimaient, dans le petit peuple, en sous. Ainsi, la livre de pain valait de 1 à 2 sous, le salaire journalier d'un manouvrier oscillait autour de 20 sous (plus à Paris, et dans les métiers qualifiés).

Syndic Sauf dans le Midi, c'est le nom le plus fréquent du maire de la communauté rurale. Trop souvent, il a été obligé d'acheter un petit office, ou est désigné par l'intendant; l'antique liberté d'élection est donc habituellement abolie. A l'origine, le syndic était surtout le représentant en justice de la communauté rurale.

Synodes L'ensemble des curés réunis autour de l'évêque, chaque année à date fixe; l'usage en disparut, puis fut aboli par l'Édit de 1695. Les curés voulaient le voir revivre. Les synodes avaient publié des « statuts », sorte de « loi » diocésaine, que les évêques modifiaient à leur gré au XVIII^e siècle : ces procédés accentuaient l'anti-épiscopalisme de la majorité des curés.

Taille C'est l'impôt direct roturier par excellence. Dans le Midi, elle repose sur des documents précis, les cadastres, et c'est la terre rotutière qui paie (même si un noble la possède). Ailleurs, la taille est attachée à la personne du roturier; elle est répartie par les assesseurs-collecteurs à l'intérieur de la paroisse (ou « collecte »), en fonction des revenus apparents, estimés ou connus. De nombreux efforts avaient été accomplis pour la rendre à peu près « proportionnelle » aux revenus. On a exagéré les injustices de sa répartition et de sa perception, les inégalités régionales aussi. Mais ces injustices et inégalités étaient vivement ressenties — notamment les « exemptions » du clergé, de la noblesse, et de nombreux officiers bourgeois.

Terrage Nom local du champart (voir ce mot).

Terrier Papier, registre (parfois accompagné d'un plan) qui donne la liste des terres relevant d'une seigneurie, avec le nom des tenanciers et les droits qu'ils devaient. De nombreux terriers furent refaits à la fin du XVIII^e siècle; les paysans y gagnèrent rarement. L'un des spécialistes de ces réfections fut le « commissaire à terrier » Babeuf, en Picardie.

Terroir L'ensemble des terres qui appartiennent (sauf les droits du ou des seigneurs) à la même communauté rurale. On dirait aujourd'hui : le territoire de la commune de X.

Traitants Fermiers d'impôts (v. le mot **Fermier**), d'une rare impopularité, pas toujours vraiment méritée (c'était tout de même la monarchie qui avait inventé le système...).

Traites Forme d'impôt indirect à la circulation; pratiquement, ce sont les douanes entre les différentes provinces du royaume, et aussi aux « frontières » du royaume. Législation d'une invraisemblable complexité, propre à toutes les combinaisons, fraudes et profits.

Trêve En Bretagne, subdivision de la paroisse (v. **Rec-teurs**).

Triage Droit réclamé (et généralement obtenu) par le seigneur de s'approprier le tiers (et parfois les deux tiers) des communaux (voir ce mot), notamment des bois et pacages communaux. L'ordonnance des Eaux et Forêts (1669) leur facilitait l'exercice de ce droit, que la jurisprudence (les juges étaient presque tous seigneurs) avait favorisé. D'où les cris des paysans qui s'estimaient propriétaires des communaux.

Turneps Ce sont des « racines » (navets surtout) que les Anglais, puis les physiocrates français ont mis à la mode dans l'« agriculture nouvelle », comme plantes enrichissantes et propres à aider à la disparition de l'« opprobre des jachères » (voir ce mot).

Vaine pâture (voir **Parcours et Jachère**). La pâture collective des chaumes et des friches par l'ensemble des troupeaux d'un village (qui n'était pas universelle en France) traduit l'idée profonde que la terre « vaine » (débarrassée de sa récolte) redevient une sorte de propriété collective. Les petits paysans tenaient beaucoup à ce droit (ils n'avaient pas de prairies); la vaine pâture est impossible et illégale lorsqu'il y a « défense » (clôture); voir ce mot.

Vassal Au sens ancien, celui qui a juré foi et hommage à son suzerain (noble). Le mot s'employait, par une extension abusive, pour désigner l'ensemble des paysans qui dépendaient d'un même seigneur (et lui avaient présenté aveu et dénombrement).

Vénalité Se dit de ce qui se vend, et notamment des charges et offices (voir ce mot). N'a pas habituellement le sens péjoratif (la vénalité d'un ministre...).

Vingtième Comme le dixième, ce fut un essai d'impôt direct sur le revenu; on ne put l'asseoir sérieusement, sauf exceptions provinciales; en 1789, on percevait deux vingtièmes, qu'on appelle habituellement « dixième » (voir ce mot).

...Si vous désirez plus de précision ou d'érudition, allez consulter dans une grande bibliothèque le *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles* de Marcel Marion (Paris, Picard, 1923), ou, mieux encore, le *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale...* de Pierre-Jean-Jacques Guyot (1^{re} édition, 64 volumes in-8°, Paris, 1775-1781; nombreuses rééditions notamment par Merlin et Guyot).

Bibliographie sommaire

Origine des extraits cités dans ce recueil.

1) *Cahiers inédits.*

B. de Beauvais : *Archives départementales de l'Oise*;
Ville de Laval : *Archives départementales de la Mayenne*.

2) *Extraits provenant d'ouvrages ou de publications de textes généraux.*

Archives parlementaires, 1^{re} série; tomes I à VII (Paris, 1879).
E. Champion, *La France d'après les cahiers de 1789* (Paris, 1897).

3) *Grandes publications départementales de cahiers de doléances* (la plupart appartiennent à la « Collection de Documents inédits sur l'Histoire Économique de la Révolution française », dite collection Jaurès).

Auvergne : F. MIEGE, *Les Cahiers des paroisses d'Auvergne*.

Auxerre : C. PORÉE, *Cahiers de doléances du clergé du bailliage d'Auxerre* (Auxerre, 1927).

Bourges : A. GANDILHON, *Cahiers de doléances du bailliage de Bourges* (Bourges, 1910).

Cahors : V. FOURASTIÉ, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Cahors...* (Cahors, 1908).

Château-du-Loir : P. BOIS, *Cahiers de doléances du Tiers état de la sénéchaussée de Château-du-Loir* (Gap, 1960).

Civray : P. BOISSONNADE et L. CATHELINÉAU, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Civray* (Niort, 1925).

Concarneau : voir *Quimper*.

Flandre : A. DE SAINT-LÉGER et P. SAGNAC, *Les cahiers de la Flandre maritime* (Paris, 1906-1908).

Marne (dépt. de) : G. LAURENT, *Département de la Marne, Cahiers de doléances...* (Reims, 1930).

Marseille : J. FOURNIER, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Marseille* (Marseille, 1908).

Mirecourt : E. MARTIN, *Cahiers de doléances du bailliage de Mirecourt* (Épinal, 1928).

Nîmes : E. BLIGNY-BONDURAND, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes* (Nîmes, 1908-1909).

Niort : L. CATHELINÉAU, *Cahiers de doléances des sénéchaussées de Niort et Saint-Maixent* (Niort, 1912).

Orléans : d'après G. LEFEBVRE, *Études orléanaises*, tome I (Paris, 1962).

Quimper : SAVINA et BERNARD, *Cahiers de doléances des sénéchaussées de Quimper et de Concarneau* (Rennes, 1927).

Rennes : SEE et LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes* (Rennes, 1909-1912).

Rivière-Verdun : LIGOU, *Cahiers de doléances du Tiers état du pays et jugerie de Rivière-Verdun* (Gap, 1961).

Rouen : BOULOISEAU, *Cahiers de doléances du Tiers état du bailliage de Rouen* (1957-1960).

Saint-Maixent : voir Niort.

Troyes : J. J. VERNIER, *Cahiers de doléances du bailliage de Troyes* (Troyes, 1909-1911).

Versailles et Meudon : J. F. THENARD, *Bailliages de Versailles et de Meudon, les cahiers de paroisse* (Versailles, 1889).

Haute-Vienne (Département) : -. LEROUX, *Archives parlementaires de la Haute-Vienne*, t. I (Limoges, 1889).

Écrits sur le sujet.

Vous pouvez consulter des manuels :

Albert MATHIEZ, *La Révolution française*, 3 vol., 1922-1924, réédité en 1 vol., 1960.

Georges LEFEBVRE, *La Révolution française*, t. XIII de la coll. *Peuples et Civilisations*, nouv. éd., 1951.

Albert SOBOUL, *Précis d'histoire de la révolution française*, 1962.

Jacques GODECHOT, *Les Révolutions (1770-1799)*, t. XXXVI de la coll. *Nouvelle Clio*, 1963.

Des thèses :

Georges LEFEBVRE, *Les Paysans du Nord pendant la Révolution française*, 1924.

Ernest LABROUSSE, *La Crise de l'économie française à la fin de l'ancien régime et au début de la Révolution*, 1944.

Albert SOBOUL, *Les Sans-Culottes parisiens en l'an II*, 1958.

Paul BOIS, *Les Paysans de l'Ouest*, 1960.

Quelques grandes études :

Edme CHAMPION, *La France d'après les cahiers de 1789*, 1897.

Daniel MORNET, *Les Origines intellectuelles de la Révolution*, 1933.

Philippe SAGNAC, *La Formation de la société française moderne*, t. II : *La Révolution des idées et des mœurs et le déclin de l'Ancien Régime (1715-1788)*, 1946.

Jean EGRET, *La Prérévolution française, 1787-1789*, 1962.



Collection dirigée
par Pierre Nora
et Jacques Revel

ouvrages parus

1. 1789. Les Français ont la parole. Cahiers des États Généraux, *présentés par Pierre Goubert et Michel Denis. Un tableau de la France qui va faire la Révolution, suivi d'un glossaire pratique de la langue de Quatre-vingt-neuf.*

2. « L'Œil de Moscou » à Paris : Jules Humbert-Droz, ancien secrétaire de l'Internationale communiste. *Pour la première fois la crise de croissance du Parti communiste français éclairée de l'intérieur par les archives personnelles du délégué de Trotsky.*

3. Les deux scandales de Panama, *présentés par Jean Bouvier. Quarante-cinq liasses inédites des Archives bancaires racontent le secret des « chéquards ».*

4. Auschwitz, *présenté par Léon Poliakov. Les archives du Centre de Documentation Juive racontent la vie de chaque jour dans le haut lieu du génocide.*

5. Azincourt, *présenté par Philippe Contamine. La plus grande défaite de la Guerre de Cent Ans d'après les chroniques, plaintes, mandements et lettres de rémission.*

6. Satan Franc-maçon, *présenté par Eugen Weber. Le plus grand canular fin de siècle, l'affaire Diana Vaughan montée par Léo Taxil, un mystificateur de génie.*

7. Le Congrès de Tours, 1920. Naissance du Parti communiste français, *présenté par Annie Kriegel. Les raisons du divorce entre socialistes et communistes, le dossier qu'il faut connaître.*

8. Ravachol et les Anarchistes, *présentés par Jean Maitron qui produit, entre autres inédits, l'autobiographie que dicta à ses geôliers, avant de passer à l'échafaud, le plus célèbre des « Anars ».*

9. Les procès de Moscou : Pierre Broué *présente un condensé critique des trois grandes vagues de procès staliniens, d'après les procès-verbaux du Commissariat du Peuple et le dossier des révisions entamées par Khrouchtchev depuis le XX^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S.*

10. « O.A.S. parle » : pièces d'archives métropolitaines et algériennes de l'O.A.S. anonymement déposées aux Éditions Julliard.

11. Procès des Communards, *présentés par Jacques Rougerie d'après les milliers de procès inédits qui se sont déroulés devant le Tribunal militaire de 1871 à 1880.*

12. L'Anti-Napoléon : Jean Tulard *présente, à travers complots et pamphlets, la légende noire de l'Empereur.*

13. Cayenne, déportés et bagnards — *De Billaud-Varenne et Collot d'Herbois à Seznec, en passant par le capitaine Dreyfus, Michel Devèze raconte un siècle et demi de guillotine sèche.*

14. Clemenceau, briseur de grèves : Jacques Julliard *montre, à travers les archives des syndicats ouvriers et de la Sûreté Nationale, comment les grèves sanglantes de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges (1908) ont fait de Clemenceau, selon sa propre expression, « le premier flic de France ».*

15. La Découverte de l'Afrique : Catherine Coquery *raconte, par la plume d'Hérodote et Polybe, d'El Bekri et Ibn Batoutah, de Filippo Pigafetta, de Bosman et de Mungo-Park, les voyages de l'Antiquité au XVIII^e siècle au cœur du continent noir.*

16. « Dreyfusards ! » Souvenirs de Mathieu Dreyfus et autres inédits : *avec les notes du frère du capitaine, Robert Gauthier revit le combat des premiers artisans de la réhabilitation.*

17. Les sociétés secrètes en Chine (XIV^e et XX^e siècles) : *Triade, Boxeurs et Lotus blanc, que voulaient ces « anti-sociétés » ? Jean Chesneaux répond par les documents chinois.*

18. Jean Bart et la guerre de course : *présentée par Armel de Wismes, la grande aventure des corsaires.*

19. Le Procès de Louis XVI, *présenté par Albert Soboul. A l'heure du choix dramatique, les conventionnels régicides.*

20. La Séparation des Églises et de l'État : Jean-Marie Mayeur *suit la loi de Séparation (1905) depuis sa genèse jusqu'à sa dramatique application, en utilisant, entre autres sources, les archives des archevêchés et les dossiers des Procureurs généraux.*

21. Les Spartakistes — 1918 : l'Allemagne en révolution. *Entre Rethondes et Weimar, Gilbert Badia fait revivre, avec Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, la commune de Berlin.*

22. Juin 1936 : l'explosion sociale du Front Populaire, *présentée par Georges Lefranc.*

23. « Carpetbaggers » et Ku-Klux-Klan. Les États-Unis après la guerre de sécession, *présentés par Godfroy Hodgson.*

24. Budapest 1956 : la révolution hongroise, *présentée par François Fejtö.*

25. Les Jésuites en Chine : la querelle des rites 1552-1773 *présentée par Etiemble.*

26. L'insurrection du ghetto de Varsovie, *présentée par Michel Borwicz.*

27. Nous les maîtres d'école : *autobiographies d'instituteurs de la Belle Époque, présentées par Jacques Ozouf.*

28. La nuit des longs couteaux : le 30 juin 1934, Hitler liquide les siens, *par Charles Bloch.*

29. L'Avènement du Roi-Soleil, *présenté par Pierre Goubert.*

30. L'An Mil, *présenté par Georges Duby.*

31. Les Niveleurs, Cromwell et la République, *présentés par Olivier Lutaud.*

32. Le Dossier de Vichy, *présenté par Jacques de Launay.*

33. Les Gracques, *présentés par Claude Nicolet.*

34. Os Cangaceiros, les bandits d'honneur brésiliens, *présentés par Maria Isaura Pereira de Queiros.*

35. Les mutineries de 1917, *présentées par Guy Pedroncini.*

36. La Déclaration Balfour. 1917 : *Création d'un foyer national juif en Palestine, présentée par Renée Neher-Bernheim.*

Achevé d'imprimer
le 15 septembre 1970
sur les presses de l'imprimerie

BUSSIÈRE

N° d'éditeur : 3171.

N° d'impression : 1127.

Couverture : Appel aux armes, 1791 (détail).
(*Paris. Musée Carnavalet-Snack International.*)
Maquette : Françoise Borin.

« Il existe un monument
précieux de la raison en
France : ce sont les
cahiers des trois ordres
en 1789.

Là se trouvent consignés,
avec une connaissance
profonde des choses, tous
les besoins de la société »
(Chateaubriand).

Des dizaines de milliers
de Cahiers,

Pierre Goubert et
Michel Denis ont extrait
les passages les plus
significatifs et les
plus vivants.

Ils y ont adjoint
un vocabulaire pratique de
la langue de

Quatre-vingt neuf
qui n'a nulle part
ailleurs son équivalent.

KQ-951-187

